

• L'AFRIQUE NOIRE VA IMPLOSER – Pages 10 et 11

LE MONDE diplomatique

N° 433 - 37ᵉ année — AVRIL 1990

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA; DOM. : 22 F; Belgique : 110 FB; Canada : 3,50 $ C; C-d'Iv. : 1 170 F CFA; Espagne : 320 PTA; USA (N.Y.) : 2,75 $ US; USA (others) : 2,95 $ US; Roy.-Uni : 1,75 £; Italie : 4 000 lires; Luxembourg : 110 FL; Maroc : 17,00 DH; P.-Bas : 6,00 Fl.; RFA : 5,50 DM; Sénég. : 1275 F CFA; Suisse : 4,20 FS; Tunisie : 2 100 m

Abonnements : voir tarif page 19

Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DROGUE
Les banquiers complices
(Pages 24 et 25.)

La colère du citoyen humilié

Par CLAUDE JULIEN

LE sang-froid : voilà bien la vertu cardinale lorsque tout bouge et bascule autour de soi. Moment privilégié de l'histoire, la planète est en effervescence mais la classe politique, sans rien perdre de sa sérénité, se laisse accaparer par d'autres soucis.

Dans la fièvre et l'enthousiasme, l'Europe de l'Est s'active à poser les fondations de régimes démocratiques aussi séduisants qu'encore incertains. Dans le même temps, comme tirée par une irrésistible pesanteur, l'Afrique noire s'enfonce dans un appauvrissement désespéré que ponctuent les protestations populaires contre la misère du plus grand nombre et la corruption de quelques-uns. Pendant qu'ils se débattent sans illusion avec leurs créditeurs, les gouvernements librement élus en Amérique latine voient grandir le flot des déshérités auxquels des leaders populistes, impuissants devant l'inflation grandissante et la violence quotidienne, offrent des rêves creux, sans objectif accessible, sans programme réaliste. Les frustrations n'en seront bientôt que plus grandes. Mais, impavide, la classe politique, gauche et droite confondues, vaque à ses affaires... Elle sait – elle sait... – que le « monde libre » triomphe. Pourquoi s'inquiéterait-elle d'autre chose que de la marche au pouvoir ?

Elle n'ignore rien des remous qui bouleversent les frontières. Celle dont elle parle le plus – la frontière germano-polonaise – reste sans doute la plus stable, la moins menacée. Plusieurs autres, au contraire, posent des questions ardues. Depuis longtemps, les engins balistiques ont conféré une valeur éminente mais de plus en plus symbolique aux pointillés qui, sur les cartes, séparent surtout des représentations de nations. Les négociations en cours vont, avant la fin de l'année, réduire les armements classiques et stratégiques, ramener les rapports de forces militaires à des niveaux moins intolérables, modifier les missions assignées aux alliances. Mais seules retiennent l'attention, à gauche, les lignes de partage entre courants au sein d'un même parti, ou, à droite, entre formations incestueusement accouplées, déchirées par d'inexpiables disputes familiales.


DR
CHEF-PLEUREUSE (Thèbes, tombe de Mimakht).

Malgré les coups de boutoir du GATT et la libération des échanges, les frontières économiques paraissent posséder quelque consistance. Elles délimitent tant bien que mal des marchés où, à l'abri d'un protectionnisme camouflé, les productions nationales bénéficient encore, mais de moins en moins, de conditions relativement favorables. Les grandes firmes d'export-import et les formes modernes de la distribution commerciale ont rendu poreuses des barrières jadis réputées infranchissables. Par-dessus tout, mobilisant d'énormes capitaux et de riches gisements de savoir-faire technologique, les savantes manœuvres des plus puissants groupes industriels et bancaires redessinent à leur guise la carte économique du monde. Pourtant, les accords prévus ou déjà conclus entre grandes firmes (Renault et Volvo, Daimler-Benz et Mitsubishi ou Aérospatiale) suscitent chez les politiques moins de commentaires que les rapprochements éventuels entre chefs de faction. Un écart de quelques dizaines de points entre les mandats recueillis par deux « courants » ou les modestes variations d'un sondage de popularité prennent plus d'importance que les milliards du déficit commercial et le flux grandissant de capitaux du Sud vers le Nord.

Tant d'inconscience met en lumière non pas les faiblesses congénitales des régimes démocratiques, ambition passionnée des peuples qui en sont privés, mais les stupéfiantes insuffisances des acteurs. Ils ne sont pas éperdument grisés d'ambition : celle qu'ils cultivent est trop modeste. Le parti politique est l'indispensable outil d'une démocratie. Mais, à oublier les finalités de l'outil, ils le discréditent et finiront bien par le briser entre leurs mains. Alors, le champ sera largement ouvert aux simplificateurs, aux démagogues, aux fanatiques qui sauront canaliser les déceptions des citoyens. Tel est le sens de la progression du Front national, qui en mars a même atteint 30 % des voix dans un fief de gauche aussi symbolique que la Seine-Saint-Denis. Bientôt, il sera sans doute trop tard pour convoquer les pleureuses au chevet d'une démocratie anesthésiée, agonisant sans douleur.

Aux lamentations, toujours le citoyen actif préférera la colère. Que l'indignation l'emporte sur l'affliction et la résignation.

(Lire la suite page 13.)

UNE ALLEMAGNE TROP PUISSANTE ?

L'espoir à deux vitesses

La victoire des amis de M. Helmut Kohl, en RDA, le 18 mars dernier, a accéléré l'unification des Etats allemands. Cinq länders vont sans doute être reconstitués et rattachés à la RFA. Ainsi cessera d'exister un Etat né des décombres du nazisme et des tensions de la guerre froide. Les modalités de sa disparition seront fixées lors de la prochaine conférence réunissant les quatre vainqueurs de la guerre (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France) et les deux Etats allemands, auxquels se joindra, sur la question touchant à ses frontières, la Pologne.

Un nouvel âge de l'Europe commence avec cette unification qui pose toutefois de redoutables problèmes à la Communauté européenne. Ils seront étudiés au cours de la Conférence de Dublin qui s'ouvre le 28 avril, immédiatement après le sommet franco-allemand. La création, dans un contexte international chamboulé, d'une Allemagne unifiée transforme cette grande puissance économique en une indiscutable puissance politique. Cela modifie l'actuel équilibre européen. Comment poursuivre sans changer de rythme une construction européenne qui s'édifiait jusqu'à présent sur l'axe franco-allemand et qui risque désormais de se bâtir autour du pilier renforcé d'une Allemagne si puissante ?

Par JEAN-MARIE VINCENT*

LA révolution pacifique d'octobre et novembre 1989 en RDA n'a pas seulement mis fin à un régime, elle a plongé dans une profonde crise sociale et politique toute une société ébranlée dans ses assises et confrontée à l'attraction de l'Allemagne de l'Ouest.

Quand le mur de Berlin tombe, le 9 novembre, les institutions du pays sont en pleine débandade et ont de moins en moins de prise sur la population et les événements, parce que le Parti communiste (SED), dirigé par M. Egon Krenz, a fait en quelques semaines la preuve de son incapacité à anticiper l'évolution et à se réformer rapidement. En même temps, les groupements d'opposition sont encore loin de s'être implantés solidement et d'avoir formulé des programmes opérationnels dans une conjoncture qui a pris tout le monde de court. Les différentes couches sociales, livrées à elles-mêmes, sont en quelque sorte mises en état d'apesanteur. La nomenklatura est en voie de dissolution un peu partout, la technocratie économique n'arrive plus à maîtriser les rapports de travail, parce qu'elle a perdu beaucoup de son autorité. Il n'y a plus à proprement parler de classe dominante en état de fonctionnement, mais il n'y a pas non plus de couches dominées qui seraient en voie de s'affirmer.

La classe ouvrière, que le régime avait soumis à une tutelle particulièrement lourde et débilitante, ne sait quel chemin emprunter : réformer les syndicats officiels, s'en remettre à la social-démocratie, bâtir de nouvelles organisations ? Très vite, elle se prononce dans les vieilles forteresses de Saxe pour l'unité allemande, pour une unité sans délai. L'intelligentsia elle-même, qui a pourtant fourni une grande partie des dissidents et des cadres des groupes d'opposition illégaux, est très incertaine. Elle est bien consciente des spécificités de la RDA, mais elle ne peut oublier qu'elle a été une élite choyée par le régime (notamment sur le plan économique) et qu'elle n'a pas toujours su dire « non » à certaines des pratiques les plus négatives du SED.

Aussi bien, la conquête des libertés politiques en octobre-novembre n'a-t-elle pas eu tous les effets que les principaux protagonistes des premières grandes manifestations avaient espérés.

* Professeur de sciences politiques à l'université Paris-VIII.

(Lire la suite page 14.)

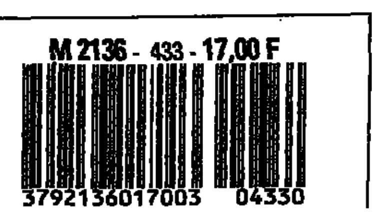
DANS CE NUMERO :

Blocages

« Le discours politique est inepte et vide, écrit Claude Julien, parce que la pensée politique est creuse. Obsédés par leur apparence médiatique, les acteurs ne songent pas à dissimuler leurs réflexions. Ils ont tout simplement oublié leur rôle. » « La colère du citoyen humilié » *(pages 1 et 13)* se justifie d'autant plus que ce « rôle » demeure indispensable à l'heure où la scène internationale connaît de profonds bouleversements.

INCERTAIN AVENIR

Ainsi, au cœur de l'Europe, naît soudain une inquiétude : « une Allemagne trop puissante ? » *(pages 1 et 14 à 17)*. Participera-t-elle, une fois unifiée, à la construction européenne avec le même élan ? Entre-temps, à l'Est, l'Union soviétique s'engage dans « une perestroïka de deuxième type » *(pages 18 à 21)*. M. Gorbatchev espère ainsi vaincre les derniers obstacles qui s'opposent à ses réformes. Celles-ci, en Chine, avaient favorisé le réveil des citoyens, qui continuent de s'exprimer malgré « le durcissement idéologique du régime » *(pages 6 et 7)*. Ils se sont également exprimés, par les urnes, au Nicaragua, où les sandinistes tirent maintenant « les leçons de leur défaite » *(page 8)*. Ils s'impatientent en Israël, où « le gouvernement renâcle devant la paix » *(pages 22 et 23)*. Ailleurs aussi, les citoyens manifestent leur colère ; ils protestent en Grande-Bretagne contre « un thatchérisme dominateur » *(page 12)*.


M 2136 - 433 - 17,00 F
3792136017003 04330

JOURS DE RÉVOLTE

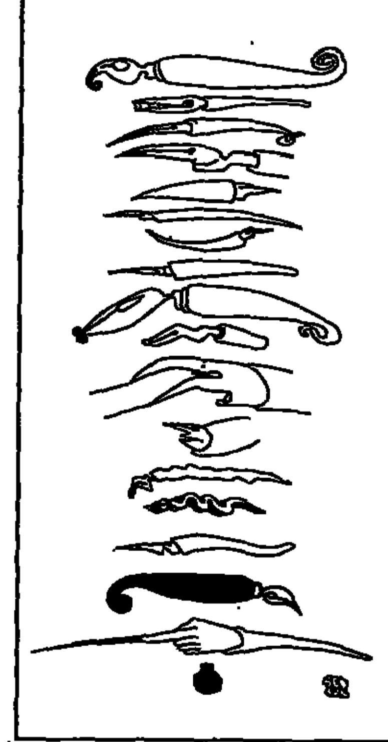
Et, alors que « l'Afrique noire va imploser » *(pages 10 et 11)*, les citoyens se rebellent partout contre la pauvreté et les gabegies. Aux Philippines, ils ne se résignent pas à devoir toujours attendre « des réformes... ou un coup d'Etat » *(pages 4 et 5)*. Dans cette « Argentine qui se décompose », ils manifestent contre un « sauveur » finalement décevant *(page 9)*. Et les trop « timides changements en Corée du Nord » n'empêcheront pas, dans ce pays aussi, des jours de révolte *(page 3)*.

GRAINS DE SABLE

Contre tous les blocages, les citoyens se mobilisent, en France aussi, « pour réformer l'entreprise » *(pages 26 et 27)*. Ils refusent la passivité et les paradis artificiels de l'affairisme ambiant. Ils constatent que, bien souvent, des « banquiers sont complices du trafic de la drogue » *(pages 24 et 25)*. Trafic que ses principales victimes, les jeunes des villes, dénoncent à travers le rock, « en chantant le devenir du monde » *(page 28)*. Ce devenir qui serait certainement radieux, n'était-ce « l'homme, ce grain de sable... » *(page 32)*.

Sommaire détaillé page 32.

COURRIER DES LECTEURS



Les droits de l'homme au Maroc

Une lectrice qui souhaite, pour des raisons de sécurité, garder l'anonymat nous écrit pour évoquer la situation tragique des droits de l'homme au Maroc ; situation dénoncée, en février dernier, par Amnesty International.

Faudra-t-il, comme en Roumanie, un bain de sang pour que cela change ? La vie des anciens prisonniers, celle de ceux qui furent libérés en mai 1989, est, aussi, extrêmement pénible. Ces hommes sont très surveillés, même hors de la prison. Ils ne peuvent reprendre d'études supérieures car le roi a décidé que pour cela il fallait *« un baccalauréat récent »*. Ils ne peuvent travailler : interdiction d'employer un homme qui sort de prison. Depuis quinze ans, ils ont, bien sûr, perdu leur logement. Et se retrouvent totalement dépendants d'amis et de parents, surveillés comme eux. (...).

Dans le sud du Maroc, à l'intérieur de grottes – anciennes habitations troglodytes, – on enferme des prisonniers. Jamais ils ne voient la lumière du jour. Personne n'y pénètre. Un système de roue tournante horizontale – semblable à celle d'une noria pour puiser l'eau – permet de les nourrir. On y dispose les assiettes avec la nourriture. Lorsqu'une assiette revient pleine, un prisonnier est mort. Alors seulement les gardiens entrent, pour retirer le cadavre...

M. Benzekri Hamid, de Limoges, vice-président de l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc, a été choqué par de récentes déclarations du roi Hassan II, en particulier au cours de l'émission télévisée « L'heure de vérité ».

Cette émission a été une injure aux victimes de la répression, à leurs familles et à ceux qui luttent pour le respect des droits de l'homme dans notre pays et dans le monde. La déclaration de Hassan II : *« Le bonhomme qui sortirait avec une banderole en disant « Vive la République, le Maroc n'est pas une monarchie », je serais obligé de le neutraliser »*, montre qu'il ignore ce qu'est le respect d'autrui, et rappelle d'autres déclarations comme : *« L'ordre a été donné pour que les jeunes enfants qui sont manipulés par les autres, soient sanctionnés au même titre que les adultes »* (1984), ou *« Nous n'hésiterons pas à exterminer le tiers malsain de la nation pour sauvegarder le reste »*... Entre-temps, la société marocaine connaît un chômage important, des salaires de misère, des bidonvilles, la corruption, l'analphabétisme... Le Parlement européen a condamné, le 14 décembre 1989, le Maroc en raison des centaines de « disparus », de prisonniers politiques, de morts sous la torture, et des otages ou *« hôtes permanents du roi »*, comme l'a dit Me Kiejman avec ironie, à propos de la famille Oufkir.

Frayeurs françaises et ghettos immigrés

M. Mostafa Basso, de Paris, nous écrit après lecture de l'article de Paul Moreira sur l'intégration des immigrés paru dans notre numéro de décembre 1989.

Il faudrait le dire haut et fort, sans ambiguïté : notre combat idéologique est contre toute forme d'intégrisme, qu'il soit « bien de chez nous » ou « d'ailleurs ». Car l'intégrisme n'a pas de couleur, déteste les couleurs. Il n'a qu'un seul but, une grave conséquence : le cantonnement des hommes dans des idées figées, dans des représentations figeantes. Ceci va d'ailleurs de pair avec un cantonnement dans l'espace (quand cela est possible).

Cependant ce combat ne peut être que sociétal. Car c'est bien d'un combat idéologique qu'il s'agit. Hélas ! à force de répéter que l'ère des idéologies est révolue, de faire croire aux gens que seul ce qui est pragmatique compte et est le seul critère qui régit nos choix, on dote, paradoxalement (par un effet pervers), les idéologies qui se dissimulent sous un couvert national ou religieux d'un crédit, d'une légitimité qui les dépasse, qui nous dépasse.

La démocratie roumaine à l'aune des nationalismes

Les articles d'Edouard Bailby et de Dominique Verrier, publiés dans notre numéro de février (« La démocratie roumaine à l'aune des nationalismes » et « L'histoire et le rêve »), nous ont valu d'abondantes réactions, souvent inspirées par le souci de rétablir une vérité historique très controversée, notamment en ce qui concerne au problème de la Transylvanie.

M. Denis Buican, professeur à l'université Paris-X - Nanterre, regrette l'omission de dates essentielles.

La Valachie fut fondée entre 1310 et 1352, sous le règne de Basarab Ier, et la Moldavie en 1359, par Bogdan... Quant au Quadrilatère de la Dobroudja, il revient à la Roumanie par la paix de Bucarest de 1913, et non par celle de Trianon (1920).

M. Auguste Viter, du Puy-en-Velay, signale à juste titre que la capitale de la Transylvanie est Cluj (et non Timisoara) et, se référant à l'article d'Edouard Bailby, regrette que l'auteur ait parlé de la victoire au onzième siècle des Hongrois sur les Daces, « qui étaient en réalité, depuis le deuxième siècle, des Romano-Daces », *et signale que l'article de Dominique Verrier contient une erreur ou au moins une approximation à propos de* « la Transylvanie et la Bukovine, jusqu'alors sous le contrôle de Vienne (c'est-à-dire jusqu'en 1920) : pour la Transylvanie, il aurait été plus exact de dire sous le contrôle de Budapest ».

M. J. Orzszagh, de Mons, en Belgique, évoque pour sa part l'attitude de la France en 1920.

Lors des traités de paix à la fin de la première guerre mondiale, la France a joué un rôle déterminant dans l'édification des structures actuelles du bassin des Carpates. Clemenceau (...) avait déclaré, avant les discussions, qu' « il ne peut y avoir de pitié pour la Hongrie ». De fait, il n'y en eut pas. (...) Le traité de Trianon qui consacra ce partage a été, et est encore, perçu par les Hongrois du monde entier comme une véritable catastrophe nationale. Il est malaisé de comprendre l'attitude de la France de 1920 à leur égard alors que, cinquante plus tôt, lors de l'annexion de l'Alsace-Lorraine par les Allemands, ils furent les seuls à protester énergiquement...

Ce que veut le Front populaire d'Azerbaïdjan

M. Javad Bayat, de Paris, qui représente l'Association culturelle azerbaïdjanaise (OJAGH), nous écrit à propos des déclarations de M. Gamid Kherichi publiées dans le Monde diplomatique *de février 1990.*

Dès la parution de l'article « Le Caucase en feu », dans la presse lituanienne, en décembre 1989, la direction du Front populaire a démenti de la façon la plus formelle les affirmations avancées par l'auteur. Le Front tient en particulier à préciser que celui qui signe Gamid Kherichi n'a jamais été membre de la direction du Front et encore moins son idéologue. Les vues avancées par l'auteur n'engagent donc que lui.

UN COLLOQUE A TUNIS

Libertés d'expression dans le monde arabe

A l'occasion de son premier anniversaire, le *Monde diplomatique en arabe* a organisé, les 8 et 9 mars 1990 à Tunis, un colloque, présidé par Claude Julien, sur le thème « Libertés d'opinions, libertés d'expression face aux pouvoirs et au consensus idéologique ». Plusieurs centaines de journalistes, chercheurs, universitaires, étudiants du Maghreb et du Proche-Orient, auxquels s'étaient joints quelques invités venus d'Europe, ont suivi les débats avec une attention soutenue, parfois même avec passion. A l'issue des discussions, les participants ont adopté un *Appel pour la liberté de l'information*.

Dans un monde arabe miné par d'énormes problèmes économiques et sociaux, travaillé par l'intégrisme religieux et défiguré par trop de régimes personnels et dictatoriaux, la voie est étroite pour une presse libre et indépendante des pouvoirs d'Etat comme des influences financières. Il est peu de capitales arabes, au demeurant, qui peuvent accueillir de telles rencontres sur un tel thème.

Que dans ces conditions, l'un des problèmes majeurs qui se posent aux journaux soit celui de la crédibilité ne doit pas étonner. Un autre étant la capacité de s'adresser à l'ensemble des nations arabes en faisant fi des frontières et des censures (1), qui sont autant d'obstacles à la circulation de l'information, du savoir. Situation absurde à l'heure de la télévision transfrontières et des antennes paraboliques ou encore des vidéocassettes. Mais l'échec d'Arabsat illustre bien l'ampleur des résistances. Comme le disait une participante au colloque de Tunis, le seul consensus qui existe entre les Etats qui financent ce satellite porte sur la retransmission des cérémonies officielles et les émissions enfantines.

Au moment où la liberté souffle de plus en plus fort en Europe de l'Est et ailleurs dans le monde, il importait aux intellectuels arabes de dire que cet élan démocratique *« ne pourrait que s'étendre aux régions où il n'a pas encore droit de cité »*. Ils ont souligné qu'*« aucune réforme », « révolution » ou « changement » ne peut aboutir si ses auteurs répriment les opinions contradictoires, étouffent les libertés fondamentales et s'arrogent le droit de parler au nom de tous »*.

Dans l'esprit voulu par l'équipe du *Monde diplomatique en arabe* rassemblée autour de MM. Riad Ben Fadhel et Alain Bittar, les participants de Tunis ont fait délibérément le pari de l'ouverture et de l'universalisme. Une attitude qui ne reste pas sans écho, puisqu'après seulement un peu plus d'un an d'existence l'édition arabe est désormais diffusée dans trente-six pays arabes dont presque tous ceux du Maghreb et du Proche-Orient. Seuls manquent encore la Libye et l'Irak...

MANUEL LUCBERT
Président de la société des rédacteurs du Monde

(1) NDLR. Au Maroc, par exemple, *le Monde diplomatique* a été interdit en décembre 1988, en mars et en septembre 1989, ainsi qu'en janvier 1990.

[En Tunisie même, les atteintes à la liberté d'expression restent trop fréquentes. Ainsi, en janvier dernier, les journalistes se sont mobilisés pour protester contre l'annulation du contrat de deux de leurs jeunes confrères stagiaires au quotidien en langue arabe *Essahafa*, auteurs d'un dossier sur l'information en Tunisie, censuré à l'instigation du ministère de l'information et de la culture.]

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef :
Micheline PAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27
Télécopieur : 45-23-06-81

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibeleguiet
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 37 824 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de Mme Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, cinquante et un abonnements ont été établis : vingt-neuf en Afrique et au Proche-Orient, six en Amérique latine, quinze en Europe de l'Est et un en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou Mme ....

n°......, rue ....

à.............................. Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal
la somme de :
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique, au Proche-Orient ou en Europe de l'Est.
☐ 340 F pour un abonnement en Amérique latine.
☐ 340 F pour un abonnement en Asie.
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

UN DES DERNIERS BASTIONS DU STALINISME S'OUVRE A SON TOUR

Timides changements en Corée du Nord

ALORS que la détente entre les Etats-Unis et l'Union soviétique trouve des prolongements en Asie, le président de la Corée du Nord, M. Kim Il-sung, s'apprêterait à céder le pouvoir à son fils Kim Jong-il. Récemment engagé sur la voie des réformes économiques, le régime communiste de Pyongyang souhaite élargir le dialogue avec Séoul et avec les autorités américaines afin de favoriser une désescalade des tensions dans la péninsule. La réunification du Nord et du Sud n'étant plus qu'une perspective lointaine et utopique.

Par SELIG S. HARRISON *

En Corée du Nord, les communications avec le reste du monde font l'objet d'un contrôle très strict. Seuls les cadres supérieurs du Parti des travailleurs au pouvoir soupçonnent l'ampleur des bouleversements qui ont récemment affecté les autres pays communistes. L'exécution de Nicolae Ceausescu, par exemple, n'a été mentionnée par l'agence de presse officielle que dix jours après l'événement. Apparemment insensible aux vents du changement venus d'Europe de l'Est, M. Kim Il-sung, chef de l'Etat nord-coréen, maintient fermement son contrôle sur le pays depuis quatre décennies.

Pourtant, même à Pyongyang, un des derniers bastions du stalinisme, un mouvement s'amorce en faveur d'une réforme et pour un arrêt de la coûteuse confrontation avec la Corée du Sud et les Etats-Unis. La soif populaire de biens de consommation plus nombreux et de meilleure qualité pousse le régime communiste à poursuivre deux objectifs : l'importation de technologies industrielles avancées, facilitée par une ouverture économique de type chinois, et une réduction des dépenses militaires.

Contrairement à Ceausescu, et à MM. Honecker et Husak, M. Kim Il-sung, âgé de soixante-dix-sept ans, n'est pas une personnalité honnie par son peuple. M. John Merrill, l'un des principaux spécialistes de la Corée au département d'Etat américain, reconnaît que M. Kim a acquis *« charisme et légitimité »* en devenant un symbole du nationalisme. En revanche, il a du mal à légitimer comme héritier son fils, M. Kim Jong-il, le « Cher Dirigeant ». Suivant M. Merrill, la succession se fera d'abord dans la stabilité car M. Kim Jong-il dispose de l'appui de l'armée et des autres forces de sécurité. Mais *« après la mort de Kim Il-sung, les rivalités personnelles et de factions entre orthodoxes et réformistes s'accentueront. Le « Cher Dirigeant » ne pourra sauvegarder longtemps une position dominante. Le mouvement pour la réforme économique que nous notons déjà s'accentuera et Kim Jong-il tentera de s'y rallier pour se maintenir à la direction »*.

La capacité de M. Kim Il-sung à jouer sur les symboles nationalistes n'est pas due seulement à un lavage permanent de cerveau. Bien qu'installé au pouvoir par les forces soviétiques à l'issue de la seconde guerre mondiale, le Parti des travailleurs de Corée n'hésita pas à répudier, dès 1966, le concept de « centre » du mouvement communiste, et il a régulièrement mené un jeu de bascule entre Moscou et Pékin.

M. Kim brandit la menace d'une invasion appuyée par les Etats-Unis pour justifier que son pays (22 millions d'habitants) dépense pour l'armement une part de son produit national quatre fois supérieure à celle de la Corée du Sud (43 millions de citoyens). Il explique l'austérité par la volonté de s'appuyer sur les ressources propres du pays : le Sud a une dette de 32 milliards de dollars – due essentiellement à l'ancien colonisateur japonais – contre seulement 5,2 milliards pour le Nord (1).

Pourtant, face à l'impatience populaire, le régime s'est engagé dans un programme de réformes qui suscite une résistance des conservateurs du parti : une nouvelle loi sur les sociétés à capitaux mixtes (joint-ventures) pour attirer les investissements étrangers ; une autonomie plus grande pour certaines entreprises industrielles autorisées à échanger des marchandises sur le marché intérieur sans passer par les instances centrales ; l'accent mis sur l'efficacité à travers la comptabilité des prix de revient.

Le comité central du mois de janvier dernier a souligné le caractère *« transitoire »* du socialisme nord-coréen, un mot code pour légitimer des mesures dénoncées par certains comme des *« vestiges du capitalisme »*. Appelant à une *« amélioration radicale du niveau de vie populaire »*, il a exigé une plus grande efficacité pour *« utiliser pleinement les capacités déjà existantes dans les industries légères »*.

Le débat entre conservateurs et réformateurs peut être décelé dans la revue théorique du parti, *Kulloja*. Plusieurs articles récents ont noté que la comptabilité des prix de revient et les stimulants se renforcent l'un l'autre en permettant aux usines qui dépassent les quotas de conserver leurs excédents et de décider si elles les réinvestissent ou les utilisent pour des primes de productivité. Les conservateurs voudraient que tous les surplus soient réinvestis et sont particulièrement irrités à l'idée que les entreprises, ne remplissant pas le plan puissent perdre leurs subventions. Ils insistent surtout sur l'*« enthousiasme révolutionnaire »* alors que les réformateurs répliquent que la productivité est le meilleur critère pour mesurer l'esprit révolutionnaire.

Le signe le plus significatif des progrès accomplis par les réformateurs fut un article de *Kulloja* au milieu de l'année 1989 ; l'auteur assurait que le développement actuel de l'économie rend nécessaire une consommation accrue. M. Kim Jong-il, un des tenants de ces positions, superviserait la nouvelle banque Korea Daesong, indépendante de la Banque centrale et de celle du commerce extérieur, et responsable de la plupart des efforts actuels pour étendre le commerce et les joint-ventures. Le conglomérat Daesong contrôle l'extraction de l'or et sa commercialisation, c'est-à-dire l'essentiel des ressources en devises du pays.



M. KIM IL-SUNG OFFRANT UN PUR-SANG A DES PAYSANS PAUVRES
L'imagerie saint-sulpicienne tend à se ternir.

Des signes concrets de ce nouveau cours frappent le visiteur à Pyongyang. Les photos et les statues de M. Kim Il-sung ne le représentent plus en costume Mao mais en complet occidental. Huit hôtels découpent la ligne d'horizon jusque-là monopolisée par les musées et les monuments. Quatre autres sont en construction, dont un de luxe qui sera géré par une compagnie française. Des groupes de touristes venant d'Australie, de Hongkong et du Royaume-Uni commencent à pénétrer dans le pays. Des boîtes disco fonctionnent dans trois hôtels et les haut-parleurs de ces établissements diffusent de la musique rock aux côtés des hymnes patriotiques.

En 1972, lors d'un précédent voyage, j'avais été placé sous surveillance permanente, consigné dans une villa isolée, interdit de contact aussi bien avec les autres étrangers présents qu'avec les diplomates en poste. Quinze ans plus tard, le climat avait radicalement changé, les rencontres avec les diplomates et les hommes d'affaires étaient autorisées et on pouvait même se promener seul dans les environs de l'hôtel... *« Ils vivent une période de transition semblable à celle que la Chine a connue il y a quinze ans,* remarque l'ambassadeur de l'Inde. *Ils veulent s'ouvrir, mais le parti a peur de perdre le contrôle. Si vous leur donnez un avis aujourd'hui, ils sont prêts à l'entendre. »*



La révolution n'est plus à l'ordre du jour

CES transformations se traduisent dans la politique étrangère, comme en a témoigné une rencontre à Washington à la fin du mois de mai 1989 entre vingt-cinq personnalités américaines et une délégation de représentants nord-coréens (2) à qui le département d'Etat avait accordé, pour la première fois, des visas.

L'un des envoyés nord-coréens, M. Hwang Chang-yo, interrogé à propos d'une éventuelle révolution en Corée du Sud, répondit qu'*« un tel événement était hors de question. Près de quarante années ont passé depuis la guerre de Corée, et nous reconnaissons que beaucoup de changements se sont déroulés en Corée du Sud. Les partis d'opposition ne souhaitent pas changer le système social et économique. Même s'ils l'emportent, ce ne sera pas une révolution, à moins que vous ne considériez l'instauration d'un régime démocratique moins dépendant des Etats-Unis comme une révolution (...) Nous devons trouver un moyen pour établir une coexistence pacifique entre le Nord et le Sud en maintenant leurs systèmes économiques et sociaux respectifs »*.

Tout en continuant de refuser une reconnaissance *de jure* de la division de la péninsule, les officiels de Pyongyang semblent prêts à un compromis. Leur projet de confédération prévoit une représentation égale aux deux Corées, malgré le déséquilibre de leur population. Chacun conserverait son système politique, et la Corée du Nord choisirait ses représentants dans le cadre du régime communiste actuel.

Au contraire, les gouvernements sud-coréens successifs ont prôné des élections libres au Nord et au Sud pour désigner l'assemblée de la Corée unifiée, ce qui signifie la domination du Sud plus peuplé et un changement préalable du système au Nord.

Pourtant, le 11 septembre 1989, le président sud-coréen Roh a avancé le projet d'une « communauté nationale coréenne » ou d'un « Commonwealth coréen » qui entérine une représentation égale entre les deux pays, avec un conseil des ministres de vingt membres, un conseil des représentants de cent membres et un secrétariat conjoint. Mais son but ultime demeure l'intégration des deux Corées à travers des élections libres, et la nouvelle République comprendrait deux chambres dont l'une serait élue à la proportionnelle.

Bien que contraire à la position nordiste, cette offre a suscité une réponse conciliante du ministre des affaires étrangères de Pyongyang, M. Kim Yong-ram. Tout en soulignant que le système confédéral était *« la meilleure voie »*, il s'est déclaré *« prêt à des discussions sincères sur d'autres propositions et à accepter avec magnanimité n'importe quelle proposition utile à l'unification »*.

Pour la Corée du Nord aujourd'hui, ainsi que l'a expliqué M. Hwang durant la rencontre de Washington, la confédération est l'*« étape finale »* de la réunification, et il exclut l'intégration des deux systèmes. Une armée commune peut être un objectif à long terme, mais, *« si nous pouvons améliorer les relations entre les deux Corées, avoir deux armées sera acceptable, en particulier si leurs effectifs sont réduits »*.

Les propos de M. Hwang laissent supposer que Pyongyang est préparé à un processus rampant de « reconnaissance croisée » des deux régimes par les grandes puissances, parallèle à la mise sur pied d'une confédération aux pouvoirs limités. La reconnaissance par les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine des deux Corées est l'un des objectifs de la politique américaine qui avaient jusqu'alors été repoussés par M. Kim Il-sung.

Interrogé sur l'échange d'ambassadeurs entre Washington et Pyongyang, M. Hwang a noté qu'après la signature d'un traité de paix un bureau de liaison pourrait s'ouvrir dans les deux capitales ; des relations complètes *« pourraient bien »* être possibles une fois que les Etats-Unis auront accepté de retirer leurs troupes et *« exprimé une position favorable envers la confédération, même si celle-ci n'est pas encore achevée »*.

Les propositions de Pyongyang de novembre 1988 détaillent trois étapes sur la voie du désarmement. A la fin de la première année, les forces armées du Nord et du Sud seraient réduites à 400 000 hommes chacune (3), tandis que les Etats-Unis retireraient leurs forces terrestres et les armes nucléaires tactiques derrière une ligne entre Pusan et Chinhae (35° 30' de latitude nord). A la fin de la seconde année, l'armée des deux Corées serait ramenée à 200 000 hommes et les forces terrestres et les armes nucléaires quitteraient totalement le territoire coréen.

Enfin, la dernière année, le niveau des forces respectives serait réduit à 100 000 et les forces aériennes et navales américaines seraient aussi retirées. Un rôle de contrôle serait accordé aux nations neutres membres de la commission de Panmunjon (Pologne, Tchécoslovaquie, Suède et Suisse) chargée depuis la fin de la guerre de Corée de superviser le cessez-le-feu.

Au symposium de Washington, plusieurs participants américains ont suggéré des modifications à ce plan, en particulier un retrait des forces nord-coréennes du *38e parallèle dès* la *première phase et un calendrier* bien plus étalé. Les Nord-Coréens ont réagi positivement et reconnu que ces questions pouvaient être légitimement abordées lors de conversations futures entre Washington et Pyongyang.

Avec la préoccupation des Etats-Unis de voir la Corée du Nord se doter de l'arme nucléaire, une nouvelle source de conflit a néanmoins surgi ces derniers mois. Les porte-parole américains ont dénoncé le refus des autorités de Pyongyang, bien qu'elles aient signé le traité de non-prolifération, de permettre à l'Agence internationale pour l'énergie atomique d'inspecter la centrale nucléaire de Yongbyon. La Corée du Nord a rétorqué qu'elle était prête à faire de la péninsule une zone sans armes nucléaires, à condition que les Etats-Unis retirent leurs propres bombes. Mais les divisions de l'administration Bush sont patentes sur cette question, certains cercles du Pentagone souhaitant conserver l'usage des ports et des bases coréens pour les sous-marins et les F-16 nucléaires.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis et la Corée du Nord ont été incapables de fixer un cadre et un calendrier pour les négociations sur le contrôle des armements. Pyongyang veut des pourparlers à trois avec la participation de Séoul, alors que l'administration Bush insiste sur une réduction préalable de la tension entre le Nord et le Sud.

Pourtant, depuis décembre 1988, plusieurs rencontres se sont déroulées à Pékin entre le conseiller politique de l'ambassade des Etats-Unis et son homologue nord-coréen. Elles mettent un terme à la politique américaine d'ostracisme à l'égard de Pyongyang et marquent un développement important, bien que peu remarqué, dans les rapports entre les deux pays.

(1) Mais le Nord a bien du mal à rembourser la sienne, alors que le Sud dispose d'un bon crédit international.

(2) Cette rencontre, présidée par l'auteur, était organisée sous l'auspice du Carnegie Endowment for International Peace.

(3) L'armée nord-coréenne compte aujourd'hui 840 000 hommes, celle du Sud 630 000.

* Chercheur à la Carnegie Endowment for International Peace, Washington.

QUATRE ANS APRÈS

Les Philippines attendent des

MAILLON faible de l'Association des nations du sud-est asiatique (ASEAN), le régime philippin s'enfonce dans la crise. Mme Corazon Aquino pare au plus pressé entre deux tentatives de coup d'Etat et ne parvient pas à assurer un minimum d'ordre pour que l'économie progresse. Elle est ouvertement bafouée par des coalitions hétéroclites de civils et de militaires avides de pouvoir et d'argent mais sans programme d'avenir. Une situation qui embarrasse Washington où l'on s'interroge sur le sort de l'énorme dispositif militaire américain.

Par MARC MANGIN *

« Ah ! les années 60, c'était la belle époque ! ». La nostalgie arracherait presque une larme à ce chauffeur de taxi de Manille, bloqué dans les embouteillages d'Epifanio de Los Santos Avenue, le périphérique surchargé de la capitale philippine. *« Lorsque j'ai commencé le métier, je travaillais huit heures par jour, deux jours par semaine, et cela me suffisait pour nourrir ma famille. Aujourd'hui, je commence à 5 heures du matin pour finir à 8 heures du soir, cinq jours par semaine, et je suis plus pauvre que jamais. »*

Les voitures bringuebalantes, les chaussées défoncées, et l'épais nuage des gaz d'échappement qui recouvre la ville illustrent son propos, partie visible d'une situation tous les jours un peu plus difficile. Le départ en 1986 du dictateur Marcos n'a rien changé.

* Journaliste.

Dans les bidonvilles qui prennent possession de Manille, jusqu'aux artères du quartier des affaires de Makati, l'enthousiasme de la révolution de février 1986 a, depuis longtemps, laissé la place au désespoir. Le principal échec de Mme Corazon Aquino – portée au pouvoir par une population écrasée par la dictature, une armée révoltée et une Eglise politisée – aura été de ne pas avoir su remobiliser son peuple, tenu à l'écart du progrès pendant près d'un quart de siècle.

Quatre ans après le renversement de Ferdinand Marcos, les Philippines paraissent plus que jamais à la dérive. La tentative de coup d'Etat de décembre 1989 a mis en évidence les carences d'un pouvoir corrompu et de plus en plus isolé. Nombreux se sont même demandés : *« Mais où est le pouvoir ? Où est le gouvernement ? Où est l'Etat ? »* Les rebelles ont, sur ce point, gagné une bataille. Le gouvernement a brillé par son absence. Le pouvoir était à prendre. L'apparition télévisée d'une présidente visiblement éprouvée par les événements, appelant la population à venir la soutenir, n'a pu que réjouir les mutins. Et le faible écho de son appel (une centaine de milliers de supporters seulement, alors que les organisateurs en attendaient un million) est apparu comme une condamnation. Il faut désormais des réformes, plus que des discours, pour faire bouger les Manilenos. C'est ce que demandaient les insurgés, c'est ce que réclame l'Eglise et c'est ce qu'attendent les Philippins.

La crise semble s'être installée pour durer. Le taux d'inflation pour 1989 a dépassé les 10 % et devrait frôler les 13 % en 1990. Le comité de coordination du budget de développement (Development Budget Coordination Committee, DBCC) estime que la monnaie locale, le peso, qui a terminé 1989 à 22,45 pour 1 dollar, pourrait finir l'année à 24 pour 1 dollar. Le DBCC prévoit une baisse des revenus de l'Etat pour 1990. La croissance s'est ralentie en 1989 et n'atteint même pas les objectifs que s'était fixé le gouvernement (5,58 %). Les experts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) estiment quant à eux que la dette, qui se situait entre 28,5 à 28,7 milliards de dollars à la fin de 1989, atteindra 30,12 milliards de dollars à la fin de 1990. Ce qui n'empêche pas le gouverneur de la banque centrale, M. José B. Fernandez, d'affirmer : *« Le cycle d'augmentation de la dette a été brisé. »* Le budget de 1990 consacre quand même plus de 38,5 % à son remboursement.

Mais, pour le Philippin moyen, ces chiffres ne sont rien comparés aux étiquettes des biens de consommation courante. Selon les associations de consommateurs, les prix de certaines denrées de base ont beaucoup augmenté : + 42 % à + 45 % pour le poisson, + 25 % pour les œufs, + 49 % pour les choux et + 27 % pour le riz (1). De son côté, le bureau national de coordination des statistiques (National Statistical Coordination Board, NSCB) estime que les dépenses des consommateurs ont crû plus lentement en 1989 (+ 5,55 %) qu'en 1988 (+ 6,02 %). Les tabacs et alcools, dont la consommation est en forte augmentation, seront respectivement taxés à 50 % et 60 % en moyenne, à partir du 1er juillet prochain. L'Etat espère ainsi dégager des recettes supplémentaires d'environ 4 milliards de pesos, qui devraient compenser la baisse des revenus de l'impôt.

Malgré une augmentation sensible des salaires, en juillet 1989, un Philippin doit avoir deux emplois pour boucler ses fins de mois. De fait, la politique menée par l'administration Aquino depuis quatre ans – pour plaire au FMI – annule les effets de la croissance réelle du produit national brut. En 1988 déjà, dans un rapport sur la pauvreté aux Philippines, la Banque mondiale relevait que le taux de l'impôt sur le revenu des familles les plus pauvres était nettement supérieur à celui des familles plus aisées : respectivement de 27 % et 18 %.

L'opposition de plus en plus frondeuse

LES services ne sont pas en reste. Le prix de l'eau a été relevé de 12 % en début d'année, alors qu'une pénurie frappe le pays depuis plusieurs mois. Cette augmentation est destinée à permettre le remboursement des prêts consentis aux services de distribution d'eau par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Le prix de l'électricité va augmenter de 7 % à 8 % selon les provinces pour compenser l'augmentation des prix des produits pétroliers intervenue le 30 novembre dernier (25 % en moyenne).

La mutinerie de décembre 1989 n'a pas arrangé les choses. La Bourse a chuté de plus de 25 % en une semaine et, malgré une légère reprise, les deux places de cotation (Manille et Makati) restent bien en deçà du niveau atteint fin novembre. Les responsables accusent les insurgés d'avoir privé le pays d'investissements importants. *« En occupant Makati une semaine de plus, les rebelles auraient porté un coup terrible à l'économie »*, reconnaît un homme d'affaires philippin. Le centre nerveux de l'économie se trouve en effet concentré dans les tours de ce quartier moderne. Les banques, les sièges des principales entreprises, nationales et internationales, ont été paralysés pendant huit jours. Certes, les gros projets d'investissements ne souffriront pas de ces événements. *« Une menace de droite n'a jamais fait*

(1) Ces augmentations ont été constatées entre novembre 1988 et novembre 1989. Les troubles de décembre n'y sont donc pour rien.

L'enjeu mondial des bases américaines

Par SOPHIE BOISSEAU DU ROCHER *

LES négociations qui débutent, en principe, en avril entre les représentants des Etats-Unis et ceux des Philippines sur l'avenir du dispositif américain dans l'archipel dépassent largement le cadre bilatéral (1). Ce dispositif joue un rôle de tremplin, de relais et de verrou en Extrême-Orient : il a une valeur stratégique indéniable *« pour la sécurité mutuelle des deux alliés »* (comme l'affirme le *Military Bases Agreement* signé en 1947 et qui arrive à expiration en septembre 1991), mais, plus encore, sur l'échiquier mondial.

Les cinq bases des Philippines constituent le plus important complexe d'installations militaires des Etats-Unis hors de leurs frontières. En raison de la situation géostratégique du pays et des investissements accumulés depuis près d'un siècle, ces bases sont un des pivots majeurs des opérations militaires américaines du Pacifique Centre à l'océan Indien. Elles permettent d'affirmer la puissance des Etats-Unis dans la région et d'apporter un soutien aux alliés locaux grâce à un support logistique massif, la réparation et l'entretien rapides des appareils, l'entraînement des hommes, le « C3I » *(Command, Control, Communication and Intelligence)*, et la remise en forme du personnel embarqué.

La base navale de Subic-Bay s'étend sur 15 000 hectares de terre et 11 000 hectares de mer. Elle est composée d'une station navale, d'une base aéronavale, Cubi-Point, construite pendant la guerre de Corée et qui comptabilise aujourd'hui quelque 15 000 décollages et atterrissages par mois, d'un chantier naval capable d'assurer la réparation mais aussi la construction de bâtiments, d'une station d'écoute, d'observation et de communications – San-Miguel – en contact permanent avec toutes les autres bases américaines et les navires en mer, un dépôt de fournitures navales, un hôpital, une imprimerie.

De multiples fonctions

LA base aérienne de Clark peut accueillir jusqu'à 3 500 tonnes de marchandises et 22 000 passagers par jour, et recevoir la gamme entière des appareils en service. Elle sert aussi de moyeu central aux communications militaires et au système de défense aérienne dans toute la zone. Les terminaux font fonction de relais entre les satellites militaires de l'océan Indien et ceux du Pacifique. Les facilités VLF *(Very Low Frequency)* et les dispositifs de surveillance électronique permettent de recevoir, d'analyser et de transmettre les données des satellites de premier avertissement ainsi que les informations des satellites espions. La base comprend une zone d'entraînement à Crow-Valley (champs de tir de missiles, base d'essais pour les armes électroniques, copie des installations soviétiques pour le lancement des fusées sol-air). Clark est enfin une base logistique de première importance qui permet les déploiements de troupes et de matériel en Asie du Sud et du Sud-Est, dans l'océan Indien, en Afrique de l'Est et au Proche-Orient.

La station de défense aérienne de Wallace, la station de surveillance stratégique de Cagayan-de-Oro (dans Mindanao, la grande île du Sud), et le centre de récréation John-Hay complètent le dispositif principal. Des émetteurs et des installations de communication sont dispersés à travers le pays (Bamban, Mount-Cabayan, Ang-at-Bulacan) et des facilités portuaires sont accordées à Tawi-Tawi (Sulu), à Puerto-Princesa (Palawan), à Leyte et à Samar (Visayas).

* Chargée d'étude à la Fondation des études de défense nationale, Paris, auteur de : *Les bases américaines aux Philippines*, à paraître en avril aux Presses de la FEDN, Paris.



SOLDATS AMÉRICAINS PRÈS DE LA BASE DE SUBIC-BAY
Une présence à la fois souhaitée et rejetée, toujours monnayée.

Ces bases remplissent à la fois des fonctions techniques de grande importance et des fonctions politiques et de prestige. La corrélation est directe entre la stratégie militaire, la nécessité de disposer d'alliés politiques solides et sûrs, le besoin de matières premières et de marchés, la protection des routes maritimes, et le transport des hommes et des produits.

Cet enjeu multiple explique à la fois l'intérêt que porte l'Union soviétique au dispositif américain et l'importance des prises de position de M. Gorbatchev sur la sécurité régionale : discours de Vladivostock en juillet 1986, déclaration au journal indonésien *Merdeka* le 21 juillet 1987, discours de Krasnoïarsk en 1988. Dans chacune de ces interventions, il a soulevé le problème des bases américaines aux Philippines. Le président soviétique déclare vouloir minimiser le facteur militaire dans la zone Asie-Pacifique et *« établir un système de sécurité internationale, réduire les armements navals, démanteler les bases étrangères, en un mot, supprimer les blocs militaires dans la zone »*. M. Gorbatchev propose donc un retrait simultané des Américains de leurs bases philippines et des Soviétiques de leurs bases vietnamiennes, ainsi que la dénucléarisation et la neutralisation de l'Asie du Sud-Est.

Le général Lobov, chef d'état-major adjoint des armées, en voyage à Manille en janvier 1989, déclare que *« le moment viendra où nous renoncerons unilatéralement à notre présence militaire dans la région »*. Moscou annonce finalement, fin janvier 1990, le retrait de ses forces de la base vietnamienne de Cam-Ranh, autrefois construite par les Américains et où les Soviétiques s'étaient installés en 1978.

Le Kremlin dénonce régulièrement l'attitude militariste des Etats-Unis, responsables de maintenir dans la région un arsenal qui est facteur d'instabilité. Cette attitude, d'après M. Sokolov, ambassadeur d'URSS à Manille, freine l'offensive *« constructive »* de paix dans la zone. Dans un entretien au journal italien *Corriere della Sera* (15 avril 1988), M. Sokolov nie toute ingérence de Moscou dans les négociations philippino-américaines sur les bases, mais admet que l'URSS est directement concernée par leur issue et qu'elle interviendra pour soutenir la mise en œuvre d'une *« zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est »* (ZOPFAN), dont l'idée avait été lancée en 1971 par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

La Chine a une attitude plus prudente. Depuis les événements du printemps de 1989, elle demeure en position d'attente sur la scène internationale. Si elle s'est toujours prononcée contre les bases militaires à l'étranger, dans la pratique son attitude varie selon la perception du danger. Ce qui l'intéresse, c'est la stabilité de la région, comme garantie de sa propre sécurité. Néanmoins le ministère de la défense resterait méfiant à l'égard des initiatives soviétiques (notamment en Indochine) et serait favorable au maintien du dispositif américain aux Philippines, alors que le ministère des affaires étrangères se prononce pour un démantèlement conjoint des bases et la mise en place de la ZOPFAN. Limitant l'action des Etats-Unis et de l'URSS en Asie du Sud-Est, cette zone assurerait effectivement une relative sécurité à la Chine sur son flanc sud.

Dans le camp occidental, aucun allié de Washington ne remet en cause sa présence dans l'archipel. Les Japonais vont même jusqu'à offrir d'en partager le coût (un consortium de banques privées nippones a proposé en janvier 1989 de payer une partie de la dette – de près de 29 milliards – de Manille, contre l'assurance d'un maintien des bases). La sécurité et la stabilité des Philippines sont essentielles pour Tokyo : d'une part, ses relations commerciales avec l'Asie du Sud-Est, le Proche-Orient (80 % du pétrole importé) et l'Europe transitent au large de l'archipel avant d'emprunter les voies maritimes qui relient le Pacifique à l'océan Indien ; d'autre part, les investissements nippons en Asie du Sud-Est (43 % des investissements étrangers dans l'ASEAN) sont « garantis » par un environnement stable cautionné par la présence américaine. Mais aussi, et surtout, le maintien des bases aux Philippines est jugé indispensable pour assurer la défense du territoire japonais et l'efficacité du dispositif américain sur ce même territoire. Tokyo considère que sa sécurité, fondée sur l'alliance avec les Etats-Unis (le traité de sécurité mutuelle date de 1960) ne commence pas à ses frontières : le traité a pour finalité la paix et la stabilité en Extrême-Orient. D'ailleurs, Subic-Bay et Yokosuka (Japon) sont considérés par l'état-major nippon comme une seule unité stratégique, Subic étant le port d'attache et Yokosuka le quartier général de la VIIe flotte. Démanteler un ou plusieurs maillons de ce réseau entraînerait une refonte de la stratégie américaine dont les Japonais pourraient faire les frais.

L'Australie, qui accueille aussi un important réseau de bases américaines, est évidemment, elle aussi, favorable au maintien des installations aux Philippines. Un retrait aurait des conséquences directes à la fois sur sa propre sécurité, sur les responsabilités régionales que Canberra aurait alors à assumer et sur le prix à payer.

Vers un nouveau paysage stratégique

QUANT à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, son attitude est ambiguë. La déclaration de Bangkok, qui a créé l'organisation le 8 août 1967, insistait déjà sur le caractère *« temporaire »* des bases militaires étrangères, sans plus de précision quant à la durée. Force est de reconnaître cependant que les pays membres (2) ont bénéficié du « parapluie » de la présence américaine pour se développer et étendre leur action diplomatique. Mais, en jouant un rôle de garde-fou implicite, le dispositif militaire américain n'a-t-il pas retardé un débat de fond (comment organiser la sécurité de l'ASEAN ?) et n'a-t-il pas masqué les carences des relations entre les six pays membres ?

Et en dépit des pressions et requêtes exprimées par le gouvernement de Mme Aquino, l'ASEAN refuse de se prononcer sur le problème des bases, estimant qu'elle a été créée à des fins économiques, et non militaires. Pourtant, Singapour a offert d'accueillir une partie du dispositif américain (3) ; la Thaïlande accepterait, en cas de crise, une utilisation ponctuelle de ses facilités, mais préférerait continuer de mettre l'accent sur son ouverture commerciale et diplomatique en direction de l'Indochine ; la Malaisie et l'Indonésie, actifs partisans de la zone de paix mais qui accordent cependant des facilités aux forces américaines, sont opposées à un dispositif permanent ; enfin, Brunei reste une option de remplacement intéressante pour les Américains et pourrait recevoir des éléments de l'US Air Force. Sa relation stratégique privilégiée avec la Grande-Bretagne pourrait faciliter cette solution.

La question de fond est de savoir quel sera le paysage stratégique en Asie-Pacifique à l'aube du vingt et unième siècle et quels seront les objectifs des forces américaines sur ce théâtre en fonction des nouveaux enjeux. Ces problèmes relèvent d'une négociation globale entre les principaux acteurs dans la région (Etats-Unis, URSS, Japon, Chine, Australie, ASEAN) et dépassent de beaucoup le dialogue philippino-américain. C'est la première fois que les négociations qui s'engagent entre Manille et Washington sont à ce point conditionnées par l'environnement mondial.

(1) *L'accord américano-philippin de 1966 expire en septembre 1991.* En raison des pressions locales qui s'exercent sur elle et de désaccords sur les sommes que Washington devrait à l'avenir verser à Manille, Mme Aquino a refusé en février de recevoir M. Richard Cheney, secrétaire américain à la défense.

(2) Thaïlande, Malaisie, Philippines, Indonésie, Singapour, Brunei.

(3) *Lors du voyage de M. Cheney en Asie en février*, il a été officieusement fait état de la possibilité pour Singapour d'accueillir avant la fin de l'année un petit nombre d'appareils militaires américains.

هكذا من الأصل

LA CHUTE DE MARCOS

réformes... ou un coup d'Etat

fuir les capitaux », confesse froidement un banquier occidental, mais les petits industriels préféreront désormais y regarder à deux fois avant de s'engager dans un pays où les opposants de tous bords peuvent aussi aisément menacer le pouvoir.

La fragilité de ce pouvoir et la corruption généralisée n'encouragent ni l'épargne ni les investissements locaux. Les petits placements se font, le plus souvent, à court terme. L'immobilier en est un exemple dramatique. Le loyer d'un logement décent peut représenter six à douze fois le salaire minimum.

La rumeur permanente d'une nouvelle tentative de renversement du régime, alimentée par les plus hautes autorités, jusqu'à la présidente, n'est pas non plus de nature à rassurer les investisseurs étrangers, ni la population qui voit poindre la menace d'une junte militaire.

Harcelée par l'opposition parlementaire conduite par le sénateur Juan Ponce Enrile (ancien ministre de la défense de Ferdinand Marcos) et le député Ali Dimaporo ; désavouée par le vice-président Salvador Laurel ; défiée au Nord par le gouverneur de la province de Cagayan, Rodolfo Aquinaldo (2), et dans les provinces du Sud par les indépendantistes de Mindanao, Mme Aquino semble perdre, petit à petit, toute autorité politique. L'enquête ouverte fin décembre pour démasquer les complices civils du coup de force des officiers se réclamant du Mouvement de réforme des forces armées (RAM) a confirmé ce que beaucoup pressentaient. Un large front d'opposition se met en place autour d'un noyau de militaires que président le colonel Gregorio Honasan, un des membres fondateurs du RAM et leader du putsch manqué d'août 1987, le général Edgardo Abenina et le général José-Maria Zumel, impliqués dans une tentative de renversement du régime organisée, en 1986 par les forces restées loyales à M. Marcos. Les trois hommes se sont regroupés au sein d'un même mouvement, le Revolusyonaryong Alyansang Makabansa (RAM) (3) et entendent désormais lutter pour l'installation d'un régime qui se réclamerait à la fois du socialisme et du nationalisme (4). Ce mouvement clandestin affirme avoir conclu un accord avec les séparatistes musulmans du Front de libération nationale Moro (Moro National Liberation Front, MNLF). Une chose est sûre : cette nouvelle version du RAM jouit du soutien de l'opposition parlementaire, d'une partie des milieux d'affaires et des déçus de l'expérience Aquino. Tous partagent la même volonté de combattre la présence des bases américaines, la corruption et les communistes.

La gauche légale, quant à elle, semble s'être lentement évaporée depuis la chute de la dictature. Les associations militant traditionnellement pour des causes populaires sont discrètes. Aucune manifestation n'a suivi la déclaration d'état d'urgence et l'offensive militaire. La majorité est redevenue silencieuse. Indifférente peut-être.

Seul l'archevêque de Manille, le cardinal Jaime Sin, qui ne ménage pourtant pas ces critiques à l'égard du régime, reste fidèle à la présidente. Avec prudence, certes. Son appui va d'abord au maintien des institutions démocratiques, et le prélat s'insurge avant tout contre *« ceux, trop nombreux, qui n'ont pas la patience d'attendre les échéances, prévues par la Constitution, pour prendre le pouvoir »*.

L'Eglise catholique, sans pour autant se transformer en parti politique, a néanmoins décidé de renforcer sa présence sur la scène publique. Plusieurs commissions ont été mises en place pour rédiger, d'ici un an, ce qui pourrait être un projet d'action sociale s'appuyant sur une meilleure répartition des richesses pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres.

En un an il peut se passer beaucoup de choses. La tâche du gouvernement, remanié le 31 décembre, est énorme. Mme Aquino tente, une fois encore, de parer au plus pressé. Aveuglée par l'urgence, desservie par une Constitution inadaptée, paralysée par la bureaucratie, elle en oublie que gouverner, c'est aussi planifier.

MARC MANGIN.



MARS 1986, DEVANT LE PALAIS, L'IMAGE D'UNE PRÉSIDENTE POPULAIRE
Que reste-t-il de cet immense espoir ?

Précédents articles

● « Philippines : difficile parcours pour le nouveau pouvoir », par *Pierre de Charentenay*, et « La gauche militante face au projet de Mme Aquino », par *Pierre Rousset* (janvier 1987).

● Dossier : « Les fragilités de la jeune démocratie philippine », articles de *Philippe Pons, François Houtard* et *Hiroko Yamane* (mai 1987).

● « L'armée philippine défie ouvertement les institutions démocratiques », par *Pierre Rousset* (octobre 1987).

● « Les ravages de la crise sucrière aux Philippines », par *Joël Picart* (mars 1988).

● « L'écrivain philippin dans le combat contre l'injustice », par *Francisco Sionil José* (septembre 1988).

● « Washington joue à fond le régime philippin », par *Walden Bello* (octobre 1988).

● « Introuvable démocratie philippine », par *Jacques Decornoy* (mars 1989).

● « Les barons du sucre imposent leur ordre sanglant », par *Marc Mangin* (avril 1989).

(2) Ancien colonel de la gendarmerie, M. R. Aguinaldo a été rayé des cadres de l'armée pour le soutien qu'il avait publiquement apporté aux auteurs de la tentative de coup d'Etat d'août 1987. Reconverti dans la politique, il est le gouverneur élu de la province de Cagayan. Chef d'une armée privée évaluée à plusieurs centaines d'hommes, il a, dès le 1er décembre, pris fait et cause pour les rebelles. Suspendu de ses fonctions pour une période de soixante jours le 3 janvier dernier, il a refusé de se soumettre, a tenu tête aux forces de l'ordre venues l'arrêter début mars – un général a été tué – avant de prendre le maquis. Quant à M. Enrile, inculpé de rebellion, il a été arrêté, mais, le 6 mars, la Cour suprême a désavoué le pouvoir et a ordonné sa libération sous caution.

(3) Alliance des révolutionnaires nationalistes.

(4) Général Edgardo Abenina, au cours d'une conférence de presse clandestine tenue le 10 janvier 1990. Cet officier a finalement été arrêté le 29 janvier à Manille.

MALGRÉ LE DURCISSEMENT

Explosion de la délinquance en Chine

SEUL grand pays à demeurer communiste, la Chine est tiraillée entre le souci d'orthodoxie politique – renforcé par la crise de juin 1989 – et sa volonté d'ouverture de l'économie à des mécanismes de marché favorisant, aussi, l'enrichissement personnel. Sa société vit très mal les mille et une contradictions qu'engendre cette situation. Elle se délite à ce point que la délinquance prend des proportions à l'échelle de ce pays-continent. De leur côté, les pays industrialisés ont tiré un trait sur la répression de la place Tiananmen. A vrai dire, les affaires n'ont jamais vraiment cessé – ni les contacts d'ordre militaire. L'alliance *de facto* entre Washington et Pékin *(lire page 7 l'article de Michel Chossudovsky)* n'a nullement pâti des troubles de l'an dernier, pas plus que des bouleversements à l'Est.

Par JEAN-LOUIS ROCCA *

Province du Henan : 47 800 interpellations en deux mois ; province du Xinjiang : 13 000 interpellations en un mois ; province du Sichuan : 33 200 interpellations en un mois ; province du Guangdong : 49 000 interpellations en deux mois ; Pékin : 10 900 personnes arrêtées d'octobre à décembre 1989 ; province du Shangxi, 51 000 arrestations en deux mois... Plus d'un million de personnes ont été interpellées dans le cadre de la campagne contre les « six calamités » *(liu hai)*, entre novembre 1989 et le 27 janvier 1990, date du Nouvel An chinois. A ces « six calamités » – prostitution, commerce de femmes et d'enfants, fabrication, vente et diffusion de produits pornographiques, production, trafic et consommation de drogue, jeu d'argent et utilisation de superstitions féodales dans le but d'extorquer de l'argent – les autorités du Guangdong en ont ajouté une septième : la constitution d'« *organisations sociales noires* ». En clair : la participation aux activités criminelles des triades – les *mafias* – de Hongkong, très actives dans le milieu méridional.

Isolée, cette campagne ne serait qu'une réédition des mouvements de lutte contre la criminalité qui, depuis le début des années 80, voient se multiplier arrestations et exécutions capitales (1). Le choix des cibles, qui fait la part belle à la sexualité, pourrait être interprété comme une simple conséquence du durcissement idéologique du régime (2). En réalité, cette campagne n'est qu'une des multiples manifestations de la détérioration catastrophique de la sécurité en Chine depuis quelques années (3) – la presse spécialisée le révèle chaque jour. Le nombre des crimes et délits a augmenté de 137 % en 1989 par rapport à 1988, le nombre des délits graves ayant doublé. Les routes ne sont pas sûres : en un an, on y a constaté 6 000 affaires criminelles et 13 000 infractions à l'ordre public. Dans le même temps, 13 000 « criminels errants » ont été arrêtés. Le 4 septembre 1989, on a dénombré dans sept provinces plus de 600 attaques de bandits de grand chemin contre des véhicules et leurs passagers. Des bandes spécialisées, comme celle des « Tigres volants », pillent les camions de transport dans des lieux reculés. Les gains peuvent être énormes : des centaines de milliers de yuans en un ou deux ans. On ne compte plus les affaires de vol à la tire et de « jeu forcé dans les bus à longue distance » : le passager qui refuse de participer est rossé (4).

Les trains sont le théâtre de multiples activités criminelles. Certaines lignes sont régulièrement visitées par des bandes qui détroussent et molestent les voyageurs. Parfois, ainsi sur les trains 405-406, les choses tournent mal, et on assiste à des batailles rangées entre criminels et victimes (5). Les autorités de Shanghaï, dont les lignes ferroviaires sont particulièrement visées, ont créé des « *patrouilles conjointes* » formées de policiers des transports, d'employés des chemins de fer et de voyageurs (6). Pourtant, ces efforts semblent vains.

Dans les zones rurales, la criminalité prend des formes particulières. Certains paysans se branchent illégalement sur les lignes électriques, d'autres volent du matériel de télécommunication ou détournent les canaux d'irrigation à leur profit. Dans le Gansu, entre 1987 et novembre 1989, d'après des statistiques incomplètes, ont été dérobés 310 000 mètres de câbles de transmission, 88 000 mètres de lignes de télécommunication, 13 000 mètres de conduites d'eau, cent quinze transformateurs, cent soixante-trois machines électriques, cent soixante-treize pompes à eau, 106 kilomètres de rigoles d'irrigation etc., méfaits qui ont empêché l'irrigation de plus de 6 600 hectares (7). Dans le Xinjiang (mais aussi dans d'autres provinces), ce sont les lignes de transmission de l'armée qui sont volées ! En 1988, dans l'ensemble du pays, 1 milliard de kilowatts-heure ont disparu.

Commerce des femmes et des enfants

LE commerce de femmes et d'enfants ajoute à l'insécurité dans les campagnes. En quelques années, trente mille femmes et mille enfants ont été enlevés dans les provinces intérieures du Sichuan, du Gansu et du Yunnan pour être revendus au Shandong ; quatorze mille « négriers » ont été arrêtés. En trois jours, au Shanxi, plus de trois mille cas ont été découverts, impliquant mille personnes. Vingt-cinq mille femmes provenant de vingt provinces et régions autonomes ont été vendues dans un seul district de l'Anhui (8). Les victimes, originaires des régions reculées et déshéritées, sont cédées pour quelques milliers de yuans à des paysans aisés des zones suburbaines qui ne trouvent pas de compagne ou recherchent une femme soumise. Parfois elles sont réellement enlevées ; dans d'autres cas, elles sont consentantes. Elles sont souvent simplement victimes de leur désir de réussir en ville ou de fuir leur famille. Il suffit aux trafiquants de leur promettre un travail ou de leur offrir un billet gratuit pour en faire des objets de négoce (9).

Pourquoi ce phénomène, même si ses multiples formes rendent difficile l'analyse ? Facteur important d'explication : le relâchement du contrôle social et les changements culturels consécutifs aux réformes. La levée des contrôles a conduit à une augmentation simultanée des attentes individuelles et des possibilités d'actions criminelles. A l'heure actuelle, un Chinois sur quinze se trouve chaque jour en dehors de son lieu de résidence. Cette « population flottante » constitue un fantastique vivier de criminels et de victimes. Parmi les premiers, on trouve les « criminels errants » *(luicuan)* dont les déplacements incessants sont souvent facilités par l'existence d'organisations possédant lieux de retraite et de recel, ramifications jusque dans les milieux officiels (et en particulier la police), signes de reconnaissance et même ateliers de fabrication d'armes à feu (10). C'est dans le Guangdong que ces « *sociétés noires* » sont les mieux organisées. Dernièrement, les autorités ont arrêté plusieurs milliers de membres des mafias qui contrôlent la prostitution, le jeu, le grand banditisme, le trafic d'armes et de drogues dans les provinces proches de Hongkong.


DR
VOLEURS PORTANT LA GANGUE (Shanghaï, 1900)
La répression ne résoud rien quand les valeurs sociales s'effondrent

Toutes les provinces connaissent cette forme de délinquance. Certaines bandes sont très organisées ; d'autres ne sont que des groupes de voyous semant la terreur dans leur quartier. A Tianjin, du 14 novembre au 4 décembre 1989, la police a démantelé 996 bandes. Dans la province septentrionale du Heilongjiang, ont été arrêtés quinze criminels qui fabriquaient des armes destinées à commettre des vols (11). De l'aveu de la presse, les policiers, désireux avant tout de préserver leur tranquillité, quand ils ne rackettent pas leurs concitoyens, préfèrent laisser à d'autres le soin de réagir. Dans une affaire récente, un policier des transports a non seulement refusé de secourir des voyageurs agressés par des voyous, mais il leur a interdit de se réfugier dans le local du personnel sous prétexte qu'« *ils allaient salir la pièce* »... (12).

Mais la détérioration de l'ordre public reflète surtout l'échec des réformes. Le relâchement ne devait être qu'un court moment de flottement nécessaire à la modernisation de la société, gage de l'apparition de nouvelles règles de vie basées sur la loi. Or ces réformes ont surtout contribué à laisser le champ libre à une société repliée jusque-là sur une vision clanique et factionnelle du comportement (13). Les nouvelles règles ne sont jamais apparues. L'individu reste ainsi essentiellement dominé par « l'esprit du petit groupe » (famille, entreprise, village, etc.). L'Etat ne maîtrise plus rien. La prostitution, le commerce des femmes ne font que témoigner de l'assimilation perverse des nouvelles valeurs (l'argent, la réussite individuelle) à partir d'un registre traditionnel – ces deux activités étaient particulièrement développées dans la Chine pré-socialiste.

De même, la diversification de l'économie rurale a conduit à une exacerbation de pratiques coutumières marquées par la prédation. Les paysans considèrent que les infrastructures publiques appartiennent à tout le monde, c'est-à-dire à qui veut.

La société paysanne s'impose au pouvoir ; parfois elle s'y oppose. Au cours des six premiers mois de 1988, on a dénombré plus de 7 800 affaires de « *refus violent de paiement des taxes* » par des paysans et des entrepreneurs privés ; 6 400 percepteurs ont été molestés et 13 sont morts. En novembre 1989, un paysan de Wenzhou, la « *ville sainte* » du néocapitalisme chinois, a été exécuté pour avoir tué un percepteur. A la même date, des incidents violents ont opposé l'armée et des habitants du Guangdong à propos de l'occupation de certains terrains par des militaires.

Meurtres, sabotages et attentats-suicides

L'ÉCHEC des réformes se mesure aussi à la proportion de jeunes délinquants dans la population criminelle : elle atteint 70 à 80 %. Mais la nouvelle idéologie – « *Enrichissez-vous* » – et l'incapacité du régime à conduire la modernisation ont pour victime une partie de la jeunesse, ceux qui, au départ, ont le minimum de chance de réussite sociale. Dans les gares ou les marchés clandestins du travail, des milliers de filles en rupture de famille sont des proies faciles pour les proxénètes ou les « négriers ». L'apparition de la toxicomanie est aussi un signe de l'incapacité des jeunes à vivre matériellement et culturellement les normes du néocapitalisme, que ce soit dans sa version libérale ou dans sa version maoïste réformée. Depuis l'« ouverture », la Chine est un lieu, de plus en plus fréquenté, du trafic de drogue entre le Triangle d'or et Hongkong. La consommation intérieure a beaucoup crû récemment. Des trafiquants ont été arrêtés dans les grandes villes de l'Est, et notamment à Shanghaï. Selon un article paru le 15 janvier 1990 dans le *Quotidien du système légal*, 3 000 personnes ont été désintoxiquées dans les 14 hôpitaux de Xian prévus à cet effet. Dans la même ville, la consommation a doublé entre la fin de 1988 et octobre 1989 ; elle touche 400 unités de travail (14).

Parfois, comme dans le cas des meurtres de cadres trop prompts à remettre en cause les avantages matériels des travailleurs d'Etat au nom de l'économie marchande – une centaine en 1988 – la jeunesse se refuse à jouer le seul rôle de victime, d'où la multiplication des sabotages. Les sources officielles ne font souvent que les évoquer et assimilent les destructions de lignes téléphoniques ou électriques à des vols ou à des « *accidents* ». Parfois, cependant ils sont clairement indiqués. En mai 1989, une ligne reliant Pékin au Qinghai a été volontairement détruite. Le mois suivant, plusieurs sabotages de voies ferrées ont eu lieu au Fujian. Mais les attentats-suicides (plusieurs dizaines l'an dernier) sont les manifestations les plus courantes et les plus spectaculaires du désespoir ambiant.

* Enseignant à l'Institut d'études sociales, université catholique de Lyon.

(1) Citons notamment le mouvement contre la criminalité de 1983, qui a conduit à l'arrestation de plus d'un million de personnes et à l'exécution de plus de 10 000 d'entre elles. Depuis, chaque année, sont lancées des campagnes souvent « ciblées » : contre le jeu, la prostitution, la pornographie, le cambriolage, etc. La lutte contre les « six calamités » se déroule depuis plusieurs mois ; elle a été relancée en novembre 1989 par les autorités centrales, *cf* le quotidien *Guangming Ribao (Clarté)*, 14 novembre 1989. Le choix du Nouvel An pour l'arrêt du mouvement n'est pas un hasard : traditionnellement, on « nettoie » le pays avant les festivités.

(2) Il s'agit de reprendre le contrôle idéologique du pays : plus de 3 millions de publications et 500 000 vidéocassettes ont été saisies en quelques mois. Mais il serait faux de vouloir analyser le phénomène criminel actuel à travers cet aspect pittoresque. La période de relative libération sexuelle qu'a connue la Chine ces dernières années n'est qu'une conséquence des réformes dans le domaine culturel, et non un élément à part.

(3) En réalité, la criminalité a commencé à croître dès les années 70. On assiste depuis à une accélération considérable du phénomène malgré des millions d'arrestations. Le mouvement contre la criminalité de 1983 a permis un temps de rémission temporaire ; depuis 1985 la situation dégénère de nouveau.

(4) *Fazhi Ribao (Quotidien du système légal)*, Pékin, 9 janvier 1990.

(5) *Id.*, 31 octobre 1989 et 14 novembre 1989.

(6) *Ibid.*, 5 décembre 1989.

(7) *Survey of World Broadcast, Far East*, écoutes-radio de la BBC, Londres, 0617 B2/5, 18 novembre 1989.

(8) *SWB, FE*/0647 B2/9, 23 décembre 1989. Dans cette même province, la police a arrêté 4 000 « négriers », et 65 trafiquants ont été exécutés.

(9) *Fazhi Ribao*, 24 novembre 1989.

(10) *Survey of World Broadcast, Far East*/0635 B2/3, 9 décembre 1989. A plusieurs reprises les autorités du Guangdong ont « *exigé instamment* » *(sic !)* des membres des triades qu'ils se rendent, montrant ainsi leur faiblesse face au crime organisé.

(11) *Id.*, 0672 B2/7, 26 janvier 1990.

(12) *Fazhi Ribao*, 31 octobre 1989.

(13) La police elle-même n'agit pas autrement.

(14) *Fazhi Ribao*, 15 janvier 1990.

هكذا من الأصل

IDÉOLOGIQUE DU RÉGIME

L'alliance militaire Washington-Pékin ne faiblit pas

Par MICHEL CHOSSUDOVSKY *

LES relations sino-américaines n'ont pas été sensiblement affectées par la répression de la place Tiananmen et la condamnation formelle par M. Bush des atteintes aux droits de l'homme en Chine. Contre le souhait de la Maison Blanche, du Pentagone et des grandes sociétés d'armements, le Congrès avait voté en juin 1989 un texte bloquant notamment, pour une période symbolique de six mois, le financement de projets de développement et l'exportation en Chine d'équipements militaires et de haute technologie. Dès juillet, en violation de ses engagements, la Maison Blanche dépêchait à Pékin dans le plus grand secret le général Brent, membre du Conseil national de sécurité, et M. Lawrence Eagleburger, sous-secrétaire d'Etat, qui eurent des discussions ayant trait à des questions stratégiques et militaires.

En décembre, la mission Snowcroft, publique celle-là, marquait la « fin » des sanctions et la normalisation *de facto* des relations militaires. Selon un porte-parole de l'exécutif, il n'est pas exclu que d'autres voyages secrets aient eu lieu entre juillet et décembre.

Fait rarement perçu : les liens stratégiques sino-américains constituent un élément-clé de la défense occidentale. Depuis la rencontre de 1979 à Washington entre le président Carter et M. Deng Xiaoping, une alliance militaire *de facto* a pris corps.

Cette *« alliance à la dérobée »*, comme l'a qualifiée devant une commission du Congrès M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour les questions de sécurité, est admise par les deux parties. M. Deng Xiaoping déclarait lors du sommet de 1979 : *« Si nous voulons vraiment contenir l'ours polaire, la seule façon réaliste de le faire est de nous unir* (1).»

Les Américains ont mis en place dans le Xinjiang deux bases de renseignement dont la mission serait de remplacer celles existant en Iran avant le régime Khomeiny. En théorie dirigées conjointement avec l'armée chinoise, elles sont, en fait, contrôlées par la CIA, qui surveille les bases de missiles soviétiques en Asie centrale (2).

Selon la formule de l'ancien secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, *« la Chine est un membre officieux de l'OTAN »*. Cependant, ni les quelque mille trois cents têtes nucléaires (3) ni l'armement conventionnel dont elle dispose sur sa frontière avec l'URSS n'ont jamais été pris en considération dans les analyses des rapports de forces entre l'OTAN et le pacte de Varsovie.

L'accord de coopération nucléaire sino-américain (aux fins d'*« utilisation pacifique »*), signé en 1984 juste avant le voyage à Pékin de M. Reagan, facilite considérablement le développement de l'industrie chinoise et aide peut-être à la construction de têtes nucléaires. La Chine possède un modeste arsenal de fusées Dong Fang (Vent d'Est), composé de missiles intercontinentaux capables de frapper n'importe quelle ville soviétique, ainsi que d'engins de portées moyenne et intermédiaire (4). Elle dispose de quarante-cinq gisements d'uranium et de cinq usines de traitement d'uranium et de plutonium. Fait d'importance pour les Etats-Unis : sa capacité de fabrication de produits radioactifs est estimée à 1,2 tonne par an – ce qui suffit pour alimenter soixante-quinze têtes nucléaires environ par an, et excède ses besoins (5).

Jusqu'à une date récente, les commentateurs américains appréciaient fort que la Chine contribuât à immobiliser loin de l'Europe une partie des troupes soviétiques. De tels calculs paraîtraient aujourd'hui périmés et pourtant, même après le sommet de Malte de décembre 1989, les relations sino-américaines se situent toujours dans une optique de guerre froide : *« L'équilibre des forces demeurant incertain en Europe de l'Est, M. Bush était bien décidé* [à Malte] *à ne pas céder du terrain à l'URSS en Asie, s'en tenant à une vision géopolitique qui reste juste aux yeux du président, en dépit d'une moindre rivalité entre superpuissances (6). »* Et comme elle ne fait partie ni de l'une ni de l'autre des alliances, la Chine se trouve exclue des négociations de désarmement. Or ses moyens militaires, presque uniquement dirigés contre l'URSS, demeurent essentiels pour Washington.

Des intérêts économiques convergents

MAIS il est d'autres raisons pour souhaiter maintenir la Chine dans l'orbite américaine. Par-delà les objectifs relevant de la géopolitique (Corée, Indochine, Asie centrale), la présence militaire des Etats-Unis a pour vocation de protéger leurs intérêts économiques et, à cet égard, l'alliance avec la Chine aide implicitement à contenir l'expansion japonaise en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique. Par ailleurs, il convient d'éviter tout rapprochement entre l'URSS et la Chine (ou entre celle-ci et le Japon) qui affaiblirait la puissance des Etats-Unis dans la région.

Washington n'a que sympathie pour le nouvel ordre économique et social mis en place en Chine depuis la mort de Mao, et qui se traduit par l'ouverture du pays au capitalisme occidental. Les relations militaires qu'entretiennent les deux pays ne peuvent qu'aider les Chinois, soucieux du maintien de la *« sécurité intérieure »* et désireux d'offrir aux investisseurs étrangers une main-d'œuvre bon marché.

La diplomatie de Pékin est cohérente : parallèlement à son rapprochement stratégique avec Washington, elle a établi des *« relations amicales »* avec les régimes autoritaires d'Asie du Sud-Est (et du reste du tiers-monde). Elle a cessé tout soutien aux insurrections contre ces régimes ; ses liens avec la Corée du Nord se sont distendus depuis 1984, cependant que s'organisait une coopération commerciale avec Séoul. La multiplication des contacts avec l'armée japonaise et les Américains en ce qui concerne la défense du Pacifique occidental et de la mer de Chine du Sud pèse sur les relations entre Pékin et Pyongyang, la VIIe flotte américaine ayant besoin des bases situées en Corée du Sud. Et Pékin reconnaît que *« la côte orientale est mal défendue puisque les Chinois dépendent de la VIIe flotte dans le Pacifique* (7) ». La Chine *« a déclaré qu'elle ne conclurait pas d'accord de défense formel avec les Etats-Unis, le Japon ou la Corée du Sud sur le modèle de l'OTAN, mais qu'elle aura des liens étroits avec ces pays* (8) ». Une situation encore compliquée par le récent rapport américain selon lequel la Corée du Nord *(lire l'article de Selig S. Harrison, page 3)* installerait une usine de production d'armes nucléaires dans la région de Yongbyon, au nord de Pyongyang (9).

Les violations des droits de l'homme (y compris de ses droits sociaux et économiques) en Chine depuis l'écrasement du mouvement démocratique à la fin des années 70 n'ont jamais empêché Washington de considérer Pékin comme un rempart contre l'expansion communiste dans le tiers-monde. De fait, la Chine a exercé de fortes pressions sur les mouvements insurrectionnels, obligeant notamment le PC thaïlandais à négocier avec le régime de Bangkok (10). Elle sert souvent aussi indirectement les intérêts stratégiques des Etats-Unis. Pékin vend au Pakistan des armes payées grâce à des fonds américains. Il en va de même des livraisons d'armes chinoises à la guérilla afghane. La Chine fournit du matériel militaire à la Thaïlande en vertu d'un accord qui sert les visées de Washington en Indochine. Et même si elle n'apparaît pas en clair dans les enquêtes sur le scandale de l'« Iran-Contragate », tout indique qu'elle a notablement aidé les forces hostiles au régime de Managua, livrant notamment des missiles SA-7 (11). Grâce à un intermédiaire canadien, *« entre la fin de 1984 et l'automne de 1985, la Chine a vendu pour 7 millions de dollars de missiles sol-air et d'armes légères aux forces de la résistance du Nicaragua (12) »*.

La réorganisation de l'Armée populaire de libération (APL) selon le principe de *« la guerre du peuple dans les conditions modernes »* va dans le sens de ce réalignement global. La restructuration de 1985 a pris pour modèles les schémas occidentaux, ainsi qu'en témoigne notamment la création d'unités semi-autonomes tels les forces aériennes de l'armée de terre, le corps des fusiliers marins, et les sous-marins nucléaires.

Le corps des fusiliers marins américain aide à la modernisation de la marine chinoise (13). L'université de la défense nationale (Guofang Daxue), née en 1985 de la fusion de trois académies (militaire, logistique et politique), doit devenir une source d'experts pour l'APL, de concert avec l'Académie des sciences militaires et le nouvel Institut pékinois d'études stratégiques ; or elle effectue des échanges avec ses homologues occidentales.

Les délégations chinoises aux Etats-Unis *« ont tout étudié en profondeur, depuis l'Académie nationale d'entraînement de Fort-Irwin jusqu'au Collège national de la guerre de Washington, D.C.* (14) ». Les académies de West-Point (Etats-Unis) et de Sandhurst (Grande-Bretagne) sont données en exemple, et un nouveau centre créé dans la région de Nankin est en partie copié sur Fort-Irwin (15).

Les Etats-Unis ont contribué de multiples manières à la modernisation de l'APL : co-fabrication en Chine de moteurs à turbine pour les navires, torpilles et divers systèmes antichars et antiaériens, radars, etc. Le transfert de technologie le plus important a porté sur la transformation de l'avion de combat Shenyang F-8 grâce à un accord signé entre l'aviation américaine, l'armée chinoise et la firme Grunman (16). Et si Washington a officiellement gelé ses envois d'armes en juin 1989, en fait, selon des informations diffusées en décembre dernier, toutes les relations militaires avaient déjà repris, y compris l'entraînement d'officiers chinois sur la base aérienne de Wright Patterson (17).

L'Europe est, elle aussi, présente depuis la fin des années 70. Rolls-Royce a construit une usine, fermée depuis, afin de fabriquer des moteurs semblables à ceux équipant le chasseur Phantom F-4. Pékin a dit son intérêt pour le Mirage F-1, le 111-NG et le 2000 de Dassault. Dans les années 70 ont été achetés des hélicoptères Super-Frelon SA-321 de l'Aérospatiale française, firme qui, en 1980, a accordé à Pékin une licence de fabrication des Dauphin SA-325N (18).

Depuis la chute de la « bande des quatre » en 1976, *« un commerce discret et semi-secret semble s'être développé dans le secteur des armements entre Israël et la Chine, ce que Pékin nie fermement* (19) ». Les Israéliens ont livré aux Chinois des informations concernant les chars et l'artillerie (20). Il a été fait état en 1984 de ventes d'armes israéliennes d'une valeur estimée entre 1 et 3 milliards de dollars et, selon la presse de Jérusalem, environ deux cents conseillers israéliens ont facilité l'insertion des équipements de leur pays dans les forces armées chinoises. Israël a justifié sa politique en invoquant *« la sécurité globale des Etats-Unis et du monde occidental* (21) ».

Si les Chinois importent peu d'armes (ils achètent des techniques de pointe très sélectionnées et construisent eux-mêmes), en revanche leurs exportations ont beaucoup augmenté : les sources américaines les évaluent à 11 milliards de dollars entre 1980 et 1987. La Chine est devenue le cinquième exportateur d'armements (après l'URSS, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni). Sa production est bien meilleur marché que celle de l'Occident, et le tiers-monde est son acheteur quasi exclusif.

Cette évolution fait partie intégrante de la politique de « la porte ouverte » et de la réintégration de l'économie chinoise dans la division internationale du travail. Les salaires mensuels variant dans le secteur étatique de 17 à 50 dollars, il paraît vraisemblable que les firmes occidentales d'armement seront des partenaires de plus en plus proches de Pékin.

Pékin vend aussi des engins plus sophistiqués, notamment une vaste gamme de fusées parmi lesquelles des missiles balistiques guidés pouvant être dotés de têtes nucléaires. L'Arabie saoudite lui a récemment acheté des missiles de portée intermédiaire de type Vent d'Est, ce qui a provoqué des polémiques au sujet de leur usage éventuel, les Saoudiens affirmant qu'ils n'entendaient les équiper que d'explosifs conventionnels.

La Chine commerçant également avec le Pakistan, tout indique qu'elle lui fournit des renseignements et des produits radioactifs pour la mise au point de missibles guidés et de têtes nucléaires (22). Par ailleurs, pendant la guerre du Golfe, elle a livré d'abondance des armes aux deux belligérants. Elle vend aussi des armements – y compris des avions –, *via* des intermédiaires américains, *« à qui est prêt à payer au prix du marché »*, pratique qui en fait un acteur du commerce illicite (23). Une politique qui a nécessairement pour conséquence de faciliter la prolifération des conflits régionaux.

* Professeur d'économie, université d'Ottawa. Auteur de *Towards Capitalist Restoration, Chinese Socialism after Mao*, MacMillan, Londres, 1986.

(1) « Interview with Deng », *Time*, 5 février 1979.

(2) Tai Ming Cheung, « The Development of China's Foreign Military Relations », *Asian Defence Journal*, septembre 1987. En février, M. Cheney, secrétaire américain à la défense, a annoncé le retrait en trois ans de 12 000 soldats basés en Extrême-Orient. Cette décision, essentiellement budgétaire, ne modifie en rien l'équilibre des forces.

(3) Lire notamment Bradley Hahn, « Quick Nuclear Leap Leads to Credible Nuclear Deterrent », *Pacific Defence Reporter*, mai 1987.

(4) Pour plus de détails, lire *The Military Balance, 1988-1989*, Institut international d'études stratégiques, Londres, 1989.

(5) Bradley Hahn, « Beijing's Growing Global Missile Reach », *Pacific Defence Reporter*, février 1987.

(6) *New York Times*, 13 décembre 1989.

(7) Colonel Edgar O'Ballance, « China's Changing Defence Concept », *Asian Defence Journal*, septembre 1989.

(8) Edgar O'Ballance, « Gorbatchev's Thought on China », *Asian Defence Journal*, octobre 1985.

(9) « US Concern Rises over North Korea Atom Plant », *New York Times*, 25 octobre 1989. Lire aussi Joseph S. Bermudez, « North Korea Set to Join the Nuclear Club », *Jane's Defence Weekly*, 23 septembre 1989. Pyongyang a démenti l'information.

(10) Michel Chossudovsky, « ASEAN Communist Parties and China », *Economic and Political Weekly*, nº 39, 1981.

(11) Dennis Van Vranken Hickey, « Peking's Growing Political Economic and Military Ties with Latin America », *Issues and Studies*, juin 1989.

(12) Nayan Chanda, « The Managua Connection : Taiwan Paid for some Arms Supplied to Contras by Peking », *Far Eastern Economic Review*, Hongkong, 9 juillet 1987. Et l'article de D. Van Vankren Hickey, *op. cit.*

(13) Bradley Hahn, « Big Amphibious Strides », *Pacific Defence Journal*, avril 1988.

(14) Harlan W. Jenks, « Watching China's Military », *Asian Defence Journal*, novembre 1986.

(15) Edgar O. Ballance, « China's Changing Defence Concept », *Asian Defence Journal*, septembre 1989, et Clare Hollingworth, « Sensational Entry into Arms Trade », *Pacific Defence Reporter*, avril 1987.

(16) Tai Ming Cheung, « Expanding Sino-Foreign Military Relations », *Armed Forces*, octobre 1987.

(17) *Washington Post*, 12 décembre 1989.

(18) Doug Richardson, « Europe-China Arms Agreements », *Armed Forces Journal International*, mai 1988. Annonce a été faite en février 1990 de la mise au point en commun d'un hélicoptère par Français, Chinois et Singapouriens (*le Monde* des 15 et 16 février 1990).

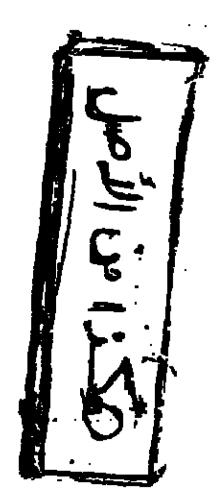
(19) Clare Hollingworth, *op. cit.*

(20) Ignacio Klich, « Nouveaux débouchés en Chine pour Israël », *le Monde diplomatique*, mars 1985.

(21) *Ibid.*

(22) *The Perspective*, Hongkong, 16 juillet 1989.

(23) En 1985, le gouvernement chinois a signé un accord avec la firme américaine Customs Associates afin de vendre des chasseurs et d'autres engins militaires à des particuliers. Lire, à ce propos, Clare Hollingworth, « New Era for the PLA, but Defence has Low Priority », *Pacific Defence Report*, Annual Reference Edition, 1988.



CRISE DE LA GAUCHE EN AMÉRIQUE LATINE

Leçons d'une défaite au Nicaragua

LA logique infernale d'élections imposées sous les pressions des Etats-Unis ne permettait pas la victoire des sandinistes au Nicaragua, le 25 février dernier. Après dix ans de guerre, de blocus commercial et de désastre économique, le résultat obtenu par M. Daniel Ortega (41 % des voix) n'est nullement déshonorant. Il est, en partie, la conséquence des erreurs commises par les révolutionnaires durant une décennie de pouvoir absolu. Il *reflète enfin*, dans un contexte général de chaos économique, le grave malaise d'une gauche latino-américaine déconcertée par l'effondrement des régimes de l'Est, *trop timidement* engagée en faveur de la démocratie pluraliste, et circonspecte devant la dernière alternative proposée par M. Fidel Castro : *« Le socialisme ou la mort ! »*

Par JORGE CASTANEDA *

Au-delà de son aspect spectaculaire, la défaite de M. Daniel Ortega, candidat du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) à l'élection présidentielle du Nicaragua, le 25 février dernier, doit être analysée dans une perspective plus vaste. Il faut situer cette véritable débâcle des révolutionnaires dans le contexte d'un double phénomène qui concerne l'ensemble de l'Amérique latine. *En premier lieu*, le rejet général des dirigeants en place. Ce *rejet* est une conséquence, dans tout le continent, de l'effondrement économique et social au cours d'une décennie perdue en matière de réelle démocratisation. En second lieu, la grave crise que traverse la gauche latino-américaine et qui semble devoir s'aggraver encore.

Si un pays a été vraiment ravagé au cours de la dernière décennie, c'est bien le Nicaragua. La guerre organisée et financée par les Etats-Unis, le blocus commercial et financier imposé par Washington, ainsi que les indiscutables erreurs de gestion de la direction sandiniste (dans une certaine mesure provoquées par les pressions américaines) ont saigné à blanc ce petit pays d'Amérique centrale, et provoqué un grand recul *économique* et *social*. Mais le Nicaragua, comme El Salvador, n'est que le cas extrême d'une situation très fréquente dans le continent.

L'Amérique latine traverse l'une des pires crises de ce siècle, dont les caractéristiques principales sont : stagnation *économique généralisée, dette, régression* sociale et décapitalisation massive, *explosion* de la *marginalisation* et du sous-emploi dans les villes... Au cours des années 80, tous les pays – en particulier l'Argentine *(lire, page 9, l'article d'Alexandre Valente)* – ont reculé en termes de croissance du revenu par tête, à l'exception de la Colombie, du Chili (au prix d'un énorme coût social) et de la République dominicaine.

Ce désastre économique s'est produit alors qu'on assistait, en même temps, à un indéniable progrès démocratique. Les nouveaux régimes n'ont certes pas atteint cet idéal que décrivent *les* conservateurs américains – lesquels voient dans chaque élection, si formelle *soit-elle*, une preuve complète et définitive de démocratie, – mais le *fait est que les dictatures ont disparu et* les militaires sont retournés (de bonne *ou de mauvaise grâce*) dans les casernes. Le cauchemar autoritaire des années 70, avec ses *séquelles* de tortures et de répression, est terminé.

« Sortez les sortants ! »

A l'exception du Mexique et de Cuba, *tous les pays ont* procédé à une indiscutable institutionnalisation des *élections. On a assisté à des scrutins* d'une grande limpidité dans des *pays dépourvus de tradition démocratique*, comme la Bolivie ou le Brésil, *entraînant parfois des changements* radicaux dans des régimes autoritaires, *comme* au Chili. La *démocratisation* ne s'est pas limitée à l'aspect électoral, ce qui aurait déjà *été* remarquable. Elle a provoqué une attitude nouvelle de respect à l'égard des *droits de l'homme et*, souvent, un épanouissement de ce qu'on appelle la *société* civile : apparition et renforcement de nouvelles organisations, mouvements urbains, groupes écologistes, féministes, secteurs activistes liés à associations, presse, syndicats et l'Eglise.

Dans le contexte général où se combinaient les deux phénomènes – ouverture démocratique et recul économique et social, – les électeurs (en Argentine, en Uruguay, en Bolivie, au Venezuela, au Brésil, au Costa-Rica, au Honduras...) ont voté presque partout avec leurs *tripes* et ont appliqué strictement le vieil adage : « Sortez les sortants ! »

Le Front sandiniste, au Nicaragua, a accepté fort tardivement de participer à *la fête électorale, en raison de* la tradition antiélectoraliste de ses principes *marxistes-léninistes. Le mythe* de l'origine révolutionnaire qui purifie et légitime le conduisait à croire qu'il était inutile de rechercher une légitimité par les urnes alors qu'il disposait déjà d'une légitimité insurrectionnelle et populaire. Les *pressions* et l'hostilité américaines ont encouragé cette attitude ; les sandinistes ont toujours pensé – et en définitive ils ne se trompaient pas – qu'il serait impossible d'organiser des élections sans que les Etats-Unis s'y mêlent de manière déterminante. Mais même tardivement, les sandinistes ont joué avec beaucoup de fair play le jeu des élections ; et les résultats obtenus (41 % des voix), quoique inférieurs à ceux qu'ils attendaient, sont loin d'être déshonorants surtout lorsqu'on les compare à ceux d'autres équipes sortantes aussi bien en Amérique latine que dans les pays de l'Europe de l'Est.

L'analyse de la situation à la veille des élections a été faussée par la valse des sondages et par les manifestations de masse organisées de manière artificielle, avec des chiffres de participants truqués. Il n'y avait pas autant de manifestants que l'affirmaient les sandinistes et tous ceux qui manifestaient étaient loin de le faire par conviction révolutionnaire. Comme au Mexique *en 1988*, les sondages ont *négligé* une donnée fondamentale dans un pays où *domine* la *peur et où il n'existe pas* de tradition démocratique. Interrogés par des inconnus et en public sur leur intention de vote, les citoyens mentent. Ils le firent au Mexique en dissimulant leur intention de voter pour M. Cuauhtemoc Cardenas le 6 juillet 1988 ; ils le firent aussi au Nicaragua le 25 février 1990.

La théorie selon laquelle, au cours des derniers jours de la campagne, une part massive de l'électorat aurait basculé en faveur de Mme Violeta Chamorro n'est pas entièrement fausse. Au fur et à mesure que les Nicaraguayens constataient que les élections ne seraient pas truquées, ils modifiaient leur attitude et décidaient de voter pour Mme Chamorro. Parallèlement, la certitude de *la victoire était* telle chez les sandinistes, que le pouvoir n'entreprit rien pouvant ressembler à une fraude ; et cela renforçait les électeurs dans leur choix oppositionnel.

Le résultat obtenu par M. Daniel Ortega, après dix ans de guerre, de misère et de blocus n'est nullement indigne. On peut en déduire que si les pressions croissantes exercées sur les deux derniers régimes autoritaires de la région – Cuba et le Mexique – parvenaient à persuader ceux-ci d'organiser des élections honnêtes, ils obtiendraient des résultats au moins comparables. Le ras-le-bol populaire ne se mesure qu'en deux occasions : quand l'exploitation est intolérable et pousse les gens à l'émeute, ou quand on donne au peuple la possibilité de s'exprimer au moyen des urnes. Après les *événements* en *Europe de l'Est, il ne* faut plus surestimer le prétendu consensus – inexistant *au Mexique, dramatiquement affaibli* à Cuba – sur lequel reposeraient *certains régimes autoritaires*.

Les causes de la défaite sandiniste sont multiples. On peut *toutefois* en souligner trois, parmi les plus *importantes. La première c'est que, malgré* le droit de vote à seize ans, la jeunesse n'a pas voté en faveur du FSLN. Pour une raison évidente : le refus de faire le service militaire. Ni M. Daniel Ortega ni la direction nationale du FSLN n'ont voulu faire la concession de suspendre la conscription jusqu'après les élections. Les sandinistes ont vu également se détourner d'eux les secteurs les plus pauvres, surtout à Managua, qui sont à la fois les couches sociales les plus violentées par le désastre économique et les plus négligées par le gouvernement. Enfin, le pouvoir révolutionnaire a également perdu le soutien de tous les électeurs qui pensaient, à juste titre, que le seul moyen de manger à leur faim passait par Washington, ce qui *impliquait la victoire de Mme Violeta* Chamorro.

Mais le sandinisme a également *été* battu par ses propres erreurs commises depuis *1979* : entre autres, son *identification* à Cuba, au bloc socialiste et à *l'URSS*. Lorsque ces *compagnons* de route ont commencé à s'effondrer ou à *s'affaiblir, il était au-dessus des forces* du FSLN de demander à la population *d'aller* à *contre-courant* d'un mouvement qui semble planétaire. Le Front sandiniste a *été* perçu par de nombreux Nicaraguayens comme une *fraction* de la famille socialiste – au bout de dix ans d'agression américaine et d'aides soviétique et cubaine une telle perception n'était pas erronée – et les citoyens décidèrent de renverser également le « jeune frère » de cette famille partout attaquée.

La disparition du bloc socialiste en tant que tel, et les gigantesques transformations survenues en URSS et en Chine ont entraîné la fin du « modèle extérieur » pour la gauche latino-américaine. Et l'ont plongée (comme au Pérou où elle semble coincée entre M. Vargas Llosa et Sentier lumineux) *dans une dépression collective d'où elle* n'est pas prête de sortir.

Pour avoir longtemps négligé les problèmes de la démocratie, de la gestion économique et du lien avec les Etats-Unis, la gauche s'est retrouvée déconcertée devant *l'effondrement* du camp socialiste. Les seules forces qui s'en tirent sont celles qui avaient effectué à temps leur *aggiornamento*. Ce n'est pas un hasard si les seuls pays où les forces de gauche sont encore intactes ou en expansion sont le Brésil et le Mexique. Bien avant l'ère Gorbatchev, ces forces s'étaient caractérisées par leur lutte en faveur de la démocratisation ; d'autre part, ces mouvements n'avaient pas de *lien* organique ou *idéologique* avec Cuba ou l'Union soviétique.

Tout cela laisse préaager que la prochaine « cure d'opposition » du Front sandiniste lui sera amplement profitable. *La défaite du FSLN et la reconnaissance* du succès de Mme Violeta *Chamorro permettront sans doute* aux sandinistes de récupérer assez vite une *image d'indépendance politique*. Personne ne pourra plus douter de leur vocation démocratique après leur attitude à l'heure de vérité : la passation sans obstacle du pouvoir.

M. Daniel Ortega et ses amis ont fait *preuve*, au *cours des derniers mois*, d'un spectaculaire attachement aux formes démocratiques. Certes, la logique infernale d'élections sous surveillance ne permettait pas leur victoire. Mais une fois la décision prise de procéder à des élections en toute honnêteté et sous le contrôle d'observateurs neutres étrangers, le sort était jeté. Dans la nuit du dimanche 25 février, les commandants sandinistes ont fait ce qu'ils devaient faire : admettre leur défaite.

Si la décision de passer à l'opposition se maintient sans arrière-pensées – et sans marchandages excessifs qui viendraient vicier l'engagement de céder le pouvoir, – cela confirmera l'attachement du FSLN à la démocratie. Cela lui permettra aussi de renouer avec *tous ces citoyens qui s'étaient* éloignés de lui en raison de son attitude *arrogante et autoritaire au cours de* ces dix ans de pouvoir absolu.

Le fait que presque tous les hauts dirigeants sandinistes quittent le pouvoir les mains propres servira sans doute le FSLN dans son entreprise de reconquête démocratique du pouvoir. Là aussi, la comparaison avec beaucoup d'autres pays latino-américains lui sera favorable.

On peut tirer deux autres leçons de la défaite sandiniste. La première concerne les élections elles-mêmes. Il est *évident* qu'elles auraient dû se *dérouler* il y a très *longtemps*, probablement dès 1979. Non seulement pour légitimer le régime *aux yeux du monde* entier – légitimité qui, de nos jours, émane *uniquement* des urnes, – *mais* aussi pour établir un mécanisme de *sanction démocratique* de la gestion du pouvoir. Tous ceux qui ont suivi de près l'évolution du sandinisme ne peuvent oublier les abus, l'arrogance et l'irresponsabilité dont fit preuve pendant de longues années le régime révolutionnaire. Un système électoral pluraliste, malgré tous ses défauts, aurait aidé les dirigeants à corriger des erreurs, à limiter des excès, à imposer une certaine humilité.

La démocratie représentative (pas *simplement formelle*) se *prête à toutes* les manipulations et à toutes les distorsions (il *suffit* de voir *comment* fonctionne le système électoral américain), mais son adoption par la gauche latino-américaine n'aurait jamais dû être purement tactique ou simplement résignée. Au Nicaragua, par la force des choses, c'était une option stratégique. Elle a été négligée.

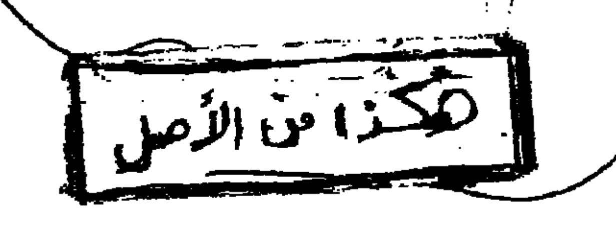
La seconde leçon concerne le contrôle du scrutin par des observateurs internationaux. Il était sans doute inévitable parce que c'était le seul moyen de faire reconnaître à l'extérieur la limpidité du scrutin ; et parce qu'aucune institution nationale n'inspirait confiance à l'ensemble des participants. Les observateurs étrangers ne représentaient pas des gouvernements étrangers. C'étaient des fonctionnaires du secrétariat des Nations unies ou de l'Organisation des Etats américains (OEA), ou de simples particuliers comme le groupe d'ex-présidents de pays démocratiques que dirige M. James Carter. Par conséquent, il ne semble pas qu'il y ait eu abdication de souveraineté. Et en tout cas ce n'est pas la pire expérience d'internationalisation que l'Amérique latine ait connue...

Au cours de leur prochaine traversée du désert, les sandinistes seront obligés de réapprendre à lutter pour le pouvoir, ce qu'ils avaient visiblement oublié. Ils devront le faire avec de nouvelles règles, qu'ils ont eux-mêmes fixées, et qui sont celles tout simplement de la démocratie. Les sandinistes viennent de rendre un immense service à leur pays et à la gauche de tout le continent. Ils sont devenus un exemple vivant de ce que devraient faire d'autres forces politiques ailleurs. C'est en imitant les sandinistes que le régime de M. Castro, par exemple, pourrait peut-être sauver le socialisme à Cuba et conserver sa place dans l'histoire du continent ; au Mexique, le PRI, parti au pouvoir, pourrait ainsi épargner au pays une possible tragédie...


Alain Keler-Sygma

UNE PATROUILLE DE L'ARMÉE DANS LE NORD DU PAYS
La légitimité des urnes l'a emporté sur celle de l'origine révolutionnaire

* Professeur au Center for Latin American Studies, université de Californie, Berkeley (Etats-Unis).



L'IMPOSSIBLE MIRACLE DE M. CARLOS MENEM

L'Argentine se décompose

PORTÉ au pouvoir comme un « sauveur » en juillet 1989 par l'enthousiasme des foules argentines désemparées, M. Carlos Menem, dirigeant péroniste, doit constater, neuf mois après, son impuissance à résoudre l'inextricable crise de son pays.

Neuf millions de pauvres sur trente millions d'habitants, une inflation atteignant à nouveau les 100 % par mois, corruption générale, chômage, grèves, émeutes de la faim... L'Argentine, comme le Brésil – sous le choc du plan Collor – et d'autres Etats d'Amérique latine, sombre dans le chaos, tandis que les pays du Nord, obsédés par l'Est, oublient qu'au Sud aussi une démocratie sans développement économique reste une illusion...



Par ALEXANDRE VALENTE *

« Argentine, lève-toi et marche ! » En prononçant ces paroles, le 8 juillet, jour de son accession au pouvoir, le nouveau président argentin Carlos Menem avait réussi à exprimer de la façon la plus claire ce que ses compatriotes attendaient de lui : un miracle. Neuf mois plus tard, les Argentins sont bien obligés de déchanter. M. Carlos Menem n'est pas le Messie. Le miracle n'a pas eu lieu.

Neuf mois, c'est court pour dresser un bilan. Mais l'histoire va trop vite en Argentine. Si vite que celui qui promettait à ses partisans, au lendemain de sa victoire : *« Je ne vous décevrai pas »*, est aujourd'hui conspué lors de manifestations quotidiennes par ceux-là mêmes qui l'ont porté au pouvoir.

Leur colère s'explique aisément. L'Argentine est au bord du gouffre. Le nouveau ministre de l'économie, M. Antonio Erman Gonzalez, est bien obligé de le reconnaître : *« Depuis plus d'un an, l'économie argentine vit dans des conditions limites. Nous côtoyons l'hyperinflation, la cessation de paiements interne et externe, la récession, le chômage massif, la faillite de l'Etat. »*

Il n'exagère pas. L'inflation a repris de plus belle, atteignant, en février, près de 100 % (officiellement 89%) par mois. Le dollar, dont le cours avait été fixé à 650 australs à l'arrivée de M. Menem au pouvoir, frôlait la barre des 6 000 australs début mars. Durant les deux premiers mois de l'année, le cours du dollar a augmenté de 320 %. Pour attirer les épargnants, les banques vont jusqu'à proposer des taux d'intérêt supérieurs à 4 000 % par an !

La corruption est générale. Les grèves se multiplient de façon chaotique. Le chômage, total ou partiel, touche le tiers des actifs. La dette extérieure est toujours là. Gigantesque : 61,9 milliards de dollars à la fin 1989 (1). Deux mille dollars par habitant ! Presque autant que le PIB annuel, estimé à 70 milliards de dollars...

Un signe révèle, mieux qu'aucun autre, cet échec. Le pouvoir d'achat des salariés, à la fin février, est descendu à ses plus bas niveaux historiques : ceux de juin 1989 (à la veille de l'arrivée de M. Menem aux affaires). Soit une moyenne de 80 à 90 dollars (environ 500 francs) par mois de salaire industriel net (2). En neuf mois, le gouvernement Menem est donc revenu au point de départ... la confiance en moins.

Un constat désolant pour celui qui proclamait son intention de *« prendre le taureau par les cornes »*. Et pourtant, M. Carlos Menem n'a pas manqué de courage. La décision de privatiser des grandes entreprises publiques, la mise en place d'une politique fiscale cohérente, la réduction du déficit budgétaire. Autant de mesures aux conséquences sociales dramatiques dans un pays aux infrastructures obsolètes. Mesures difficiles à imposer pour celui qui, il y a un an, parlait encore de *« l'obligation morale de la croissance économique et sociale »* et promettait une *« révolution productive »*. M. Carlos Menem avait-il le choix ? Obligé de prendre les rênes du pouvoir cinq mois avant l'échéance prévue (3), il a dû assumer un héritage catastrophique. Une Argentine au bord de l'explosion sociale, qui venait de connaître les premières émeutes de la faim de son histoire. Un déficit fiscal de l'ordre de 15 % du PIB (4). Un pays pratiquement en état de cessation de paiements, le service de la dette extérieure n'étant plus assuré depuis avril 1988. Des entreprises publiques dont les pertes étaient vertigineuses : 4 000 dollars (23 000 francs) par minute...

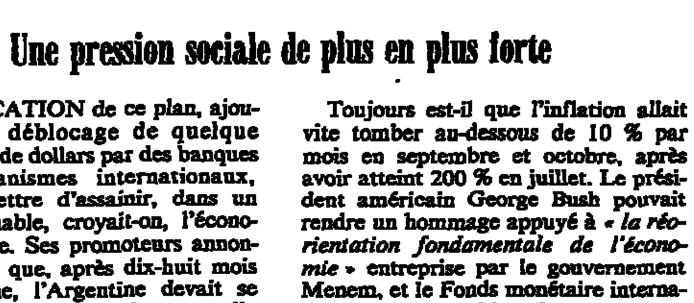
Pour venir à bout d'un tel désastre, le nouveau président décidait d'appliquer, aussitôt après son entrée en fonctions, un plan élaboré par l'ancien prix Nobel d'économie, Laurence Klein. Ce néo-keynésien, après avoir étudié les cas d'autres pays ayant connu l'hyperinflation (l'Allemagne des années 20 ou, plus récemment, Israël et la Bolivie), avait imaginé une politique basée sur une réduction très nette des dépenses publiques et sur une forte pression fiscale.



Hector Cattolica.



Une pression sociale de plus en plus forte



L'APPLICATION de ce plan, ajoutée au déblocage de quelque 3,5 milliards de dollars par des banques et des organismes internationaux, devait permettre d'assainir, dans un délai raisonnable, croyait-on, l'économie argentine. Ses promoteurs annonçaient même que, après dix-huit mois de ce régime, l'Argentine devait se retrouver avec une inflation annuelle de 12 %, un salaire réel en progression de 9,5 % et un taux de croissance du PIB de 7,5 %.

Ce plan, proposé au chef de l'Etat par l'entreprise agroalimentaire Bunge y Born, était aussitôt appliqué par le gouvernement Menem. Pour le mettre en œuvre, le président fit appel à des dirigeants de ce groupe multinational en leur confiant le ministère de l'économie... D'abord Miguel Roig, ancien vice-président de Bunge y Born, décédé d'une crise cardiaque une semaine seulement après son arrivée aux affaires. Puis M. Nestor Rapanelli, son successeur à la vice-présidence du groupe.

La réussite de leur plan allait être de très courte durée. Ils décidaient d'emblée une dévaluation de l'austral de 160 % et de fortes augmentations – 200 % à 650 % – des tarifs publics. Ces mesures, ajoutées à l'engagement de privatiser les entreprises publiques du secteur concurrentiel et à l'arrivée au sein de l'équipe au pouvoir de certaines personnalités libérales (5), eurent pour effet, dans un premier temps, de rasséréner le marché. Etait-ce le choc psychologique imaginé par le chef de l'Etat ?

Toujours est-il que l'inflation allait vite tomber au-dessous de 10 % par mois en septembre et octobre, après avoir atteint 200 % en juillet. Le président américain George Bush pouvait rendre un hommage appuyé à *« la réorientation fondamentale de l'économie »* entreprise par le gouvernement Menem, et le Fonds monétaire international rouvrir le robinet des prêts...

Hélas ! Pendant ce bref état de grâce, la pression sociale ne cessait de monter. Dès le mois de novembre, les grèves se multipliaient sur fond de guerre syndicale que le gouvernement n'arrivait plus à maîtriser. Le dollar s'envolait et le fantôme de l'hyperinflation repointait son nez. Les potions amères de M. Menem, converti au libéralisme par la force des choses, étaient de plus en plus rejetées par d'importants secteurs de son mouvement, le péronisme (6), alors que les rapports du chef de l'Etat avec l'entreprise Bunge y Born se dégradaient sur le front fiscal.

L'année 1989 s'achevait en un véritable chaos. La valse des étiquettes reprenait son rythme effréné. La spéculation sur le dollar et les taux d'intérêt se déchaînait tandis que la plupart des salariés voyaient fondre en quelques jours – sinon en quelques heures – leurs maigres revenus...

Alors que certains, au sein du parti péroniste, préconisaient un retour à des principes (protectionnisme, nationalisations, concertation syndicale...) plus proches de la doctrine péroniste et des engagements préélectoraux, le nouveau ministre de l'économie qui succédait à M. Rapanelli, M. Antonio Erman Gonzalez – un démocrate-chrétien très lié au chef de l'Etat, – revenait à la charge avec des intentions néolibérales sans équivoque : appliquer une *« chirurgie sans anesthésie »*.

Le message de M. Erman Gonzalez est clair. Le plan d'origine, dont les principes de base restent valables, nécessite une politique monétaire et fiscale bien plus stricte, ainsi qu'une réduction plus brutale du déficit budgétaire. La solution qui hante les esprits est la « dollarisation » de l'économie : création d'une parité stricte entre la monnaie nationale et le billet vert. Cette solution présente un certain nombre d'avantages, mais, pour l'appliquer, il faut d'abord que plusieurs conditions soient réunies. A commencer par des réserves en devises suffisantes dans les caisses de la Banque centrale.

Or c'est loin d'être le cas. Lorsque M. Carlos Menem est arrivé au pouvoir, il avait dénoncé le niveau ridicule des réserves de la Banque centrale. Elles étaient alors de l'ordre de 500 millions de dollars. Aujourd'hui, la situation n'est guère meilleure, mais pourrait le devenir à la faveur d'une récolte céréalière exceptionnelle, en progression de 60 % selon les estimations officielles. L'exportation de ces excédents à partir de ce mois d'avril devrait remplir suffisamment les caisses de l'Etat pour faciliter la fameuse « dollarisation ».

A Buenos-Aires, certains « experts » estiment que la parité de base idéale serait de l'ordre de 10 000 australs pour 1 dollar, ce qui suppose, dans la situation actuelle, une dévaluation de près de 80 %. Si une telle mesure venait à être appliquée, elle pourrait s'accompagner d'un changement de monnaie. La rumeur affirme que la décision serait déjà prise, et que la nouvelle unité monétaire s'appelerait le « federal » (un nom qui symboliserait la volonté de décentralisation du gouvernement). On prétend même que les nouveaux billets auraient déjà été imprimés en RFA. Et les démentis gouvernementaux n'ont pas convaincu.

La « dollarisation » de l'économie aurait, pour les autorités, des avantages non négligeables. Elle permettrait, d'abord, de liquider à bon compte la dette intérieure de l'Etat, en forte progression depuis le début de l'année en raison de la souscription forcée de bons de l'Etat (Bonex), imposée à des dizaines de milliers d'épargnants.

Elle favoriserait également les exportations, les produits *made in Argentina* pouvant bénéficier de tarifs très compétitifs grâce à un taux de change avantageux. Cela découragerait, pour les mêmes raisons, les importations, des mesures spéciales pouvant être prises pour certains produits indispensables ou destinés à l'équipement des entreprises. Avec, à l'arrivée, un solde du commerce extérieur excédentaire..

Revers de cette médaille : la récession. Elle semble inévitable pour capitaliser les fruits d'une telle politique. Mais elle aurait des conséquences néfastes pour l'ensemble des salariés, pour le commerce local et toucherait la grande majorité de la population.

D'autant que, parallèlement, le gouvernement s'engage dans une politique de réduction des dépenses budgétaires, avec la suppression de dizaines de milliers de postes de travail dans la fonction publique. L'objectif fixé pour cette année par le gouvernement est une réduction des frais bureaucratiques de 25 % (7). Une aggravation massive du chômage est donc à prévoir. Autre conséquence, forcément impopulaire, d'une telle politique : la nécessité de porter certains tarifs à des niveaux comparables à ceux du marché international. Les prix payés par les Argentins pour l'essence, le gaz, le téléphone, l'électricité et bien d'autres services, tout en étant excessifs pour la majorité d'entre eux, sont inférieurs aux tarifs en vigueur dans les pays industrialisés. Le litre de super, par exemple, n'y coûte que 1 franc...

Or la volonté du gouvernement de privatiser des entreprises publiques, ou même d'y attirer des investisseurs étrangers, implique une remise à niveau tarifaire. Cela explique les hausses importantes décidées au début de mars : 300 % pour le téléphone, 100 % à 150 % pour l'essence, le gaz et l'électricité. Il est aisé de comprendre les conséquences que de telles mesures provoquent dans un pays qui compte neuf millions de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, sur une population totale de trente millions... On touche là aux limites de la capacité de manœuvre du gouvernement, et au fond du problème.

Pour sortir de la crise, l'Argentine peut disposer d'excédents exportables considérables. Mais comment appliquer un plan d'ajustement si férocement impopulaire ? M. Carlos Menem dispose d'une majorité au Parlement, majorité toute théorique, car il se trouve de plus en plus isolé au sein du mouvement péroniste qui l'a porté au pouvoir.

Le parti péroniste n'est pas le seul à connaître des divergences sur la politique à suivre. L'Union civique radicale, deuxième force politique du pays, invitée à se joindre au gouvernement, est dans le même cas, tout comme le Parti libéral, déchiré par la décision de son leader, M. Alvaro Alsogaray, de rejoindre l'équipe Menem...

Reste que, M. Carlos Menem et son équipe gardent leurs objectifs : *« Il faut poursuivre dans la voie de la rigueur*, a déclaré récemment M. Moises Ikonicoff, secrétaire d'Etat à la planification, *pour construire le capitalisme dans ce pays. Nous nous battons actuellement contre les tenants d'intérêts corporatistes, les entrepreneurs ou les syndicalistes, qui nous livrent une lutte farouche, irréductible et suicidaire* (8). »

Depuis des semaines, M. Menem ne cesse de multiplier les appels en direction de Washington et des principales capitales européennes. La bonne volonté manifestée par le gouvernement argentin dans sa reprise des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne s'inscrit dans ce cadre. L'adoption des principales recommandations du Fonds monétaire international aussi. Les pays du Nord faciliteront-ils le déblocage de crédits indispensables à l'accompagnement des mesures draconiennes qu'indirectement ce même Nord impose ? Il y va non pas du sort de M. Menem mais tout simplement, en Argentine comme au Brésil, du sort de la démocratie.

---

(1) Selon la Banque mondiale.

(2) Chiffre de la Fondation latino-américaine de recherches économiques (FIEL).

(3) La passation des pouvoirs, prévue pour le 10 décembre 1989, a été avancée au 8 juillet d'un commun accord entre le président sortant et le président élu.

(4) *Ambito Financiero*, 4 juillet 1989.

(5) Notamment : M. Alvaro Alsogaray, président libéral, ancien ministre de l'économie, devenu conseiller du président, et sa fille, Maria Julia Alsogaray, nommée à la présidence du conseil d'administration de la Compagnie nationale de télécommunications (ENTEL).

(6) M. Menem était le candidat d'une coalition : le *FREJUPO* (Front justicialiste d'unité populaire) ; en plus du péronisme, il comprenait le Parti intransigeant (gauche) et la démocratie-chrétienne.

(7) Discours du ministre de l'économie, M. Antonio Erman Gonzalez, le 4 mars 1990.

(8) *Libération*, 20 mars 1990.

* Journaliste à Radio-France internationale, Paris.

RÉGIMES EN CRISE, PAUVRETÉ ET

L'Afrique noire

LES émeutes qui se sont succédé ces derniers mois en Afrique de l'Ouest sont autant de signaux d'alarme : les crises – économique, financière, sociale, culturelle – de l'Afrique noire ébranlent des régimes qui tentent de survivre en combinant méthodes répressives et timides réformes. Ce risque d'implosion place la France dans une situation délicate : ses gouvernements successifs, de droite comme de gauche, n'ont-ils pas apporté le même appui aux mêmes dirigeants ? Une stratégie qui n'a pas facilité l'émergence d'oppositions dignes de ce nom...

Par ACHILLE MBEMBE *

Des événements semblables à ceux qui, récemment, ont emporté les régimes communistes de l'Europe de l'Est pourraient-ils se produire en Afrique noire dans un avenir immédiat ? Quelles sont, actuellement, les chances de réussite d'une mobilisation populaire en faveur de la démocratie ? Récemment encore de telles questions auraient paru incongrues. Aujourd'hui, *des interrogations de ce genre n'émanent* plus seulement de quelques opposants en exil, de milieux d'affaires inquiets pour leurs avoirs ou de journalistes alarmistes. Un colloque tenu au début du mois de février sous l'égide de la fondation américaine Rockefeller à Villa-Serbelloni, Bellagio (Italie) et réunissant d'éminents experts de l'Europe de l'Est et de l'Afrique leur a octroyé une sorte de crédibilité qui *semblait leur faire défaut jusqu'*à présent.

Elles méritent, en effet, d'être prises au sérieux, mais pour des raisons différentes de celles qu'on avance généralement, selon lesquelles les changements à l'Est risquent de se solder par une *diminution de ce qu'on appelle l'aide* occidentale au développement de l'Afrique. Les flux d'investissements directs étrangers en direction du continent noir n'ont jamais été massifs, contrairement à ce que pense l'opinion commune. Pis, ils ont toujours été en deçà du volume global des capitaux qui en sortent. Quant aux banques commerciales, en particulier, elles ont poursuivi, depuis le milieu des années 70, leur politique de désengagement. Le retrait des milieux financiers occidentaux, une certaine « fatigue » devant les échecs répétés des expériences officielles de développement en Afrique, sont des phénomènes antérieurs à la décomposition du communisme. *Il* est certain qu'ils auraient suivi leur cours, même en l'absence de ces changements. Simplement, ceux-ci risquent de les accélérer.

A l'évidence, les vraies interrogations se situent ailleurs. En particulier, les événements survenus en Europe de l'Est mettent enfin en lumière le fait que la montée des taux d'intérêt et la dégradation brutale des termes de l'échange ne suffisent pas à expliquer l'aggravation de la crise en Afrique. Bien sûr, l'impact de ces facteurs ne devrait en aucun cas être sous-estimé. A *titre d'exemple, entre 1983 et 1987*, les recettes à l'exportation des pays africains ont enregistré une chute de 2 milliards 77 millions de dollars. Durant la période allant de 1980 à 1987, les cours ont baissé de 38 % pour le cacao, de 41 % pour le café, de 16,6 % pour le sucre, de 80 % pour le *bois, de 57,4 % pour les noix de palme*, et de 46,7 % pour le phosphate. Mais ce que, simultanément, l'on doit se garder d'oublier, c'est que l'inertie des structures politiques, économiques et intellectuelles, bref, l'exercice du pouvoir à l'état brut, ont, dans tous ces pays, causé autant de destruction et de violence que les défaveurs de l'environnement international (1). En Afrique, au sud du Sahara, l'absence de démocratie a *compliqué – plus qu'elle n'a* aidé à les surmonter – les contraintes imposées par l'économie-monde.

Du coup, pour être posé avec un minimum de pertinence, le problème de la réforme en Afrique doit dépasser la seule question du mode d'insertion des économies locales dans l'économie mondiale. Il doit nécessairement englober la refonte des rapports de production et la transformation des rapports de *pouvoir* interne, dans le sens d'un allègement du poids des institutions autoritaires sur la société. C'est pour l'avoir compris qu'aux Etats-Unis, par *exemple, prend lentement* corps un courant d'opinion favorable à l'idée que les programmes d'assistance économique *soient explicitement conditionnés* par un engagement des gouvernements en faveur d'une démocratisation progressive et d'une reconnaissance du pluralisme (2).

De telles affirmations peuvent surprendre ceux qui ont été habitués, pendant des années, à ne penser les sociétés africaines qu'en termes de sociétés « tribales », et à n'interpréter les conflits politiques qui s'y déroulent que sous l'angle d'affrontements interethniques : alibi en or servant, avant tout, à justifier l'injustifiable (3). En effet, bien que ces contrées aient été *colonisées et conduites à l'indépendance* par les puissances occidentales, ce sont, en définitive, les régimes de type soviétique qui leur ont servi de modèle, tant au niveau des théories et des pratiques du pouvoir d'Etat qu'à celui de l'organisation de l'économie. Certes, il faut faire la part des choses entre le discours et la réalité, et distinguer entre les pays. Mais que l'on songe, par exemple, à l'idée même du parti unique, à la gestion bureaucratique et patrimoniale de l'économie, au primat des relations de parentèle sur les autres, à l'accaparement de l'Etat et de *sa politique* étrangère par des gangs et des factions prétendant agir au nom de l'intérêt commun, à l'importance des organes de répression que tradui*sent bien les assassinats politiques*, la persécution des opposants et le poids de l'arbitraire juridique, à la censure qui pèse sur les moyens de communication de masse et sur la production culturelle et intellectuelle, et de façon plus générale à la structure des rapports entre l'Etat et la société (4) : tous ces éléments sont communs à l'ensemble des régimes africains postcoloniaux. Ils témoignent d'une créativité destructrice sur laquelle aucune réforme de fond, suscitée du dedans ou imposée de l'extérieur, ne peut indéfiniment faire l'impasse, sous peine d'échec, comme toutes celles qui ont été tentées jusqu'alors.

Un modèle de tyrannie répandu partout

CETTE question est essentielle, car, contrairement à ce que l'on pense, la parenté entre les bureaucraties autoritaires d'Afrique noire et les *régimes de type soviétique n'a jamais* été le propre des seuls Etats africains déclarés marxistes-léninistes (à l'exemple de l'Ethiopie, du Bénin, de l'Angola, du Mozambique ou du Congo-Brazzaville) ou pseudo-révolutionnaires (Burkina, Ghana). *C'est aussi le cas des régimes qui, pour* des raisons souvent instrumentales, prétendent adhérer au modèle occidental et aux principes de l'économie dite « libérale », tout en cherchant à se soustraire aux exigences que de tels choix supposent quant à la nature de l'*Etat, ses rapports avec la société*, l'individu et le marché.

L'exemple des bureaucraties autoritaires du Cameroun, de la Côte-Ivoire, du Togo, du Gabon, du Zaïre ou du Kenya montre suffisamment que la différence – en réalité factice – entre *l'orientation marxiste et l'orientation* capitaliste des régimes africains (qu'ils soient civils ou militaires) a été survalorisée. Que ce soit dans le traitement de problèmes tels que l'ethnicité et les nationalités, la dissidence, la revendication du pluralisme et de la démocratie ou dans les formes d'inculcation de l'idéologie officielle, la parenté entre les modèles africains de gouvernement et les modèles de type soviétique est loin d'être accidentelle. Le pouvoir *d'infliger une violence improductive* est le même dans les deux cas.

La guerre froide et le déplacement des conflits Est-Ouest en Afrique au début des années 60, puis au milieu des années 70 (guerre d'Angola, effets de la décolonisation portugaise) n'ont pas peu contribué à aggraver cette confusion. Sous prétexte d'endiguer la poussée communiste, l'Occident a, à titre d'exemple, procuré un soutien militaire *décisif* au régime de M. Mobutu Sese Seko au Zaïre. Or, sur le plan domestique, son mode d'organisation et de fonctionnement est tout entier calqué sur le modèle léniniste : ce qui ne l'a jamais empêché de clamer, par ailleurs, son adhésion au camp occidental.

De même, et quelles que fussent les raisons alléguées pour les justifier, les fréquentes interventions militaires de la France dans les conflits internes qui agitent ses ex-colonies d'Afrique tropicale (récemment encore au Togo) sont venues, chaque fois, renforcer des modèles de tyrannies qui, du point de vue de leurs conséquences sur les sociétés locales, ont peu de choses à envier, par exemple, à la dictature de Ceaucescu en Roumanie ou à celle de M. Kim Il-sung en Corée du Nord (5).

Sur un autre plan, on peut dire que, même si elle a revêtu des caractères différents, la crise des deux systèmes (centralisme *bureaucratique et autori*taire africain, d'une part, régimes de type soviétique, d'autre part) a été concomitante. Certes, il est difficile, pour le moment, de savoir *si* elle est entrée dans sa phase terminale en Afrique. Quoi qu'il en soit, les différences tiennent peut-être, avant toute chose, à la configuration spécifique des deux types de sociétés, à leur histoire particulière, aux bases matérielles de leurs Etats, et au type de soutien que leurs régimes reçoivent de l'extérieur.

Pour le reste, les symptômes de la crise ont été similaires : régulation néo-*patrimoniale et bureaucratique de* l'économie (6), clientélisation de la société (7), économie de rationnement, fardeau d'une dette extérieure sans cesse croissante, dégradation dramatique des conditions de vie de couches importantes de la population, exode massif dans l'économie parallèle (8), montée du cynisme et perte de confiance en l'idéologie officielle (9), programmes d'austérité et de restructuration contrevenant à toute perspective de croissance (10), dilapidation du capital humain par le biais de la coercition et de la terreur, pouvoirs politiques *soumis à de fortes pressions* internes et externes.

De même, la crise des deux systèmes est apparue au moment où se modifiaient substantiellement les règles de la compétition internationale (vigueur à l'exportation des pays de l'Asie du Sud-Est, réaménagement des rapports de force entre les pays occidentaux, irrésistible ascension du Japon dont la puissance économique subventionne ce *qui reste* de l'hégémonie américaine). Mais là s'arrête peut-être la comparaison. Et on aurait tort de la pousser plus loin, en s'imaginant que ce qui s'est *passé à l'Est se répétera, tel quel, en* Afrique noire.

Des réformes sont-elles encore possibles ?

POINT n'est besoin de trop insister sur les différences, sinon dans la morphologie des sociétés, du moins dans leurs traditions. A l'Est, la base *industrielle de l'économie est sans com*mune mesure avec ce qui existe en Afrique noire. L'histoire des réformes y est nettement plus longue. Dans certains pays, elles se sont succédé depuis plus de trente ans (11). Les expériences de mobilisation populaire (révoltes *parfois écrasées* par les troupes extérieures, mouvements de protestation, grèves...) ont, elles aussi, une longue histoire. La base sociale de ces mobilisations a gagné en épaisseur compte tenu des possibilités d'ascension ouvertes au cours des premières années du communisme (importance de la classe ouvrière, de l'intelligentsia).

A l'Est, les mouvements sociaux récents n'ont *fait* que s'engouffrer dans les fentes ouvertes par cette succession de réformes. Les demandes ont aussitôt été étendues au-delà de la sphère des besoins proprement matériels, pour exiger une refonte radicale du système. Cela a été possible, en partie, parce *qu'il existait des forces d'opposition* suffisamment structurées, avec une pensée indépendante, et une capacité d'articuler un programme de rechange cohérent. Ces forces ont pu canaliser à leur profit la protestation populaire. La faillite politique et économique a pu *ainsi entraîner* une *mobilisation* sociale sur le mode libéral. Il est difficile de savoir si elle aurait abouti au résultat que l'on sait sans le lâchage par les Soviétiques de leurs anciens alliés locaux.

En Afrique noire, il n'existe, à *l'heure actuelle, aucun mouvement* social présentant des traits similaires (sauf peut-être en Afrique du Sud). Les forces d'indiscipline et d'insubordination prennent des formes totalement différentes de celles qu'elles ont empruntées en Europe de l'Est. Les *pratiques qui en découlent se caractéri*sent par leur souplesse, leur fluidité. La plupart de ces forces sont faiblement institutionnalisées. Très souvent elles demeurent informelles (12). Elles puisent un grand nombre de leurs symboles et de leur langage dans les réserves culturelles proprement africaines réinventées et réajustées en fonction des *besoins nés de la crise du* postcolonialisme.

La difficulté qu'elles éprouvent à s'institutionnaliser n'empêche pas le travail de sape contre les systèmes autoritaires de se poursuivre, parfois sous des formes extrêmement *chaotiques* et disparates (escapade, pratiques de détournement, dérision, dissidences d'inspiration religieuse...) (13). De telle sorte que le rassemblement des forces africaines d'indocilité en un mouvement social structuré est fort problématique.

(1) *Cf.* Achille Mbembe, « Etat, violence et accumulation. Leçons d'Afrique noire », *Foi et développement*, septembre 1988.

(2) Lire R. Joseph, « Glasnost for Africa », *New York Times*, 30 décembre, 1989.

(3) *A rapprocher des déclarations faites* à Abidjan par M. Jacques Chirac, maire de Paris, dans lesquelles il justifie l'existence et le maintien du *parti unique* en Afrique. *Cf. le Monde*, 27 février 1990.

(4) A.Z. Kaminski, « Coercion, Corruption and Reform : State and Society in the Soviet-Type Socialist Regime », *Journal of Theoretical Politics*, vol. I, nº 1, 1989, pp. 77-102.

(5) Voir, par exemple, C. Toulabor, *le Togo sous Eyadéma*, Paris, Karthala, 1986.

(6) *Cf.* J. Winiecki, « Are Soviet-Type Economies Entering an Era of Long-Term Decline ? », *Soviet Studies*, vol. XXXVIII, nº 3, 1986, pp. 325-348.

(7) M.D. Kennedy, I. Bialecki, « Power and the Logic of Distribution in Poland », *Eastern European Politics and Societies*, vol. 3, nº 2, 1989, pp. 300-328.

(8) G. Grossmann, ed., *Studies in the Second Economy of Communist Countries*, University of California Press, Berkeley, 1987.

(9) E. Hankiss, « Demobilization, Self-Mobilization and Quasi-Mobilization in Hungary, 1948-1987 », *Eastern European Politics and Societies*, vol. 3, nº 1, 1989, pp. 105-122 notamment.

(10) E. Comisso, « Market Failures and Market Socialism : Economic Problems of the Transition », *Eastern European Politics and Societies*, vol. 2, nº 3, 1988.

(11) A. Korbonski, « The Politics of Economic Reforms in Eastern Europe : The Last Thirty Years », *Soviet Studies*, vol. XLI, nº 1, 1989, pp. 1-19.

(12) M. Bratton, « Beyond the State : Civil Society and Associational Life in Africa », *World Politics*, 41, avril 1989.

(13) Jean-François Bayart, *l'Etat en Afrique*, Fayard, Paris, 1989, pp. 308-315.

* Professeur au département d'histoire, Columbia University, New York (Etats-Unis).

Gaspillages et gabegies au Gabon

Par ARISTIDE MBA *

« LES aspirations fondamentales et essentielles de notre peuple, ses besoins les plus cruciaux ont été satisfaits, garantissant chaque jour davantage le bien-être de la nation tout entière. » Ainsi le président gabonais Omar Bongo dressait-il, en août 1989, le bilan de vingt-trois années de règne sans partage (1). Les manifestations qui secouèrent la capitale Libreville – une des villes les plus chères du monde –, en janvier dernier, ne pouvaient donc être, selon le premier ministre, que *« causées par des gens irresponsables qui pillent des magasins, brûlent des voitures, rançonnent les passants, agressent et terrorisent les paisibles citoyens* (2) ».

Certes, il y eut des actes de vandalisme, des attaques contre les magasins de commerçants syro-libanais ou contre des ministres et hauts fonctionnaires. Mais les protestations témoignent – malgré un revenu annuel par habitant de 3 000 dollars qui fait rêver bien des pays africains – de l'immense sentiment de frustration de la population, et de l'effondrement progressif d'une économie extravertie sous l'effet conjugué de la baisse du dollar et de celle *des prix du baril de pétrole*.

La masse des jeunes citadins dont les parents avaient été attirés vers la ville durant la croissance *des « douze glorieuses » (1973-1985) sont les premiers touchés*. Eux qui devaient devenir *« le fer de lance du progressisme démocratique »*, se découvrent sacrifiés. Les étudiants en droit ont été à l'origine du mouvement actuel en se mettant en grève dès le 20 décembre 1989 pour protester contre le manque de professeurs compétents et la grande misère des bibliothèques ; ils étaient indignés aussi par les échos sur les dépenses somptueuses du mariage de M. Omar Bongo avec la fille du président congolais Denis Sassou-Nguesso. *« Huit milliards de francs CFA à Oyo* [lieu de la cérémonie de noce] *et rien pour nous ! A bas les gaspillages ! »*, criaient les étudiants et les jeunes chômeurs, en janvier.

Les étudiants gabonais ne sont pourtant pas les plus défavorisés d'Afrique ; leurs allocations d'études sont encore relativement élevées. Mais la crise de trésorerie actuelle contraint le gouvernement à adopter des mesures d'ajustement structurel imposées par le Fonds monétaire international. Alors qu'un étudiant trouvait facilement du travail dans les années 70, l'emploi se fait rare aujourd'hui.

Depuis 1985, les revenus de l'Etat ont été divisés par trois, la baisse des dépenses publiques a touché plus de 30 000 personnes dans le secteur public et parapublic (un quart de la population active), la dette représente 74 % du produit national brut (PNB) et le chiffre d'affaires industriel a chuté d'un quart. Entre 1984 et 1986, les revenus pétroliers sont tombés de 460 milliards à 60 milliards de francs CFA (3).

Provoquée par le boom pétrolier, la croissance rapide des années 60 – 5 % par an – et 70 – 8,5 % par an – n'a pas permis de jeter les bases d'un développement économique sain. Une partie des revenus du pétrole a servi à assurer la paix sociale ; une autre a été placée sur des comptes à l'étranger ; et le reste fut utilisé pour faire vivre des entreprises d'Etat – comme le chemin de fer et Air Gabon – caractérisées par la gabegie et les privilèges. La « gabonisation » des entreprises a simplement élargi le cercle des bénéficiaires de la rente pétrolière. Le poids d'une bureaucratie improductive – le gouvernement compte quarante-deux ministres pour une population réelle de 800 000 habitants – et le « consumérisme » effréné des « clients » du régime ont gravement lésé le budget.

Cet échec économique s'est traduit par de nombreuses grèves durant l'année 1989 ; il s'est accompagné d'un blocage politique marqué par le règne d'un homme seul, M. Bongo, et de son parti unique, le Parti démocratique gabonais. En juillet 1989, le président Bongo, le « Grand Camarade », affirmait sans ambage son opposition au multipartisme : *« La politique politicienne n'a pas sa place au Gabon (...) La démocratie existe au Gabon, ses neuf provinces constituent bien neuf courants distincts. »* Le ralliement du Père Mba-Abessolo, président du Mouvement de redressement national, opposant en exil, n'a pas changé les données du problème. Il est vrai que l'opposition – dont un membre a été complaisamment expulsé par le gouvernement français en février 1990 – reste faible, désunie, sans projet. Toutefois, le 9 mars dernier, le président Bongo, sous la pression des manifestations, a annoncé le remplacement du parti unique par le Rassemblement social-démocrate gabonais qui devrait intégrer, au cours de sa conférence nationale constitutive, les différentes forces d'opposition autorisées invitées à se faire enregistrer. Tandis que les tractations se poursuivent, le climat social reste tendu et de nouvelles émeutes ont éclaté, les 23 et 24 mars, à Port-Gentil.

Malgré la découverte *récente de nouveaux gisements* pétroliers à Rabikounga ainsi que d'un gisement de phosphates, l'avenir reste incertain. L'aide financière de Paris – la plus importante à un pays de la zone franc – et les quelques centaines de militaires français stationnés au Gabon – ceux-là même qui avaient sauvé, en février 1964, le prédécesseur de M. Bongo, le président M'Ba, renversé par un coup d'Etat – *ont mis jusque-là le pays à l'abri*, sinon du vent des changements, du moins des bouleversements. Mais la décennie qui s'amorce, avec la renaissance possible des antagonismes régionaux et tribaux, pose au régime les défis les plus sérieux de son histoire.

(1) Discours du 16 août 1989.
(2) Déclaration télévisée, 20 janvier 1990.
(3) Lire Fabrice Bekale, « Au Gabon, les illusions perdues », *le Monde diplomatique*, novembre 1988.

* Chercheur en sciences politiques.

INSUBORD

va im

هكذا من الأصل

INSUBORDINATION GÉNÉRALISÉE

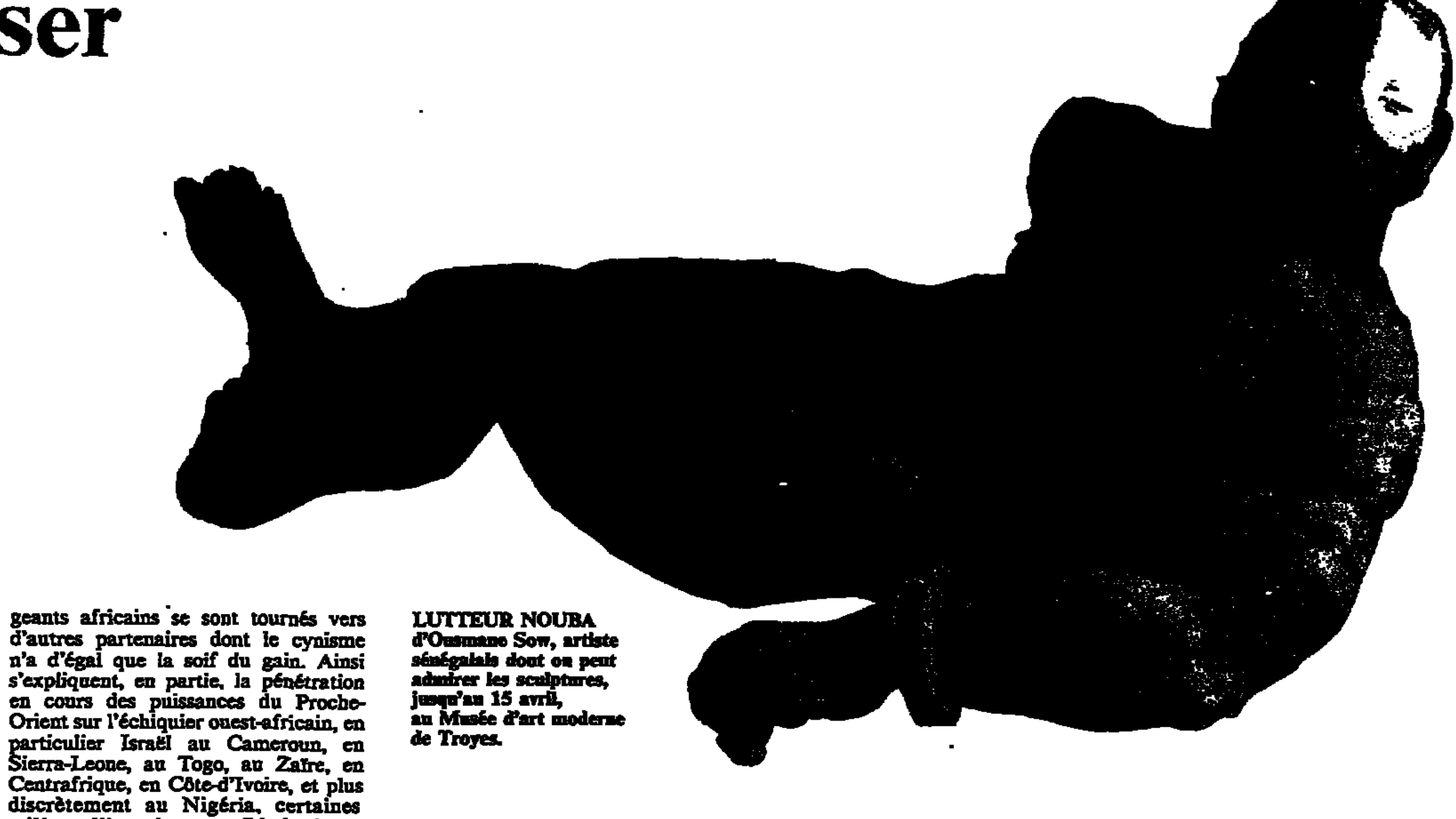
va imploser

L'éventualité d'une telle unification n'est pas seulement entravée du fait de l'ampleur de la répression. Elle est également rendue difficile par l'émiettement des oppositions africaines. La plupart de leurs leaders se trouvent en exil. Mais, même lorsqu'ils agissent sur place, ils dépendent, sur le plan intellectuel, de schémas de pensée et d'action qui leur permettent difficilement de comprendre la nature propre des dynamiques sociales postcoloniales, des cultures qui les sous-tendent, et des stratégies de mobilisation populaire qu'elles appellent.

C'est cette myopie intellectuelle, ajoutée à une répression dont on ne mesure pas encore suffisamment la férocité, qui bloque pour l'instant l'émergence de pôles de contestation suffisamment puissants et pouvant se déployer au grand jour. Certes, on assiste de plus en plus à de brusques éruptions ici et là (mobilisations étudiantes, syndicales, émeutes de la faim, marches pacifiques de fonctionnaires, violences armées). Mais ces tentatives ne s'articulent pas sur une perspective globale de transformation sociale. Et elles revêtent souvent un caractère corporatiste. Bien plus, elles se soldent par un raidissement des équipes au pouvoir et par des répressions sanglantes et traumatiques (comme récemment au Libéria, au Niger, au Kenya, au Gabon ou même en Côte-d'Ivoire...). C'est l'une des raisons pour lesquelles ces éruptions sont restées sans lendemain.

Pour le moment, le lâchage par l'Occident est hypothétique. A titre d'exemple, et contrairement à ce qu'ils ont fait au Panama, les Etats-Unis continuent de soutenir à bout de bras le dictateur du Libéria, M. Samuel Doe, dont la capacité de truquer les élections et d'assassiner ses opposants ne le cède en rien à celle de son ex-collègue Manuel Noriega. Quant à la France, il est à craindre que, pour préserver son influence, elle soutienne, par tous les moyens, des tyrannies corrompues et sanguinaires, ainsi qu'elle le fait depuis 1960.

D'ailleurs, dans le but de prévenir un éventuel lâchage, de nombreux dirigeants africains se sont tournés vers d'autres partenaires dont le cynisme n'a d'égal que la soif du gain. Ainsi s'expliquent, en partie, la pénétration en cours des puissances du Proche-Orient sur l'échiquier ouest-africain, en particulier Israël au Cameroun, en Sierra-Leone, au Togo, au Zaïre, en Centrafrique, en Côte-d'Ivoire, et plus discrètement au Nigéria, certaines milices libanaises au Sénégal, en Sierra-Leone et en Côte-d'Ivoire, voire l'Iran et l'Irak en Mauritanie et au Tchad. Cette évolution est encouragée par la difficulté qu'éprouvent les chefs d'Etat locaux à stabiliser leur pouvoir et à tenir tête aux différentes factions qui s'affrontent pour monopoliser ce qui reste de maigres ressources. A la « privatisation » de la politique étrangère qui s'ensuit répond, dans la plupart des cas, l'implosion des classes gouvernantes en véritables gangs qui, s'appuyant de plus en plus sur des relais extérieurs, tentent de se forger des bases et un armement privé. Pour le reste, l'Afrique noire continue d'être placée sous ballon d'oxygène par les institutions financières internationales, malgré une faillite économique jugée de plus en plus grave.



LUTTEUR NOUBA d'Ousmane Sow, artiste sénégalais dont on peut admirer les sculptures, jusqu'au 15 avril, au Musée d'art moderne de Troyes.

Le dramatique exode des cerveaux

LES différences sont également considérables si l'on examine les types de réponses imaginés par les deux systèmes pour sortir de la crise. Peut-être faudrait-il opérer ici d'utiles distinctions entre les différents pays africains. Ce qui les rapproche cependant, pour le moment, c'est l'intensification de la répression. Les rumeurs de complot n'ont jamais été aussi nombreuses que depuis la fin des années 70. C'est, en grande partie, cette psychose de l'« ennemi intérieur » qui a provoqué un appel d'air dans lequel ont vite fait de s'engouffrer les puissances extérieures déjà mentionnées. La plupart sont en charge des gardes présidentielles, devenues, le plus souvent, de véritables armées dans l'armée. Leurs fonctions se sont largement étendues et elles servent de relais à la terreur, non seulement contre les opposants mais, *de plus en plus*, contre la *population* civile. S'esquisse ainsi une tendance vers une forme de militarisation du politique totalement différente des modèles de coups d'Etat des années 60 et 70 (14).

D'autres types de réponses ont consisté en des essais de rationalisation technocratique des régimes installés. Les tentatives de pseudo-démocratisation des partis uniques (introduction d'éléments de compétition électorale, sous la supervision du comité central qui, lui-même, en est dispensé) entrent dans ce cadre. De telles tentatives sont, de par leur nature, très éloignées des essais de libéralisation à l'Est (en Hongrie sous Kadar, par exemple). Ou encore, on a vu des essais de constitutionnalisation, soit sur le mode pluraliste (Nigéria), soit sur des modes bâtards (Mozambique, Ouganda). Des tentatives de décentralisation ont également lieu, mais, souvent, sur un mode purement administratif. Tous ces efforts de décompression n'ont pas modifié la nature profondément léniniste des Etats africains postcoloniaux (15). La crise reste donc entière, et le véritable problème n'est pas, pour l'heure, le manque à gagner que les Africains risquent de subir du fait du redéploiement du monde occidental en direction de l'Est.

Face à ce qui apparaît comme un blocage, il importe de porter toute l'attention nécessaire aux mouvements de fond, et de « longue durée », qui risquent de bouleverser la carte du continent africain dans les prochaines années, tout en évitant d'établir d'inutiles dichotomies entre facteurs externes et facteurs internes. Car il convient au contraire d'examiner la façon dont les pressions internes et externes s'agencent pour créer les conditions d'une implosion.

A cet égard, un accent particulier doit être mis sur les politiques dites d'« ajustement structurel », actuellement appliquées à peu près partout en Afrique subsaharienne. Ces pseudo-réformes risquent, en effet, de précipiter des évolutions politiques et sociales que de nombreux dirigeants africains et leurs protecteurs étrangers (notamment la France) auraient préféré ajourner.

Il s'agit, quant au fond, d'ajustements récessifs dont l'objectif principal est la résorption des déséquilibres externes des économies africaines. A ce titre, il ne faut pas en attendre qu'ils résolvent le problème du « sous-développement ». Le caractère récessif des politiques d'ajustement structurel s'est traduit, en plusieurs pays, par la dévaluation des monnaies locales, une aggravation systématique des déséquilibres intérieurs et une désorganisation quasi complète des appareils productifs (16). En Côte-d'Ivoire, au Sénégal comme au Zaïre, le chômage a explosé. L'ampleur des dégraissages exigés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale varie selon la taille des pays. En 1987, elle touchait entre 12 000 et 30 000 familles émargeant dans les secteurs publics et parapublics de pays comme le Sénégal ou la Guinée. Ces chiffres étaient de l'ordre de 80 000 au Ghana (17).

Les recrutements de nouveaux diplômés dans la fonction publique ont été suspendus. La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique estime que, pour l'ensemble du continent, le nombre des sans-emploi a augmenté de 9,7 millions en 1983 à 22 millions en 1985, soit environ 40 % de l'ensemble de la force de travail. L'exode des cerveaux a atteint un niveau sans précédent. Environ 70 000 cadres supérieurs et moyens ont quitté leur pays depuis le début des années 80 en direction de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Asie (18).

L'investissement productif est partout en recul. Et, partout, les perspectives de redressement économique à court terme font défaut. On ne voit nulle part se profiler ce qui s'est passé en Extrême-Orient, où les pays qui avaient souffert de la chute des cours des produits de base ont su diversifier leurs exportations et ont, de ce fait, desserré certaines des contraintes extérieures qui pesaient sur leur croissance économique (19). Quel que soit le cas, le fait majeur est que, désormais, la plupart des pays africains ont perdu toute maîtrise de leur politique économique, condamnés qu'ils sont à négocier en permanence avec le FMI, la Banque mondiale et les autres institutions financières internationales (20).

En fait, on assiste à l'épuisement d'un modèle d'accumulation et d'un modèle de gouvernement dont le principal résultat a été de conduire à la paralysie économique, à la violence et à l'arbitraire politique. Ce blocage se traduit aujourd'hui par l'absence de toute perspective de mobilité sociale, une profonde exaspération des jeunes et un cynisme renouvelé de la part des paysans. Du point de vue stratégique, le continent a aussi beaucoup perdu de son intérêt (21). La rhétorique au sujet de la « dimension sociale de l'ajustement » ne parvient guère à cacher le fait que la part de l'éducation et de la santé dans les dépenses publiques renouvelables a baissé (22). Les équipements se sont dégradés, et la détérioration des conditions de vie est, partout, manifeste. La plupart des conditions d'un emballement social de grande ampleur sont d'ores et déjà en place.

Quatre présidents français, trente années de discours

CHARLES DE GAULLE, 15 juillet 1959. Discours d'ouverture à la première réunion du Sénat de la Communauté franco-africaine.

« Si nous voulons parer aux dangers que nous font courir certains systèmes totalitaires et dominateurs, nous savons bien qu'à l'origine du trouble universel, il y a la condition malheureuse d'innombrables populations. La seule chance, mais aussi la grande chance, de la paix et de la civilisation ne saurait être, en définitive, que l'aide portée à l'humanité tout entière par ceux de ses enfants qui en détiennent les moyens. Notre Communauté, par le fait même qu'elle est ce qu'elle est et qu'elle dispose d'appréciables ressources, donne déjà le bon exemple pour le salut du genre humain. »

GEORGES POMPIDOU, 13 novembre 1973. Allocution prononcée à la première réunion des chefs d'Etat africains et de la France.

« C'est, je crois, un bon signe que le besoin de tenir cette conférence des chefs d'Etat pleinement souverains, soucieux d'assurer de concert les progrès de leur pays, ait été ressenti plus de douze ans après votre accession à l'indépendance (...). Nous avons des affinités qui tiennent à la rencontre de nos civilisations et au même héritage culturel. Il est normal que le fait de parler une même langue et le rapprochement de cultures différentes facilitent la compréhension et créent des liens particuliers et durables. La France ne peut que s'en réjouir. »

VALÉRY GISCARD D'ESTAING, 3 mai 1976. Discours devant les chefs d'Etat africains.

« La France, dans les remous qui traversent un continent auquel tant de liens l'attachent, se tient et se tiendra aux côtés de ceux qui recherchent le développement des Etats dans la paix sans se soucier de vouloir propager en dehors de leurs frontières des idéologies qui ne viennent pas du continent africain (...) [M. Houphouët-Boigny a] *montré qu'il n'existe pas une malédiction du sous-développement. »*

FRANÇOIS MITTERRAND, 3 novembre 1981. Discours à l'occasion du sommet franco-africain.

« Je crois qu'il n'y a pas de contradiction à vouloir simultanément arracher de la stagnation la France et ses amies les nations africaines, à vouloir conjointement lutter contre les inégalités les plus choquantes en France et dans les rapports Nord-Sud. Dans un monde caractérisé par la sous-utilisation des ressources, la France et l'Afrique peuvent s'aider mutuellement à parvenir au plein emploi de leurs capacités. »

Émergence des pôles sud-africain et nigérian

POURTANT, la Banque mondiale et le FMI espèrent voir les gouvernements africains rassembler des coalitions politiques pour mener à terme de pseudo-réformes dont très peu d'observateurs doutent désormais de l'échec. Parce que les termes de l'ajustement actuel sont inacceptables pour la majorité des Africains, la mise en œuvre des politiques décidées de l'extérieur est en train de conduire à des polarisations de plus en plus brutales. Dans plusieurs pays, on voit mal comment on pourra éviter une intensification de la répression si ces politiques doivent à tout prix être appliquées. Rien n'indique que, dans l'avenir immédiat, la polarisation ne s'accentuera point, ou ne viendra pas se greffer sur des tensions préexistantes (clivages ethniques, régionaux, conflits de voisinage provoquant l'arrivée de puissances non africaines). Les ramifications internationales des conflits qui pointent à l'horizon ne doivent pas être sous-estimées. Pour des pays comme la France qui, aussi bien sous les gouvernements socialistes que conservateurs, semblent avoir lié une partie de leur prestige international au sort des dictatures d'Afrique noire, il deviendra de plus en plus difficile, en l'absence de la menace communiste ou d'inspiration soviétique, d'expliquer pourquoi ils doivent indéfiniment défendre et protéger les tyrans indigènes contre la volonté de leurs propres peuples.

La question de savoir de quoi sera faite la période post-FMI est donc d'actualité. Une hypothèse est que l'idée d'autonomie collective *(collective self-reliance)* gagnera de nouveau du crédit, du moins auprès des cercles intellectuels panafricanistes. On voit cependant mal sur quelles bases une telle politique pourrait prendre appui, compte tenu de l'extrême dépendance des élites africaines à l'égard de l'extérieur, et de l'intransigeance avec laquelle les gouvernements locaux tiennent à ce qui leur reste d'apparences de souveraineté nationale (23). Dans certaines régions rurales, en revanche, la déconnexion est déjà en cours (retrait de l'espace des cultures commerciales, repli sur le marché parallèle, le secteur dit « informel » et les circuits commerciaux non étatiques, revalorisation des technologies traditionnelles, que ce soit dans le domaine médical ou agricole...).

Parallèlement à ces évolutions, c'est l'avenir d'un certain nombre d'Etats qui est en jeu. A plus ou moins long terme, certains seront contraints de disparaître, non pas forcément à la suite d'une quelconque volonté d'unification panafricaine, mais simplement parce qu'une série de migrations les auront pratiquement dépeuplés au profit des régions côtières, parce que le désert aura avancé, que les rares ressources leur servant de base matérielle se seront taries.

L'avenir du continent utile se joue, en réalité, autour de deux ou trois pôles, dont l'Afrique du Sud et le Nigéria. Si la crise de l'apartheid arrive à son terme, il est hors de doute que l'ensemble des Etats de la sous-région et leurs économies seront happés par l'économie sud-africaine. C'est en Afrique de l'Ouest que l'avenir est le plus sombre. Le Nigéria émergera, non pas seulement du fait de son poids économique et de sa puissance démographique, mais surtout du fait de l'implosion de ses voisins.

Il reste à voir comment ces deux pôles s'entendront avec les puissances extra-africaines pour cogérer leur nouvelle hégémonie, et si cette nouvelle configuration de la carte politique du continent se façonnera sans violence.

ACHILLE MBEMBE

(14) Eboe Hutchful, « New Elements in Militarism », *International Journal*, 41, 1, 1986, pp. 802-830.

(15) Sur ce modèle et son rapport à la société dite civile, cf. M. E. Urban, « Conceptualizing Political Power in the USSR : Patterns of Binding and Bonding », *Studies in Comparative Communism*, vol. XVIII, nº 4, 1985, pp. 207-226.

(16) W.F. Steel, « Recent Policy Reform and Industrial Adjustment in Zambia and Ghana », *Journal of Modern African Studies*, 26, 1, 1988, pp. 157-164.

(17) Nations unies, Conseil économique et social, *World Social Situation, Including the Elimination of All Major Obstacles*, février 1989, p. 234.

(18) ILO/JASPA, *African Employment Report 1988*, Addis-Abeba, 1988.

(19) C. Clarck, « Dependency, Development and Constituency Appeals as Determinants of State Entrepreneurship in Industrializing Nations : The Taiwan Case », *Journal of Developing Societies*, vol. IV, 1988, pp. 105-133.

(20) J.D. Fearon, « International Financial Institutions and Economic Policy Reform in Sub-Saharan Africa », *Journal of Modern African Studies*, 26, 1, 1988, pp. 113-137.

(21) Zaki Laïdi, « Le déclassement international de l'Afrique », *Politique étrangère*, nº 3, 1988.

(22) Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. *Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économique*, 1989.

(23) R.H. Jackson, C.G. Rosberg, « Why Africa's Weak States Persist : The Empirical and the Juridical in Statehood », *World Politics*, 35, 1982, pp. 1-24.

LA RÉVOLTE DES CONTRIBUABLES EN GRANDE-BRETAGNE

Fin de partie pour le thatchérisme dominateur

LE vent politique est en train de tourner en Grande-Bretagne. Les certitudes arrogantes du néolibéralisme thatchérien s'effondrent devant les piètres résultats de la gestion économique et la révolte des contribuables contre l'iniquité fiscale. La « Dame de fer », dont la politique est désormais massivement désavouée par l'opinion et par une large fraction des conservateurs, ne semble pas pour autant disposée à lâcher prise.

Par MARTIN JACQUES *

C'est au moment précis où, au début de l'été 1989, Mme Margaret Thatcher fêtait le dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir que son gouvernement commença à perdre sérieusement du terrain dans l'opinion. Lors des élections européennes du mois de juin, et pour la première fois dans un scrutin national depuis 1979, les conservateurs obtinrent moins de suffrages que les travaillistes. Au sein du parti tory, le doute et la division s'installèrent, au point qu'en décembre 1989 un député, Sir Antony Meyer, eut l'audace de se porter candidat contre le premier ministre à l'élection annuelle – et jusque-là rituelle – visant à désigner le leader du parti. Il fut certes largement battu, mais il se trouva quand même 60 parlementaires tories sur 374 pour refuser de renouveler leur confiance à la « Dame de fer ». Comme dans l'ensemble de l'Europe occidentale, les événements de l'Est prirent ensuite le pas sur tout le reste dans les préoccupations des Britanniques.

Mais les problèmes intérieurs reviennent au premier plan et avec une force redoublée. La cause immédiate est l'introduction, au 1er avril, d'un nouvel impôt local « par tête » (*poll tax*), sorte de capitation à laquelle tout adulte, quel que soit le montant de ses revenus, est désormais assujetti. Ce nouvel impôt, qui a déjà provoqué des batailles rangées et de nombreuses manifestations, est extrêmement impopulaire et on vient d'en avoir un témoignage particulièrement net lors de l'élection partielle du 23 mars dans la circonscription du Mid-Staffordshire. Dans ce siège conservateur « sûr », la candidate travailliste, Mme Sylvia Heal, a écrasé son concurrent en obtenant plus de 49 % des suffrages, soit un déplacement de voix en sa faveur de plus de 24 % par rapport aux élections de 1987. Extrapolés à l'échelle nationale, de tels chiffres donneraient aux travaillistes une majorité parlementaire de plus de cent sièges...

Ce résultat catastrophique, s'ajoutant au très mauvais accueil que les milieux financiers ont réservé au projet de budget présenté le 20 mars aux Communes par le chancelier de l'Echiquier (1), M. John Major, alimente les rumeurs sur l'éventualité d'un départ de Mme Thatcher, beaucoup de conservateurs craignant qu'elle ne les entraîne à la déroute lors des prochaines élections législatives prévues au plus tard en juin 1992. Il s'agit là d'un complet renversement de tendance par rapport à la situation d'il y a un an, pour ne pas parler de celle de juin 1987 où, pour la troisième fois successive, Mme Thatcher avait remporté haut la main les élections (2), beaucoup, à l'époque, voyant les conservateurs au pouvoir jusqu'en l'an 2 000.

C'est souvent au moment où ils atteignent leur popularité maximale que les gouvernements ne savent plus jusqu'où il faut aller trop loin, et où ils se croient dépositaires d'un chèque en blanc. Ce fut exactement le cas de Mme Thatcher. Dans beaucoup de domaines, elle avait bénéficié d'un appui populaire indéniable, en particulier dans sa politique économique et dans ses efforts pour affaiblir le pouvoir des syndicats. En revanche, sa politique sociale avait toujours suscité beaucoup d'oppositions. Elle voulait depuis longtemps privatiser et soumettre aux lois du marché les services sociaux, mais s'inquiétait du prix politique à payer. Après les élections de 1987, et forte de l'ampleur de sa victoire, elle crut que le moment était enfin arrivé de procéder à des changements radicaux dans le système éducatif, la santé et la fiscalité locale.

Le Service national de santé s'est révélé l'institution la plus durable du projet social-démocrate de 1945, en continuant à bénéficier d'un large soutien dans tout l'éventail politique. C'est pourquoi le gouvernement s'est attiré une forte impopularité au cours de ces derniers mois en essayant d'y porter atteinte. Mais c'est la *poll tax* qui était censée constituer la mesure emblématique du troisième mandat de Mme Thatcher. L'ancien impôt local, fondé sur la valeur locative de l'habitation et payé par chaque foyer fiscal, est remplacé par une somme fixe que doit acquitter pratiquement chaque adulte, et dont la hauteur varie uniquement selon la municipalité dans laquelle on habite, ce qui fait passer le nombre des assujettis de 12 à 35 millions (3). L'un des objectifs majeurs du gouvernement était de faire directement assumer par les collectivités locales la responsabilité électorale de leurs dépenses, et donc de contribuer à diminuer celles-ci.

C'est par une véritable révolte que ces initiatives ont été accueillies. En premier lieu, le sentiment est largement partagé qu'il est inique de faire payer à chacun la même somme, indépendamment de ses revenus. Ensuite le gouvernement publia des indications chiffrées sur le montant attendu de l'impôt dans chaque collectivité locale mais, dans la majorité des cas, les sous-estimations se révélèrent importantes. Le gouvernement essaya alors de faire porter la responsabilité de cette situation sur les conseils locaux travaillistes réputés « dépensiers », alors que leurs homologues conservateurs étaient en fait logés à la même enseigne.

Le nouvel impôt a profondément divisé les tories. Dans l'ensemble du pays, les élus locaux conservateurs ont exprimé leur opposition comme ils ne l'avaient jamais fait dans l'histoire récente. Beaucoup contestent le principe même de l'impôt unique pour tous, et la plupart des conseils qu'ils contrôlent n'ont pas un comportement « thatchérien » à l'égard des services sociaux locaux : ils considèrent que leur mission est de garantir un niveau raisonnable de prestations, plutôt que de les réduire à la portion congrue, comme cela s'est produit dans les zones que les amis de la « Dame de fer » citent en exemple, comme Bradford ou bien, à Londres, les arrondissements de Wandsworth et Westminster. Le gouvernement se retrouve isolé aussi bien de l'électorat, qui dans sa grande majorité ne veut pas de la *poll tax*, que du Parti conservateur lui-même.

Massivement rejeté, le nouvel impôt local a aussi agi comme catalyseur d'un mécontentement à l'égard de toute la politique économique du gouvernement. Revendiquant, pour les conservateurs, le monopole de la compétence, Mme Thatcher afficha en 1979 comme objectifs prioritaires la réduction du taux d'inflation et l'enrayement de la spirale du déclin, trait permanent de l'économie britannique depuis la guerre.

A l'époque du grand « boom » de la consommation du milieu des années 80, le gouvernement se vanta d'avoir présidé à un véritable « miracle » économique. C'est en l'invoquant qu'il gagna les élections de 1987. Puis les courbes commencèrent à s'inverser : l'inflation, jusqu'alors objectif sacralisé, commença à augmenter et pourrait bien atteindre les 9 % le mois prochain ; le déficit de la balance des paiements atteignit, l'an dernier, le chiffre énorme de 20 milliards de livres, soit 5 % du produit intérieur brut. La fête était terminée, le gouvernement se voyait contraint d'agir : les taux d'intérêt se mirent à grimper, jusqu'à franchir les 15 % aujourd'hui, entraînant l'effondrement du marché immobilier et rendant beaucoup plus coûteux les remboursements des prêts hypothécaires pour l'accession à la propriété.

Si le gouvernement donne un tour de vis à l'économie cette année – et le projet de budget de M. Major ne va guère dans ce sens, – il pourrait se permettre une modeste relance en vue d'élections l'an prochain ou au plus tard en juin 1992. Ce qui est certain, c'est que toute revendication d'un « miracle » économique (4) est désormais dérisoire. En fait, tout indique que l'ère thatchérienne léguera à la Grande-Bretagne un profond problème structurel : un secteur manufacturier manifestement trop faible, en raison de l'insuffisance des investissements dans les années 80 et de la destruction d'une large partie de la capacité industrielle pendant l'ouragan économique déclenché par le gouvernement de 1979 à 1981.



Mme MARGARET THATCHER ET M. NEIL KINNOCK AU PAYS DES MERVEILLES.
(Dessin paru dans le *Financial Times* du 24 mars 1990.)

Les travaillistes au centre

UNE autre raison explique les difficultés de Mme Thatcher : lorsque la droite néolibérale arriva aux affaires, à la fin des années 70, elle était en harmonie avec l'air du temps. Mais les thèmes politiques dominants de cette période, tout comme ceux des années 80, étaient très différents de ceux d'aujourd'hui. La restructuration de l'économie a cédé la place à l'éducation et à la formation. La mode n'est plus à repousser les frontières de l'Etat mais à préserver l'environnement. La guerre froide a pris fin et les préoccupations actuelles ont nom nouvelle Europe et nouvel ordre international.

L'histoire a tout simplement avancé en laissant la droite néolibérale sur le bord de la route. Sur certaines questions majeures du moment, les thatchériens apparaisent souvent sur la défensive. Ainsi, la crise écologique ne saurait se résoudre par le seul recours au marché. En Europe, Mme Thatcher se trouve isolée, ce qui a des répercussions importantes sur l'opinion britannique, de plus en plus favorable à la construction communautaire. Le dépassement de la guerre froide a laissé une Margaret Thatcher fort déçue de ce qui s'est passé car elle n'a plus grand-chose à dire sur l'avenir, si ce n'est lancer des mises en garde.

La combinaison de ces trois facteurs – impopularité du programme social de la droite néolibérale, crise de la stratégie économique et incapacité d'adaptation aux changements – explique le désarroi du gouvernement. En tout cas une chose est sûre : quel que soit le résultat des prochaines élections, l'hégémonie du thatchérisme appartient au passé. Cette hégémonie n'était pas seulement fonction de sa capacité à remporter un scrutin, mais de son aptitude à baliser et à maîtriser le périmètre du champ politique.

Aucune élection n'est jamais gagnée d'avance. Et l'écart actuel des intentions de vote entre travaillistes et conservateurs, de l'ordre de 28 %, ne serait pas de trop pour renvoyer avec certitude les tories dans l'opposition : les travaillistes, pour l'emporter, devraient en effet conquérir plus de sièges qu'ils ne l'ont jamais fait dans le passé.

L'une des conditions de la victoire est déjà réunie : en occupant habilement le terrain du centre, les travaillistes, sous l'impulsion de M. Neil Kinnock, ont attiré à eux les suffrages des partis centristes, qui avaient si fortement contribué à la division du centre-gauche en 1983 et 1987. Il ne fait cependant aucun doute que le soutien dont bénéficient les travaillistes traduit davantage un rejet du gouvernement qu'un attrait particulier de leur programme.

Un autre scénario alimente les rumeurs de la presse et des milieux politiques : et si les conservateurs allaient à la bataille électorale derrière quelqu'un d'autre que Mme Thatcher ? Qu'elle démissionne sous la pression de ses « amis » paraît franchement improbable quand on connaît sa personnalité.

Il n'est cependant pas exclu qu'elle doive affronter un véritable concurrent lors de l'élection au poste de leader des conservateurs à l'automne prochain. Mais il n'est pas sûr pour autant que le prétendant le plus sérieux, M. Michael Heseltine, ancien ministre de la défense, souhaite prendre ce risque. La « Dame de fer » pourrait donc bien se trouver à nouveau face à M. Kinnock lors des prochaines élections législatives, les plus ouvertes depuis celles de 1979, qui virent l'avènement de l'ère thatchérienne.

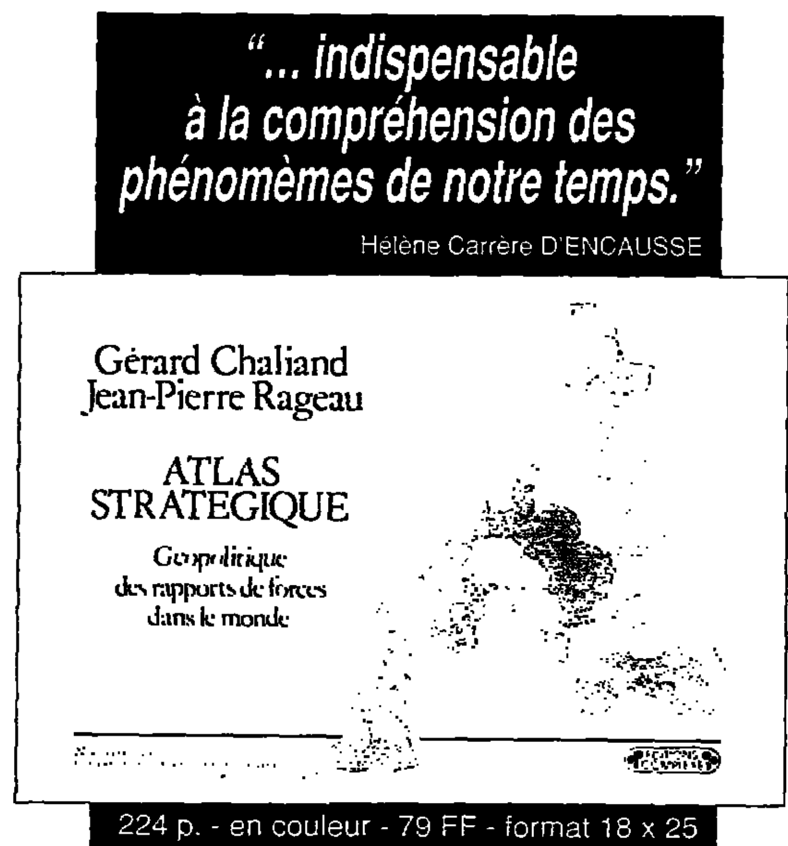
* Rédacteur en chef de *Marxism Today* (Londres).

(1) Voir *le Monde* du 23 mars 1990.

(2) Voir *le Monde* des 9 et 14 mars 1990.

(3) Lors de ces élections, les conservateurs avaient remporté 376 sièges (soit 58 % de l'effectif des Communes) avec 42,2 % des suffrages.

(4) Ken Coutts et Wynne Godley, « The British Economy under Mrs Thatcher », *Political Quarterly*, été 1989.



GOUVERNEMENT ET POLITIQUE EN GRANDE-BRETAGNE. – Jacques Leruez

★ Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Dalloz, Paris, 1989, 423 pages, 186 F.

Jacques Leruez parachève son étude du thatchérisme en fournissant une synthèse approfondie de l'évolution des pouvoirs publics, mais aussi de la société britannique dans son ensemble, au cours des quinze dernières années. L'auteur propose une description actualisée des principaux acteurs de la vie politique mais il fait en outre – et c'est là son originalité – une place importante à des composantes souvent escamotées, notamment les politiques économiques et les institutions judiciaires.

Instrument de référence pour qui veut comprendre les métamorphoses et les paradoxes d'une société soumise depuis dix ans à un électrochoc idéologique, l'ouvrage de Jacques Leruez permettra de mesurer, comme le dit justement l'auteur, « *à quel point les changements économiques, sociologiques et techniques ont, en quelque sorte, convergé pour assurer la domination idéologique et morale d'une classe moyenne en expansion* ».

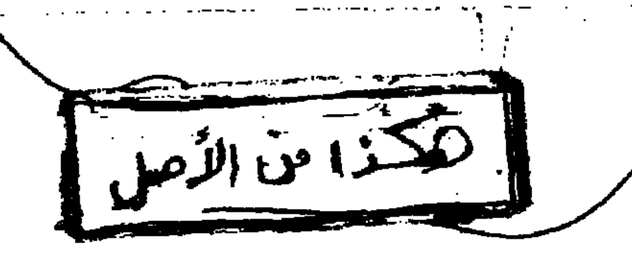
JEAN-CLAUDE SERGEANT.

L'ENARCHIE A L'ANGLAISE. – Claire Charlot

★ Presses universitaires de Lille, 1989, 284 pages, 150 F.

Si le haut fonctionnaire français n'a plus guère de mystère pour le public informé, on connaît moins bien son homologue britannique. L'ouvrage de Claire Charlot, fruit d'une minutieuse recherche universitaire, précise son portrait à partir d'un dépouillement exhaustif des documents officiels et d'entretiens avec des membres de la haute administration britannique. On y suivra l'évolution historique de ce petit groupe de décideurs de l'ombre, dont les relations plus ou moins conflictuelles avec les dirigeants politiques sont analysées avec précision. Qui sont-ils, comment sont-ils recrutés, quel est leur pouvoir ? L'auteur apporte des réponses actualisées, nourries par une impressionnante documentation, et elle souligne le désarroi de ces grands serviteurs de l'Etat que l'actuel premier ministre cherche à politiser tout en renforçant les circuits parallèles de conseillers. On notera en particulier, dans cette étude érudite, les pages consacrées à l'analyse du comportement des hauts fonctionnaires face aux exigences traditionnelles en matière de secret et d'anonymat.

J.-C. S.



QUAND LES PARTIS POLITIQUES OUBLIENT LES GRANDS PROBLÈMES DE L'HEURE

La colère du citoyen humilié

(Suite de la première page.)

Chacun doit souhaiter, mais nul n'ose espérer, qu'à bref délai les neuves démocraties d'Europe de l'Est parviendront à la stabilité et à l'efficacité. Portées par une immense soif de liberté trop longtemps inassouvie, elles ont fait éclore une excessive multiplicité de partis et ont choisi des modes de scrutin qui rendront très aléatoire l'organisation de majorités de gouvernement. Leurs handicaps sociaux et économiques sont tellement grands que les meilleurs esprits ne parviennent pas à esquisser des stratégies opérationnelles. De toute façon, les plans les plus audacieux et les mieux conçus seront longs à porter leurs fruits. Entre-temps, de profondes désillusions entretiendront une agitation sociale que la démocratie doit légitimer tout en s'efforçant de satisfaire les revendications qu'elle exprime.

LA réside l'obstacle majeur. Car une réforme économique ne se réduit pas à des changements radicaux dans les mécanismes de production et de distribution. Pour réussir, elle requiert simultanément une révolution des esprits. Structures de fonctionnement et structures mentales évoluent de concert, dans une constante interaction où nul ne sait jamais quel élément, à tel ou tel moment, l'emporte sur l'autre. Un système économique est le produit d'une culture, et il la transforme à son tour. La sortie du communisme centralisateur porte un rude coup à une culture populaire de sécurité matérielle dans une affligeante médiocrité. Le renoncement à la bureaucratisation de type stalinien ne fait pas magiquement surgir une autre culture, faite d'initiative, de responsabilité, de solidarité intelligente. Il laisse derrière lui de vastes zones sociales envahies par la nostalgie de la sécurité perdue bien avant que la prospérité tant attendue n'ait supplanté la grisaille d'une terne et harassante vie quotidienne.

Un personnage du romancier soviétique *Andreï Bitov* (1) avait, lui, perçu la difficulté qui, née des habitudes accumulées au fil des ans, échappe à des écervelés : « *Que l'on dénoue vos liens*, dit-il, *et vous aurez froid au cou, sans collier...* » Le vide conceptuel des démocraties occidentales ne pourra procurer la moindre chaleur. Leur pensée s'est figée sous la chape glacée d'un économisme indifférent à toute humanité. Ce que cherchent les peuples de l'Est, c'est pourtant une meilleure manière de vivre ensemble, une forme inédite de société, une civilisation où ils pourraient se sentir pleinement humains.

Les plus anciennes démocraties savent d'expérience que l'exercice de la liberté requiert un long apprentissage, des efforts soutenus pendant des générations. L'aide économique qu'elles apportent aux pays de l'Est ne suffit pas si elle ne s'accompagne d'une aide proprement politique, d'un soutien démocratique qui doit mobiliser partis, syndicats, associations. Force est de *reconnaître que le sinistre spectacle des* partis français absorbés dans leurs déri*soires convulsions* offre un maigre secours aux peuples qui font leurs premiers pas sur les chemins de la liberté. Les « *jeux* » et les « *poisons* » de la politique, que stigmatisait de Gaulle, obscurcissent et entachent le rêve démocratique lui-même.



DR

« ON AVAIT TOUT DE MÊME JOLIMENT GRAISSÉ LE MAT »
(Caricature de Daumier, 1869)

Subordonnant l'ambition démocratique à un affairisme qui requiert leurs soins les plus attentifs, les sociétés occidentales voudraient bien nouer avec l'Est des liens de liberté, d'égalité, de fraternité. Mais comment renoncer à leur bien-être, à leurs privilèges, à leur égoïsme ? Les voici prisonnières des règles du jeu que, non sans légèreté, elles se sont données à elle-mêmes. Elles en sont arrivées à croire que, de manière inéluctable, les élans intelligemment généreux sont économiquement stupides et inefficaces. Leur imagination créatrice reste obérée par une vision étroite de la rigueur nécessaire aux comptes d'exploitation, aux équilibres budgétaires et commerciaux, aux *grandes restructurations où s'engloutis*sent les capitaux disponibles.

Ce souci n'est pas propre aux gouvernements. Les populations facilitent leur tâche car elles aussi ont fini par l'intérioriser, par se laisser persuader que le libéralisme économique détient les clefs d'or de leur bonheur, que leur joie de vivre se joue dans la valse incohérente des marchés financiers, que leur humanité s'évalue à l'aune de leurs dépôts bancaires. A de rares exceptions près, les partis, les syndicats, les médias et la publicité ont coalisé leurs efforts pour, sans véritable débat, en convaincre un trop vaste public.

Et déjà perce le désenchantement. Elu par une minorité, ignoré par le flot grandissant des abstentionnistes, le président Bush tente de gérer un bien lourd héritage, symbolisé par le désastre des Caisses d'épargne et par la récente faillite de la firme financière Drexel qui, grâce aux « junk bonds » (obligations de pacotille) s'illustra – et empocha les profits – lorsque les cours flambaient à Wall Street. Plus grave encore apparaît la désindustrialisation des Etats-Unis sous le règne d'un président exceptionnellement populaire bien qu'il ait osé prendre le risque d'endetter le pays pour lui conserver une prospérité en partie artificielle. L'imprévoyance d'hier, acceptée par tous, conduit Washington à d'inutiles tensions avec ses partenaires commerciaux, notamment le Japon (2).

Elle aussi, longtemps assurée de sa popularité, inébranlable dans ses certitudes néolibérales, Mme Thatcher voit grandir, à l'occasion des taxes locales, une fronde qui, stimulée par l'inflation, compromet l'avenir des conservateurs au pouvoir *(lire, page 12, l'article de Martin Jacques)*. De part et d'autre de l'Atlantique, un irresponsable dogmatisme économique a aveuglé les riches, trop satisfaits de comptabiliser en parallèle leurs bénéfices et les échecs des syndicats. Porté par l'explosion des connaissances et par son essor économique, ce monde évolué a, par avidité et étroitesse de vues, accumulé les erreurs que seul l'égoïsme des nantis leur permet d'ignorer. Après eux, le déluge... Et Londres s'inquiète soudain d'une Allemagne qui lui paraît trop puissante...

Mais alors, devant ce tableau, que disent donc les discours politiques ? Quelles réflexions de fond et quelles perspectives présentent-ils au vu d'une évolution économique dominée par le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne ? Quel rôle envisagent-ils pour la Communauté européenne à l'égard des géants industriels, des pays de l'Est qui se démocratisent, des pays du Sud dont les structures politiques sont minées par l'appauvrissement, la dette, l'inflation, la fuite des capitaux ?

N'osant contester les grandes orientations de l'économie mondiale, incapables de préconiser des voies originales pour répondre à la triple attente des « nouveaux pauvres » d'Occident comme des « vieux pauvres » de l'Est et du Sud, les voici qui, sans scrupules excessifs, se complaisent dans leurs calculs partisans. Ceux-ci ont bien leur place en démocratie, mais à une condition : ne pas devenir la préoccupation dominante, l'unique objet de discours.

Faute de mieux, depuis quatre mois ils semblent avoir découvert le thème d'une lancinante interrogation : faut-il avoir peur de l'Allemagne ? Qu'ils répondent par oui ou par non, ils se *trompent de question.* D'abord parce que la peur ne doit avoir aucune place dans une analyse réaliste des rapports de forces internationaux, qui par nature s'en tient aux faits bruts et abandonne les sentiments à la verve des phraseurs. Ensuite parce qu'en l'occurrence le rôle des nations importe moins que les grandes conceptions économiques dont elles s'inspirent. Quelle que soit leur nationalité, c'est la stratégie des banques, des entreprises, qui forge l'avenir. C'est elle qui doit être contestée.

Il arrive parfois qu'une voix s'élève au-dessus de la mêlée. Ainsi lorsque M. François Mitterrand suggère l'articulation possible entre la Communauté à Douze et une confédération européenne plus large – mais ceux qui l'écoutent et le citent n'ont rien à ajouter à cette esquisse. Ou encore lorsque *M. Jacques Delors*, en décembre, brosse un vaste tableau des défis contemporains – mais on n'a retenu de ce long discours, bien charpenté et fortement argumenté, qu'une seule et unique phrase par laquelle il critiquait le premier secrétaire du Parti socialiste. Là serait donc l'essentiel ? De qui se moque-t-on ? Indigné, humilié, le citoyen sent monter en lui la colère.

LE malaise grandit encore lorsque, focalisé sur le jeu des personnes, le discours politique devient inaudible au sujet du Chili qui sort enfin de dix-sept ans de dictature pinochettiste, du Nicaragua dont les problèmes ne sont certes pas résolus par l'éviction des sandinistes, du Proche-Orient – où la coalition gouvernementale éclate en Israël, où les Palestiniens attendent depuis quatre décennies que justice leur soit rendue. Le ridicule atteint son paroxysme au moment où M. Jacques Chirac fait à Abidjan l'éloge du parti unique, qu'il n'aurait évidemment pas osé présenter en RDA au beau temps de Walter Ulbricht ou d'Erich Honecker...

Obsédés par leur apparence médiatique, les acteurs ne songent pas à dissimuler leurs réflexions : leur discours politique est inepte et vide parce que leur pensée politique est creuse. Ils ont tout simplement oublié leur rôle, qui ne peut être que d'orienter la société vers les finalités qu'elle choisit de se donner. Pensée sans objet, société sans projet, a-t-on pu dire. La « marchandisation » de l'information et de la communication achève de stériliser l'esprit humain (3). Ainsi se répand, sans obstacles, un prétendu « modèle » d'organisation sociale totalement asservi à un libéralisme économique qui, à pas rapides, restreint chaque jour davantage la liberté d'initiative des citoyens.

Avec toutes leurs faiblesses conceptuelles et leur manque d'audace, les pays qui composent la Communauté européenne ont pourtant un rôle primordial à jouer. Encore faut-il qu'ils se libèrent du carcan idéologique qu'ils se sont imposé. L'économisme les a convaincus qu'il était plus important de compter que de penser. Que leurs comptes soient bons, comme au Japon ou en Allemagne, ou qu'ils soient médiocres, comme en France ou aux Etats-Unis, ils ne songent même pas à se libérer d'un prêt-à-penser qui leur interdit toute prise réelle sur l'évolution du monde. Leur autonomie, disent-ils, est limitée par la puissance de grands Etats ou de firmes multinationales. En fait, c'est surtout leur pensée qui est limitée, vassalisée qu'elle est par des dogmes non vérifiés, par des présupposés non soumis à examen, par des craintes non fondées. Pour reconnaître leur erreur, attendront-ils qu'un dérapage des marchés financiers ait précipité une catastrophe ?

Ainsi se laissent-ils emporter par le tourbillon d'une compétition internationale échevelée, sans loi, une fuite en avant vers un avenir qu'ils ne prennent pas le temps d'interroger. Pourtant, vaste marché, l'Europe peut tenir tête aux Etats-Unis comme au Japon, qui tous deux ambitionnent de s'y implanter plus largement. De même, excellent client de l'Allemagne, la France n'a aucune raison de déférer aux désirs de celle-ci avant même qu'ils ne soient exprimés.

Pour en arriver à une forme élémentaire de courage, encore faut-il ne pas faire aveuglément foi en un libre-échange dont on dit attendre monts et merveilles, alors qu'il aggrave d'inacceptables fractures sociales à l'intérieur de chaque pays, y compris les plus puissants, comme entre pays. L'être humain, la société, l'économie nationale sont ainsi sacrifiés à un affairisme qui se suffit à lui-même. L'analyse économique ouvre pourtant d'autres voies (4) à la condition de ne pas se refermer sur elle-même, mais au contraire de revenir à sa véritable vocation d'instrument au service de valeurs de civilisation. Il est encore temps, avant que n'éclate la colère de citoyens floués par des jeux stériles qui, oubliant le réel, ne peuvent se donner aucun objectif exigeant.

CLAUDE JULIEN

(1) Andreï Bitov, *la Maison Pouchkine*, Albin Michel, Paris, 1989, p. 87.

(2) « Japan-U.S. Crisis Over Trade », *International Herald Tribune*, 14 mars 1990.

(3) *Cf.* les cahiers *Manière de voir* nos 1 et 3.

(4) Voir, par exemple, dans *Economies et Sociétés*, no 8, 1989, les articles regroupés sous le titre « la France vassale », et notamment la contribution de Pierre Delfaud, professeur à l'université de Bordeaux-I, président de la Ligue française de l'enseignement, « Le protectionnisme comme antidote à la vassalisation de l'économie française ».

« Dossiers internationaux »

A l'occasion de chaque nouvelle livraison du *Monde diplomatique*, une émission intitulée « Dossiers internationaux » est réalisée par les animateurs de « Radio Zinzine » (BP 42,04300 Forcalquier. – Tél. : 92-76-10-56). Nos principaux collaborateurs présentent leurs articles et, autour de Claude Julien, commentent l'actualité internationale.

Ces « dossiers » sont diffusés, à des dates qui varient selon les stations, par les radios suivantes :

● FRANCE MÉTROPOLITAINE

« Beur », Paris (tél. : 42-55-17-17) ; « Galère », Marseille (tél. : 91-90-97-00) ; « Calade », Lyon (tél. : 74-68-80-82) ; « Pluriel », Lyon (tél. : 78-21-83-49) ; « Lavagh », Bordeaux (tél. : 56-81-45-90) ; « IFM », Grenoble (tél. : 76.47.21.21) ; « FMR », Toulouse (tél. : 61-21-63-21) ; « Canal Sud », Toulouse (tél. : 61-53-36-95) ; « Campus », Strasbourg (tél. : 88-67-11-00) ; « Alternantes », Nantes (tél. : 40-93-26-62) ; « Dijon Campus », Dijon (tél. : 80-67-68-69) ; « Gribouille », Angers (tél. : 41.60.44.44) ; « L'écho des garrigues », Montpellier (tél. : 67-59-66-66) ; « Mega », Valence (tél. : 75-56-89-30) ; « Métal », Mâcon (tél. : 85-38-90-90) ; « Trouble fête », Limoges (tél. : 55-05-15-00) ; « Alpes Mancelles », Fresnay-sur-Sarthe (tél. : 43-33-26-91) ; « Aria », Longwy (tél. : 82-25-80-80) ; « Dreyeckland », Mulhouse (tél. : 89-26-80-80) ; « Beffroi », Thionville (tél. : 82-54-37-33) ; « Univers FM », Combourg (tél. : 99-73-32-56) ; « Flotteurs », Clamecy (tél. : 86-27-23-32) ; « FMR », Saint-Dizier (tél. : 25-56-05-76) ; « Oloron », Oloron (tél. : 59-39-99-00) ; « Ondaine », Firminy (tél. : 77-56-80-56) ; « PFM », Arras (tél. : 21-07-46-88) ; « Xiberoko Botza », Mauléon (tél. : 59-28-29-87) ; « Radio Zinzine », Forcalquier/Aix-en-Provence (tél. : 92-76-10-56).

● DOM-TOM

« Djiido », Nouméa (tél. : 687-25-35-15) ; « Kanal océan Indien », la Réunion (tél. : 262-43-87-87) ; « Ase Plere An Noulite », la Martinique (tél. : 56-36-25).

● SUISSE

« Zone », Genève (tél. : 022-29-81-04) ; « Acidule », Lausanne (tél. : 021-20-51-11).

● BELGIQUE

« Air libre », Bruxelles (tél. : 02-344-58-55).

● NORVÈGE

« Paris-Oslo », Oslo (tél. : 55-55-65).

● CANADA

« Centre-ville », Montréal (tél. : 495-25-97).





UNE ALLEMAGNE

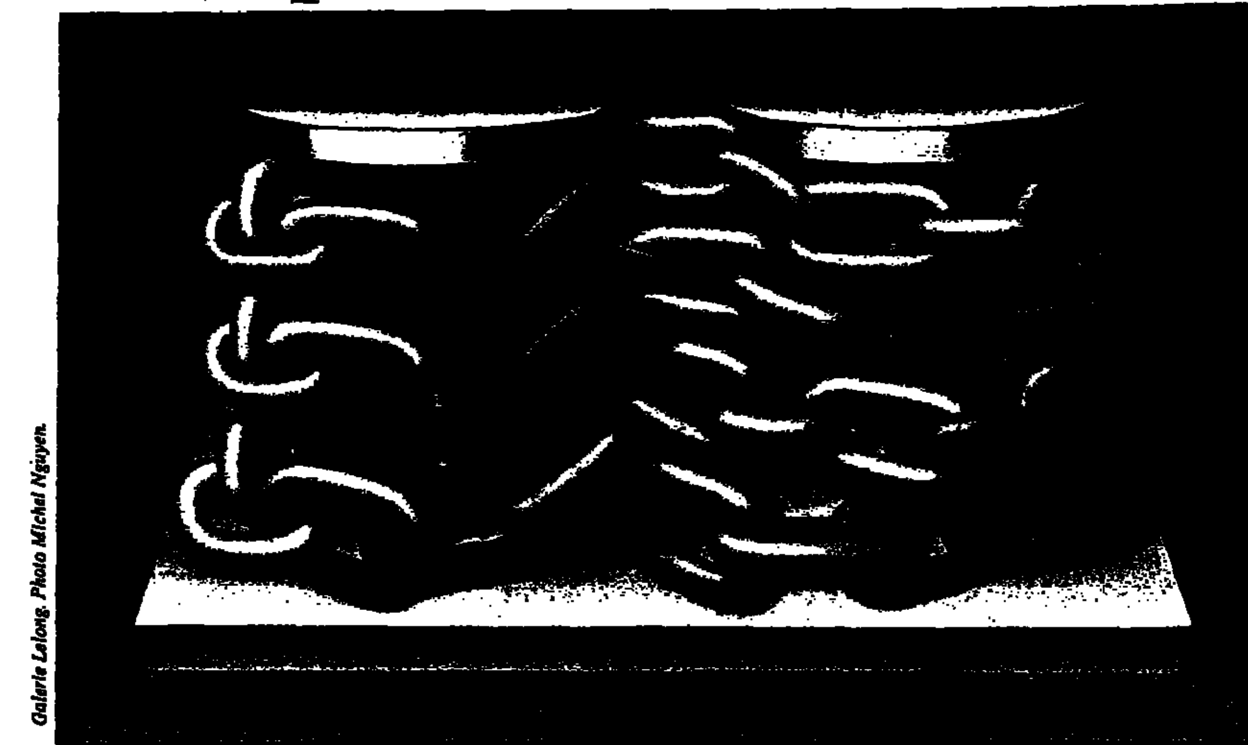
L'espoir à deux vitesses

(Suite de la première page.)

Les échanges politiques ne sont pas arrivés à trouver leur équilibre, une fois passés les grands moments d'exaltation qui avaient marqué l'ouverture des frontières. Après des décennies de peur, de frustration, la politique s'est souvent manifestée, au cours des derniers mois, comme une explosion de haine, de sentiments d'impuissance devant l'avenir, ou dans la recherche de solutions-miracles puisant dans des réactions émotionnelles. Dans un tel contexte, les forces politiques ont évidemment du mal à se constituer, à trouver un langage et à se faire entendre. Par contre, les feuilletons à épisodes sur la corruption et les abus de pouvoir au sommet du régime déchu occupent sans doute une place disproportionnée dans les débats. La politique n'arrive pas à être articulation véritable d'intérêts, synthèse de projets au départ hétérogènes, relations entre des partenaires ou adversaires majeurs et responsables. En fait, elle reflète une société cloisonnée, largement désocialisée par l'omniprésence de la répression étatique passée et qui, paradoxalement, se sent désorientée, privée de points d'appui après l'effondrement des principaux appareils du régime. Il y a comme une situation de vide, de vacuité sociale que beaucoup essayent de conjurer en se raccrochant à une identité nationale largement fantasmatique dans la mesure où elle gomme purement et simplement quarante années de RDA et se projette sur les images médiatiques de la prospérité de la RFA.

UN tel climat politique, fait à la fois d'espoir et d'angoisse, n'est évidemment pas propice à l'autodétermination et à une mise au point réfléchie et bien pesée des voies de l'unification. C'est ce que comprennent très vite les dirigeants de la CDU de RFA, notamment le chancelier Kohl, décidés à jouer très vite la carte de l'unité allemande, sur un plan émotionnel, pour éviter que le processus d'unification ne remette en question les équilibres politiques et sociaux de la RFA. Très vite, les milieux conservateurs d'Allemagne de l'Ouest vont passer par-dessus la tête des autorités constituées (le gouvernement Modrow) et même de la « table ronde » dont le rôle fut pourtant décisif dans le démantèlement de la Sécurité d'Etat (Stasi) et dans la préparation des élections libres.

Si le « plan en dix points » du chancelier, en décembre 1989, était encore prudent, les propositions formulées ensuite ne prennent plus de précautions et sont assénées brutalement : unité monétaire par disparition du mark-Est, utilisation de l'article 23 de la loi fondamentale de Bonn qui permet à chacun des Länder (à créer) de la RDA de demander son rattachement à la République fédérale. Plus grave encore, la campagne électorale est directement conduite par les dirigeants chrétiens-démocrates de l'Ouest qui portent l'Alliance pour l'Allemagne (front d'organisations conservatrices) sur les fonts baptismaux et déchaînent une incroyable campagne de calomnies contre la social-démocratie, accusée d'avoir été complice du SED. Parallèlement, l'Alliance est poussée à se faire le porte-parole d'un *Mittelstand* (classe moyenne) en voie de reconstitution (artisans, commerçants, petits entrepreneurs, etc.) et très opposé aux tutelles et à la propriété étatique. Cette démarche a l'avantage de focaliser l'attention sur la propriété privée et d'occulter la complexité des problèmes de structure et de dévolution dans l'industrie et dans les services après l'abandon de la planification bureaucratique centralisée. Si l'on ajoute à cela les promesses dans le domaine économique, les refus de prendre des engagements sur les acquis sociaux de la population (comme le demandait la « table ronde ») on aura une idée du caractère démagogique, sinon dégradant, de la campagne de l'Alliance.



KONRAD KLAPHECK. – « Confession » (1989)

Galerie Lalong. Photo Michel Nguyen.

Pendant quelque temps, l'Alliance a semblé incapable de réduire l'avance que les sondages accordaient à la social-démocratie, mais elle avait clairement l'initiative et l'énorme avantage d'être soutenue par des forces au pouvoir à Bonn. Elle proposait un certain nombre de certitudes dans une situation particulièrement incertaine, où la peur de l'avenir d'une grande partie de la population ne faisait qu'augmenter. Par contraste, la social-démocratie de l'Est comme de l'Ouest est apparue singulièrement hésitante au cours des dernières semaines de la campagne, tantôt prenant des positions de gauche, tantôt acceptant certaines positions nationalistes ou proches de celles du chancelier Kohl (par exemple sur l'union monétaire ou l'article 23). Décevant ainsi beaucoup de ses soutiens, elle perdit au fil des jours des voix sur sa droite comme sur sa gauche.

C'est ce qui a permis au Parti du socialisme démocratique (PDS, l'ancien SED renouvelé et rajeuni) d'apparaître comme l'adversaire le plus résolu de la politique de la démocratie-chrétienne (le front créé autour de Nouveau Forum disposant de trop peu de moyens pour intervenir très efficacement). Il s'opposait clairement à une union monétaire précipitée et non accompagnée de mesures concrètes pour assurer la protection sociale déjà acquise, en se prononçant notamment *pour une politique favorable aux femmes* (excluant, par exemple, le démantèlement du réseau actuel de crèches, ou l'introduction de la législation d'Allemagne de l'Ouest en matière d'avortement, plus restrictive que celle de RDA). Il demandait aussi, au-delà d'inévitables privatisations, la création d'un véritable secteur socialisé dans l'industrie, ainsi que la formation de comités d'entreprise démocratiquement élus. Il est ainsi devenu le point de ralliement, non des faibles comme on l'a trop rapidement dit, mais de tous ceux qui ne voulaient pas se plier inconditionnellement à la dynamique économique venant d'Allemagne de l'Ouest et étaient décidés à défendre leur différence.

Le « forcing » de M. Helmut Kohl a *finalement* payé, et la victoire de l'Alliance est beaucoup plus éclatante que ses dirigeants ne l'avaient espéré (1). La marche vers l'unification des *deux Allemagnes va s'en trouver accélérée*, mais il n'est pas du tout sûr que cela se fasse facilement et sans douleurs. Selon toute vraisemblance, l'unification institutionnelle se présentera sous la forme d'une adhésion des Länder (régions) reconstitués de la RDA à la République fédérale et à sa loi fondamentale (selon la procédure de l'article 23), mais le chemin pour y arriver sera hérissé de difficultés, car la gauche dispose à la nouvelle Chambre du peuple issue des élections du 18 mars d'une minorité de blocage pour ce qui concerne toute révision constitutionnelle. On sait aussi que les problèmes sociaux ne seront pas minces, notamment celui du chômage qu'entraînera inévitablement la restructuration de l'économie.

Une société déjà traumatisée va devoir vivre des changements brutaux et plus ou moins chaotiques. De nombreuses institutions – des universités aux centres de recherche, par exemple, – vont sans doute devenir le théâtre de règlements de comptes. En d'autres termes, ce n'est pas une société en voie de pacification et d'intégration qui va aller à l'unification, mais une société tourmentée et *divisée qui sera vite* déçue si les promesses ne sont pas tenues. Les rapports politiques ne pourront se stabiliser rapidement, pas plus que les conflits sociaux, parce que les institutions politiques et professionnelles sont elles-mêmes faibles. A part le PDS, les partis sont très peu structurés, sans expérience et sans équipes politiques véritablement soudées. Au niveau syndical, le syndicat officiel FDGB, rénové, est encore très marqué par des routines bureaucratiques (administration des prestations sociales) et n'est guère de taille à canaliser des réactions ouvrières qui pourraient être fort vigoureuses. De leur côté, les « managers » d'entreprises formés sous le « socialisme réel » ne sont pas du tout préparés à la pratique des négociations et à la gestion des rapports humains : ils auront beaucoup de mal à trouver les comportements adéquats dans les conflits du travail.

L'AIDE que devra consentir la République fédérale pour atténuer les tensions sera sans doute lourde à supporter et ne manquera pas de provoquer des réactions de mécontentement, d'autant que la réalisation formelle de l'unité ne signifiera pas la fin de la dynamique d'unification, qui se fera forcément par étapes. L'Allemagne unifiée ne sera pas, en ce sens, une RFA agrandie, mais un pays marqué par des équilibres ou des déséquilibres nouveaux et travaillé par des problèmes à la résolution délicate pour de nombreuses années. L'absorption de la RDA par la RFA, c'est aussi la fin d'une longue ère de stabilité pour la société d'Allemagne de l'Ouest, et pour *la Communauté européenne tout* entière.

JEAN-MARIE VINCENT.

(1) *Sur* 400 sièges à la Chambre du peuple, les partis de l'Alliance pour l'Allemagne (Union chrétienne-démocrate, Union sociale allemande et Renouveau démocratique) en détiendront 193. Le reste se répartit ainsi : Parti social-démocrate : 87 sièges ; Parti du socialisme démocratique : 65 ; Fédération des démocrates libéraux : 21 ; Alliance 90 (regroupant Nouveau Forum, Démocratie maintenant et l'Initiative pour la paix et les droits de l'homme) : 12 ; Parti paysan (conservateur) : 9 ; Parti vert et Union indépendante des femmes : 8 ; Parti national démocratique : 2 ; Liste alternative de la jeunesse (communiste) : 1 ; Alliance d'action de la gauche unie : 1 ; *Union démocratique des* femmes : 1.

Le triomphe du capitalisme

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE

« EN langage des affaires, *ce n'est pas une fusion, c'est une acquisition. La République fédérale d'Allemagne est en train d'acquérir la République démocratique allemande sur la base des valeurs et de l'économie ouest-allemandes.* » Ainsi le doyen de l'école d'administration Kennedy, de l'université Harvard, perçoit-il l'irrésistible mouvement vers l'unité des deux économies allemandes (1). Pourtant, la RDA n'est pas ce champ de ruines que l'on se plaît à décrire, ni une république bananière : en 1988, son produit intérieur brut était plus élevé que celui de l'Espagne et la production industrielle y contribuait pour 60 % ; les avoirs en devises fortes se montaient à 18 milliards de dollars environ et, par le nombre de ses chercheurs en mathématiques, en physique et en ingénierie, le pays n'a rien à envier à beaucoup d'autres dans le monde développé.

Sous le couvert du « libre jeu du marché », on assiste dans le monde occidental à un vaste mouvement de *concentration, de cartellisation, aidé* par toutes sortes de pratiques restrictives et de manœuvres financières. Des milliards de dollars sont consacrés à *l'octroi de subventions qui favorisent* la progression du capitalisme financier. Dans le seul domaine agricole, les subventions atteignent chaque année plusieurs dizaines de milliards de dollars pour l'ensemble des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'industrie n'est pas en reste (2). Mais c'est aux Allemands de l'Est que l'on prône un « ajustement structurel » impliquant l'élimination de toutes les subventions, y compris en matière de logements bon marché.

L'euphorie nationaliste des Allemands survient à un moment où la puissance de la RFA est à son apogée : aucun signe de ralentissement de la croissance ne s'y manifeste pour le moment, ce qui fait contraste avec la décélération de l'économie mondiale, mise à part celle du Japon. L'écart ne cesse de se creuser, par exemple, entre les avoirs extérieurs nets d'une part de l'Allemagne et du Japon et d'autre part des Etats-Unis et du Royaume-Uni *(voir le graphique page 15)*.

En 1988, l'épargne ouest-allemande se montait à 186 milliards de deutschemarks (3) et les exportations de capitaux dépassaient 100 milliards de deutschemarks par an. A la fin de 1989, le surplus commercial (81 milliards de dollars) dépassa celui du Japon pour la première fois depuis les années 70. Le marché boursier a doublé de volume dans le courant de 1989 et, aujourd'hui, il représente le double de celui du Royaume-Uni (qui lui-même a chuté d'un tiers de janvier à décembre 1989). Depuis la disparition du mur de Berlin, le prix des actions ouest-allemandes a gagné plus de 20 % et les marchés boursiers de la République fédérale traitent plus d'affaires que la City de Londres.

Dans cette conjoncture favorable, le capital financier ouest-allemand accélère sa concentration tout en multipliant ses ramifications dans tous les secteurs de l'industrie et des services. Parce qu'elles ne sont pas soumises à une législation comme la loi Glass-Steagall aux Etats-Unis (qui impose des limites à la pénétration des banques dans les autres secteurs de l'économie), les grandes banques allemandes sont à la fois des oligopoles et des conglomérats. La plus importante d'entre elles est la Deutsche Bank, fondée voilà cent vingt ans.

Des liens étroits avec le pouvoir politique

EN termes de bilan (un peu plus de 1 000 milliards de francs en 1988), la Deutsche Bank n'arrive qu'au vingt-quatrième rang mondial (4), néanmoins son rôle dans l'industrie allemande n'a pas d'équivalent en Europe ou aux Etats-Unis. A cet égard, son plus proche pendant, peut-être, serait le géant industriel Mitsubishi au Japon. Depuis plus de soixante ans, elle est en position dominante chez Daimler et c'est elle qui, en 1926, servit de catalyseur dans la fusion de Daimler et Benz. C'est encore elle qui, dans les années 20, fut le principal architecte de la création d'IG Farben, dont on sait la contribution à l'industrie de guerre allemande – de la Wehrmacht aux camps d'extermination.

En fait, depuis Bismark jusqu'à ce jour, les milieux bancaires allemands n'ont jamais cessé d'entretenir des liens étroits avec le pouvoir politique. Dans les années 70, on a pu utiliser la formule *Japan Inc.* pour résumer les liens qui, au Japon, unissent dans une même stratégie l'élite politique et les dirigeants des grands conglomérats. C'est la même pratique qui a cours en Allemagne, où l'on pourrait tout autant parler d'une *Deutschland AG* (AG : *Aktien Gesellschaft*, société par actions). Par son fonctionnement et ses acquisitions, la Deutsche Bank occupe une position de leader incontesté parmi les grandes banques du pays, sans l'avis desquelles aucune décision économique importante ne peut être prise – à plus forte raison lorsqu'on envisage l'union monétaire des deux Allemagnes.

Assassiné le 30 novembre 1989 à Bad-Hombourg, Alfred Herrhausen, président du conseil d'administration de la Deutsche Bank, était un ami très proche du chancelier Kohl. Ce dernier, qui « *ne connaît rien à l'économie* » – pour reprendre une expression de l'hebdomadaire *Der Spiegel* (5) – comptait Alfred Herrhausen parmi ses conseillers les plus influents. Aux côtés d'autres financiers et de responsables de l'Union chrétienne démocrate (CDU), le président de la Deutsche Bank avait participé à l'élaboration du plan en dix points connu comme le « plan Kohl ». Dans ses grandes lignes, le projet d'absorption de la RDA prévoyait la liquidation des combinats ; le démantèlement des coopératives agricoles et leur privatisation ; la disparition du mark est-allemand ; l'instauration de marchés boursiers ainsi que la dénationalisation du crédit et du système bancaire. Pour les banquiers allemands, la désintégration des régimes d'Europe de l'Est semble en effet ouvrir des perspectives illimitées, grâce, en particulier, à l'apport d'une main-d'œuvre abondante et bon marché libérée des entraves d'un syndicalisme militant, et à l'existence d'unités de production à bas prix, permettant de concurrencer celles des « quatre tigres » asiatiques.

Aujourd'hui, la Deutsche Bank siège dans les conseils d'administration de presque toutes les grandes sociétés allemandes. *Elle détient plus de 10 % des* parts du capital des dix premières entreprises industrielles. Mais le joyau de la couronne, c'est le lien qui l'unit à Daimler-Benz. Première banque allemande (devant la Dresdner Bank et la Commerz Bank), elle possède 29 % du capital de Daimler Benz, première société allemande. Celle-ci, dont le

(1) *Cf. International Herald Tribune*, 5 février 1990.

(2) Les subventions à l'industrie représentent des dizaines de milliards de dollars. Dans les années 80, avec les transferts du secteur public, ces montants atteignaient en moyenne 1,5 % du PIB pour les vingt-quatre pays membres de l'OCDE. La conjoncture favorable de ces dernières années a eu pour effet de réduire les pressions qui s'exerçaient sur les gouvernements pour soutenir les sociétés en difficulté, mais l'OCDE estime que l'effort pourrait fort bien s'accroître si l'activité économique faiblissait. *Cf.* OCDE, *Industrial Subsidies in the OECD Countries*, Working Paper nº 74, Paris, 1990.

(3) 1 Deutsche mark ouest-allemand = 3,40 *francs environ*.

(4) Toujours d'après le bilan 1988, elle arrive au sixième rang des banques européennes (*Cf. AGEFI*, 1er décembre 1989).

(5) *Der Spiegel*, 11 novembre 1989.

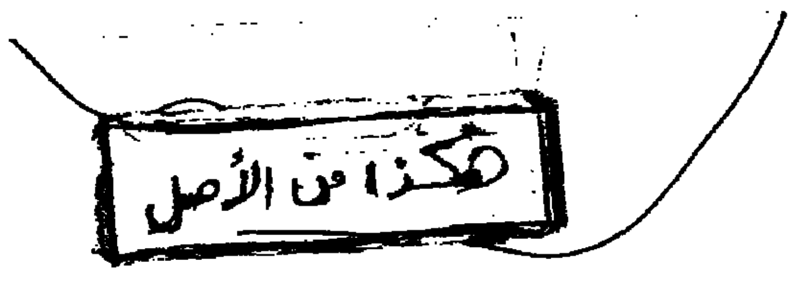
Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.





TROP PUISSANTE ?

L'unification et la sécurité de l'Europe

Par JEAN KLEIN *

IL y a plus de trente ans, alors que le système des blocs paraissait immuable et que les tensions Est-Ouest étaient aiguisées par une nouvelle crise de Berlin, le général de Gaulle n'avait pas hésité à affirmer que la réunification de l'Allemagne était *« le destin normal du peuple allemand, pourvu que celui-ci ne remette pas en cause ses actuelles frontières et qu'il tende à s'intégrer un jour dans une organisation contractuelle de toute l'Europe pour la coopération, la liberté et la paix »*. En revanche, il formulait des réserves expresses à l'encontre d'une neutralisation de l'Allemagne puisqu'elle se traduirait par un désengagement des forces stationnées sur son territoire et compromettrait la défense du monde occidental.

Quant au désarmement régional tel qu'il était envisagé dans le plan Rapacki, il le récusait, tout en se déclarant *« partisan du contrôle et de la limitation de toutes les armes de guerre »*. Toutefois les dispositions prises à cet effet n'offriraient des garanties réelles que si elles s'appliquaient à une *« zone qui approcherait l'Oural d'aussi près qu'elle approcherait l'Atlantique »* (conférence de presse du 25 mars 1959).

* Directeur de recherche au CNRS, Institut français des relations internationales.

A la faveur de la détente dans les relations Est-Ouest, le général de Gaulle fut amené à préciser ses conceptions et, le 4 février 1965, il esquissait un schéma pour le règlement du problème allemand. Selon lui, la question ne pouvait être tranchée à partir de la confrontation des idéologies et des forces en présence, et une paix durable sur le continent impliquait *« l'entente et l'action conjuguée des peuples qui ont toujours été, qui sont et qui resteront principalement intéressés au sort du voisin germanique »*. Mais la réussite d'une entreprise aussi vaste et difficile exigeait des délais et était subordonnée à de nombreuses conditions : une démocratisation du régime soviétique, l'émancipation des nations satellites, des progrès dans la construction politique de l'Europe et l'acceptation par l'Allemagne d'arrangements portant aussi bien sur ses frontières que sur ses armements.

Aujourd'hui, la plupart de ces conditions sont remplies et les propos du général de Gaulle apparaissent, rétrospectivement, comme prémonitoires de l'évolution qui s'est produite au cours des dernières décennies sur notre continent. Certes, la philosophie du rapport Harmel sur les « tâches futures de l'alliance » (décembre 1967) s'écartait de la vision gaullienne d'une Europe capable d'affirmer son identité face aux Deux Grands, et les pourparlers de Vienne sur la réduction équilibrée des forces en Europe centrale (*Mutual and Balanced Forces Reductions*, ou MBFR) s'apparentaient à un *« dialogue de bloc à bloc »*. Toutefois, dès cette époque, la fonction politique de l'alliance occidentale était clairement soulignée, et des négociations avec l'adversaire-partenaire en vue de la stabilisation de la balance militaire étaient considérées comme un facteur de sécurité au même titre que le maintien d'une capacité de défense suffisante. Peu après, l'Ostpolitik menée par le chancelier Brandt permit de normaliser les relations de la RFA avec les pays de l'Est et d'établir un *modus vivendi* avec la RDA, tandis que la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) donnait une impulsion décisive à la coopération intra-européenne, consacrait le principe du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les relations mutuelles entre les Etats signataires de l'Acte final d'Helsinki.

La politique ouest-allemande du *« changement par le rapprochement »*, dont M. Egon Bahr (à l'époque déjà membre du SPD et directeur de l'Office de presse et d'information du Land de Berlin) avait exposé la logique dans un discours prononcé en 1963 devant l'Académie évangélique de Tutzing, a produit en définitive les résultats qu'en escomptaient ses promoteurs. Depuis que les premières brèches ont été pratiquées dans le mur de Berlin (9 novembre 1989), le rapprochement entre les deux Allemagnes s'effectue à un rythme accéléré. Les quatre puissances responsables de l'Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale (Etats-Unis, URSS, France et Royaume-Uni) ont reconnu la légitimité des aspirations nationales qui se manifestent en RFA et en RDA et indiqué qu'il appartiendra aux représentants légitimes du peuple allemand de définir le mode par lequel ils reconstitueront leur unité. Mais ils ont également attiré l'attention sur la dimension internationale du problème et institué un mécanisme de concertation dit des « 4 + 2 » (les quatre puissances garantes du *statu quo*, plus les deux Allemagnes) pour débattre des « aspects extérieurs » de la question allemande.

En RFA, on est conscient des problèmes que soulève l'unification de la nation allemande, et le gouvernement est disposé à prendre des engagements susceptibles de rassurer les pays voisins sur ses intentions pacifiques. En RDA, l'armée *(Nationale Volksarmee)* subit le contrecoup de l'exode des citoyens est-allemands et ne constitue plus une menace, ce qui a permis à M. Hans Modrow, qui était le premier ministre jusqu'au 18 mars, de prôner la démilitarisation de l'Allemagne unifiée. Quant aux alliés, ils souhaiteraient voir se perpétuer le système des alliances qui a fait ses preuves depuis quarante ans mais n'excluent pas qu'un nouveau système de sécurité puisse s'établir dans le cadre de la CSCE.



ODER-NEISSE, UNE FRONTIÈRE INTOUCHABLE.

Depuis le début de l'année, les Soviétiques et les Allemands de l'Est ont évoqué à plusieurs reprises l'éventualité d'un retrait total des forces étrangères stationnées sur le territoire des deux Etats allemands. Ainsi, le président du Parti socialiste démocratique (ancien Parti communiste, SED), M. Gregor Gysi, a proposé le 6 janvier 1990 un *« modèle de sécurité pour l'an 2000 »* qui prévoit le départ des troupes alliées de RFA et de RDA d'ici à 1999 ; et des personnalités soviétiques telles que le chef de la délégation de l'URSS à la conférence de Vienne sur la réduction des forces classiques (CFE), M. Oleg Grinevski, et le chef d'état-major des armées, le général Moisseev, ont laissé entendre que les troupes soviétiques évacueraient la RDA si les Occidentaux se retiraient également de RFA. L'articulation de ce désengagement avec la neutralisation de l'Allemagne n'a pas été précisée, mais on a relevé que ces ouvertures n'ont eu qu'un faible écho à l'Ouest. Au demeurant, M. Modrow a pris d'emblée ses distances par rapport aux idées de M. Gysi et le gouvernement soviétique ne paraît plus pressé de retirer ses forces de RDA. C'est sans doute pour cela que le chef du Parti social-démocrate (SPD) de la RDA, M. Ibrahim Böhme, et M. Walter Romberg, ministre est-allemand sans portefeuille, ont présenté à Moscou, le 1er mars, un modèle de sécurité différent. Il s'agit toujours de tendre vers *« une sorte d'Allemagne neutre par un contrôle réciproque de toutes les forces armées stationnées sur le territoire allemand »*, mais les quatre alliés seraient autorisés à conserver des forces symboliques de 30 000 hommes chacun.



MAX BECKMANN. – « La déclaration de guerre » (1914).

Tenir compte des intérêts de l'URSS

DEPUIS peu prévaut dans le monde occidental la thèse d'une participation d'une Allemagne unifiée à l'OTAN, étant entendu que le territoire de la RDA serait démilitarisé. En RFA, le secrétaire d'Etat parlementaire au ministère de la défense et député chrétien-démocrate (CDU), M. Wimmer, s'était exprimé en faveur de cette solution en janvier et le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a fait avaliser cette formule par les alliés occidentaux lors de la conférence d'Ottawa sur les *« cieux ouverts »*, en février. Rendant compte de son entrevue avec M. Gorbatchev, le chancelier Kohl déclarait devant le Bundestag, le 15 février, que des assurances avaient été données à l'Union soviétique en ce qui concerne le renforcement du rôle politique de l'alliance atlantique et le non-déploiement sur le territoire de l'actuelle RDA d'unités et d'installations du dispositif militaire occidental. On conçoit donc que M. Stoltenberg, ministre de la défense, ait soulevé une tempête au sein de la coalition gouvernementale en posant la question de l'intégration des forces dans l'OTAN et de l'extension de la garantie de sécurité occidentale à l'ensemble de l'Allemagne. Des considérations d'opportunité ont conduit à l'apaisement de cette querelle : il est clair que la participation d'une entité allemande unique à l'OTAN ne peut être qu'une solution transitoire. Les dirigeants soviétiques l'ont laissé entendre ; M. Gorbatchev s'est exprimé sur ce sujet avec une grande prudence et n'a écarté aucune des formules mises en avant par les Occidentaux. D'ailleurs, ceux-ci tiennent compte des intérêts de sécurité de l'URSS et admettent que, dans l'hypothèse d'une participation de l'Allemagne à l'OTAN, des troupes soviétiques soient maintenues dans la zone orientale aussi longtemps que des troupes américaines seraient stationnées à l'Ouest ou qu'un nouveau système de sécurité n'aurait pas été établi.

Les partis de la coalition gouvernementale et de l'opposition en RFA n'ont pas réussi à déterminer la forme que revêtirait un « nouvel ordre de sécurité en Europe ». Le 3 mars 1990, M. Oskar Lafontaine, président adjoint du SPD et premier ministre de la Sarre, a affirmé sur les ondes de la radio sarroise que l'Allemagne ne pourrait rester dans l'OTAN et qu'elle devrait être *« encadrée »* par une communauté européenne de défense : il s'agirait d'un système de sécurité collective englobant tous les Etats européens et entretenant des liens étroits avec les Etats-Unis, le Canada et l'Union soviétique. Cette idée n'a pas trouvé grâce auprès de la CDU, qui a taxé son auteur d'électoralisme et elle ne fait pas davantage l'unanimité au sein du SPD, où le bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Momper, et le vice-président du groupe parlementaire, M. Ehmke, admettent qu'une OTAN renouvelée serait appelée à jouer un rôle important pendant la phase de gestation de l'*« ordre de paix en Europe »* auquel tout le monde aspire. Or c'est en vain que l'on chercherait des précisions sur ce sujet dans le document adopté le 7 mars par le comité directeur du SPD intitulé *Schritte zur Einheit* (« le chemin vers l'unité »). On se borne à indiquer que, pendant la période transitoire, des arrangements seraient pris pour préparer le passage du système militaire existant dans les deux Etats allemands à un nouveau système de sécurité.

De son côté, la CDU-CSU s'est prononcée pour l'intégration militaire de l'Europe occidentale comme étape préalable à la constitution d'une union de sécurité paneuropéenne. Le porte-parole du groupe parlementaire pour les questions de désarmement, M. Lamers, a explicité les conceptions des deux partis lors d'une conférence de presse à Bonn, le 2 mars, et a insisté sur la nécessité de maintenir l'OTAN et une présence militaire américaine sur le continent. En outre, les Etats-Unis continueraient d'assumer la responsabilité principale dans l'exercice de la garantie nucléaire. Toutefois, la dissuasion devrait reposer sur des armes substratégiques dont les spécifications et le volume feraient l'objet d'un accord avec l'Union soviétique ; simultanément, on négocierait l'élimination des armes nucléaires de courte portée. Quant au système de sécurité paneuropéen, il verrait le jour dans dix ou douze ans, mais une décision de principe devrait être prise sans tarder en liaison avec la deuxième phase des négociations sur les forces classiques.

Pour promouvoir la sécurité en Europe, une fonction éminente est donc assignée au désarmement et les progrès enregistrés à la conférence de Vienne sur la réduction des forces classiques permettent d'escompter la conclusion d'un accord avant la fin de l'année. Cependant, les changements intervenus en Europe de l'Est ont profondément modifié les données du problème et contraignent les négociateurs à reconsidérer leur position. Ainsi, la menace d'une agression par surprise s'est dissipée et le principe de la parité n'a plus grande signification dès lors que l'organisation du pacte de Varsovie se délite et que l'unité allemande se profile à l'horizon. Il importe donc de concevoir des mesures de désarmement qui ne s'inscriraient plus nécessairement dans le cadre des alliances, mais feraient droit aux nouvelles exigences de sécurité telles qu'elles pourraient être définies lors du prochain sommet de la CSCE.

Les gouvernements de la RFA et de la RDA multiplient les déclarations en faveur d'une accélération des négociations dans l'espoir qu'elles déboucheront sur une diminution de l'antagonisme militaire Est-Ouest et serviront en définitive la cause de leur unité nationale. Or comme le rappelait M. Chevènement, ministre français de la défense, dans un discours prononcé en février 1990 pendant la session annuelle de l'association Wehrkunde, *« le désarmement conventionnel n'est pas un processus autonome dont chaque partie pourrait escompter des avantages à court terme au détriment des autres. C'est un instrument collectif dont l'objet est de définir les conditions futures de la sécurité »*. Il importe donc de ne pas se laisser entraîner par sa dynamique mais de s'engager dans cette voie en faisant preuve de discernement et en ayant une idée claire du modèle de sécurité que l'on veut faire prévaloir.

financier

capital représente à lui seul près de 12 % du marché des capitaux ouest-allemand, s'est engagée dans un spectaculaire rapprochement avec le conglomérat japonais Mitsubishi.

L'acquisition l'an dernier de Messerschmidt-Bolkow-Blohm (MBB) par Daimler-Benz a donné naissance à un gigantesque complexe militaro-industriel couvrant tous les pans du secteur de la construction d'armements (6). Par cette seule fusion, la Deutsche Bank est devenue, de loin, la plus puissante des 476 grandes sociétés cotées en Bourse. Ce fut la plus grande acquisition de société dans l'histoire industrielle de la République fédérale, et l'on a pu voir, à cette occasion, de quel côté penchaient les responsables politique : ministre fédéral de l'économie, M. Helmut Haussmann n'a pas tenu compte du jugement de la commission des cartels de la République fédérale quant à la privatisation de MBB.

Dans l'industrie automobile, la puissance de la Deutsche Bank se prolonge au-delà des frontières depuis qu'elle a racheté en 1986 les parts libyennes dans Fiat (2,1 milliards de dollars) ; possédant désormais 15,2 % du capital du constructeur italien, elle en est devenue le deuxième actionnaire après M. Agnelli. Mais cet expansionnisme industriel ne l'a point empêchée de poursuivre son déploiement financier en RFA et à l'étranger. *Jusqu'à l'arrivée à sa tête d'Alfred Herrhausen, au début des années 80*, la Deutsche Bank était une énorme société d'investissement, leader sur le marché des euro-obligations. Depuis lors, ses interventions ont fortement contribué à modifier la structure du capitalisme allemand. L'acquisition, en 1986, de la Banca d'America d'Italia (603 millions de dollars) a ouvert la voie au rachat de nombreuses autres banques et institutions financières. De surcroît, l'acquisition, en novembre dernier, pour 1,5 milliard de dollars, de la banque commerciale britannique Morgan Grenfell – une institution vieille de cent cinquante et un ans – a fait de la Deutsche Bank l'un des acteurs décisifs de la City, tout en démultipliant ses capacités d'expansion.

Les liens historiques qui, en Allemagne, unissent les milieux de la finance aux chanceliers éclairent d'un jour particulier l'actuel débat sur l'unification. Dans le mouvement de concentration du capital qui aujourd'hui emporte le monde entier dans sa spirale, le capitalisme financier allemand a le vent en poupe. Du temps où Herman Abs, ami de Konrad Adenauer, était président de la Deutsche Bank, son champ d'action était relativement restreint, dans l'ombre des Etats-Unis. Aujourd'hui, l'ombre persiste, mais le champ s'est considérablement élargi.

Là aussi sont les enjeux de l'unification. Si importante soit-elle, l'union monétaire n'est qu'un des aspects de l'évolution en cours. Récemment, l'écrivain dissident est-allemand Stefan Heym, âgé de quatre-vingts ans, a pu dire qu'*« une Allemagne unifiée serait une Allemagne de Messerschmidt, de Mercedes et de Herrhausen* (7) ». La décennie 90 apportera-t-elle un démenti à ses propos ?

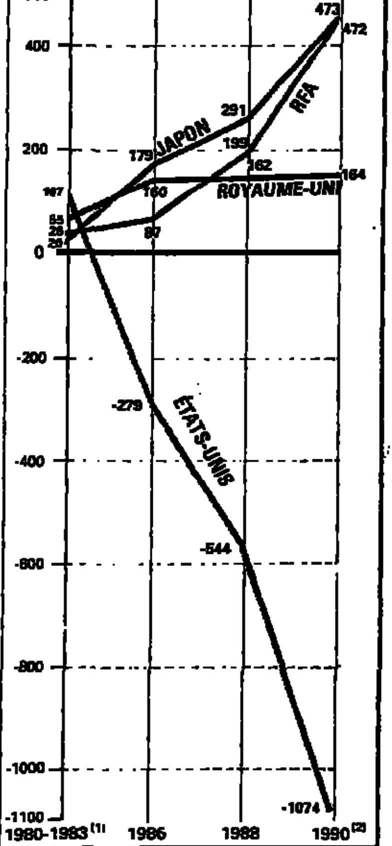
FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE.

(6) L'aéronautique civile et militaire représente (en 1989) 16 % du chiffre d'affaires du groupe Daimler-Benz, le reste se partageant entre les automobiles et camions (69 %) et l'électronique et les services (15 %). Les négociations engagées le mois dernier avec le géant japonais Mitsubishi, de même que les nouveaux projets de coopération avec IFA Kombinat en RDA donnent une idée du dynamisme de la première firme ouest-allemande.

(7) *Financial Times*, 1er décembre 1989.

L'ALLEMAGNE ET LE JAPON AU FAITE DE LA PUISSANCE FINANCIÈRE

(Avoirs extérieurs nets dans les années 80, en milliards de dollars)



(1) Moyenne (2) Estimations
Source : *Bank of England Quaterly*, vol. 29, n° 4, 1989.

Les inquiétants arguments du néopatriotisme g

Par **ANDRÉ GISSELBRECHT** *

LES façons impériales, humiliantes de M. Helmut Kohl, dans la question de l'unification allemande, ont étonné. Certains avaient sans doute oublié que, bien avant l'écroulement du parti-Etat et de l'économie de caserne de la RDA, avait eu lieu ce qu'on appelle la *« Wende »*, le tournant à droite de la RFA avec l'arrivée au pouvoir de la coalition CDU-FDP et de M. Helmut Kohl à la chancellerie.

La droite allemande a alors éprouvé *un besoin de théoriser* la *« question allemande »* ; et on a vu apparaître d'habiles et savants *« conseillers du prince »*, en particulier les historiens Michael Stürmer et Werner Weidenfeld, qui ont d'ailleurs des sympathisants en France. Consulter leurs écrits est d'autant plus instructif qu'on en retrouve la substance dans certains *discours très officiels* de M. Kohl, par exemple dans ses *« rapports sur l'état de la nation »* au Bundestag. Cet effort *théorique, cette prétention* à la scientificité n'existaient pas dans les anciens groupements de droite comme les associations *de réfugiés de l'Est et leur « droit au pays »* (heimatrecht), qui représentent un vieux nationalisme.

Le nouveau nationalisme s'exprime dans une multitude de livres, parmi lesquels se détache, par son sérieux, le recueil d'inspiration diverse édité par Weidenfeld *l'Identité allemande aujourd'hui* (1) ; et dans une floraison de cercles d'études (Weikersheim, Thulé, etc.) venant s'ajouter à la vieille « Fondation Konrad-Adenauer ». Les thèmes de la *« question allemande »*, de la *« conscience allemande »*, de l'*« identité allemande »* ont fait une entrée en force quasi obsédante. A la lumière de quelques citations représentatives, on s'aperçoit que la visée de la CDU-CSU dépasse de loin les préoccupations de tactique électorale qu'on lui prête généralement ; que les dissensions Kohl-Genscher traduisent un clivage idéologique dans ce nouveau nationalisme entre une aile modérée et une aile agressive.

En Allemagne, il est essentiel de *savoir qui est porteur de l'« idée nationale » ;* dans quelles mains tombe-t-elle ? La population est habituée, *depuis 1871*, à ce que ce *soit* dans celles des forces conservatrices, et la social-démocratie doit aujourd'hui *emboîter le pas, en ralentissant.* Or ce qui importait à Bismarck n'était pas la solution « petite allemande », excluant l'Autriche, c'était la « Prusse-Allemagne ». On pourrait dire, *mutatis mutandis*, que ce qui importe à M. Helmut Kohl c'est la « RFA-Allemagne ». Horst Ehmke (SPD) écrivait dès 1979 : *« La confusion linguistique et intellectuelle suscite le danger qu'une nouvelle fois elle* [la question allemande] *tombe dans les mauvaises* [mains]... [dans celles] *d'un nouvel esprit deutsch-national ou pour le moins d'un nationalisme fédéral* [bundesdeutsch] (2). » A l'opposé, Weidenfeld le confirme sans détours en écrivant : *« Qui occupe politiquement le thème de l'identité allemande a fait un grand pas dans la lutte pour le pouvoir. »*

La première démarche de ce courant est de mettre en garde contre toute idée d'un patriotisme fédéral, *« bundesdeutsch »*. Dominante est l'idée que les notions de « nation » et de « question nationale » *ne s'appliquent pas* en premier lieu à la RFA, mais à une Allemagne « d'ensemble », une « Gesamtdeutschland », *plus ou moins* imaginaire.

Quelle est donc la « nation » *dont ils* parlent, parfois confondue avec la nationalité ? Pour éviter que l'on tombe dans la tentation de la *« nation culturelle »* (Kulturnation), on a remis en circuit le terme à peu près intraduisible de *« Staatsvolk »* (peuple d'un Etat unique, en clair RFA-RDA). Dès 1978, les ministres de la culture avaient publié des directives pour l'enseignement de la *« question allemande »* à l'école, où l'on lisait : *« La nation allemande continue à exister comme communauté de langue et de culture, mais aussi comme Staatsvolk qui n'a (pas encore) d'Etat commun. »* On répète par ailleurs que la nation allemande subsiste parce que le Reich (le second) subsiste (la RFA s'en dit l'héritière exclusive), et que le préambule de la Loi fondamentale, qui ne crée cependant pas de réalité politique, la préfigure. Le musée d'histoire de la RFA, en construction à Bonn, est conçu comme devant éveiller la *« conscience nationale »* : en transmettant l'histoire depuis 1945, il doit faire penser à celle de la *« nation divisée »*. Les courants *constituant* le nouveau nationalisme sont ceux qui parlent le plus fort de *« conscience »* et d'*« identité nationale » ;* mais la formation d'une *« identité nationale »* n'est possible complètement et durablement que si est réalisée l'unité nationale.

On s'explique ainsi la dérive, l'orientation à l'Est *(Ostorientierung)* de la politique extérieure de la RFA. A son arrivée au pouvoir, le chancelier Kohl a *pratiqué une sorte* de double langage ; d'un côté on se déclare fidèle aux options de l'« Ostpolitik » et aux « Ostverträge » (*traités à l'Est*) de M. Willy Brandt : deux Etats, une nation ; de l'autre, on s'abstient de désavouer ce qu'on *appelle le groupe* « Casque d'acier » (Stahlhem), emmené par le très revanchard Alfred Dregger (président du groupe parlementaire *CDU*).

Un « nationalisme de libération »

EN vérité, il y a des années que le géant économique s'est placé en position de devenir un géant politique. Selon Michael Stürmer, conseiller de M. Helmut Kohl, et champion du néopatriotisme *allemand, il s'agit de « pousser à des coopérations à l'Est sans semer la méfiance à l'Ouest »*. De s'appuyer, et de tout son poids, sur la CEE pour mener une politique indépendante (le fameux *« cavalier seul »*), une « politique allemande » (Deutschlandpolitik) qui n'ait pas l'air de trahir l'Europe ; de définir le rapport existant entre l'*« ancrage à l'Ouest »* (Westbindung) et le *« dépassement de la division »* par le maintien *« ouvert »* du problème national.

Lisons Werner Weidenfeld : *« La nation redevient la restriction mentale par rapport à l'Europe... Il faut se demander si le renoncement de la politique allemande à une « voie spécifique »* [sonderweg] *allemande* [c'est-à-dire l'ancrage à l'Ouest] *n'est pas qu'une décision provisoire* (3). » Toute la politique actuelle de M. Kohl à l'égard de la RDA et de la Pologne tient dans de telles phrases.

Encore Werner Weidenfeld appartient-il à l'aile modérée. Il y a plus extrémiste, par exemple le faucon Alfred Dregger qui déclare : *« La nation allemande demeure divisée entre Est et Ouest »*, mais ne dit pas clairement quels *territoires* et quelles populations recouvre cette *« nation allemande »*. C'est ce qu'on peut appeler un *« nationalisme de libération »*. Les plus modérés, à droite, sont les « genschéristes ». Ce qui distingue le Parti libéral (et M. Genscher) de M. Helmut Kohl, c'est la clarté sur ce qui doit être unifié : pour les premiers, à coup sûr, *la RDA* et *Berlin*.

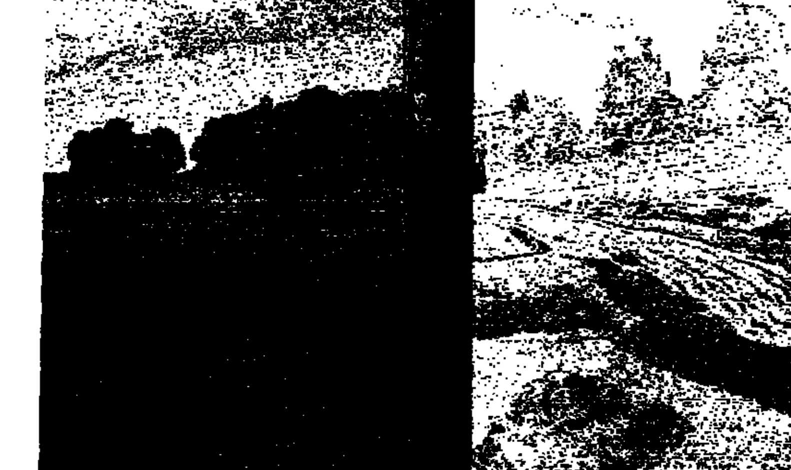
Prenons la distinction – sur laquelle s'accordent MM. Brandt et Modrow (RDA) – entre « unification » et « réunification ». La dernière fois que l'Allemagne fut unie territorialement, ce fut de Colmar (en France) à Koenigsberg (actuelle Kaliningrad, en URSS) ; la RFA et la RDA n'ont jamais formé un seul Etat. L'unification, c'est celle de ces deux Etats souverains, dont le rapprochement n'implique aucune modification territoriale ; la « réunification », ce ne pourrait être que la reconstitution d'un ensemble ayant déjà existé, ce serait créer une nouvelle entité. Le président Walter Scheel avait excellemment formulé le problème dès 1978 : *« La tâche que lègue à nos descendants la Loi fondamentale* – « compléter dans la libre autodétermination l'unité et la liberté de l'Allemagne » – *ne peut être réalisée sous la forme d'une restauration de la période étatique de l'histoire allemande (1870-1945)... Les termes de la Loi fondamentale font apparaître que l'Etat-nation à l'ancienne n'est pas le but de notre recherche de l'unité. »*

Les sociaux-démocrates ont longtemps soutenu ce point de vue, qu'on retrouve encore chez des intellectuels comme Günter Grass. Avec la politique de M. Kohl, on est ramené tout simplement à la *« prétention de représenter tous les Allemands »* (Alleinvertretungsanspruch) d'Adenauer et de ses successeurs. L'aile agressive du *« Befreiungsnationalismus »* (nationalisme de libération) postule que l'édification de la « nation » réclame des bouleversements territoriaux. La longue obstination de M. Kohl concernant la frontière Oder-Neisse l'avait placé, provisoirement du moins, dans ce camp. Or, disait un homme politique polonais en RFA en 1985 : *« Comment peut-on être à la fois européen et ne pas vouloir reconnaître les frontières existantes* (4) ? » On s'accorde pourtant bien à estimer que cela r[...] rait soit à une guerre, soit à troque[...] injustice (l'expulsion des Alleman[...] Sibérie, Poméranie et Mazurie) [...] une autre.

Voilà que l'on reparle aussi cou[...] ment d'*« Allemagne moyenne »* [...] teldeutschland) pour désigner la [...] supposant qu'il existe une Allem[...] *orientale dont on ne sait trop o[...]* s'arrête. Voilà que l'on voit ren[...] sur le thème du *« pays du milieu[...]* de sa *« situation centrale »* (M[...] lage) en Europe, le goût pour la g[...] litique, dont l'un des princi[...] adeptes est Michael Stürmer, en l[...] avec l'engouement (pas toujours [...] cent) pour la *« Mitteleuropa »*.

Michael Stürmer estime qu[...] situation géographique de l'Allem[...] lui insuffle une dynamique [...] *« balance entre une vocation occ[...] tale et une autre centre-européen[...]* La question allemande serait dev[...] la *« question européenne central[...]* laquelle il faut associer les alliés [...] dentaux pour qu'ils la fassent [...] parce que l'Allemagne *« porte le p[...]*

* Professeur à l'université Paris-VIII.



DR

CASPAR DAVID FRIEDRICH. – « Lever de soleil à Neubr[...]
« Un peuple qui a accompli de telles réalisations a le droit qu'on ne lu[...]

PREMIERS EFFETS DE L'UNIFICAT

Pertes d'emploi, menaces

Par **FRANÇOIS BAFOIL** *

AU sentiment d'impuissance devant l'inévitable unification allemande ressenti par de nombreux citoyens de RDA s'est ajoutée, pour certains, l'angoisse de perdre leur travail ou de se voir dépossédés de leur logement et d'autres biens acquis.

Personne ne sait au juste combien de travailleurs ont perdu leur emploi depuis l'automne dernier. Le ministère du travail avance le chiffre de 51 000 (1), des sociologues l'estiment à 80 000 (2), et des statistiques officielles prévoient, pour les prochains mois, près de 500 000, voire 1,5 million (3), chômeurs. Les enquêtes menées sur les personnes qui ont perdu leur emploi (4) nous apprennent ceci : les premières vagues de licenciements ont touché les membres du parti (et de la police politique, la Stasi), ainsi que les organisations sociales ou de jeunesse, mais les suivantes ont surtout affecté les « sans-parti ». Prioritairement, des diplômés, juristes, économistes, sociologues, enseignants plutôt que des ingénieurs ou des techniciens. Agés d'une cinquantaine d'années pour la plupart, il s'agit, pour 48 %, de femmes, soutiens de famille.

Ces licenciements ont eu lieu, souvent, à l'occasion de contrats signés avec des partenaires ouest-allemands dans le cadre de joint-ventures. Exemple : dans une petite ville proche de Cottbus, deux usines ont simultanément licencié, à la suite de pareils contrats, la moitié de leur personnel. D'autres témoignages, dont fait état la presse, évoquent des licenciements de femmes enceintes, de handicapés, de salariés en fin de congé parental.

Les syndicats, naguère si puissants, semblent totalement démunis, pour la simple raison que les derniers règlements en matière de licenciements ont été purement et simplement annulés en 1978 (5). De surcroît, il n'existe, bien souvent, aucune correspondance entre les qualifications des individus licenciés (pour 60 %, des diplômés du supérieur ou des écoles professionnelles) et celles requises par les quelque 200 000 postes offerts pour seulement 8 % à 9 % d'entre eux réclamant ces qualifications. Du coup, le dénuement est grand. La loi ne prévoit que le paiement de 70 % du salaire moyen des douze derniers mois à hauteur de 600 marks, plus une allocation unique de 500 marks (6).

Principal effet de tout cela : inter[...] cation de l'exode vers l'Ouest. A c[...] angoisse est venue s'en ajouter une a[...] concernant l'habitat. De très nomb[...] citoyens de RDA ont vu, depuis la ch[...] du mur de Berlin, arriver à leur porte[...] pénétrer dans leur jardin des indiv[...] venant de l'Ouest équipés qui de comp[...] qui de notes, qui d'appareils photo, t[...] très documentés, et parfois mê[...] accompagnés d'avocats.

Ils affirmaient leur souhait de récupé[...] au plus vite la maison, le terrain, les bi[...] qui furent à eux avant leur fuite, dep[...] 1945, à l'Ouest (7). La désétatisation [...] la propriété en RDA entraîne des imb[...] glios juridiques énormes. Et on imag[...] sans peine l'inquiétude des citoyens [...] l'Est qui se trouvent désormais à la m[...]

Alerte ! Les ancien[...] et récla[...]

Mais le débat se complique singuliè[...] ment lorsque, sur le terrain en questi[...] on a édifié un immeuble. Comment fe[...] t-on pour séparer la nue propriété [...] bâti ? Dans un de ces terrains, par exe[...] ple, on a construit un des plus gran[...] hôtels de Berlin-Est ; dans un autre, [...] ministère des affaires étrangères ; [...] leurs, la tour de télévision, place Alexa[...] dre. Or les anciens propriétaires de c[...] terrains sont bien vivants... et ils réc[...] ment leur bien (9) !

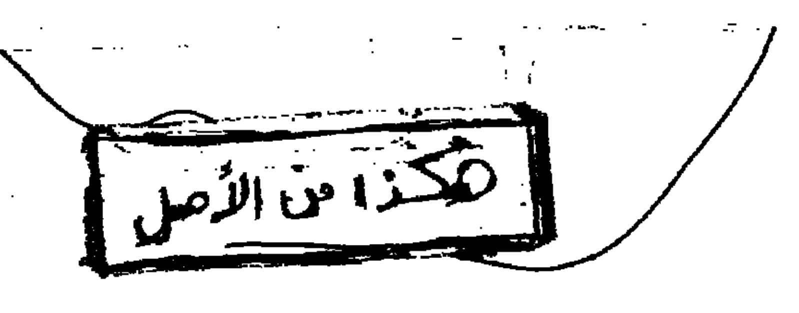
Aucune solution satisfaisante n[...] encore été avancée par les diverses co[...]

* CNRS, université libre de Berlin.

Calendrier des fêtes nationales

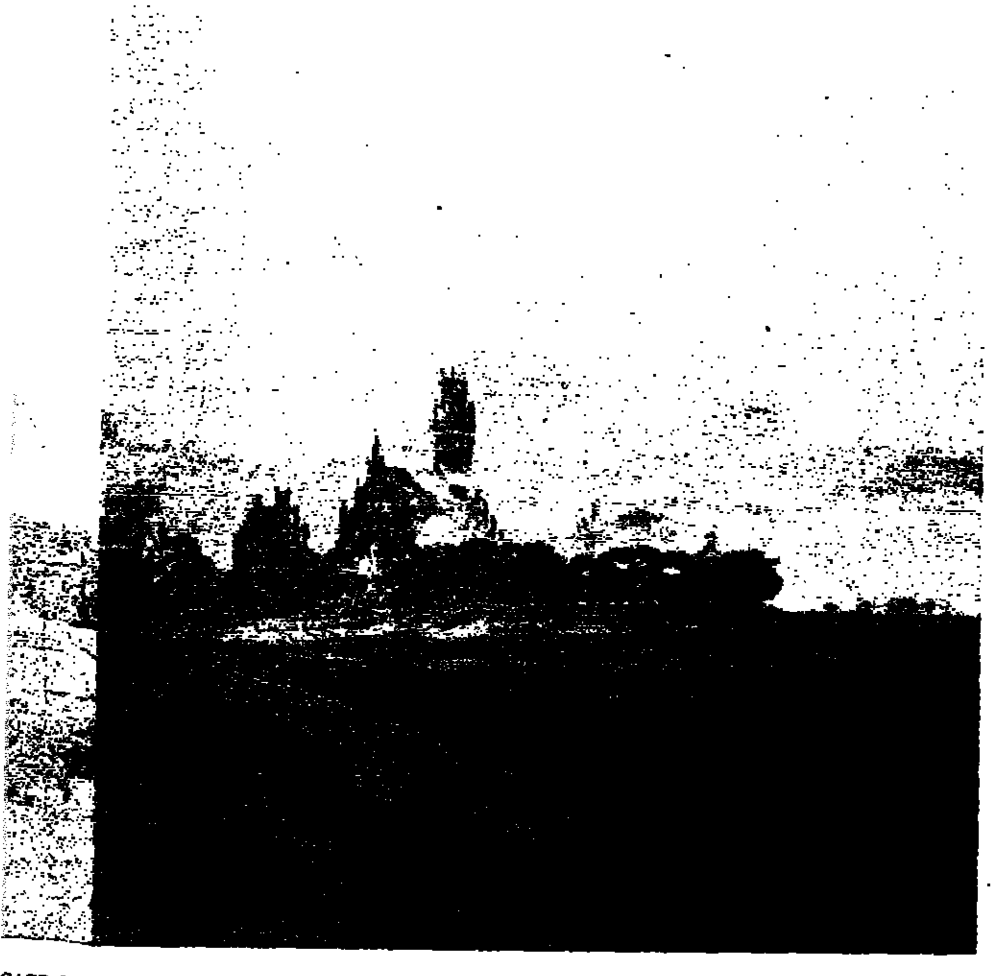
1er-30 avril

4 SÉNÉGAL	Fête de l'indépendance
17 SYRIE	Fête nationale
18 ZIMBABWE	Fête nationale
19 SIERRA-LEONE	Fête nationale
26 TANZANIE	Fête nationale
27 AFGHANISTAN	Ann. de la Révolution
30 PAYS-BAS	Fête nationale



NE TROP PUISSANTE ?

triotisme germanique



CASPAR DAVID FRIEDRICH. – « Lever de soleil à Neubrandenbourg » (1835)
euple qui a accompli de telles réalisations a le droit qu'on ne lui parle plus d'Auschwitz. »

pourtant bien à estimer que cela mènerait soit à une guerre, soit à troquer une injustice (l'expulsion des Allemands de Sibérie, Poméranie et Mazurie) pour une autre.

Voilà que l'on reparle aussi couramment d'« *Allemagne moyenne* » (Mitteldeutschland) pour désigner la RDA, supposant qu'il existe une Allemagne *orientale dont on ne sait trop où elle* s'arrête. Voilà que l'on voit renaître, sur le thème du « *pays du milieu* » et de sa « *situation centrale* » (Mittellage) en Europe, le goût pour la géopolitique, dont l'un des principaux adeptes est Michael Stürmer, en liaison avec l'engouement (pas toujours innocent) pour la « *Mitteleuropa* ».

Michael Stürmer estime que la situation géographique de l'Allemagne lui insuffle une dynamique qui « *balance entre une vocation occidentale et une autre centre-européenne* ». La question allemande serait devenue la « *question européenne centrale* » à laquelle il faut associer les alliés occidentaux pour qu'ils la fassent leur, parce que l'Allemagne « *porte le poids de sa situation centrale* ». Il affirme qu'en RFA cette problématique de la « *position centrale* », symbolisée par Berlin, s'est « *de nouveau emparée des consciences* ». Or le propre de la géopolitique est de soumettre la politique à des contraintes « *objectives* », de nature géographique, qui ne laissent que peu de place à la liberté des *hommes*.

On ne s'étonnera pas que cette vague nationaliste emporte toute velléité de « *surmonter le passé* » nazi, en bref l'antifascisme, qui se voit quasiment interdit. Michael Stürmer parle de la « *mythologie de l'antifascisme* » (5). Nous voilà dans un univers de pensée et d'action qui ignore Hitler, la seconde guerre mondiale et ses résultats. Tout ce courant se plaint que les vainqueurs de 1945 aient imposé leurs valeurs et leur façon d'écrire l'Histoire, dépossédant les Allemands de leur « essence » et de leurs traditions. On est également frappé par une complète insensibilité aux souffrances infligées aux peuples occupés par la Wehrmacht. L'Allemagne qui veut se réunifier, selon M. Kohl, est une Allemagne de bonne conscience, qui avance la tête haute. L'historien Stürmer parle de « *sortir de l'anathème des années 33-45* (6) », formule plus enveloppée que celle de feu Franz-Joseph Strauss : « *Un peuple qui a accompli de telles réalisations a le droit qu'on ne lui parle plus d'Auschwitz.* » Cette « *conscience nationale* »-là et l'antinazisme seraient exclusifs l'un de l'autre.

Reste à expliquer comment des gens parmi « *les meilleurs élèves de la classe européenne* » sont devenus panallemands, pour certains pangermanistes. L'attitude d'une certaine gauche – l'écrivain Martin Walser (7), des ex-gauchistes, ainsi que les très douteux « *nationaux-révolutionnaires* », – montre qu'il ne s'agit pas d'une spécialité de la droite traditionnelle. Il est bien évident que les dirigeants politiques ne pourraient aller de l'avant sans un mouvement d'opinion plus ou moins grandissant d'identification nationale vaste et profond. La succession des générations a joué son rôle. Le besoin est en soi quelque chose de normal, s'il n'est pas confisqué par les nationalistes et leur nation « *non endommagée* ».

Longtemps les citoyens de la RFA ont vécu dans l'« abstinence nationale ». Dans les années 70 s'est produite la « *lassitude de l'Europe* » (Europamüdigkeit), succédant chez certains jeunes au naufrage de l'internationalisme. Werner Weidenfeld constatait aussi que « *l'effet d'attachement de la puissance dirigeante de l'Ouest s'affaiblit* », et que « *personne ne voudrait mourir pour la RFA* ». Et Saül Friedländer observait, à propos du 8 mai 1945 – qui pour M. Helmut Kohl n'a amené que « *la substitution d'une dictature à une autre* » (Bundestag, 1985), – que les Allemands de l'Ouest « *se débarrassent morceau par morceau de la « rééducation » imposée par les Alliés et cherchent à exprimer de façon indépendante leurs sentiments nationaux* ».

La fuite dans la prospérité, dans l'européisme, voire le tiers-mondisme, ne pouvait avoir qu'un temps. Egon Bahr (SPD) avait raison de dire : « *Si vous rencontrez un Allemand qui vous déclare ne pas penser à la question nationale, ne le croyez pas.* »

ANDRÉ GISSELBRECHT.

(1) *Deutsche Identität*, Hanser, 1983.
(2) *Stichworte zur geistigen Situation der Zeit*, Suhrkamp, t. I, p. 65
(3) *Deutsche Identität Heute*, p. 65
(4) Cité par Renate Fritzsch-Bournadel, *l'Allemagne, un enjeu pour l'Europe*, éd. Complexe, 1987, p. 209.
(5) Michael Stürmer : *Deutsche Fragen*, Piper, 1988, p. 78.
(6) *Deutsche Identität Heute*, p. 105.
(7) *Die Zeit*, 8 février 1985.

MIERS EFFETS DE L'UNIFICATION EN RDA

nploi, menaces sur le logement

Principal effet de tout cela : intensification de l'exode vers l'Ouest. A cette angoisse est venue s'en ajouter une autre concernant l'habitat. De très nombreux citoyens de RDA ont vu, depuis la chute du mur de Berlin, arriver à leur porte ou pénétrer dans leur jardin des individus venant de l'Ouest équipés qui de compas, qui de notes, qui d'appareils photo, tous *très documentés*, et parfois même accompagnés d'avocats.

Ils affirmaient leur souhait de récupérer au plus vite la maison, le terrain, les biens qui furent à eux avant leur fuite, depuis 1945, à l'Ouest (7). La *désétatisation* de la propriété en RDA entraîne des *imbroglios juridiques énormes. Et on imagine* sans peine l'inquiétude des citoyens de l'Est qui se trouvent *désormais à la merci d'une augmentation de loyer décidée par* le nouveau-ancien propriétaire.

Cette incertitude est d'autant plus grande *que personne ne sait au juste* combien de citoyens de RFA peuvent se prévaloir de *pareils droits. Certaines* sources ouest-allemandes avancent le chiffre de 500 000 individus ayant laissé en RDA des biens dont ils possèdent les titres de propriété (8).

Une telle situation ne manque pas de soulever des problèmes juridiques considérables. Celui qui, de l'Ouest, veut récupérer son appartement ou son terrain nu doit prouver qu'il n'a reçu aucune indemnité au titre des réparations versées par Bonn à tout ex-citoyen de RDA lésé dans ses biens lors de son départ.

Alerte ! Les anciens propriétaires reviennent et *réclament* leur bien

Mais le débat se complique *singulièrement* lorsque, sur le terrain en question, on a édifié un *immeuble*. Comment fera-t-on pour séparer la nue propriété du bâti ? Dans un de ces terrains, par exemple, on a construit un des plus grands hôtels de Berlin-Est ; dans un autre, le ministère des affaires étrangères ; ailleurs, la tour de télévision, place Alexandre. Or les anciens propriétaires de ces terrains sont bien vivants... et ils réclament leur bien (9) !

Aucune solution satisfaisante n'a encore été avancée par les diverses commissions de conciliation (10). Les avocats de RFA, qui voient l'occasion de réaliser de bonnes affaires, et les associations de locataires de RDA qui commencent à se constituer attendent que *le gouvernement* issu des élections du 18 mars prenne des mesures.

Une chose est certaine : à moins que l'Etat (unifié) ne se décide à payer, il y a là une source de conflits très grave pour la future cohésion sociale interallemande. Chacun convient que ni l'angoisse d'un côté *ni l'agressivité* de l'autre ne sont de *nature* à faciliter la cohabitation des citoyens sous un même toit.

Mais il y a plus grave ; à l'extérieur de cette future « Grande Allemagne », d'autres revendications commencent à être formulées, mais cette fois à propos des « *territoires sous administration polonaise* », des terres de la riche Silésie, de la Poméranie et même encore des Mazuries... Les angoisses des citoyens de RDA seront-elles bientôt partagées par d'autres voisins, à commencer par les Polonais ?

FRANÇOIS BAFOIL.

(1) *Neue Zeit*, 2 février 1990.
(2) *Tribüne*, 24 janvier 1990.
(3) *Berliner Morgen Post*, 3 février 1990. *Neues Deutschland*, 15 février 1990
(4) Il s'agit des recherches menées par le sociologue Klaus Grehn : « Problemestudie zur Entwicklung der Arbeitslosigkeit in der DDR » (*document non encore publié*).
(5) Heinz Vortmann, « La sécurité sociale en RDA » *in Revue d'études comparatives Est-Ouest*, numéro spécial consacré à la RDA de Honecker, 1971-1979, vol. XX, 1989, n° 4.
(6) *Neues Deutschland*, 9 février 1990, p. 6.
(7) *Die Zeit*, n° 9, 23 février 1990, p. 4.
(8) *Die Zeit*, n° 8, 16 février 1990, p. 24.
(9) *Der Spiegel*, 12 février 1990, pp. 108-110.
(10) M. Hans Modrow s'est contenté d'affirmer lors de la table ronde du 17 février qu'il n'y aurait aucune restitution des biens d'avant 1961 (*Der Tagesspiegel*, 18 février, p. 6).

« QUAND L'ALLEMAGNE PENSAIT LE MONDE »,
de Michel Korinman

La géopolitique et l'expansionnisme

Par JEAN-MICHEL PALMIER *

L'OUVERTURE du mur de Berlin, les discussions *sur la garantie juridique* internationale de la *frontière* Oder-Neisse ont redonné une actualité aux concepts d'une discipline pendant longtemps proscrite, la *géopolitique*. Dans la préface à la remarquable étude de Michel Korinman (1), dont le sous-titre « Grandeur et *décadence* d'une *géopolitique* » *résume* l'objet même du livre, Yves Lacoste rappelle avec raison à quel point la géographie allemande fut un milieu mouvant. Alors que les frontières françaises étaient solidement établies, celles de l'Allemagne, par suite de la poussée expansionniste de la Prusse, n'eurent pendant longtemps aucun contour définitif. Et si ce concept de géopolitique, discrédité par l'usage qu'en fit le national-socialisme, est aujourd'hui banni du vocabulaire, comment oublier que c'est justement en Allemagne qu'il naquit.

L'Allemagne, *« pays des poètes et des penseurs »*, fut aussi, plus curieusement, le pays des géographes et des professeurs de géographie, discipline qui fascinait Kant et dont Alexandre von Humboldt, frère du fondateur de l'université de Berlin, demeure le grand représentant. Cette génération de géographes qui parcoururent et explorèrent la terre entière permit à l'Allemagne de *« penser le monde »*. Les savants allemands (Büschning, Humboldt, Ritter et surtout Ratzel et Hausdorfer) ont non seulement contribué à l'enrichissement de la géographie puis de la géopolitique comme disciplines universitaires dans la Prusse du dix-neuvième siècle, mais aussi forgé l'idéologie de l'unification nationale, et parfois du pangermanisme.

C'EST dans l'analyse minutieuse de ces rapports, tantôt distants, tantôt étroitement imbriqués, de la géographie universitaire et de l'expansionnisme allemand, des intérêts théoriques et des objectifs militaires, que le livre de Michel Korinman est passionnant. Michel Korinman nous fait découvrir pas à pas, à travers des organes comme la *Revue de géopolitique*, les théories de ces professeurs, de ces géographes, de ces explorateurs qui, tout en édifiant une œuvre scientifique, cherchaient pour l'Allemagne des possessions outre-mer et conseillaient l'installation de bases militaires en Chine.

A l'image habituelle d'une Allemagne démunie d'empire colonial, il substitue *celle, infiniment plus nuancée, de la diversité des implantations* allemandes à travers le monde, soulignant la fonction d'agence de renseignements que jouèrent *les grandes firmes commerciales. La remarquable série de cartes de géo*graphie anciennes qui illustrent son volume montre l'importance de la présence *allemande à travers le monde, avant 1914, et permet de comprendre les interrogations* politiques actuelles. Anéantie comme science, comme la Prusse fut *abolie par décret, la géopolitique, en Allemagne, ressemble à ces volcans* éteints dont on n'est jamais sûr qu'ils ne se réveilleront pas.

* Auteur de *Weimar en exil*, Payot, Paris, 1987.

(1) Michel Korinman, *Quand l'Allemagne pensait le monde*, Fayard, Paris, 412 pages, 170 F.

« REQUIEM POUR LES RÉVOLUTIONS »,
de Paul-Marie de La Gorce

La plus grave des fractures

Par GILLES PERRAULT *

PRODIGIEUX bilan que dresse Paul-Marie de La Gorce dans un livre (1) qui procure tous les vertiges de l'Histoire : un homme de soixante ans aura vu s'écrouler en 1940 le vieil ordre européen, finir deux décennies plus tard des empires coloniaux parfois pluriséculaires ; il assiste aujourd'hui, stupéfait, à l'écroulement d'un communisme dont beaucoup croyaient, il y a peu, qu'il avait vocation à conquérir le monde.

Avec précision et clarté, sans parti pris réducteur, respectueux des espérances investies dans l'utopie et des sacrifices inouïs consentis pour la réaliser, l'auteur retrace la *résistible* ascension du camp communiste depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à son implosion finale. Pour lui, la fracture décisive fut le divorce sino-soviétique. La nation l'emportait sur l'idéologie. Les avancées les plus spectaculaires de l'influence soviétique butèrent à la fin sur la même réalité : *« Partout les conditions nationales et régionales ont prévalu et décidé de l'évolution des régimes. » « De Gaulle avait raison »*, écrit l'auteur. Comment ne pas le croire quand l'Europe elle-même reprend le visage qu'elle offrait naguère au jeune et long officier guerroyant sous les murs de Varsovie ? Mais, plutôt qu'à la mort d'un communisme imposé partout (Staline confiait en 1944 à Churchill qu'il allait à la Pologne *« comme la charrue à une vache »*), *réalisé* nulle part, n'est-ce pas à la liquidation des séquelles de la seconde guerre mondiale que nous assistons aujourd'hui ?

Le capitalisme a-t-il gagné ? L'auteur, non sans cruauté, rappelle les funestes pronostics émis de décennie en décennie par les docteurs marxistes : la crise finale était toujours pour demain. Le capitalisme a mieux que survécu, mais que signifie sa victoire ? *« Les cruelles séquelles de la crise dans les pays industriels et le gouffre effrayant, sans cesse élargi, entre Etats riches et peuples pauvres interdit au moins que l'on dise que c'est une victoire du paradis sur l'enfer. »* L'un des chapitres les plus accablants d'un livre qui n'est pas précisément porté par les ailes de l'espérance concerne le tiers-monde, dont toutes les révolutions, *sans exception, ont abouti à l'échec politique et au désastre économique.* Pouvaient-elles réussir ? L'auteur instruit avec rigueur le procès d'un système *économique mondial qui, avec la dégradation accélérée des termes de* l'échange, condamne le tiers-monde à s'enfoncer dans la pénurie, la misère, *voire la famine.*

MORT du communisme, échec des socialismes dans la mesure où ils se sont partout soumis à la loi du marché, pérennité, envers et contre tout, du capitalisme : tel est le bilan établi par Paul-Marie de La Gorce pour notre fin de siècle. Alors que philosophes, économistes et politiques ont si longtemps disserté sur les modalités du passage du capitalisme au socialisme, c'est le chemin inverse qui est aujourd'hui à l'ordre du jour.

En conclusion de son livre vif et profond, à l'écart de tout esprit partisan, l'auteur esquisse les nouvelles et périlleuses lignes de fracture qui apparaissent, et notamment *« la plus grave de toutes »* : celle qui sépare les privilégiés de la planète des multitudes dont la condition empire d'année en année. Si rien n'est fait pour y remédier, ceux qui annoncent la fin de l'Histoire risquent de se voir infliger un sévère démenti car l'Histoire est aussi la lutte toujours recommencée des hommes contre l'injustice imposée comme destin.

Requiem pour les révolutions ? Pourquoi pas, si l'on se souvient que requiem signifie repos, dont rien n'assure qu'il soit éternel...

* Ecrivain.

(1) Paul-Marie de La Gorce, *Requiem pour les révolutions*, Flammarion, 1990, 249 pages, 89 F.

NOUVEAU TOURNANT DE LA

Une perestroïka de « deuxième type »

RENFORCÉ par ses nouvelles prérogatives, M. Gorbatchev tente, par un mélange de promesses et de menaces, de venir à bout de la sécession lituanienne qui menace de s'étendre à d'autres Républiques. Sa tâche est compliquée par le désarroi qui frappe le Parti communiste. Depuis l'abrogation de l'article 6 de la Constitution, le paysage politique est en pleine mutation. Et il faut s'attendre à ce que les réformes radicales de l'économie annoncées pour l'été entraînent de graves désordres sociaux.

Par JEAN-MARIE CHAUVIER *

« Ne pas reconnaître aujourd'hui la crise de l'idéologie communiste, c'est se mettre la tête dans le sable. »

Pravda, 3 mars 1990.

La nouvelle réforme économique prévoit, dès cet été, un train à grande vitesse de *privatisations, de bouleversements* dans les systèmes de prix, bancaire et monétaire. La convertibilité du rouble se ferait en coopération étroite avec les grandes institutions financières mondiales. Cette réforme radicale *bis* est inspirée par des économistes « radicaux » : MM. Leonid Abalkine, vice-premier ministre, et Nikolaï Petrakov, conseiller économique personnel de M. Gorbatchev. Les bases juridiques viennent d'en être jetées avec le vote des lois sur la terre (droit à la jouissance privée et à l'héritage) et sur la *pluralité des formes de propriété* (y compris privée) des moyens de production.

Le nouveau système présidentiel soviétique risque donc de subir de fortes tensions sociales (41 millions de pauvres au *moins supporteront difficilement* les hausses de prix) et nationales (déséquilibres accrus entre *régions riches* du nord-ouest et pauvres du sud-est de l'URSS). C'est dire que le dialogue sera plus difficile avec les peuples turco-musulmans et russes des zones défavorisées qu'avec les Baltes et *autres ressortissants des régions* les plus développées. Même si c'est avec ces dernières – à commencer par la Lituanie sécessioniste – que la « refonte de l'URSS » est la plus problématique en ce moment.

Le tournant politique s'annonce le *plus crucial* : M. Gorbatchev doit, pour imposer la nouvelle vague de réformes, exercer réellement... *le pouvoir. Et* comment faire, alors que le Parti communiste, sa « colonne vertébrale », est *dessaisi* de son monopole (1) et menacé de scission ? L'institution sacrée par excellence, « le » parti de la perestroïka (*après avoir été, successivement, celui* de la révolution, de la terreur stalinienne, de la victoire sur le nazisme, de *la déstalinisation puis de la « normalisation »* brejnévienne), n'échappe même plus à la dérision publique.

Un micro-trottoir de la très officielle *télévision* pose la question : *« Etes-vous prêt à lier votre vie au PCUS ? »* Rires, perplexité, haussements d'épaules, professions de foi, ou d'amertume... Sur le petit écran, suivi par des dizaines de millions de téléspectateurs, on débat de la *« cruauté du système »*, de la *« dictature du parti unique »* et... des possibilités (ou des certitudes) de scission du PC.

Désarroi du parti

NOUS avons vu, le 7 novembre 1989, des drapeaux rouges brûlés à Tbilissi (Géorgie), des calicots *« A bas le PCUS ! »* dans les manifestations de février 1990 à Moscou ; et on a souvent entendu de virulents propos anticommunistes au cours de certains meetings électoraux... Depuis fin février, ce sont les médias les plus influents qui expriment ce nouvel état d'esprit. Et le PCUS lui-même se prépare au grand tournant.

A l'Ecole supérieure du parti de Moscou, un ex-dissident victime de la répression sous Brejnev vient exposer aux cadres le programme du futur *« parti socialiste »*. La discussion révèle que les communistes de la capitale sont en quête d'une nouvelle identité ou... d'une porte de sortie.

Mais qui croit encore en l'*« avenir communiste »* qui a fait vibrer des *générations* ? Un sondage publié dans la *Pravda* répond : 2,3 % des non-communistes, et... 4,8 % des membres du parti (2).

Les effondrements en cascade des *« partis frères »* en Europe de l'Est ont frappé les esprits. Le PC soviétique, M. Gorbatchev en tête, aurait-il pour autant choisi de se faire hara-kiri ?

Depuis longtemps déjà, au cours des années Brejnev, l'économie, la société et la vie intellectuelle échappaient au pouvoir prétendument « absolu » du parti. Celui-ci n'était épargné ni par les métastases des marchés parallèles ni par les forces centrifuges des lobbies, « clans » semi-féodaux et autres « mafias » régionales. Sans parler des *nationalismes. L'ère Gorbatchev*, commencée en 1985, a rehaussé, dans un premier temps, le prestige du PC : n'était-il pas l'« initiateur de la perestroïka » ? Sans doute. Mais sous la pression d'une crise, de pesantes erreurs, de tragédies et d'une mauvaise conscience que le parti lui-même, *entraîné* par l'*intelligentsia*, étale désormais au grand jour. Devant un tel spectacle d'autoflagellation, l'on aurait dit, sous d'autres cieux : *« Le pouvoir scie la branche sur laquelle il est assis. »* L'effet boomerang ne cesse de s'amplifier : défaites électorales de l'appareil (printemps 1989 et 1990) ; *naissance* d'une opposition parlementaire (au Congrès des députés) et extra-institutionnelle (les mouvements *« informels »*) ; déferlement des nationalismes auxquels les PC se rallient *plus ou moins* (*Lituanie, Estonie, Lettonie*), ou devant lesquels ils cèdent (Transcaucasie).

Le parti, du moins ses forces rénovatrices, est moins ébranlé dans les Républiques slaves (Russie, Ukraine, Biélorussie) *lors des élections* locales de mars 1990 ; ses candidats résistent assez bien à la poussée nationaliste en Ukraine et en Biélorussie, et même certains membres de l'appareil conservent des positions solides en Russie (3). *Il* peut encore bénéficier du désarroi, du manque de programmes de rechange, ou alors, des retombées de l'*initiative* historique qui n'est plus vraiment celle du parti, mais bien celle de M. Gorbatchev. *Le « secrétaire général », en* effet, las de constater que le parti est à la traîne, décide qu'il est enfin temps, *pour le « président »*, de s'affranchir de sa pesante tutelle.

C'est ainsi que le tournant, encore jugé improbable ou *« prématuré »* fin 1989 (4) devient une réalité dans les semaines qui suivent avec le changement de régime politique de l'*URSS*. Cela signifie, simultanément, renoncement du parti à son rôle dirigeant (dès *le plénum de février*) (5), *changement* de l'article 6 de la Constitution qui consacrait ce rôle et instauration par le *Congrès des députés d'un régime présidentiel* sur mesure pour M. Gorbatchev.

Une vague prolétarienne

LA hâte et la portée des bouleversements institutionnels ne prennent tout leur sens qu'en tenant compte de la véritable crise de pouvoir qu'implique le déclin du PC. En effet, le parti *n'est pas un parti comme les autres*, c'est un parti-Etat, la colonne vertébrale, la grande force intégratrice et transnationale du pays. Une fois cette force désintégrée, il ne resterait comme armature de *l'Etat soviétique* que l'armée... A moins de gouverner par les chars, ou d'être président dans le vide, il reste donc à M. Gorbatchev la tâche de... construire un autre type d'Etat.

Avec un parti affaibli et divisé, un Parlement encore faible, un pluripartisme balbutiant, un « Etat de droit » à peine ébauché, les risques sont évidents de vide politique et de dérive autoritaire.

Dans ce contexte, il faut éviter les analogies hâtives avec l'Europe centrale. Il n'y a pas en Union soviétique, comme en RDA, de risque d'*« Anschluss »* par un Etat voisin, ni d'opposition structurée de longue date comme en Pologne, ni de nouvelle classe dirigeante préparée par deux décennies de *libéralisation comme en Hongrie*. Le parti-Etat soviétique incarne, depuis 1917, la tradition étatique russe. Seules, à cet égard, les Républiques baltes semblent capables de prendre la relève chez elles. Sans doute aussi l'Arménie, peut-être l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

Le déclin du Parti communiste et de son idéologie ne signifie pas, du reste, la fin de la logique étatiste. Celle-ci exploite déjà les occasions que lui fournit l'*existence d'une sorte de « capital bureaucratique* (6) ». On peut parfaitement imaginer, à terme, qu'une partie de la nomenklatura communiste (et pas seulement ses enfants) se recycle pour devenir une bourgeoisie d'affaires – comme c'est déjà le cas en Pologne et en Hongrie.

Les forces du socialisme d'Etat se réorganisent. Elles ne sont pas réductibles au conservatisme de M. Ligatchev et à la *fameuse lettre-manifeste* de Mme Nina Andreeva au printemps 1988 (7). Une deuxième *vague, « prolétarienne »*, est née en 1989 avec le « Front uni des travailleurs ». Et celui-ci semble avoir l'*écoute attentive du très* remuant leader du parti de Leningrad, M. Boris Gidaspov. Le nouvel objectif de ces forces, c'est la *reconstitution* d'un « parti communiste de Russie » (54 % des effectifs du PCUS) *tiré des oubliettes où on* l'avait laissé en 1925 (8).

M. Boris Eltsine et ses amis « radicaux » sont *également attentifs* à jouer la carte russe. Mais leur *« plate-forme démocratique »*, au sein du PCUS, *dévoile* leur intention de créer une nouvelle formation politique au cas où M. Mikhaïl Gorbatchev *ne serait pas* assez « radical » lors du prochain congrès du parti, le vingt-huitième, convoqué pour le *2 juillet 1990*.

Ce que recouvre ce « radicalisme », hormis l'impatience, n'est pas toujours évident. Les aspirations *démocratiques* y voisinent avec la surenchère libérale ou... populiste. L'un des grands débats *de la campagne électorale* russe portait sur la question de savoir s'il fallait ou non généraliser le rationnement par *mesure de justice sociale*. Des leaders réformateurs très sensibles au sort des pauvres, tel le député *Ilya Zaslavski*, prônaient l'autogestion municipale du rationnement. Thèse vivement contestée par ceux qui, dans le camp réformateur, se définissent comme *« conservateurs au sens américain »* (9).

Quoi qu'il en soit, la géographie politique de l'URSS se trouve en pleine mutation. C'est dans le cadre d'un régime déjà transformé par la *nouvelle* fonction présidentielle et le pluralisme que le Parti communiste, en quête d'un *« rôle d'avant-garde »*, tiendra son prochain congrès. Du PCUS tel qu'on le connaît depuis des décennies, ce sera sans doute le dernier.

* Auteur de *l'URSS : une société en mouvement*, éditions de l'Aube, la Tour-d'Aigues, 1988.

(1) *Cf. Pravda*, 13 février 1990, « Pour un socialisme humain et démocratique », plate-forme du comité central du PCUS pour le vingt-huitième congrès du Parti ; et *le Monde*, 14 février 1990. Le régime présidentiel, le multipartisme et la propriété privée ont été approuvés par une large majorité du congrès, *cf. le Monde*, 15 mars 1990.

(2) *Pravda*, 3 mars 1990. L'organe central du parti conclut : *« Ne pas reconnaître aujourd'hui la crise de l'idéologie communiste, c'est se mettre la tête dans le sable. »*

(3) Des taux d'abstention importants indiquent une baisse du tonus politique des populations slaves par rapport aux élections de l'an dernier. Cela étant, les regroupements démocratiques emportent des majorités confortables à Moscou, Leningrad, Kiev et Sverdlovsk alors que les candidats de l'appareil du *parti sortent* gagnants du scrutin *dans* de nombreuses villes de province.

(4) *Cf.* Bernard Frédérick, « L'heure de tous les dangers pour M. Gorbatchev », *le Monde diplomatique*, février 1990.

(5) *Cf. Pravda*, 13 février 1990.

(6) *Cf.* M. Simonia : « L'Etat, la coopération, le capital bureaucratique », *dans Moskovskie Novosti*, nº 9, 4 mars 1990.

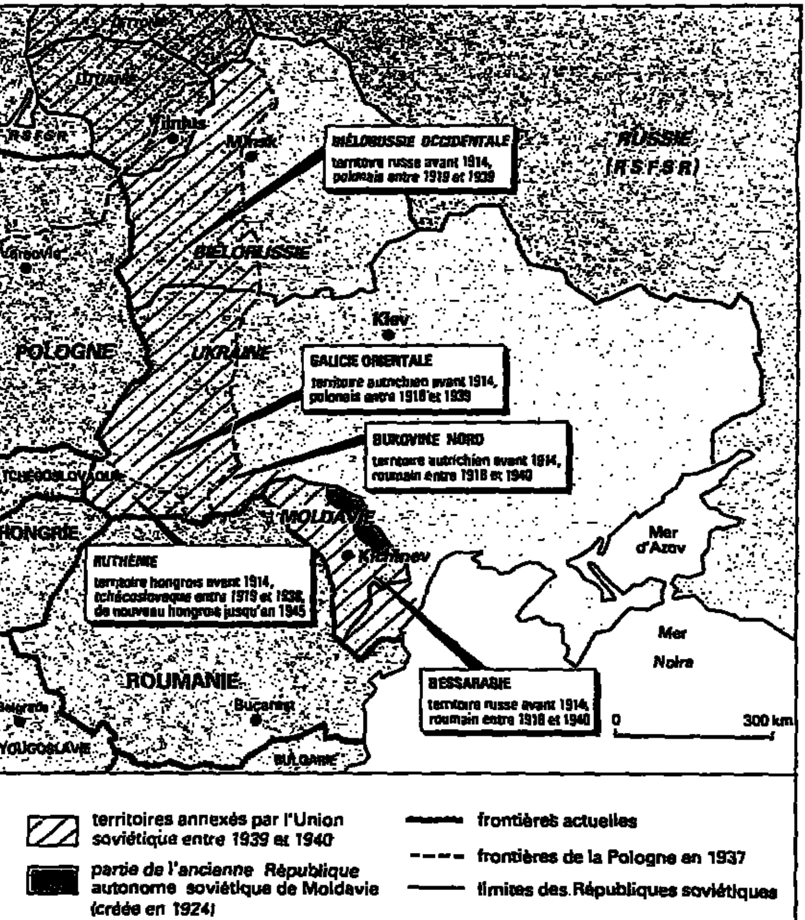
(7) Textes en français sur l'« affaire Andreeva », dans *la Revue nouvelle*, Bruxelles, septembre 1988. *Cf.* également Jean-Marie Chauvier, *URSS : une société en mouvement*, éditions de l'Aube, la Tour-d'Aigues, 1988.

(8) Sur le meeting de Leningrad, le 12 novembre, *cf. Argumenty i fakty*, nº 48, 1989. Le quatorzième congrès du PCUS avait *renoncé* à *maintenir un parti russe*, étant donné le poids excessif des Russes dans *le* pays et *le* parti. La reconstitution du PC russe devrait intervenir lors d'une conférence à tenir avant le vingt-huitième congrès du PCUS.

(9) *Cf. Izvestia*, 16 février et 1er mars 1990 et *Sovietskaïa Torgovlia*, nº 4, 1990.

Trois Républiques européennes

Territoires contestés durant des siècles**, **l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie sont les marches européennes de l'Union soviétique. Leurs frontières actuelles n'ont été fixées qu'au lendemain de la seconde guerre** **mondiale et pourraient susciter des contestations de la part de la Pologne**, **de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie ou de la Roumanie. Bien plus que chez les Baltes ou en Asie centrale (lire** ***le Monde diplomatique, **mars 1990) l'affirmation dans ces trois Républiques de** ***mouvements autonomistes***, **voire indépendantistes, pose la question de l'avenir même de l'Union soviétique.**



cartographie : Philippe Rekacewicz

UKRAINE

◆ Fondé au dixième siècle, l'Etat de Kiev a duré *jusqu'à l'invasion tatare en 1240 : c'est de lui que se* réclameront les nationalistes ukrainiens. Enjeu des affrontements entre puissances européennes jusqu'au dix-huitième siècle, la partie orientale de l'Ukraine fut alors intégrée à l'empire tsariste. Une des quatre Répu*bliques fondatrices de l'URSS, elle connut un mouve*ment d'ukrainisation qui ne survécut pas à la collectivisation de la fin des années 20. Une lutte *indépendantiste armée s'y développe pendant* la seconde guerre mondiale et persista jusqu'au début des années 50.

◆ *Le territoire s'étend aujourd'hui sur* 604 000 kilomètres carrés – contre 445 000 avant 1939. L'Ukraine a *incorporé* depuis la guerre : la Ruthénie, le sud de la Bessarabie, ainsi que la Galicie orientale, et, en 1954, la Crimée. Elle compte près de 52 millions d'*habitants, dont 72 % d'Ukrainiens, 22 %* de Russes, 1,3 % de juifs, ainsi que des Biélorusses, des Polonais, des Moldaves, des Bulgares et des Hongrois. Les Ukrainiens sont *soit orthodoxes, soit catholi*ques uniates (lire *le Monde diplomatique*, mars 1990).

◆ La République est riche. Elle fournit un sixième du *produit national brut de l'URSS : 40 % de l'acier*, 60 % du fer, 20 % des céréales. Elle a été, comme la Biélorussie, très affectée par la catastrophe de Tcher*nobyl. Revenu par habitant* : 1 896 *roubles (moyenne* nationale : 2 084).

◆ Un mouvement de rénovation politique et natio*nal intitulé Roukh a tenu son congrès en septembre* 1989 et obtenu de bons résultats aux élections de *mars 1990, surtout en Ukraine occidentale et à Kiev. Il* regroupe différentes tendances, des indépendantistes aux partisans d'un nouveau type de rapport à l'inté*rieur de l'URSS.*

BIÉLORUSSIE

◆ Ou Russie blanche, elle a fait partie du duché de *Kiev jusqu'au onzième siècle*. Elle est *un terrain de* lutte entre la puissance polono-lituanienne et la Russie durant des siècles. Lors du deuxième partage de la Pologne en 1772, la partie orientale de la Biélorussie est intégrée à l'empire tsariste. Cette frontière sera *celle de l'URSS à l'issue de la guerre de* 1914-1918. Après la seconde guerre mondiale, sa partie occidentale est intégrée au territoire soviétique. Comme l'Ukraine, *la République soviétique de Biélorussie siège* aux Nations unies.

◆ Sur 208 000 kilomètres carrés, elle englobe une population de 10,2 millions d'habitants dont 79 % de Biélorusses, 13,1 % de Russes, 4,2 % de Polonais et 1,4 % de juifs.

◆ Pauvre en matières premières (sauf les sels potassiques, sels gemmes et tourbe), la République vit surtout de l'agriculture et de l'élevage – mais 18 % *des terres ont été affectées par la catastrophe de* Tchernobyl. Industries de transformation (agro-alimentaire, textile, construction mécanique – tracteurs, *machines-outils* – *électronique*). *Revenu* par habitant : 2 355 roubles.

◆ Le Front populaire dispose d'une influence dans *les villes et parmi les intellectuels. Il a remporté un* tiers des sièges aux élections de mars.

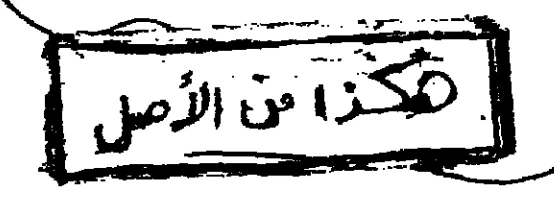
MOLDAVIE

◆ Le premier Etat moldave remonte au quatorzième siècle. Le *territoire passe ensuite sous contrôle otto*man. L'influence russe est grandissante à partir du dix-huitième siècle, et la *Moldavie* est annexée, au dix-neuvième siècle, par le tsar puis occupée par la Roumanie en 1918. Seule la rive gauche du Dniestr reste *soviétique*, et devient *République* autonome moldave en octobre 1924. Ce territoire, amputé en partie, et une partie de la Bessarabie roumaine annexée par l'URSS *en 1940 sont transformés en République* soviétique moldave.

◆ La République s'étend sur 34 000 kilomètres carrés et compte 4,4 millions d'habitants, dont 64 % de Moldaves, 13,8 % d'Ukrainiens, 12,9 % de Russes, 3,5 % de Gagaouzes (turcophones chrétiens orthodoxes) et 2 % de juifs.

◆ La région est essentiellement agricole (céréales, fruits et légumes), célèbre par ses vignobles. Elle reste *peu industrialisée. Revenu par habitant* : 1 709 roubles.

◆ Un Front populaire *s'est créé durant l'été 1989*, et certaines de ses composantes se réclament de l'irrédentisme roumain. Le 31 août dernier, la langue moldave (c'est-à-dire le roumain), dans sa graphie latine, a *été reconnue, avec la russe, comme langue officielle*, malgré la forte opposition des minorités russophones. De violents incidents ont mis aux prises des manifestants aux forces de l'ordre le 10 novembre 1989, et le secrétaire du PC moldave a dû démissionner. Les *Gagaouzes revendiquent* la *création* d'une République autonome.



RÉFORME EN UNION SOVIÉTIQUE

Dans le labyrinthe des mouvements politiques

Là où il n'y avait, hier encore, qu'un désert autour d'un parti unique, omniprésent et omnipotent, on trouve aujourd'hui une véritable jungle d'associations, de mouvements, de groupes, de forces politiques, où il est difficile de se retrouver. Voici, toutefois, quelques repères.

LES FORCES RÉFORMATRICES

GORBATCHÉVIENS

Programme : pour un socialisme humain et démocratique.

Personnalités : MM. Mikhaïl Gorbatchev, Alexandre Iakovlev, Andreï Gratchev, Léonid Abalkine, Nikolaï Petrakov, Abel Aganbegian, Fedor Bourlatski, Alexandre Bovine, Vitali Korotitch.

(C'est le groupe dirigeant réformateur au sein du Parti communiste.)

PLATE-FORME DÉMOCRATIQUE

Programme : radicalisation des réformes ; démocratisation du PCUS ; renoncement au marxisme-léninisme ; fondation d'un nouveau parti.

Personnalités : MM. Boris Eltsine, Youri Afanassiev, Anatoli Sobtchak.

(C'est une « tendance » au sein du PCUS ; formée en janvier 1990, à l'initiative des clubs de « communistes démocrates ».)

RADICAUX-RÉFORMATEURS (groupe interrégional du Congrès des députés du peuple)

Programme : marché, démocratie parlementaire, nouvelle politique sociale ; pour une démocratisation à l'occidentale.

(« Occidentalistes ».)

Personnalités : les économistes Gavril Popov et Nikolaï Chmeliov (aux thèses les plus libérales) ; Mme Tatiana Zaslavskaïa (stratégie sociale de la perestroïka). M. Andreï Sakharov était membre de ce groupe.

(Ils constituent la Tribune de Moscou, lieu de rencontres-débats des diverses tendances démocratiques. Ce groupe comprend un courant plutôt libéral, et un autre plutôt social-démocrate.)

RÉFORMATEURS AUTORITAIRES

Programme : pour une « main de fer » (de fait : une dictature de M. Gorbatchev) afin de « muscler » la transition libérale.

Personnalités : MM. Igor Kliamkine et Andronik Migranian.

(Ils ont peu de partisans, leur point de vue est influent au sein de la technocratie pro-occidentale. Le « modèle sud-coréen » est parfois invoqué.)

MOUVEMENTS DÉMOCRATIQUES INFORMELS

Programme : démocratie, autogestion, écologie, marché, droit des peuples à l'autodétermination.

En font partie : les fronts populaires de Moscou, Leningrad, Iaroslav, Tcheliabinsk, de l'Oural, etc.

(Ces mouvements se rencontrent tous les trimestres au sein de l'Association interrégionale des organisations et mouvements démocratiques (MADO.)

VERTS

Programme : priorité à l'écologie. Soutien aux réformes mais aussi aux nationalismes traditionalistes, en Russie comme dans d'autres Républiques.

Membres influents dans les fronts populaires. Parmi les nombreuses organisations « vertes » : l'Union écologique, l'Union social-écologique, la Société pansoviétique d'écologie, les comités de sauvetage de la Volga, l'Epicentre (Leningrad), les partis verts d'Arménie et des Républiques baltes, le Mouvement antinucléaire Nevada-Semipalatinsk au Kazakhstan, Ekolog (Kirghizie), les associations de défense de la mer d'Aral, du lac Sevan (Arménie), etc.

MOUVEMENTS OUVRIERS FAVORABLES AUX RÉFORMES

Programme : autonomie et autogestion des entreprises ; syndicalisme indépendant ; abolition du monopole du PC.



D.R.

VASSILI KANDINSKY. – « La Place Rouge » (1917)

En font partie : l'Union interrégionale des comités de grève (Kouzbass, Donbass, Vorkuta, Karaganda, etc.) ; le Syndicat (officiel) des mineurs ; l'Association des syndicats socialistes (SOTSPROF).

MOUVEMENT « MÉMORIAL »

Cette association, qui cherche à faire la lumière sur la terreur stalinienne et rassemble des fonds pour ériger monuments et musées à la mémoire des victimes de Staline, est l'un des centres actifs de la politisation à travers tout le pays.

ORGANISATIONS ANTICOMMUNISTES RADICALES

Programme : hostilité militante à l'égard de M. Gorbatchev ; boycottage des élections ; renversement (pacifique) du régime.

Principales organisations : l'Union démocratique (d'orientation majoritairement libérale, elle comprend aussi des tendances social-démocrates et « communiste-démocrates », libertaires) ; des formations se réclamant du libéralisme, où l'on note la réapparition d'un parti KD (constitutionnel-démocrate) formé sur la base des groupes Dignité civique ; et l'Union populaire du travail (NTS) composée d'héritiers des Solidaristes, jadis collaborateurs des nazis, influents dans l'émigration en Allemagne de l'Ouest et à Radio-Liberté (Munich), aujourd'hui partisans de la démocratie à l'occidentale.

SOCIAUX-DÉMOCRATES

Programme : retour à la tradition menchevique ; rêve d'un « modèle suédois ».

Principales organisations : l'Association social-démocrate de M. Oleg Roumiantsev ; partis social-démocrates reconstitués en Géorgie, en Ukraine et dans les pays baltes.

DÉMOCRATES-CHRÉTIENS

Programme : démocratie, marché, solidarité, valeurs spirituelles.

Principales organisations : partis et unions social-chrétiennes en Russie, Ukraine, Géorgie et dans les pays baltes.

GAUCHE SOCIALISTE

Programme : oui à la démocratie et à l'autogestion. Non au « libéralisme sauvage ».

Principale organisation : Comité des nouveaux socialistes (de M. Boris Kagarlitsky).

ANARCHISTES

Programme : autogestion, société sans Etat.

Principaux groupes : Moscou, Leningrad, Sverdlovsk, Khabarovsk...

LES FORCES DU « SOCIALISME D'ETAT »

CONSERVATEURS DU PARTI

Programme : une perestroïka dans l'ordre, des concessions au marché, mais avec le maintien de la *propriété collective des moyens de production,* de la planification centrale et du parti unique au pouvoir.

Personnalités : Egor Ligatchev et Nina Andreeva.

(Influence majoritaire dans l'appareil du parti-Etat).

ÉTATISTES SOCIALISTES

Programme : une perestroïka (modernisation économique) sans libéralisme ; défense des valeurs nationales ; une éthique sécuritaire ; défense de l'empire.

Personnalités : les écrivains Alexandre Prokhanov et Piotr Proskurine.

(Idées influentes parmi les « nationaux-bolcheviques » de l'appareil et au sein de l'armée et du KGB.)

MOUVEMENT OUVRIER ANTIRÉFORMATEUR

Programme : perestroïka sous contrôle ouvrier ; élections sur la base des unités de production (retour à la « dictature du prolétariat ») ; défense des « acquis socialistes » ; hostilité aux nouvelles élites bourgeoises et politiciennes.

Principales organisations : Front uni des travailleurs de Russie (OFT) et, *dans les pays baltes,* des fronts internationaux (Interfront) rassemblant cadres et ouvriers russes immigrés défendant les « acquis de l'URSS » *contre les nationalismes locaux.*

LES NATIONALISMES

TENANTS DES TRADITIONS RUSSO-IMPÉRIALE ET SOVIÉTIQUE

On retrouve principalement dans cette tendance les partisans de l'« étatisme socialiste » (*cf. supra*).

NATIONALISTES RUSSES TRADITIONALISTES

Programme : restauration des valeurs religieuses et *paysannes (chez certains : monarchiques) ;* développement national autocentré ; spécificité de la civilisation russe (opposition aux « occidentalistes ») ; refus de laisser la Russie se transformer en « colonie du capital étranger ». (Dans les Républiques non russes de l'URSS, ces nationalistes sont partagés entre la défense de l'empire, ou en tout cas des minorités russes de ces Républiques, *et la tentation d'un repli sur la Russie.*)

Personnalités : les écrivains Alexandre Soljenitsyne, Valentin Raspoutine, Vasili Belov, Viktor Astafiev.

Principales organisations : Associations d'écologie et de restauration des monuments anciens ; mouvements et regroupements électoraux « patriotiques » ; mouvance Pamiat (Mémoire), un nom que se disputent divers groupes ultras, antisémites et fascisants, dont le Front patriotique national de M. Dimitri Vassiliev, le Front antisioniste et antimaçonnique de M. Emelianov, les groupes Russie de M. Sytchev, Patrie de MM. Sverdlovsk et Tcheliabinsk, le groupe Fidélité à Irkoutsk, etc.

NATIONALISTES NON RUSSES

Programme : autonomie ou indépendance. Etats souverains souhaitant se placer hors du cadre soviétique au sein d'une nouvelle confédération.

Principaux mouvements : de nombreuses Républiques fédérées et beaucoup de régions autonomes ont vu naître des mouvements nationalistes. Les plus célèbres sont les fronts populaires d'Estonie, de Lettonie, de Moldavie, d'Azerbaïdjan et d'Ouzbékistan, ainsi que le Sajudis (mouvement) lituanien et le Mouvement pan-national arménien.

[Outre les trois grands courants (réformateur, socialiste d'Etat et nationaliste), il existe également, en Russie, une « sensibilité » populiste (thèmes de la justice sociale, de la lutte contre la corruption et la mafia) que l'on retrouve aussi bien chez les communistes « rebelles » (par exemple, M. Boris Eltsine) qu'au sein des mouvements ouvriers et de l'extrême droite nationaliste.

Les nationalismes non russes recouvrent évidemment, au-delà de la revendication nationale, tout un éventail de tendances politico-religieuses.

La polarisation politique rapproche les forces du socialisme d'Etat et celles du nationalisme russe, contre celles du camp réformateur.]

J-M Ch.

ECONOMIC INTEGRATION IN EASTERN EUROPE. A Handbook. – Josef M. Van Brabant

★ *Harverster Wheatsheaf, New-York, Londres, 1989, 462 pages, 79 dollars.*

Au moment où, à l'Ouest, on découvre le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM ou COMECON) et où en même temps on annonce sa disparition prochaine, l'ouvrage de Josef M. Van Brabant, responsable à l'ONU des études économiques sur les pays de l'Est, vient à point pour qui veut tout savoir sur cette organisation.

L'auteur rassemble le fruit d'investigations patientes depuis la deuxième moitié des années 60. Il retrace l'historique du CAEM, explique le fonctionnement de l'intégration socialiste, rattache son évolution à celle des économies internes, fait le point sur son (in)efficacité. Bien que de lecture parfois difficile (l'auteur a une passion quasi-maniaque de la référence et du détail – une qualité rare de nos jours), l'ouvrage est nécessaire à toute compréhension solide du CAEM. Nous partageons totalement une des idées-forces de l'auteur, à savoir qu'il ne faut pas trop se hâter d'enterrer le CAEM et que c'est rendre un mauvais service à l'Europe de l'Est que de l'engager dans une voie où elle a trop vite envie d'aller. Le monde occidental, malgré ses déclarations de sympathie, n'ouvrira pas grand ses marchés aux biens et services de l'Est ; le potentiel du marché soviétique est attrayant pour l'Ouest ; pourquoi ne le deviendrait-il pas pour l'Est aussi ?

MARIE LAVIGNE

Quelque part en Sibérie

Irkoutsk redoute

Ville russe – pas seulement soviétique – Irkoutsk se trouve à cinq mille kilomètres de Moscou, au cœur de cette Sibérie dont le nom évoque l'horreur des déportations (sous Staline, comme sous les tsars) mais qui est également une terre d'abondantes richesses, d'aventures et de pionniers. Une nouvelle frontière. Pour l'heure cependant, à Irkoutsk, l'avenir s'assombrit, les mineurs sont mécontents, les jeunes émigrent vers l'ouest, et chacun espère que les réformes de M. Gorbatchev transformeront enfin cette région et la projetteront vers le futur.

Par JEAN-YVES POTEL *

L

A nuit est moite. Le taxi aux amortisseurs brisés *rebondit sur la route* ; il fonce, double à droite, grille les feux rouges. Il roule seul ou presque sur la grande avenue qui descend vers l'Angara. Le chauffeur semble maîtriser les subtilités de la conduite soviétique, il ne nous inquiète plus. Igor discute calmement avec lui ; et Natacha, sa femme, évoque notre conversation avec le député du soviet de la ville que nous venons de quitter. L'élu, qui paraissait très au fait de la situation dans les usines de la région, nous avait dit, à propos des grèves des mineurs du Kouzbass : « *Au printemps, nous devons nous attendre au réveil des ouvriers ; après les nationalités, il y aura les grèves... D'ailleurs, le climat est très tendu par ici.* » Natacha, habituellement si gaie, s'était tue *en fixant notre interlocuteur.*

L'homme, un jeune juriste, auteur d'un article favorable au droit de grève publié en première page des *Izvestia*, parlait avec calme et sérénité ; avec évidence même. Nous étions dans la banlieue d'Irkoutsk, dans un ensemble d'immeubles bâtis sous Brejnev ; une cité de cinquante mille habitants et de quelques milliers de tonnes de béton. Peu d'arbres.

Ballottée par la guimbarde, Natacha livre maintenant ses craintes : « *Nous avons besoin de sécurité, pas de guerre civile, pas de sang.* » Elle a peur pour ses enfants, sa famille. Elle marque un silence, Igor se retourne. Elle se reprend : « *Mais il faut que ça change. Je crains notre violence : moi-même, quand je suis mécontente, j'explose. Alors, s'ils continuent à parler pour ne rien faire...* » Igor connaît l'impatience de sa femme, qui n'est guère portée au compromis. Pour sa part, membre du parti, il tente de la modérer. Il croit en M. Gorbatchev.

La pleine lune permet de distinguer les silhouettes de la capitale de la Sibérie centrale, ses églises et surtout ses maisons de bois sculpté datant du siècle dernier ; une ville russe de six cent cinquante mille âmes à 5 000 kilomètres de Moscou et 4 000 de Vladivostok (1). En 1890, le jeune Tchekhov traversait cette « *ville superbe, très évoluée* » ; il notait : « *Hier, j'ai fait un tour dans la ville avec les officiers. A six reprises j'ai entendu appeler « au secours » d'une voix traînante. Sans doute étranglait-on quelqu'un. Nous avons cherché, mais nous n'avons trouvé personne* (2). » Ce soir, la nuit est silencieuse à quelques ivrognes près, on n'étrangle plus les couche-tard, pourtant le souvenir de la mort violente demeure. Enfoui, il hante plus d'un habitant. On dit, par exemple, que 20 % de la population seraient des anciens déportés. Combien d'anciens geôliers ? Les familles présentes dans cette région depuis plus d'une génération ont eu généralement affaire – d'un côté comme de l'autre – au goulag.

C'est cela Irkoutsk : le charme immédiat, envoûtant, de son centre historique, d'une cité que l'on quitte à regret ; et cette « voix traînante » – la mort et ses fantômes qui rôdent. On est au cœur de la Sibérie, terre de relégation depuis deux siècles. Un grand centre culturel et une porte à peine fermée du goulag ; une ville industrielle, jadis commerçante (3), et une prison de transit où l'on *a fusillé*, dans les années 30, quinze à vingt mille personnes. Paradoxes que la glasnost met à nu. Elle ouvre des plaies qu'un mieux-vivre pourrait contribuer à cicatriser définitivement ; or, sur ce plan, c'est plutôt l'inverse qui s'annonce.

La perestroïka s'est propagée à plusieurs vitesses : les impulsions « d'en haut », pour arriver en Sibérie, ont dévalé des chemins plus *ou moins escarpés*, ou bien se sont perdues dans quelque labyrinthe. Instantanée, l'onde la plus rapide fut télévisée, tandis que les plus lentes flottent encore dans les multiples bureaux intermédiaires de la gestion centralisée de cet immense pays. La première épate de moins en moins, les autres agacent de plus en plus.

La télévision a introduit dans les foyers une nouvelle image de la politique. Elle est d'ailleurs constamment allumée, on la regarde à n'importe quelle heure. Les informations ont leur « hit-parade » : le congrès des députés du peuple ou la présentation des ministres devant le Soviet suprême. Leur contrepoint humoristique également : une émission comme « Montage » se paie allègrement la tête du brejnévisme et de la « fausse télé », avec une liberté de ton et un aplomb si rares à l'Ouest.

Née dans le camp, Anna en avait un souvenir paradisiaque. Elle pleure en silence.

« *J'ai suivi ça comme un roman policier* », dit une petite dame. Elle parle du congrès des députés du peuple, qui auparavant ne l'intéressait jamais. « *Souvent je me demandais si l'orateur n'allait pas être immédiatement arrêté.* » Fascinée par la politique cathodique, elle est assez sensible aux arguments du pouvoir : discuter, choisir les hommes et ensuite entreprendre des réformes. Elle remarque toutefois les conditions de vie qui ne bougent pas. Ici l'avenir s'assombrit. La région est particulièrement défavorisée, les jeunes émigrent vers la Russie occidentale. D'autres interlocuteurs, déroutés par la « déréglementation » d'une organisation économique de plus en plus désordonnée, se raccrochent aux experts : « *S'il y a des savants au sein du gouvernement, et non plus des politiciens corrompus, on peut avoir confiance.* »

Comme la presse et les revues, la télévision apporte une information abondante, des documents et des témoignages sur le passé. Enfin la vérité ! dit-on. La lumière se fait sur ces années terribles, sur leur part maudite. Les Soviétiques la souhaitent, la veulent. Sa diffusion atteint une dimension sans commune mesure avec le « dégel » de 1956. Tout sort. Mais beaucoup savent que pour eux, personnellement, cette mémoire est aussi douleur. C'est particulièrement sensible à Irkoutsk.

Rencontre avec Anna et Alekseï : elle est née en 1953, lui en 1913, ils ont tous les deux connu les camps. Arrêté en 1937, membre des Komsomols, Alekseï a purgé dix années près de Vladivostok en qualité d'« ennemi du peuple ». Anna a vu le jour dans un camp à 300 kilomètres d'Irkoutsk, elle y a grandi jusqu'à l'âge de huit ans. Sa mère y était enseignante, et son père officier de la milice. Membre du KGB, il contrôlait l'*encadrement du camp. Il est mort* dans les années 60, à trente-six ans.

Anna veut m'accompagner à une réunion de Mémorial, mouvement indépendant qui collecte des *témoignages sur* la répression stalinienne. Elle m'avait raconté son enfance par hasard, un autre jour, à propos d'autre chose. Anna n'ignore rien du goulag : elle a lu de nombreux récits, en particulier ceux de Varlam Chalamov (4) ; elle connaît l'ampleur de la répression, mais elle n'avait jamais établi de lien exact entre cela, son père et son enfance. Elle conserve de son père une image positive : il ne pouvait pas faire de mal. « *Dans ce camp,* m'avait-elle dit, *j'ai connu des Ukrainiens, des Allemands, des Lituaniens (notamment un poète) ; mes souvenirs sont imprécis (ils remontent à 1956-1961), pourtant, j'en conserve une vision paradisiaque. J'étais à mille lieues de penser que ces gens restaient là contre leur gré. On riait, on parlait, on chantait dans toutes sortes de langues...* » Tels sont ses souvenirs (5).

Alekseï raconte son histoire au coin d'une gigantesque table de *conférence* – table vernie habituée à d'autres discours (nous sommes dans les locaux du Komsomol), table entourée d'yeux attentifs, d'oreilles respectueuses. Silhouette osseuse que tout le monde voit à contre-jour, il *y a* sa voix et, dans un rayon de lumière, sa main droite moins trois doigts. Il parle du camp, des « *ennemis du peuple* » que lui, simple ouvrier, n'a jamais rencontrés en dix ans. Anna est là, elle prend des notes, abondantes. Puis elle pose une question : « *Après... après tout ça, comment avez-vous vécu ?* » L'homme poursuit. Sorti du camp en 1947, il a été relégué une dizaine d'années dans une petite ville de Sibérie. Il s'est marié en 1959, a élevé trois enfants. « *Personne,* dit-il, *ne m'a interrogé sur ma vie de 1937 à 1947. Les gens, la famille n'en parlaient jamais. Quand j'ai été réhabilité, on m'a remis un document, discrètement. Aujourd'hui je peux affirmer que mes fils ont grandi sans trop de problèmes, ils ont étudié sans que quiconque ait pu les montrer du doigt, ait pu dire : Voici les enfants d'un ennemi du peuple.* » Anna ne note plus, elle pleure en silence.



ÉMORIAL s'est constitué à Irkoutsk au cours de l'automne 1988, à l'issue d'un meeting consacré à la réhabilitation de Nicolaï Boukharine. Trois cents personnes étaient là. Début 1989, explique M. Vladimir Alexandrov, un géologue animateur du groupe, « *nous avions déjà des correspondants dans toute la région* (cas unique en URSS, à ce moment) ; *une région où le goulag a organisé, pendant vingt ans, quinze camps comprenant, semble-t-il, une population permanente de deux cent mille prisonniers* ». Mémorial établit des listes de personnes injustement réprimées et tente de les faire réhabiliter. En outre, il s'est fixé trois buts : *recueillir des témoignages* (6), *financer* la construction d'un monument et retrouver les traces des fusillés à Irkoutsk dans les années 30. Le KGB leur a indiqué, sans plus de détails, un

* Auteur de *Gdansk, la mémoire ouvrière*, La Découverte, Paris, 1982.

Dans la presse étrangère

La Suède, point de référence pour l'Est ?

DIVISÉS sur des questions aussi essentielles que la refonte du secteur public, le plein emploi, le système fiscal, l'énergie *nucléaire, et affaiblis par la récente crise du gouvernement* de M. Ingvar Carlsson, les sociaux-démocrates suédois subissent, de surcroît, les contrecoups des bouleversements à l'Est. Ils voient se durcir les attaques de l'opposition libérale, qui, bien que morcelée, a le vent en poupe.

Dans le quotidien conservateur Svenska Dagbladet du 22 février, l'économiste Mats Johansonn s'indigne : « *Les mouvements démocratiques des anciennes dictatures communistes ont reconnu que la seule solution était l'abandon du socialisme, alors qu'ici les socialistes proposent de mettre sous la tutelle de l'Etat la politique des salaires et des prix. A l'heure où le monde entier se tourne vers l'économie de marché, la Suède s'isole de plus en plus dans sa façon de gérer les affaires.* » Le 25 février, dans les colonnes d'Aftonbladet, lié à la puissante fédération syndicale social-démocrate, M. Pierre Shori, secrétaire général du ministère des *affaires étrangères, réplique avec vigueur* : « *Les déclarations du leader polonais de Solidarité, Adam Michnik, sur la nécessité d'une économie de marché, ne signifient pas que celle-ci constitue un but en soi. Encore faut-il lui donner un visage humain. Voilà pourquoi, à l'Est comme à l'Ouest, le modèle suédois exerce un grand attrait, avec sa politique de bien-être, l'égalité entre les couches sociales, l'influence des salariés. Il est maintenant du devoir des réformistes, dans les deux moitiés du continent, de former la base de la nouvelle Europe. Cela est réalisable dans le cadre de la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), par la démilitarisation, la coopération économique, la lutte pour la défense de l'environnement, les droits de l'homme et la démocratisation.* »

Consciente de ses responsabilités nouvelles – et fière d'avoir entretenu naguère des liens serrés avec des groupes d'opposition tels que la Charte 77 en Tchécoslovaquie, – la Suède a décidé de soutenir (1 milliard de couronnes sur trois ans) ses voisins de l'Est dans leur projet de réformes. Très inquiets de la pollution en mer *Baltique, les Suédois s'aident eux-mêmes en aidant, par exemple, la* Pologne à assainir ses rivières.

Mais leur souci principal se porte sur les évolutions à l'intérieur de l'URSS. *Stockholm veut travailler* à la réussite de la perestroïka et épauler M. Gorbatchev. Voilà pourquoi, à propos des revendications des pays baltes, avec lesquels *pourtant des relations privilégiées se* tissent à nouveau, la diplomatie suédoise montre une extrême prudence. « *Si le peuple lituanien désire accéder à la pleine indépendance, le peuple suédois doit bien entendu accepter cette volonté exprimée de manière démocratique,* souligne l'éditorial du quotidien indépendant Dagens Nyeter du 26 février. *Il est cependant difficile pour notre gouvernement d'avoir officiellement une politique qui implique le morcellement de l'Union soviétique.* » Le même jour, l'éditorialiste de l'Aftonbladet exprime aussi son embarras : « *Nombreux sont ceux qui souhaitent que la Lituanie et les autres pays baltes se comportent avec plus de prudence du fait de la situation délicate que traverse M. Mikhaïl Gorbatchev.* »

Les réformateurs soviétiques demandent aux dirigeants suédois d'établir de solides échanges avec les pays baltes. Le ministre des affaires étrangères suédois, M. Sten Andersson, a effectué récemment une tournée très remarquée en Estonie, Lettonie et Lituanie. *Puis il s'est rendu en Roumanie.* Le 18 janvier, l'éditorial du Svenska Dagbladet citait avec ironie les propos du ministre, tenus à Bucarest, selon lesquels « *il serait bon pour ces pays de ne pas passer directement de la dictature communiste aux conditions chaotiques que fait régner un capitalisme brutal* ». « *Décidément,* ajoutait le journaliste railleur, *pour M. Andersson, qui semble avoir perdu le sens commun, tout est en train de devenir une social-démocratie...* »

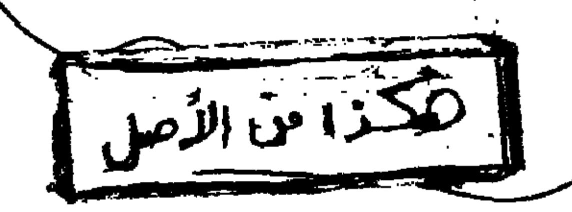
Les firmes multinationales suédoises n'ont, en tout cas, pas perdu le sens des affaires et se livrent à une « *offensive vers l'Est* ». *Le titre s'étale en première page du quotidien* Dagens Industri du 23 février. « *Le réseau de contacts entre les représentants de la vie économique et industrielle suédoise et l'Europe de l'Est doit se développer.* » Pour le président de la Fédération suédoise de l'industrie, M. Magnus Lemmel (article paru dans le Svenska Dagbladet *du 8 décembre 1989*), *ces perspectives* devraient pousser à l'intégration de la Suède, et des autres Etats de l'Association européenne de libre-échange (AELE), à la Communauté économique européenne. « *Là est la solution à tous les problèmes paneuropéens* », dit-il. Les sociaux-démocrates répondent qu'ils n'abandonnent pas le principe de la *neutralité, même si ce dernier fait l'objet d'une discussion* interne.

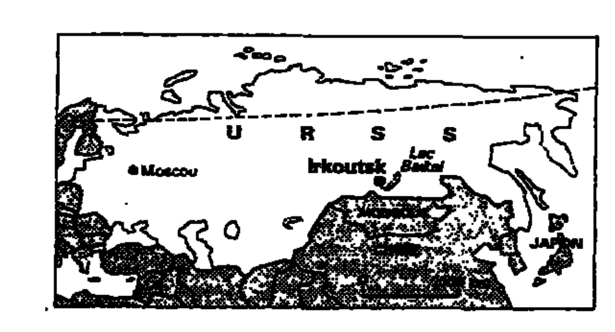
Le paradoxe est bien là : la social-démocratie a beau connaître, en Suède, une crise d'identité, l'effondrement du communisme de caserne paraît lui donner un second souffle sur la scène internationale.

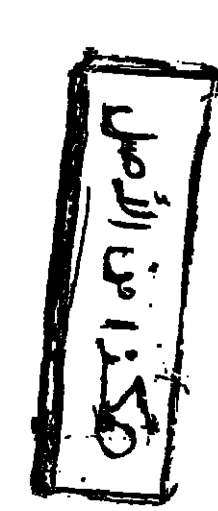
FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

DAGENS NYHETER. AFTONBLADET SVENSKA DAGBLADET Dagens industri









les lenteurs du changement

territoire de 4 kilomètres carrés où des milliers de fusillés seraient enterrés. Dans la seule année 1937, dix mille personnes auraient été passées par les armes. Ces indications restent floues. Les enfants et petits-enfants de déportés, d'autres aussi, cherchent.

Mémorial fait partie de ces mouvements « d'en bas », nombreux et méfiants, qui mesurent chaque jour la puissance des conservatismes à vaincre. D'où les découragements, les lassitudes, un certain scepticisme. Ils se sont organisés, ou plutôt coordonnés, en un « front populaire » fondé en novembre 1988. Pour

> *Les ouvriers veulent des améliorations immédiates. Ceux du parti ne savent plus quoi faire.*

M. Mikhaïl Rojanski, historien de l'université d'Irkoutsk, « *on aurait tort de considérer la constitution de ce front populaire comme une action venue d'en haut* ». Il fédère des mouvements « informels » qui ont déjà une longue histoire dans la région : outre Mémorial (et divers clubs politiques peu influents), on trouve un groupe néoslavophile, Vernost (fidélité), lié à Pamiat dont il reprend l'idéologie nationaliste et xénophobe. Ce courant bénéficie d'un appui important dans l'intelligentsia de la ville (des peintres ou des écrivains, notamment Valentin Raspoutine, romancier « villageois » très populaire en URSS), et dans la population la plus déshéritée. Il a fondé une coopérative, Lad, dont le pragmatisme populiste est très efficace : ils restaurent le patrimoine, mais ils organisent surtout une aide médicale et sociale pour les alcooliques et les personnes démunies.

Les animateurs de ces mouvements informels viennent pour la plupart du mouvement écologiste de défense du lac Baïkal, tout proche, « *première mobilisation de la société civile* » au milieu des années 60 (7). Les plus actifs se retrouvent d'ailleurs à la pointe de la perestroïka : M. Gennady Filchine, par exemple, économiste aujourd'hui membre du Soviet suprême, plébiscité aux élections de juin 1989. Il a gagné sa popularité dans le mouvement informel. Il est président du Front populaire. Son groupe a, dans deux des quinze cités de banlieue, aidé à la création des « clubs d'électeurs » qui, après le choix des députés, se tournent vers les problèmes locaux. Ils organisent des réunions d'initiative civique sur les problèmes concrets de la cité (implantation d'usine, voirie, équipements, etc.) qui mobilisent chaque fois deux à trois cents personnes. Un autre pouvoir est-il en train de naître ? C'est ce qu'espère M. Mikhaïl Rojanski lorsqu'il signale que l'élection à des postes politiques d'animateurs du mouvement informel « *lie les réformateurs d'en haut aux espoirs issus de la société* ». Mais il en doute quand il évoque la puissance de blocage de l'appareil.

Cinquante-cinq fenêtres à droite, parfaitement rectangulaires, parfaitement alignées ; cinquante-cinq fenêtres à gauche, absolument identiques aux précédentes, le tout rangé en ordre de bataille sur une immense façade de béton (évidemment grisâtre) ; c'est le *siège du comité* régional du parti et des soviets. On a l'impression d'avoir vu la même bâtisse dans toutes les grandes villes du bloc soviétique – architecture radicalement morose et anonyme – on a la certitude de n'y être jamais entré.

M. Anatoli Kroulikovski, nouveau chef du département idéologique du comité régional du parti, travaille derrière l'une de ces fenêtres. Il a abandonné sa chaire de philosophie à l'université pour un bureau *immense et impersonnel*. Sa *fenêtre* donne sur l'église Saint-Sauveur, transformée en musée et dont le gardien de nuit est son vieux copain Victor, professeur également. Tous deux ont participé activement au mouvement informel, ont défendu la liberté et le lac Baïkal. Victor devise toujours au sommet de l'église près de la coupole, il y invite ses amis pour la vue imprenable sur l'Angara, ou pour débattre toute la nuit ; Anatoli est passé aux actes, ou de l'autre côté ; *il siège dans* l'immeuble gris. Fort d'une popularité acquise sur le terrain, il milite là, entouré de longs couloirs déserts. Pur produit de la perestroïka, il admet que les « *idées nouvelles* » circulent mal : il se heurte aux blocages et au scepticisme. « *Quand je rencontre les ouvriers des grosses entreprises de la région* (8), dit-il, *je trouve les éléments les plus critiques : ils veulent des améliorations immédiates sans comprendre qu'il faut du temps pour les réformes, et que sans ces réformes rien n'est possible. Les gens se moquent du comment faire, ils veulent que ça change, un point c'est tout.* » Même l'appareil ? « *Le travail idéologique avec les fonctionnaires du parti*, continue M. Anatoli Kroulikovski, *est fondamental. C'est le relais. Certains sont compétents, d'autres moins, mais tous sont handicapés : ils ne savent plus quoi faire. Officiellement tout le monde est pour la perestroïka, mais vous savez...* » Son sourire en dit long.

Sous les hauts plafonds du chef-d'œuvre de l'architecture stalinienne, le nouveau responsable à l'idéologie résume son dilemme : « *Les ouvriers ne peuvent plus attendre, ils ont déjà beaucoup donné à l'histoire, ils en ont assez ; quant aux fonctionnaires, ils ne comprennent pas la nécessité d'une réforme radicale. Je dois faire patienter les premiers et bousculer les seconds.* »

Tâche impossible, dira, ailleurs, un de ses amis. « *Je le plains. Ici l'appareil est en majorité conservateur, son « épuration » est factice. On a simplement muté les bureaucrates vers des postes de cadres supérieurs dans les entreprises. Ils ne sont pas professionnels, mais ils savent donner des ordres. C'est un savoir-faire. On a organisé pour eux un bureau de planification au sein du comité régional des soviets. Ils organisent tout, ils fixent les objectifs du plan, élaborent les directives par entreprise, etc. Que peut faire Kroulikovski face à cette machine ? D'ailleurs, il a peur de se faire manger par l'appareil.* »

Les changements avancent à petits pas en Sibérie. On a l'impression d'une foule qui piétine dans tous les sens, ou d'un clip qui égrène des images tellement différentes que se perd l'intention de l'auteur. Le point d'observation choisi n'est d'ailleurs pas sans conséquences ; aborder les bouleversements de la société soviétique si loin de Moscou, c'est aussi en mesurer les enjeux. Ici la *notion de mesure prend toutes ses significations.*

Mesure géographique d'un pays-continent englobant onze fuseaux horaires. C'est ce travailleur saisonnier rencontré à Irkoutsk : il habite Magadan, le port de la Kolyma dans le Grand Nord, à 4 000 kilomètres. Il vit là-bas depuis 1967 (il a environ trente ans). Il travaille à Irkoutsk deux ou trois mois par an. Magadan est une ville de deux cent mille habitants, construite par les prisonniers politiques (voir les récits de Chalamov). L'homme nous fournit quelques détails : le centre est moderne, mais la majorité des gens vivent dans les anciennes baraques du goulag. « *De l'autre côté du pôle*, conclut-il, *en Alaska, il paraît que c'est mieux.* »

C'est aussi la démesure (ou le ridicule) du contact avec l'autre monde. Cette aventure d'un chasseur d'ours, par exemple : il est

> *« De l'autre côté du pôle, en Alaska, il paraît que c'est mieux... »*

américain, il propose 60 000 dollars pour une belle prise, en hiver. Affaire conclue. Le cow-boy arrive avec un photographe, un cinéaste, un écrivain et un tas de fusils. Le kolkhozien de service réveille un ours blanc. Fusillade, le chasseur coupe la tête de l'ours, la rapporte en Californie et gagne un grand prix.

Ou encore les rallyes Camel, qui embauchent un jeune Sibérien pour qu'il repère les plus mauvaises et les plus pittoresques routes de Sibérie. Ou cet autre « tour-operator » spécialisé dans le tourisme de survie pour cadres supérieurs, qui fait faire des repérages dans la taïga. Intourist est d'accord. On lâchera les capitalistes dans les grands froids, ils paieront bien. Et quinze jours plus tard, des hélicoptères ramasseront les héros survivants.

C'est enfin l'immensité des forces en présence. Dans ce pays où les kilomètres se comptent en milliers, le tirage des livres ordinaires en centaines de milliers, les forces qui s'opposent à la perestroïka et celles qui la soutiennent rassemblent des millions d'hommes et de femmes. Ce qui donne une dimension considérable à des mouvements détectables aussi bien dans de petites initiatives que dans des anecdotes apparemment sans importance.

Il y a ce professeur plébiscité, devenu, du fait des réformes, directeur de son lycée : il en avait assez des brimades physiques ou psychologiques contre les élèves. Il a fait élire un conseil de défense (trois professeurs, trois parents, sept jeunes). Un jour, le professeur de musique injurie et humilie une élève : réunion du conseil, délibérations ; l'enseignant est condamné à présenter des excuses en public. Il s'exécute.

Il y a l'ambiguïté : le KGB (police politique) veut adhérer au mouvement Mémorial d'Irkoutsk. Longue discussion ; compromis : un jeune observateur est finalement accepté (pourquoi un jeune ?). La presse annonce la fondation dans la région d'un Club de défense du socialisme. Parmi les plus éminents fondateurs, un vieux membre du KGB.

Il y a ce sondage improvisé : où est le portrait de Staline ? Il existe à Irkoutsk un bas-relief au fronton de l'immeuble des chemins de fer : c'est lui. Tous les jeunes le savent ; les plus vieux, moins. Faut-il l'enlever ? Non. Ne recommençons pas Staline.



REGARDER la ville aux automobiles rares (surtout des taxis, des camions et des bus), aux immeubles historiques (les maisons du dix-neuvième siècle bien sûr, mais surtout les immeubles staliniens, khrouchtchéviens, brejnéviens, chacun avec son style, en attendant les gorbatchéviens promis pour l'an 2000), c'est détecter la lenteur de ce monde. Sa pauvreté également. Les appartements, même très vieux, sont parfaitement entretenus ; tout ce qui est commun est sale et en mauvais état. Au marché du centre, on trouve de la viande : beaux morceaux, morceaux chers. Le boucher travaille à la hache et débite un quartier de bœuf en cubes. Dans la ville verte (l'été) ou blanche (l'hiver), il est de plus en plus difficile de s'approvisionner, les files d'attente sont longues, tout semble usé, rapiécé, élimé. La foule est grise.

Heureusement, il y a la musique. Une chorale d'Irkoutsk revient justement des Etats-Unis après une tournée triomphale, et elle donne, ce soir, un concert dans une vieille église. Allons-y. Une centaine de personnes, deux ou trois cars d'Intourist attendent. Attroupement, tractations surprenantes, puis c'est l'explication. Le chef de la troupe nous l'apprend : le fonctionnaire responsable a oublié de réserver la salle. La clé est bien là, mais sans autorisation... impossible de jouer.

Déception générale, nouvelle tractation, et la chorale chante quand même, sur le parvis. Des ouvriers rentrent du travail, ils s'arrêtent dans le crépuscule, ils écoutent, figés comme dans un film de propagande.

JEAN-YVES POTEL.

(Lettrines de Jean Mineraud)



Roger Viollet

PONT SUR L'ANGARA A IRKOUTSK
Un monde désespérément gris, pauvre, élimé

(1) La superficie de la région administrée par Irkoutsk est de 782 000 kilomètres carrés avec 2,5 millions d'habitants. La population de la ville a doublé depuis 1956 et croît beaucoup plus vite que celle de la région.

(2) Voir le passionnant récit de voyage, qui vient de paraître pour la première fois en français : Anton Tchekhov, *l'Amour est une région bien intéressante*, édit. Cent pages, Grenoble, 1989.

(3) Construite au dix-huitième siècle comme place militaire face à la Chine impériale, Irkoutsk est devenue rapidement un centre de trafic avec la Mongolie toute proche et la Chine, avec la vallée de l'Amour, la zone aurifère de la Lena et avec les régions sibériennes les plus riches en animaux à fourrure (zibeline, hermine, martre, etc.) dont étaient friands les souverains du monde entier. Au moment de la révolution de 1917, c'était une ville de marchands et de militaires, comportant de nombreux immigrés, mais à majorité russe.

(4) Le plus terrible et le plus fort témoignage sur le goulag : *la Kolyma*, trois volumes, Maspero, Paris, 1980. Ces textes sont maintenant disponibles officiellement en URSS.

(5) A la suite de plusieurs recoupements, nous avons conclu que ses souvenirs correspondaient probablement aux périodes de libération des prisonniers, sous Khrouchtchev.

(6) Toutes les périodes sont envisagées, sans tabou apparent. Pour l'instant, Mémorial se consacre surtout aux années 1937-1938.

(7) Voir Jean-Marie Chauvier, *URSS, une société en mouvement*, Editions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 1988, chap. 8. Ce lac unique au monde (1/5 des réserves d'eau douce de la planète) est pollué, entre autres, par l'industrie de la cellulose.

(8) Plus de 60 % de la population active en Sibérie travaille dans l'industrie.

L'ÉCONOMIE MOBILISÉE. *Essai sur les économies de type soviétique.* – Jacques Sapir.

★ La Découverte, coll. « Agalma », Paris, 1990, 150 pages, 89 F.

Une thèse forte, des arguments frappants qui rassemblent en une grille d'interprétation unique les nombreux faits connus observables à propos de l'Union soviétique, un langage quelquefois ésotérique qui donne au lecteur la satisfaction d'appartenir aux *happy few* des initiés : l'ouvrage se présente comme un « essai » et a les qualités d'un bon exercice du genre. S'appliquant à décrire la situation dans le pays à la veille de l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, il débouche logiquement sur la crise soviétique actuelle. Avec beaucoup de talent, l'auteur met à la portée du grand public la quintessence de son œuvre universitaire, qui peut schématiquement se résumer en deux points : dans la lignée de Charles Bettelheim, l'URSS depuis Staline est analysée comme un capitalisme spécifique où ont perduré la marchandise et le salariat ; dans l'optique de la « théorie française de la régulation » concevant « *l'économie* [comme] *une tentative de dévoilement des mécanismes cachés d'une société* », l'URSS est l'idéal-type d'une économie mobilisée, d'une économie de guerre en temps de paix. Ce qui se passe aujourd'hui est donc présenté comme une démobilisation – dont il reste à faire la théorie.

MARIE LAVIGNE.

MANŒUVRES DILATOIRES,

Le gouvernement israélien

M. Itshak Shamir, premier ministre israélien, l'avait lui-même précisé, mais à voix basse : son plan d'élections en Cisjordanie et à Gaza, adopté par son gouvernement le 14 mai 1989, avait avant tout une portée *« publicitaire* (1). » Feignant de ne pas l'entendre, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, édifia patiemment, pierre après pierre, en relation avec toutes les parties, y compris l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), un plan en cinq points prévoyant l'ouverture, au Caire, d'un dialogue israélo-palestinien sur la tenue d'élections dans les territoires occupés, mais dont l'ordre du jour resterait ouvert. Une réunion des ministres des affaires étrangères d'Egypte, d'Israël et des Etats-Unis servirait de prélude aux négociations (2).

Quels seraient les participants palestiniens à ces tractations ? M. Shamir et ses alliés travaillistes rejetant tout contact direct avec *l'OLP*, un compromis fut trouvé *grâce à la souplesse de M. Yasser Arafat* et malgré l'opposition de plusieurs organisations membres de l'OLP et d'une fraction du Fath regroupée autour de M. Farouk Kaddoumi, ministre des affaires étrangères palestinien : la délégation serait composée de personnalités des territoires occupés dont l'une au moins résiderait à Jérusalem-Est – ou y aurait un emploi – et une autre serait choisie parmi les expulsés de Cisjordanie et Gaza. Sans être partie prenante de la première phase de la négociation, l'OLP savait pouvoir compter sur les représentants de l'« intérieur », qui ne manquent pas une occasion de lui affirmer leur attachement.

Avec ces éclaircissements, le plan Baker fut soumis au gouvernement *d'union nationale israélien, les Etats-Unis exigent une réponse* rapide et non dilatoire : *« Ce qu'on demande à M. Shamir,* écrivait l'éditorialiste Anthony Lewis, *c'est de mettre en œuvre son propre plan* (3). » A Jérusalem, le Parti travailliste entérina ces propositions à l'unanimité, le ministre de la défense, M. Rabin, principal responsable de la sanglante répression dans les territoires occupés et maître d'œuvre de la coalition avec le Likoud, acceptant de se joindre à M. Shimon Pérès, le chef travailliste, pour adresser un ultimatum à M. Shamir.

L'impatience de plus en plus perceptible de l'« ami américain » avait joué dans cette radicalisation travailliste : *« Les Etats-Unis sont réellement le grand ami que nous avons encore »,* déclarait M. Pérès devant le comité central de son parti. *« Et si nous refusons leur plan, la solution de rechange est prête, pas celle préconisée par le Likoud, mais celle des Etats-Unis et du monde entier »,* c'est-à-dire une participation directe de l'OLP aux pourparlers de paix (4).

Le dialogue entamé depuis plus d'un an entre l'OLP et l'administration américaine, même s'il n'a donné *aucun résultat* concret, reste une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des politiciens israéliens, mais ce n'est pas la seule. Le *21 janvier, M. Bob Dole,* chef de la minorité républicaine au Sénat américain, proposait, avec l'accord tacite de la Maison Blanche et du *département d'Etat, de* réduire de 5 % les montants alloués aux cinq grands bénéficiaires de l'aide américaine, parmi lesquels Israël : *il fallait dégager des crédits* pour l'Europe de l'Est (5).

Puis vint l'affaire des juifs soviétiques : on annonça l'arrivée de cent *mille immigrants* en 1990, puis de deux cent mille, puis de trois cent mille *(lire ci-dessous l'article de Joseph al-Ghazi)*. Inflation de chiffres, *ne correspondant* que de loin à la réalité, mais qui servit de prétexte au gouvernement israélien pour instaurer la censure préalable sur toutes *les informations concernant* ce miraculeux afflux. Le triomphalisme des

Ces fantasmes qui couvrent la voix de la conscience juive

Par JEROME M. SEGAL *

EN novembre 1989, durant sa visite aux Etats-Unis, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir reçut une lettre ouverte signée par plus de deux cents rabbins : *« Pour le bien d'Israël et dans l'esprit de la tradition juive, adressez-vous aux Palestiniens, reconnaissez qu'ils ont les mêmes droits et proposez-leur un retrait des territoires en échange de la paix et de la sécurité. »*

Le jour suivant, quarante et une personnalités juives américaines – parmi lesquelles deux anciens présidents de la conférence des principales organisations juives, un ancien président de la fédération de New-York de l'Appel juif unifié, un ancien président de l'American-Israeli Public Affairs Committee (AIPAC), le plus important lobby pro-israélien (1) – rendaient publique *leur propre adresse* à M. Shamir à la veille de son discours devant l'assemblée générale des fédérations juives : *« Quand nous nous lèverons pour vous saluer avec toute la courtoisie due au premier ministre d'Israël, nous vous demandons respectueusement de ne pas prendre cette politesse pour un accord, ni les applaudissements pour un appui à toutes vos actions politiques. »*

En brisant le tabou qui consistait à ne jamais critiquer le chef du gouvernement israélien durant son séjour aux Etats-Unis, ces deux lettres révélaient la profonde évolution, précipitée par les divisions à l'intérieur même d'Israël, de la communauté juive américaine, qui s'est toujours sentie plus proche du Parti travailliste que du Likoud. Sur d'importants points en débat au *Congrès, comme celui du dialogue* entre les Etats-Unis et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), *les* puissantes organisations juives se sont même combattues.

Pourtant, malgré ces glissements, de sérieuses limites marquent le comportement des juifs américains qui, en général, esquivent plusieurs questions d'ordre moral ou y répondent de manière à ne pas provoquer une trop *grande désaffection à l'égard de la poli*tique israélienne. Or ce qui est en jeu *dans cette affaire,* c'est l'attitude de chaque individu à l'égard de la morale. Si le jugement de chacun doit être révisé, cela ne peut se faire qu'au prix de profonds déchirements de conscience.

Qui est la victime ? Qui l'oppresseur ? La plupart des juifs américains considèrent le conflit israélo-arabe *comme un prolongement de l'holo*causte, comme la poursuite de la lutte contre des forces maléfiques cherchant à détruire le peuple juif. Cette vision puise sa force dans l'histoire : durant le repas de Pâques, la fête la plus célébrée par la communauté, la famille se réunit et se remémore la délivrance de l'esclavage en Egypte, il y a trois mille ans. Mais cette souffrance est peu de chose en comparaison avec ce qui est advenu sous le nazisme. Dans trois mille ans, s'ils existent encore, les juifs se rassembleront pour Pâques et répéteront ce vieux conte du Proche-Orient datant de six mille ans, ainsi que l'histoire vieille de trois mille ans sur l'Europe du vingtième siècle.

Le peuple juif a vécu un traumatisme historique qui a forgé son identité. *En termes psycho-historiques,* il vit encore ces événements, qui n'appar*tiennent pas vraiment au passé. La* guerre israélo-arabe de 1948 s'est *déroulée* trois ans seulement après la libération d'Auschwitz, et certains survivants des camps ont participé aux affrontements. L'effet de continuité *s'est trouvé renforcé du fait que les* Etats arabes visaient à la destruction de l'Etat d'Israël, un objectif qui n'aurait pu être atteint sans que périssent des centaines de milliers de juifs, sans un nouvel holocauste : personne ne se serait rendu, les combats auraient persisté jusqu'à la fin de toute résistance.

Le recours au terrorisme contre les Israéliens a conforté dans les consciences l'impression de similitude avec l'holocauste. L'expérience du génocide, comme le terrorisme aveugle, écarte toute culpabilité ou responsabilité individuelle : la cible en est le simple civil, ses droits et son innocence n'entrent pas en ligne de compte.

Malgré les victoires successives des forces israéliennes contre les armées arabes *unifiées, malgré le traité vieux* de plus de dix ans avec l'Egypte, mal*gré l'appui américain* et la possession de l'arme nucléaire, qui anéantirait tout adversaire dont les forces conventionnelles menaceraient de l'emporter, *l'angoisse est grande de voir,* on ne sait comment, les Palestiniens détruire Israël. On n'examine pas la menace en termes de capacités, mais de désirs et de fantasmes de la part des Palestiniens, créatures intrinsèquement mauvaises et donc incapables d'évoluer : un diable avec une faculté de développement moral ne serait plus un diable.

Cette même optique l'emporte dans les spéculations sur le comportement du futur Etat palestinien. On ne s'intéresse pas à ce qui fondera ses intérêts et ses objectifs, à ses capacités et ses faiblesses, à son désir de survivre. Sa politique étrangère ne peut qu'être le prolongement des fantasmes prêtés aux *Palestiniens pris individuellement.*

Insister *sur* ces dangers permet de justifier, sinon tous les comportements d'Israël, *du moins la façon dont* il affronte l'intifada. Si une telle conception de *la sécurité n'obscurcissait* pas les perspectives, la question morale fondamentale pourrait alors s'exprimer simplement : quels sont les droits d'Israël à perpétuer son autorité sur un peuple étranger qui ne représente pas une menace sérieuse ?

L'obsession de la sécurité

UNE *telle perception prive le conflit* israélo-arabe de sa dimension complexe et ambiguë. Ainsi, même aujourd'hui, alors que les juifs américains ont du mal à accepter une politique qui préconise de *« briser les os des Palestiniens »*, ou le refus de M. Shamir d'échanger les territoires occupés contre la paix, ils ne considèrent pas que les Palestiniens sont des victimes et les Israéliens des oppresseurs. Bien *qu'ils disposent d'une grande capacité* d'empathie, ils examinent rarement le *conflit du point de vue de l'autre.* L'holocauste a contribué à déshumaniser *l'ennemi*, à l'identifier au démon et à bloquer ainsi toute approche réaliste des problèmes de sécurité. Lors des débats aux Etats-Unis avec des auditoires juifs, les mêmes inquiétudes surgissent : Est-ce qu'on peut leur faire confiance ? Est-ce qu'on peut croire M. Arafat quand il dit vouloir la paix ? Peut-on croire qu'ils se contenteront de leur propre Etat et ne s'en serviront pas comme d'un marche-pied pour détruire Israël ? N'avez-vous rien appris de Munich en 1972 ? Ce qui débouche sur une autre question : Israël a-t-il le droit d'essayer de garder les territoires occupés ? A-t-il le droit de s'opposer à l'intifada ? Les juifs américains ne voient là qu'un seul problème, celui de la sécurité. La plupart d'entre eux, contrairement à une partie de l'opinion publique israélienne favorable au *grand Israël pour des raisons nationalistes,* accepteraient de restituer la Cis*jordanie et Gaza s'ils étaient* convaincus que cela mènerait à la fin du *conflit.*

S'ils peuvent s'opposer à la tactique du gouvernement de Jérusalem face à l'intifada et même penser qu'il devrait négocier avec l'OLP, ils considèrent rarement le soulèvement palestinien comme une lutte juste dans laquelle Israël est du mauvais côté, mais plutôt comme un bourbier dont il est prisonnier. D'un côté, les Palestiniens ne sont pas des êtres humains normaux, mais des terroristes fous, dont l'exploit emblématique fut l'attaque contre les sportifs israéliens lors des Jeux olympiques de Munich en 1972. De l'autre, même s'ils admettent l'impossibilité de maintenir pour toujours les Palestiniens sous contrôle, les juifs des Etats-Unis n'ont pas une conception claire de ce qu'il faudrait faire.

Par souci de sécurité, ils refusent un retrait pur et simple de la Cisjordanie et de Gaza et tiennent le raisonnement suivant : venir à bout d'une révolte populaire contre l'occupation militaire n'est certes pas une tâche agréable, mais le gouvernement israélien a la responsabilité de protéger son peuple. Si la fin de l'occupation signifie la création d'un Etat palestinien – et cela est inéluctable, – alors Israël a le droit et le devoir de se protéger contre cette menace potentielle.

Ne pas trahir la mémoire

ENFIN, un troisième point fait problème. *Dans la trajectoire de l'histoire juive,* quelle est la signification du *conflit israélo-palestinien et quelle* responsabilité incombe alors aux juifs du monde entier ? Pour la plupart, et en particulier pour ceux des Etats-Unis, parce que ce conflit s'inscrit dans le prolongement de l'holocauste, il est nécessaire de protéger les juifs dans les pays où ils sont menacés de disparaître et d'accomplir ainsi un devoir imparfaitement rempli durant les années 30 et 40.

Pourtant, une interprétation radicalement différente est possible. Depuis deux mille ans, *les juifs ont été* opprimés par d'autres et ils sont devenus *le* symbole de la souffrance humaine. A la fin du vingtième siècle, ils ont échappé à cette condition par la reconquête de leur souveraineté et de leur propre Etat. Couronnement de deux mille années de tourments. L'Etat juif doit-il être un Etat comme les autres ? L'*histoire a-t-elle entraîné* un renforcement de la sensibilité morale *juive ou au contraire un engourdisse*ment de la conscience ? Construite sur *ce calvaire,* la transcendance du caractère national peut-elle perdurer, ou bien ce principe-là doit-il lui aussi être abandonné ?

Sur le mode le plus dramatique, la coopération nucléaire entre Israël et l'Afrique du Sud incite à poser la question. Il *ne peut exister de pire trahison* de la mémoire de l'holocauste que de *voir les survivants rendre possible un* autre génocide du fait d'un régime longtemps *dirigé* par des hommes qui ne cachaient pas leur sympathie avec le *nazisme. Cela seul devrait suffire* à plonger dans l'angoisse les juifs sensibles à *leurs idéaux.*

S'il n'est pas résolu rapidement, le conflit israélo-arabe aboutira à l'expulsion des *Palestiniens* de la Cisjordanie et à une guerre qui, finalement, sèmera la destruction aussi bien parmi les Israéliens que parmi les Arabes. On pourrait espérer que les juifs américains se dressent, et s'adressent au gouvernement de Jérusalem : « Parce que *vous êtes l'Etat juif, parce que vous* vous êtes édifiés sur les cendres des victimes juives, votre politique déterminera la signification de siècles de notre souffrance. C'est une responsabilité que vous ne pouvez esquiver, mais nous aussi, comme juifs, nous avons notre *part de responsabilité.* Nous *ne resterons* pas passifs en vous laissant profaner les morts *juifs.* »

Malheureusement, aux *Etats-Unis*, si nous percevons beaucoup de voix dissidentes et de discussions sur la nécessité pour M. Shamir de changer sa politique qui est contraire aux intérêts de l'Etat d'Israël, nous n'entendons pas de voix fortes, claires, passionnées, qui s'opposent au gouvernement israélien sans crainte et sans s'excuser de le *faire, et qui interpellent au* nom des valeurs et de l'histoire juives.

(1) Lire Serge Halimi, « Le poids du lobby pro-israélien aux Etats-Unis », *le Monde diplomatique,* août 1989.

* Universitaire américain, président du Jewish Peace Lobby, auteur de *Creating the Palestinian State : A Strategy for Peace,* Lawrence Hill Books, Chicago, 1989.



GUERRE DÉMOGRAPHIQUE

renâcle devant la paix

autorités suscite des réactions de l'Union soviétique, soumise aux pressions des pays arabes et de l'OLP, en particulier la remise en cause de l'accord prévoyant l'ouverture d'une liaison aérienne directe entre Moscou et Tel-Aviv. Le Kremlin tenta aussi d'obtenir un assouplissement de la politique d'immigration des Etats-Unis : depuis le début de l'année, Washington n'a-t-il pas imposé un quota (de 40 000 à 50 000) à l'entrée des juifs soviétiques, contraignant les autres à se rendre en Israël ?

Mais, entre-temps, M. Shamir avait annoncé que la nouvelle immigration devait permettre de bâtir le *« grand Israël »*. Devant le tollé que souleva cette proclamation, le premier ministre téléphona à M. George Bush pour l'assurer que seuls 0,5 % de ces immigrants choisissaient de s'installer en Cisjordanie et à Gaza. Le président Bush découvrit, outré, que ces assurances étaient mensongères : le chiffre dépassait 10 % si on y incluait Jérusalem. Il précisa alors, publiquement et à plusieurs reprises, que Washington condamnait la création de colonies à Jérusalem-Est, une position que l'administration américaine n'avait plus défendue depuis 1980.

Cette passe d'armes allait servir de prétexte rêvé à M. Shamir : il repoussa le plan Baker qui, selon lui, menaçait l'unité de Jérusalem. Contesté par une opposition déterminée dans son propre parti – dont témoigne le départ de M. Sharon du gouvernement, – il démit M. Pérès de son poste, appliquant ainsi une tactique éprouvée pour gagner du temps. Tout compte fait, calcule la droite, la situation internationale n'est pas désastreuse : l'Intifada ne fait plus la « une » des journaux ; l'un après l'autre, les pays de l'Europe de l'Est renouent leurs relations diplomatiques avec l'Etat juif ; l'Union soviétique, mobilisée par ses problèmes internes, n'est plus ni un allié inconditionnel ni une intarissable source d'armes pour les pays arabes ; les pressions américaines sont gérables, malgré les états d'âme de la communauté juive américaine *(lire ci-dessous l'article de Jérôme M. Segal)* ; enfin, la vague d'immigration des juifs soviétiques bouleversera, à terme, les rapports démographiques.

En cette période incertaine, M. Shamir reste en charge du gouvernement et il manœuvre pour empêcher M. Shimon Pérès de former une coalition majoritaire ouvrant la voie à une rencontre historique entre Palestiniens et Israéliens. Si de nouvelles élections ont lieu, il espère renforcer ses positions et, une fois encore, remettre à plus tard les choix décisifs, maintenant ainsi son pays à contre-courant d'une évolution générale qui se fait sentir jusqu'en Afrique du Sud. En attendant, les Palestiniens – hommes, femmes, enfants – continuent de se faire tuer dans les territoires occupés : 850 morts depuis le début de l'Intifada en décembre 1987.

ALAIN GRESH

(1) Lire sa déclaration devant la commission des affaires étrangères de la Knesset reproduite par la radio israélienne le 26 juin 1989, *Service of World Broadcast*, BBC, Londres, 28 juin 1989. Lire aussi « Les faux semblants du plan Shamir », *le Monde diplomatique*, juin 1989.

(2) Lire le texte du plan dans la *Revue d'études palestiniennes*, Paris, hiver 1990, n° 34.

(3) *International Herald Tribune*, 7 mars 1990.

(4) Discours du 12 mars 1990 reproduit par *Service of World Broadcast*, BBC, Londres, 14 mars 1990.

(5) *Cf.* Donald Neff, « Dole's Ploy to Cut US Aid to Israel », *Middle East International*, Londres, 2 février 1990.

Qui a peur des immigrants soviétiques ?

Par JOSEPH AL-GHAZI *

LE nombre d'immigrants juifs en provenance d'Union soviétique reste jusqu'à présent un mystère. De source israélienne autorisée, on avait d'abord parlé de 70 000 arrivées pour la seule année 1990. Récemment, l'estimation a grimpé à 230 000 pour la même période, et il en est résulté une véritable panique non seulement parmi les Arabes mais aussi dans la société israélienne, où l'on s'est alors demandé si le pays serait capable d'accueillir en un si court délai tant de nouveaux venus.

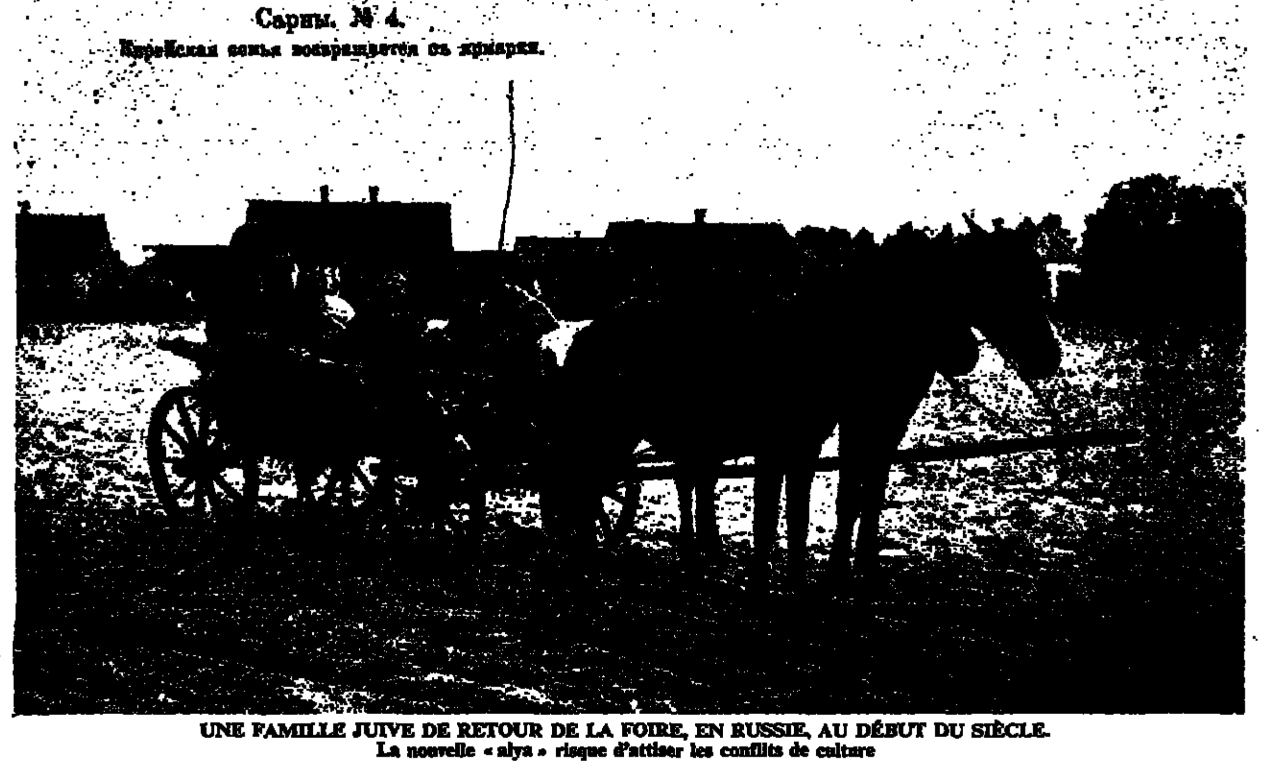
Le débat qui s'ensuivit, tant en Israël qu'à l'étranger, a servi de prétexte au premier ministre, M. Itzhak Shamir, pour imposer au début de mars dernier la censure militaire sur toutes les informations concernant cette nouvelle *alya* (immigration). Dès le 5 mars, M. Igal Lev, président de l'Association des journalistes à Tel-Aviv, dénonça cette décision comme une *« atteinte au bon sens »* qui *« attirera l'attention de l'opinion publique mondiale sur le problème que veut cacher Israël* (1) », tandis que, le lendemain, les journaux furent unanimes à condamner dans leurs éditoriaux cette grave atteinte à la liberté de la presse. Pour M. Yossi Sarid, député du parti d'opposition Ratz (Mouvement pour les droits civiques), l'imposition de la censure *« donne l'impression qu'en se cachant derrière ce voile Israël a l'intention d'installer les nouveaux immigrants dans les territoires occupés* (2) ». Aux Etats-Unis, le département d'Etat et la communauté juive ont également condamné la décision de M. Shamir.

Dans les territoires occupés, la grève générale organisée le 28 février dernier a marqué l'inquiétude des Palestiniens, qui doivent désormais étendre le champ de leurs protestations à l'afflux des juifs soviétiques. Mais, à l'intérieur même de l'Etat juif, le mouvement nationaliste arabe-palestinien Abna al-balad (Les fils du village) a lancé, début mars, une pétition à l'adresse de M. Gorbatchev réclamant *« l'arrêt de l'immigration juive de l'Union soviétique, parce que celle-ci se fera à nos frais et entraînera une aggravation de l'oppression et de la discrimination à notre encontre »*. A Nazareth, sur la place publique où l'on signait cette pétition, une pancarte disait : *« L'immigration d'un million de juifs, c'est le transfert* (l'expulsion) *d'un million d'Arabes* (3) ! »

Les Arabes, citoyens de l'Etat ou Palestiniens des territoires occupés, ne sont d'ailleurs pas les seuls à protester auprès du secrétaire général du Parti communiste soviétique. Certains dans la communauté juive sépharade mettent en garde contre les conséquences de la nouvelle immigration sur les conditions de vie des juifs orientaux, arrivés en Israël dans les années 50 et 60 et qui, aujourd'hui encore, représentent les classes défavorisées.

L'un des dirigeants d'*Ohalim* (Tentes), organisation populaire des habitants d'origine sépharade des quartiers pauvres de Jérusalem, M. Yamin Suissa (âgé de trente-quatre ans), a adressé à M. Gorbatchev un télégramme rendu public dans lequel il le conjurait d'arrêter l'immigration, lui expliquant que les problèmes économiques et sociaux des anciens *olims* (immigrants) ne sont toujours pas résolus et qu'il faudrait d'abord subvenir à leurs besoins en matière de travail, de logement et d'éducation avant d'accueillir une nouvelle *alya*. Des habitants d'autres quartiers pauvres ou de « villes de développement » (créées à l'intention des immigrants d'origine orientale) ont soutenu cette démarche, qui, en revanche, a été vivement condamnée par certains dirigeants de l'establishment, tels le grand rabbin Mordekhai Elyahou ou M. Michael Kleiner, président de la commission de l'*alya* au Parlement.

M. Yamin Suissa s'était expliqué dans la presse, écrivant : *« L'Etat d'Israël n'a pas l'argent pour accueillir un million de nouveaux venus. Nous n'avons pas l'argent nécessaire pour prévenir la catastrophe sociale qui s'annonce plus clairement de jour en jour* (4). » L'un des dirigeants du Likoud, le Dr Yohanan Bader, lui répliqua en qualifiant son message de *« trahison »* (5).



UNE FAMILLE JUIVE DE RETOUR DE LA FOIRE, EN RUSSIE, AU DÉBUT DU SIÈCLE.
La nouvelle « alya » risque d'attiser les conflits de culture

Pauvreté croissante et crise du logement

LE fait est que l'Etat d'Israël souffre depuis plusieurs années d'une récession économique aggravée par les conséquences de l'Intifada. Le pays, certes, a ses « nouveaux riches » (6) mais des usines ferment, le chômage augmente et l'on construit de moins en moins de logements. La pauvreté gagne du terrain.

A l'évidence, la pénurie de logements ne peut que s'aggraver si l'immigration en provenance d'Union soviétique s'intensifie. Le gouverneur de la Banque d'Israël lui-même, M. Michael Bruno, s'en inquiète : il a déclaré en mars à la presse que si le nombre des nouveaux immigrants dépassait les prévisions, il faudrait en installer dans des *maabaroth*, abris provisoires et misérables de sinistre mémoire (7). En 1989, le prix des logements a doublé par rapport à 1986, l'indice a augmenté de 35,2 % par rapport à l'année précédente (8). A cause de l'inflation (20,7 % en 1989) et du taux d'intérêt élevé, les dettes de ceux qui achètent à l'aide d'emprunts hypothécaires ne cessent de s'alourdir. En février, une manifestation a eu lieu à l'initiative d'une organisation de défense des victimes des hypothèques pour protester contre la politique du gouvernement en ce domaine. De fait, l'emprunteur doit payer d'énormes intérêts qui le plus souvent dépassent ses moyens : ainsi, pour un prêt de *23 400 shekels* (9) accordé en *1983*, un débiteur aura versé, à la fin de 1989, 80 000 shekels et devra encore 79 000 shekels (10).

Le nombre officiel des chômeurs a atteint 142 000 en 1989, soit 42 % de plus qu'en 1988. Le taux de chômage était de 8,9 % en 1989, contre 6,4 % en 1988 et 6,1 % en 1987. Les travailleurs juifs sont frappés dans la proportion de 8,7 %, les Arabes d'Israël dans celle de 10,2 % (11).

La publication, à la mi-novembre 1989, du rapport annuel de l'Institut national d'assurance sociale (12) a semé la consternation dans l'opinion publique et les médias. Il contient en effet des données accablantes concernant l'appauvrissement de larges couches de la population. En 1988, *296 300 familles – soit 834 000 personnes* (sur une population d'environ 4,5 millions) – étaient classées au-dessous du seuil de pauvreté. Elles représentent le tiers des familles salariées. Elles incluent 223 043 enfants, soit 21,3 % des enfants israéliens.

Autre indice : 34 % des familles ayant plus de quatre enfants vivent, malgré l'aide sociale, au-dessous du seuil de pauvreté. Après ces révélations, les médias ont publié de nombreux *reportages sur la misère*, les partis de l'opposition ont déposé des motions de censure au Parlement mettant en cause la responsabilité du gouvernement. Plus récemment, on a appris que le salaire brut moyen avait *baissé de 1,4 % en 1989 par rapport à* l'année précédente (13).

Les « Russes » avant les « Ethiopiens »

PARMI les pauvres figurent un grand nombre de juifs d'origine éthiopienne, dont l'arrivée, voilà cinq ou six ans, avait déchaîné l'enthousiasme dans le pays (14). En décembre dernier, un large groupe de résidents d'un centre d'accueil de Beersheva, toujours privés de logement, d'adresse et de travail permanent (ils habitent dans des abris insalubres et délabrés), ont fait grève pendant plusieurs semaines, mobilisant l'attention des médias et de l'opinion publique, de sorte que le gouvernement a dû finalement s'engager à satisfaire leurs revendications. Le mois dernier, un mensuel d'appartenance sépharade militante, *Hapatish* (le Marteau) (15) a établi une comparaison entre deux centres d'accueil installés dans cette même ville de Beersheva, l'un pour les « Ethiopiens », l'autre pour les « Russes ».

Les « Ethiopiens » disposent de 32 à 40 m² pour des familles de 7 personnes, les « Russes », de logements spacieux de deux à quatre pièces pour héberger de petites familles. Les premiers restent plus de cinq ans dans leurs abris provisoires, les seconds reçoivent des appartements en moins d'un an. Les uns gagnent leur pain en s'employant au noir à de durs travaux, les autres ont des tâches « propres » à l'université de Beersheva ou dans les usines chimiques des environs. Les « Ethiopiens », ajoute le journal sépharade, vivent en marge de la société car, à cause de la couleur de leur peau, la population de Beersheva se tient à distance. Et il rappelle à cette occasion que l'establishment juif orthodoxe ne considère les juifs venus d'Ethiopie que comme à moitié juifs, que le rabbinat leur impose un rituel de reconversion que les intéressés trouvent vexant, refusant parfois de se plier à cette exigence au risque de ne pouvoir se marier devant le rabbin – auquel cas leurs enfants seront considérés comme des « bâtards ».

Sur le terrain de la nationalité juive, les nouveaux immigrants d'origine soviétique sont confrontés au même problème. Ceux qui ont des difficultés à prouver qu'ils sont nés de père juif et de mère juive, se voient dénier leur appartenance à la nation juive par les responsables du ministère de l'intérieur (détenu par les religieux dans le gouvernement du Likoud qui vient d'être défait) et du rabbinat. La télévision a diffusé à ce sujet, en février, un reportage qui a indigné l'opinion publique laïque. Le ministre (travailliste) des télécommunications réclama alors un débat au sein du gouvernement. En revanche, des sources émanant du département judiciaire du ministère de l'intérieur annoncèrent qu'un amendement de la loi était en préparation pour rendre plus rigoureuses les modalités d'accession à la nationalité israélienne. Afin de justifier leur initiative, ces mêmes milieux prétendirent que, suivant la *halakha* (loi juive), 30 % des nouveaux venus n'étaient pas juifs à 100 % (17).

Si les autorités religieuses persévéraient dans leur attitude, de nombreux immigrés d'origine soviétique pourraient être contraints à prouver leur judéité en procédant à une nouvelle conversion au judaïsme comprenant la circoncision des hommes de tout âge. Cette affaire a déchaîné une polémique qui pourrait bien dégénérer en un nouveau scandale politique, jusqu'à diviser le pays et inciter certains nouveaux venus, victimes du doute et craignant des difficultés d'intégration du fait des fanatiques religieux, à renoncer à vivre en Israël et à chercher à s'établir ailleurs.

Une autre querelle culturelle, qui dans le passé a déjà dégénéré en une véritable guerre des cultures, est en train de renaître du fait de l'arrivée des juifs soviétiques. Certains milieux proches de l'*establishment* (dominé aujourd'hui encore par les citoyens issus de la première vague d'immigration en Palestine, originaires d'Europe de l'Est et de Russie) ont exprimé leur satisfaction du fait que la nouvelle *alya* *« élèvera le niveau culturel du pays »*, *« ravivera l'intérêt pour la musique européenne et classique »*, ou bien encore entravera le processus de *« levantinisation »* de la société israélienne. *Hapatish* réplique à *« ceux qui considèrent l'*alya *d'Union soviétique comme un renforcement du camp occidental-ashkénaze »* en ces termes : *« Ils ne veulent pas les* olim *à cause du sionisme. Ils ne les veulent pas parce que chaque individu a le droit de choisir l'endroit où il veut vivre. Ils ne les veulent pas à cause de l'antisémitisme en Union soviétique. Ils les veulent pour résoudre leur problème démographique. »* Et le journal sépharade ajoute : *« Pas celui que posent les Arabes, mais celui que posent les juifs venus des pays arabes (18). »*

* Historien et journaliste israélien.

(1) *Yedioth Ahronoth*, 5 mars 1990.
(2) *Hadashoth*, 5 mars 1990.
(3) *Yedioth Ahronoth*, 5 mars 1990.
(4) *Hadashoth*, 10 décembre 1989.
(5) *Maariv*, 15 décembre 1989.
(6) *Cf. Newsweek*, « The High Life, Israeli Style », 19 mars 1990.
(7) *Maariv*, 2 mars 1990.
(8) *Yedioth Ahronoth*, 28 février 1990.
(9) 1 franc = 0,35 shekel.
(10) *Zo Haderekh*, 28 février 1990.
(11) *Maariv*, 2 mars 1990.
(12) National Insurance Institute et Bureau of Research and Planning, *Annual Survey 1988*, Jérusalem, 1989.
(13) *Yedioth Ahronoth*, 8 mars 1990.
(14) Lire à ce sujet l'article d'Olga Kapeliouk, « L'épopée héroïque des Falachas », *le Monde diplomatique*, février 1985.
(15) *Hapatish*, mars 1990.
(16) *Maariv*, 11 février 1990.
(17) *Maariv*, 12 février 1990.
(18) *Hapatish*, mars 1990.

A QUI PROFITE LE COMMERCE

Ces banquiers complices

LA répression du commerce illicite des stupéfiants a, jusqu'à présent, surtout frappé consommateurs et producteurs. Pourtant, le marché reste dominé par le crime organisé et par ses indispensables alliés sans lesquels il ne peut prospérer : les banques et le milieu politique. Aussi, après des années d'aveuglement et de compromission, la récente volonté des Etats de mettre un terme au trafic de drogue laisse dubitatif. Il faudra beaucoup de vertu aux démocraties pour s'en prendre à la pire forme d'un capitalisme sauvage par ailleurs triomphant.

Par CHRISTIAN DE BRIE

Jamais, sans doute, la communauté internationale n'avait déployé une activité aussi intense dans la lutte contre le trafic de drogue qu'au cours des derniers mois. Le groupe des sept grands pays industrialisés, la Communauté européenne et le Conseil de l'Europe, l'Organisation des Nations unies, les pays concernés d'Amérique latine (en particulier la Colombie), se sont engagés dans une action ouverte et concertée contre les narco-trafiquants, présentés comme la nouvelle et principale entreprise de déstabilisation des sociétés démocratiques.

Une série d'événements témoigne de cette récente orientation : création d'un groupe d'action financière internationale (GAFI) chargé de proposer des mesures concrètes contre le blanchiment de l'argent de la drogue, lors du sommet des Sept à l'Arche de la Défense, à Paris, en juillet 1989, ainsi que d'un Comité européen de lutte anti drogue (CELAD) dans le cadre de la Communauté ; succès de la guerre ouverte menée depuis octobre par l'Etat colombien contre le cartel de Medellín ; capture du général Noriega après une brutale intervention militaire américaine au Panama en décembre ; sommet anti drogue de Carthagène en février, suivi d'une session extraordinaire de l'ONU consacrée à la coopération internationale contre les drogues illicites (1) ; vaste campagne de mobilisation de l'opinion publique pour une politique justifiant des mesures exceptionnelles (2) ; démantèlements de réseaux et saisies de stocks sans précédents (3).

Et pourtant, la nature, l'organisation et le fonctionnement du trafic international des drogues, le rôle qu'il joue dans l'économie mondiale sont tels que l'issue du combat reste incertaine et la manière dont il est engagé contestable.

Tout d'abord, les actions récemment entreprises ont été pour l'essentiel focalisées sur le trafic de la cocaïne. Pour des raisons pas toujours évidentes (voir l'article de Michael Klare dans *le Monde diplomatique* de mars 1989). Or la cocaïne ne représente que 20 % du marché mondial des stupéfiants, contre 50 % pour les opiacés, essentiellement l'héroïne, et 30 % pour le cannabis qui pourtant ne sont pas combattus avec des moyens comparables. Alors que, par exemple, les « triades » chinoises de Hongkong – toutes aussi puissantes et dangereuses que les cartels colombiens, – qui commercialisent en particulier l'héroïne d'Asie, disséminent leurs activités dans le monde, dans la perspective du rattachement de la ville à la Chine (4).

De plus, le crime organisé n'est qu'un des partenaires du commerce international des stupéfiants, qui est une activité économique combattue mais aussi protégée. Même en optant pour un chiffre d'affaires global minimum de 150 milliards de dollars par an (5) – très loin des évaluations un peu mythiques et peu crédibles annoncées partout officiellement de 300 et aujourd'hui 500 milliards de dollars, – elle est une des toutes premières activités mondiales. Mais surtout, elle déborde largement son secteur. En supposant que 20 % du chiffre d'affaires, hypothèse raisonnable compte tenu des taux de profit, soient réinvestis régulièrement depuis vingt-cinq ans dans des placements légaux de père de famille, c'est un capital de 2 000 milliards de dollars qu'aurait engendré le trafic de drogue. Plus qu'il n'en faut pour intervenir dans tous les secteurs de l'économie mondiale, la source devrait-elle se tarir dès aujourd'hui.

L'histoire universelle du trafic de drogue reste à écrire. Les quelques exemples exposés dans l'article ci-dessous n'en sont que des épisodes parmi des dizaines d'autres. Choisis à dessein, ils éclairent certains aspects du commerce mondial des stupéfiants.

Celui-ci n'a pas commencé il y a quelques années avec la cocaïne et le cartel de Medellín. Il fait partie intégrante de l'économie mondiale depuis plus d'un siècle, et les bases de son organisation actuelle ont plus de trente ans. Or il a fallu attendre le milieu des années 80 pour que juges et policiers comprennent la structure internationale des organisations, commencent à échanger des informations par-delà les frontières et conduisent des enquêtes parallèles. C'est seulement depuis quelques mois que les responsables politiques des principaux pays concernés s'avisent d'engager une action concertée. Pourquoi si tard ? Est-ce parce qu'ils découvrent, pour reprendre l'expression du président François Mitterrand, que *« la puissance meurtrière des trafiquants s'installe en pouvoir concurrent des Etats* (6) » ?

La réponse au défi ne peut se réduire à un combat manichéen entre le bien et le mal. Car le commerce international des drogues illicites est un trafic trilatéral. A trois titres.

Tout d'abord, il concerne *essentiellement* trois produits : héroïne, cocaïne, cannabis, qui pourraient si nécessaire être remplacés demain par d'autres *aussi dangereux*.

Ensuite, le trafic est dominé par trois grandes *organisations criminelles* qui contrôlent la transformation, le transport et le commerce de gros : *les cartels* colombiens de Medellín et Cali pour la cocaïne, les triades *chinoises* de Hongkong pour l'héroïne du Triangle d'or d'Asie, la Mafia sicilienne pour l'héroïne du Croissant d'or au Proche-Orient. Le marché du cannabis reste très ouvert et concurrentiel.

Enfin et surtout le commerce de la drogue fonctionne sur la base d'un partenariat entre trois participants : le milieu des trafiquants, le milieu des affaires, le milieu politique.

Fantastiques accumulations de capitaux

LE premier est, depuis peu, partiellement connu. A la base, des organisations fermées, voire secrètes, constituées en familles (stricte hiérarchie, code de conduite, apprentissage de la violence, loi du silence sanctionnée par la mort) prennent le contrôle d'un territoire (village, commune, quartier urbain) qu'elles mettent en *coupe réglée* sous couvert d'assistance et de protection : rackets, vols et trafics, *usure, jeux et prostitution*, rançons, marchés publics, corruption ou *liquidation physique des opposants*, y compris les responsables politiques, les juges et les policiers ; jusqu'à *la* soumission. Avec des variantes, on retrouve les mêmes structures dans les triades chinoises, les mafias siciliennes, corses, américaines, les cartels colombiens. Plus on s'élève dans la hiérarchie des familles, plus on s'éloigne de l'action criminelle directe : on commandite, gère les profits, entretient les relations nécessaires avec les pouvoirs légaux en présentant toutes les apparences de la respectabilité. Les plus grands criminels des mafias ne touchent jamais une arme ; ils vivent dans les résidences et hôtels des quartiers huppés, font des affaires, fréquentent la « jet set », se piquent de culture artistique, pratiquent offices religieux et prélats (7).

Les *fabuleux profits tirés du trafic* de drogue, s'ils n'ont supprimé aucune des activités traditionnelles qui perdurent, ont engendré une série de guerres meurtrières, jamais terminées, entre les familles pour le contrôle des filières et des réseaux (la guerre enclenchée par les Corléanais en Sicile a fait en quelques années près d'un millier de victimes).

En général, ceux qui maîtrisent la *transformation* du produit de base (pasta en cocaïne, morphine-base en *héroïne*) *assurent leur domination et* utilisent les autres familles mafieuses comme *sous-traitants dans le transport* et la commercialisation des produits. L'intégration est verticale et *les* zones strictement partagées ; chaque pays, chaque région, chaque ville, chaque quartier, chaque rue, font l'objet d'une attribution à l'issue de conquêtes ou de délicats arbitrages.

Les fantastiques accumulations de capitaux permettent d'intervenir à des niveaux de plus en plus élevés : ministres, parlementaires, maires, juges, policiers, personnel pénitentiaire. Les moyens : corruption, chantage, menace ou liquidation physique. Les investissements réalisés pèsent sur des secteurs entiers de l'économie nationale : finance et Bourse, immobilier, tourisme et loisirs, show-business et marché de l'art, transports, industries (textiles, automobile...), voire, on l'a vu en Bolivie *et* en Colombie, sur la balance commerciale et celle des paiements. Ils rendent possible la conduite d'une stratégie à l'échelle mondiale en utilisant et diversifiant au maximum les moyens juridiques et techniques de transfert, d'implantation, de communication. Flottes aériennes (du jet à l'hélicoptère) et maritimes (cargos, yachts, vedettes ultrarapides), aéroports privés, immenses propriétés refuges, réseaux de télex et de fax, équipements électroniques et informatiques sophistiqués, firmes d'import-export, de transit douanier, de location de conteneurs (il en passe 5 000 par jour dans le seul port de *Rotterdam*), norias d'avocats et de conseils en tout genre, sont répartis à travers le monde.

En deçà, des milliers de passeurs, « mules » et « fourmis », de toutes nationalités et de toutes apparences (médecins, commerçants, fonctionnaires, cadres, religieuses, mères de famille accompagnées, retraités...) transportent chaque jour quelques *dizaines* de grammes de drogue d'un point à un autre, dissimulés dans leurs bagages, leurs vêtements (parfois *abandonnés* à la cocaïne), sur leurs enfants (jusqu'à des nourrissons morts, éviscérés et bourrés d'héroïne) ou dans leurs corps « farcis » de boulettes de drogue avalées *dans des petits sachets* en latex. Ils transitent par des circuits aériens compliqués, *noyés* dans la foule des passagers (40 millions de voyageurs passent *chaque année dans* les seuls aéroports de Paris).

Plus loin, d'autres milliers de semi-grossistes, détaillants, revendeurs, petits dealers, eux aussi de toutes nationalités et de tous les milieux, qu'il faut approvisionner, surveiller et contrôler, faire payer et restituer l'argent.

Sans oublier les centaines de tueurs, *prêts* à assassiner, piéger à la bombe, enlever, torturer, décapiter, dissoudre *dans un* bain d'acide ou immerger dans un bloc de béton n'importe quelle per*sonne sur simple* demande ; ou encore sur un coup de téléphone, de faire un saut de Palerme à Miami « exécuter » un contrat le temps d'un aller et retour *en Boeing 1re classe*.

Un privilège exorbitant

DEUXIÈME *partenaire*, le milieu des affaires, en l'occurrence le réseau bancaire *et financier internatio*nal, dont on a du mal à penser qu'il *puisse collaborer avec le précédent*. Son rôle effectif et son implication sont moins connus et, *on s'en doute*, moins volontiers mis en évidence.

Quelle que soit l'activité, à partir, disons, d'un million de dollars de chiffre d'affaires, rien n'échappe aux banquiers, pas même le denier du culte. Depuis la Renaissance, la banque est au cœur de la civilisation matérielle et de l'économie capitaliste (8). Elle en a été le promoteur et l'inspirateur, tissant ses réseaux à travers l'Europe, puis le monde, ingénieuse, créatrice, stratège, puissante, agissant au mieux de ses *intérêts et de ses ambitions, pour* le meilleur et pour le pire. Pendant des *siècles, elle* a *financé les conquêtes* coloniales, la traite des Noirs, *les guerres les plus fratricides et meurtrières* ; par comparaison, la drogue n'est qu'un *marché* parmi *d'autres*. Au cours des dernières années, un flot d'argent *facile s'est déversé avec les* pétrodollars. Il s'est amplifié avec la déréglementation néolibérale, la mondialisation des activités financières, l'économie casino, la rapacité, la frénésie de spéculation et de profit déchaînées partout, l'encouragement donné aux responsables de faire de l'argent sans s'embarrasser de scrupules ni de règlements et contrôles gouvernementaux, les moins performants étant sanctionnés ; la mise au pinacle de grands escrocs, de Michele Sindona à Yvan Boeski (9), choyés par les hommes d'affaires, les politiciens, les universités de management. La banque et la finance étaient depuis longtemps préparées à *accueillir* l'argent de la drogue, psychologiquement et techniquement.

Depuis des lustres, elle blanchit et recycle l'argent de la fraude fiscale ; des transferts illicites de capitaux ; des trafics d'armes, de denrées, de tabac, d'alcool, de marchandises ; des pots-de-vin et commissions occultes ; des fausses factures ; des fortunes pillées par les dictateurs et tyrans du monde entier... Blanchir et recycler, c'est précisément le problème des trafiquants. Les milliards de devises, produit de la vente, arrivent en petites coupures qui ne tiennent ni dans des valises ni même *sur des palettes*. Il faut les déposer par petits paquets (10) sur des comptes *ouverts*, les *regrouper* sur d'autres comptes au nom d'intermédiaires com*plaisants, avocats, consultants*, agents de change, courtiers, entrepreneurs de services, *puis les virer sur des* établissements protégés par le secret, les laver par une *circulation intensive de vire*ments télex entre de multiples places à travers le monde, les regrouper enfin et les ventiler au nom de sociétés de façade, les « coquilles d'huîtres », qui investiront dans des activités légales ou accorderont des prêts sans retour à l'envoyeur – prêts « *back to back* » (11) – dépositaire d'origine, pour financer ses opérations.

Tout cela, les banques savent le faire. *Elles ont des réseaux mondiaux équipés* à cette fin et jouissent d'un privilège exorbitant : le secret à l'égard des tiers, y compris l'Etat, en particulier dans les paradis qu'elles contrôlent, pudiquement

(1) La France a créé en décembre 1989 une délégation générale à la lutte contre la drogue confiée à Mme Georgina Dufoix, chargée de la coordination, sur le plan national et international, de la politique anti-drogue.

(2) Voir Christian de Brie, « Des cultures illicites imposées par la loi du marché », *le Monde diplomatique*, octobre 1989.

(3) En particulier trois saisies de 8 tonnes, 9 tonnes et 22 tonnes, effectuées aux Etats-Unis fin 1989.

(4) Lire : Gerald L. Pesner, *Triades, la mafia chinoise*, Stock, Paris, 1990.

(5) Evaluation 1987, avancée sur la base d'une analyse détaillée, par Jean-François Couvrat et Nicolas Pless dans *la Face cachée de l'économie mondiale*, Hatier, Paris, 1989.

(6) Discours d'inauguration de l'Arche de la Fraternité, à Paris, le 26 août 1989, *le Monde*, 29 août 1989.

(7) Lire : Fabrizio Calvi, *la Vie quotidienne de la Mafia de 1950 à nos jours*, préface de Leonardo Sciascia, Hachette, Paris, 1986.

(8) Lire : Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Armand Colin, Paris, 1979.

(9) Respectivement banquier international d'origine sicilienne et spéculateur « initié » de Wall Street.

(10) *La loi américaine, le* Bank Security Act de 1970, oblige les banques à déclarer les dépôts en espèces supérieurs à 10 000 dollars.

(11) Financement parallèle de garantie ; consiste à se faire prêter des fonds déposés dans un paradis fiscal sous couvert d'une société-écran.

Des blanchisseurs de haut vol

FÉVRIER 1990. Un an après avoir été contrainte de démissionner de ses fonctions de ministre de la justice de la Confédération helvétique qu'elle exerçait depuis quatre ans, Mme Elisabeth Kopp, membre du Conseil fédéral, inculpée de violation de secret de fonction, est acquittée par un tribunal fédéral.

Trois ans plus tôt, dans la ville de Bellinzona (Suisse), des inspecteurs de la police tessinoise, sur information d'un agent de la Drug Enforcement Administration, *la DEA, saisissent* un stock de morphine-base et d'héroïne dissimulé dans la carrosserie d'un camion plombé en transit, parti de Turquie à destination de l'Italie, via la Bulgarie. La marchandise appartient à un citoyen turc, commerçant en pamplemousses. Son arrestation et l'enquête permettent de remonter à deux financiers du trafic de drogue, négociants en métaux précieux, ainsi qu'à des responsables de la Shakarchi Trading SA, puissante société financière de Zurich, capable de traiter jusqu'à 100 millions de dollars par jour, soupçonnée d'avoir blanchi *l'argent de la filière libanaise à concurrence de 1 à* 2 milliards de dollars. Tous résident en Suisse, *luxueusement, où ils bénéficient du meilleur* accueil et d'étonnantes protections. De la part de deux principaux *établissements bancaires, le* Crédit suisse et l'Union des banques suisses (UBS) *qui effectuent démarches et transactions. De la part* de la police et de la justice qui bloquent au plus haut niveau demandes d'enquêtes et d'investigations. Le vice-président de la Shakarchi, M. Hans Kopp, avocat d'affaires international réputé, est le mari du ministre de la justice. Il est aussi l'avocat d'un des plus gros trafiquant d'armes et d'héroïne du monde. Prévenu par sa femme de l'enquête imminente, M. Kopp démissionne et la Shakarchi peut prendre ses dispositions. Ni la firme, ni son vice-président, *ni* les banques ne seront inquiétées. Jusqu'en 1990, le recyclage de l'argent de la drogue n'est pas en Suisse un délit (1). Mais, *outre le ministre de la justice, le procureur général* est contraint de quitter ses fonctions, laissant planer des doutes sérieux sur leurs comportements (2).

∴

Tampa, Floride, un des carrefours du trafic de drogue et des narcodollars. Le 8 octobre 1988, *dans un luxueux club de golf, deux « yuppies » de* la spéculation financière fêtent leur mariage, auquel ils *ont convié amis et relations d'affaires* venus des quatre coins du monde, en particulier *les dirigeants de la Banque de crédit et commerce* international, la BCCI, avec laquelle ils travaillent depuis deux ans.

La BCCI figure parmi les deux cents premières banques mondiales : siège *social* à Luxembourg, quatre cents agences et filiales dans soixante-treize pays dont la France (Paris, Nice) et Monaco, 20 milliards de dollars de dépôts. Parmi ses activités, le blanchiment et le recyclage de l'argent sale. Bien placés pour faire arrêter leurs invités banquiers sur les pelouses du golf, les faux époux sont en réalité deux agents des douanes américaines infiltrés. Dans les circuits financiers de la banque, ils ont injecté des millions de narcodollars, au su des responsables, pour en suivre les mouvements tout au long du processus de blanchiment à travers deux cent cinquante comptes et cinquante sociétés répartis sur toutes les grandes places financières du monde comme dans *les* paradis fiscaux : îles Cayman, Bahamas, Panama. L'opération « Cocaine chase » arrive à son terme. *Au total, il a fallu deux ans de travail mobilisant* des dizaines d'agents et des millions de dollars, *une collaboration exceptionnelle entre services* américains, français et britanniques, pour repérer *32 millions de narcodollars blanchis – une misère* – et inculper quatre-vingt-cinq responsables de la BCCI *qui se défend bec et ongles, proteste de son* innocence et dénonce la provocation des agents *américains*.

∴

Le 2 avril 1985, Trapani (Sicile). Mise à feu à *distance, une bombe explose sous une voiture*, déchiquetant ses passagers, une femme qui emmenait ses deux enfants à l'école. On ne retrouvera que quelques lambeaux de chair et de vêtements. Voilà des années que la Mafia tue en toute impunité : simples citoyens, mais aussi officiers carabiniers et commissaires de police, juges et procureurs, journalistes et responsables politiques, maires et préfets. Cette fois, elle a raté sa cible : la voiture du juge Carlo Palermo, qui, depuis cinq ans, enquête sur une filière turco-sicilienne de trafic d'armes et d'héroïne et ses ramifications en Europe et Amérique. Depuis des mois, la tension est extrême : des deux côtés de l'Atlantique, deux grands procès se préparent qui auront lieu simultanément : à New-York, celui de la « pizza connection », un énorme réseau d'approvisionnement et de blanchiment entre les Mafias américaine et sicilienne (et aussi française) ; à Palerme, le « maxi-procès » : 474 accusés, dont les membres de la *Coppola* (la Coupole), gouvernement secret de la Mafia, et son « pape » Michele Greco. Mise en

(1) En fait, la loi votée en 1990 ne retient pas le délit de négligence bancaire mais seulement celui de blanchiment intentionnel, ce qui rend possible le maintien des *pratiques habituelles*.

(2) Cf : Jean Ziegler, *La Suisse lave plus blanc*, le Seuil, Paris, 1990.

DES NARCOTIQUES ?

du trafic de drogue

appelés fiscaux mais qui seraient mieux dénommés paradis de la criminalité, version moderne des îles et ports où les pirates de l'ancien temps accumulaient les produits de leurs pillages. Pour les services rendus, rémunérés par une commission sur chaque transaction, il y a beaucoup d'argent à gagner. Bref, les deux partenaires ont besoin l'un de l'autre.

On connaît les arguments des banques, soucieuses de respectabilité. Tout d'abord : pas d'Etat ni de bureaucratie dans les affaires qui doivent rester sous la responsabilité des banquiers, seuls professionnels compétents et par ailleurs soumis au contrôle des gardiens publics. L'expérience a amplement démontré qu'en cas de difficultés c'est toujours l'argent public qui vient au secours des banques défaillantes, parfois après que les responsables se sont volatilisés, fortune faite. Ce fut le cas, entre autres, pour des milliards de dollars de la Franklin National Bank en 1974, ou de la Penn Square Bank en 1982, et aujourd'hui du vaste réseau des caisses d'épargne et de retraites, pour se limiter aux Etats-Unis (12). De plus, le secteur bancaire est le moins surveillé du commerce international : en général, pas de licence exigée pour exporter des capitaux, aucune information à fournir sur les échanges internationaux, aucune barrière physique. On peut « faxer » des milliards de dollars d'un coin à l'autre du monde et brouiller les pistes de façon qu'aucun enquêteur ne puisse s'y retrouver : quantité, rapidité, protection garanties. Peu de temps avant la faillite frauduleuse de la Penn Square Bank, le plus célèbre des cabinets d'audit financier, Peat Marwick, avait assuré le public de l'excellence des comptes de l'établissement. Or personne ne contrôle les contrôleurs.

Une délinquance en costume trois pièces

ENSUITE, deuxième argument invoqué par les banques : elles fuient les affaires criminelles, en particulier celles de la drogue. S'il leur arrive, rarement, d'être impliquées, c'est à leur insu ou en raison de l'indélicatesse d'un responsable qui sera sanctionné. Au reste, elles ne sont pas armées pour contrôler l'origine des dépôts, l'identité réelle des déposants qui se cachent derrière des comptes ou des sociétés de façade. Aussi grossier soit-il, l'argument, bien orchestré, porte. *En réalité, non seulement les* banques ne fuient pas l'argent de la drogue, mais elles se livrent à une concurrence acharnée pour le capter.

C'est en constatant l'extraordinaire prolifération, en quelques années, de banques de toutes nationalités, à Palerme et à Catane, en Sicile, à Miami et Los Angeles que les enquêteurs italiens et américains ont acquis la conviction que ces places étaient devenues des plaques tournantes du trafic de l'héroïne et de la cocaïne. Dans les moindres villes des zones de coca, en Bolivie, au Pérou, en Colombie, on trouve des succursales de banques américaines, britanniques, néerlandaise, allemandes, suisses, françaises. Pour quelles affaires et quel argent, sinon ceux de la drogue ?

Quant à dire qu'elles ne sont pas *équipées pour enquêter sur l'origine* des dépôts et l'identité des déposants, c'est une plaisanterie pour quiconque connaît les minutieuses investigations personnelles, familiales et patrimoniales, les prudentes garanties que ces mêmes établissements sont en mesure *d'accumuler sur quiconque sollicite un* prêt, même modeste. Partout à travers le monde, un nombre considérable de banques et de succursales acceptent tous les jours le dépôt ou le retrait en liquide de millions de dollars, les opérations sous un compte numéroté ou un prête-nom, derrière le double écran d'un avocat et d'une société fiduciaire dont elles ne veulent connaître ni l'origine ni la destination, pas plus que l'identité et l'activité réelle des clients, en vertu de normes qu'elles se sont elles-mêmes fixées. Parmi les très nombreuses banques impliquées depuis longtemps dans le blanchiment de la drogue (une dizaine de grandes maisons en Suisse, plus de vingt à Miami) figurent, outre celles citées dans l'article ci-dessous, des noms aussi connus que la Chase Manhattan, l'American Express, la banque Louis-Dreyfus, l'Algemene Bank Nederlande et des firmes de courtage comme Merrill Lynch. Règle d'or : fermer les yeux, pourvu que le délinquant porte un *costume trois-pièces gris flanelle.*

Et pour ce qui concerne les sanctions que les banques infligent à leurs responsables indélicats, on a pu vérifier dans nombre d'affaires que celles-ci consistaient souvent en séjours de villégiature, indemnités et tous frais payés, en attendant d'être affectés dans un autre lieu, ville ou pays. C'est bien le moins pour des cadres efficaces et dévoués qui jouent, en fait, le rôle de fusible, protégeant l'établissement et sa hiérarchie.



Selçuk

Enfin, les paradis fiscaux sont leur domaine d'élection. Il en existe une bonne cinquantaine dans le monde, sans compter ceux qui s'ouvrent dans les pays de l'Est ou à l'intérieur des grands Etats pour des opérations spécifiques. Ils sont principalement regroupés dans trois zones géographiques correspondant à la trilatérale des grands trafics de la face cachée de l'économie mondiale (13).

En Europe, c'est la Suisse qui domine et joue sans doute le rôle de capitale mondiale ; mais aussi le Luxembourg, le Liechtenstein, l'île de Man, Jersey et Guernesey, Monaco, Andorre, Gibraltar, le Vatican... En Amérique, dans les Caraïbes, ce sont les Bermudes, les Bahamas, les îles Cayman, la Jamaïque, Panama, Belize, les Antilles néerlandaises, les îles Turks et Caicos, Antilla, Saint-Barthélemy, Antigua, la Barbade, etc. En Asie-Pacifique : Hongkong, Macao, Taïwan, Singapour, Vanuatu, Nauru, Tonga...

Conditions pour accéder au paradis : secret bancaire et commercial absolu ; stabilité politique ; réseau de communications efficace : aéroport, héliport, télécommunications ; libre circulation des capitaux et tout type de transaction en n'importe quelle devise ; exonération fiscale ; assistance technique pour la constitution de toute forme de société sans contrôle et avec un minimum de formalités : banques et compagnies off shore (14), sociétés fiduciaires et *blind trusts* (15). Peu nombreux sont ceux satisfaisant à toutes ces exigences qui constituent l'idéal du capitalisme sauvage, mais tous s'efforcent d'y parvenir.

Les îles Cayman et le Liechtenstein comptent respectivement autant de télex et de sociétés que d'habitants, Jersey est pleine de petites maisons à la façade entièrement couverte de plaques nominatives, abritant le siège social de dizaines de sociétés fictives enfouies dans les casiers de l'administrateur juriste qui occupe les lieux. En Suisse, où la qualité du service est irréprochable, le visiteur est accueilli à l'aéroport, puis, à l'abri des curiosités, transporté avec son précieux chargement en voiture aux vitres teintées jusqu'aux sous-sols de la banque d'où il gagnera en ascenseur les bureaux feutrés prévus pour sa réception. Dans les Caraïbes, l'héliport est souvent à l'entrée de la banque, en fait le seul parking des clients venus d'ailleurs, en passant, déposer des sacoches bourrées de dollars.

La Suisse et quelques autres pays mis à part, tous les paradis fiscaux sont des créations artificielles, dont l'indé*pendance ou l'autonomie est fictive.* Anciennes colonies ou restées sous la tutelle du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la France, des Etats-Unis, de l'Espagne, leurs *activités criminelles ne* se développent et perdurent que par la volonté des grandes puissances, du monde des affaires et des banques, qui en tirent des profits illicites. Toutes les grandes multinationales et établissements financiers y ont des dizaines de filiales spécialisées par activité ou type d'opérations entre lesquelles circulent chaque année des centaines de milliards de dollars échappant à tout contrôle, dont les narcodollars. Même la banque du Vatican, l'Institut des œuvres de religion (IOR), avait ses filiales dans les paradis fiscaux, en particulier à Panama, se livrant à toutes sortes d'opérations de placement et de spéculation, immobiliers, financiers, industriels (y compris le contrôle d'une entreprise fabriquant des préservatifs !).

Les sommets de l'Etat

RESTE le troisième partenaire : le pouvoir politique et l'appareil d'Etat, sans lesquels milieu criminel et milieu des affaires ne pourraient à long terme maintenir leurs activités communes. Laxisme, complicité ou participation active ? La plupart des Etats ont tardé à prendre conscience du poids des organisations et des circuits mondiaux du commerce et du financement de la drogue. Les multiples services de police et de justice compétents ont été longtemps mis en concurrence les uns les autres, privés de collaboration internationale, cantonnés dans la répression des petits dealers et des consommateurs, découragés de longues, fastidieuses et incertaines investigations susceptibles de mettre en cause des personnages importants. Petites affaires, petits problèmes, grosses affaires, gros problèmes, selon l'adage des professionnels. Grossir le nombre d'arrestations et de saisies, gonfler les statistiques, assez pour que la pression d'une menace d'extension du fléau justifie de crédits supplémentaires, pas trop pour que les résultats de la répression n'apparaissent, par comparaison, dérisoires. Cette logique bureaucratique est encore dominante.

Complicité, lorsque le milieu criminel a réussi au fil des ans à tisser sa toile au sein de l'appareil d'Etat, à corrompre ou tenir par la menace ou le chantage ministres, parlementaires, hauts fonctionnaires, maires, policiers, juges, personnel pénitentiaire, soigneusement choisis et placés à des postes-clés, dont on contrôle la carrière. Lorsque le pouvoir politique renonce à sanctionner les milieux d'affaires impliqués, autrement que par des mesures symboliques, à prendre les moyens et les dispositions qui s'imposent.

Complicité encore, lorsque, en définitive, il préfère composer, accepter et gérer un compromis pour un partage tacite d'une partie du pouvoir, violant ainsi les principes institutionnels qui fondent sa légitimité.

Sans aller chercher quelques lointains exemples, c'est déjà le cas d'au moins deux pays européens : la Suisse, si l'on veut bien être attentif à l'analyse qu'en fait Jean Ziegler (16), et l'Italie. Depuis quarante ans, la Démocratie chrétienne au pouvoir (mais aussi le Parti socialiste) s'est tellement compromise avec la Mafia, pas seulement en Sicile mais jusqu'au sommet de l'Etat, les milieux d'affaires ont depuis si longtemps accepté de travailler avec elle, qu'elle s'est installée en pouvoir concurrent profondément immergé dans tous les rouages de l'activité politique, économique et sociale, des campagnes électorales au conseil des ministres, du sport aux manifestations culturelles, des grands groupes industriels récemment constitués à la Bourse de Milan...

Inexpugnable par les moyens de répression classique, même considérablement renforcés, comme l'a bien montré l'échec des grands procès, sans une révolution culturelle qui concerne toute la société et un retour aux principes et valeurs qui fondent la démocratie.

Ce que les Italiens commencent à découvrir concerne tous les autres peuples et pas seulement un aréopage de chefs d'Etat...

CHRISTIAN DE BRIE.

(12) Sur les pratiques frauduleuses des banques américaines, lire : Penny Lenoux, *Amérique S.A.*, Denoël, Paris, 1984.

(13) Titre du livre de J.-F. Couvrat et Nicolas Pless, *op. cit.* ; lire également : Laurent Leservoisier, *les Paradis fiscaux*, PUF, Paris, 1990 ; André Beauchamp, *le Guide mondial des paradis fiscaux*, Grasset, Paris, 1983.

(14) Pour toutes activités extérieures au pays d'implantation.

(15) Sociétés dans lesquelles il est impossible d'identifier le ou les bénéficiaires.

(16) Jean Ziegler, *la Suisse lave plus blanc*, Le Seuil, Paris, 1990.

sur leur chapelet de paradis...

place dès 1957, à l'initiative de Lucky Luciano et Meyer Lanski, la Coupole a organisé et gère le trafic d'*héroïne* Europe-Amérique. Elle a étendu partout ses ramifications au sein de l'Etat italien, du monde des affaires et de l'establishment, dont elle retrouve les principaux responsables dans l'organisation criminelle politico-financière, Propaganda Due, la loge P2 de Licio Gelli, et les grands escrocs bancaires des années 70 et 80 auxquels elle a survécu. Michele Sindona, à la tête d'un groupe de cent quarante sociétés établies dans dix pays, longtemps chef de file choyé de la finance italienne, soutenu par les leaders de la Démocratie chrétienne, blanchisseur hors pair, « suicidé » d'un capuccino au cyanure dans la prison modèle où il était placé sous haute surveillance. Roberto Calvi, patron du Banco Ambrosiano, première banque *privée italienne, autre « suicidé », retrouvé* pendu sous un pont de Londres, les poches chargées de briques et de dollars, après une faillite frauduleuse de plus de 1 milliard de dollars.

La « *pizza connection* » n'a été que très partiellement démantelée et s'est reconstituée sous d'autres formes. Les deux tiers des trois cent trente-six condamnés du « maxi-procès » de Palerme ont été remis en liberté par la Cour suprême italienne, les têtes politiques et financières de la Mafia sont restées hors d'atteinte, les juges les plus pugnaces, comme Giovanni Falcone, sont contestés et isolés, leurs pouvoirs restreints, et Licio Gelli, en liberté surveillée, a publié ses *Mémoires* (3).

∴

Sydney, Australie, un dimanche de février 1980. Une patrouille de police découvre dans une Mercedes le cadavre ensanglanté de Frank Nugan, banquier, copropriétaire de la Nugan Hand Bank : siège à Sydney, filiales et succursales dans toute l'Asie-Pacifique, de Chieng-Mai (Thaïlande) à Hawaï en passant par Bangkok et Hongkong. Principales activités : le financement et le recyclage de l'argent de tous les trafics et affaires illégales : héroïne, armes, fraudes en tous genres. Services personnalisés, taux d'intérêt les plus élevés, secret bancaire absolu. *L'enquête conclura au suicide.* L'organigramme de l'établissement est un véritable annuaire d'anciens agents de la CIA. Le cofondateur de la banque vient des forces spéciales, le conseiller juridique est un ex-patron de l'agence, William Colby.

Pour résister à la pénétration des communistes dans la *péninsule indochinoise, les Etats-Unis et la* CIA ont favorisé la formation d'armées rebelles au Laos et en Birmanie sous l'autorité de chefs de guerre locaux et de généraux rescapés du Kuomintang — Khun Sa, Lo Hsing-han, Li, Van Pao — contrôlant la production d'opium et de morphine base dans le Triangle d'or, promis à un prodigieux développement, et seule monnaie pour l'achat et la fourniture d'armes livrées par la CIA, dont les avions transportent au retour la drogue. La filière mise en place à cette époque a fonctionné durant toute la guerre du Vietnam, alimentant les GI et aujourd'hui près de la moitié du marché mondial d'héroïne. Les Anglais avaient, au dix-neuvième siècle, inondé la Chine d'opium. Les Français en avaient fait autant en Indochine, en partie pour financer la sale guerre. On les retrouvera dans la French Connection où mafia corse, agents du SDECE et réseaux de barbouzes fournissaient 80 % de l'héroïne consommée aux Etats-Unis, aux familles de Jo Bonnano, Carlo Gambino et Santo Traficante, la fine fleur de la mafia américaine (4). *Les Etats-Unis et la CIA ont simplement pris le* relais, avec leurs moyens (5).

Sous le contrôle des Triades chinoises de Hongkong, la Nugan Hand Bank participait au financement et au blanchiment des trafics, bien après la fin de la guerre du Vietnam, dont les profits permettaient de financer les activités clandestines de l'agence à travers le monde, selon l'enquête de la commission royale australienne.

Quelques années plus tard éclatera le scandale de l'« Irangate » : la vente secrète d'armes à l'Iran dont le produit servit à financer l'équipement des « contras » nicaraguayens, lequel a donné lieu à un important trafic de cocaïne entre la Colombie et les Etats-Unis avec l'appui logistique d'agents américains. L'affaire fut conduite depuis la Maison Blanche par le Conseil national de sécurité, sous la responsabilité d'Oliver North en liaison avec la CIA de William Casey. L'enquête mettra en évidence le rôle joué par l'un des pires gangs de criminels politiques travaillant depuis des années, à la *demande, pour les guerres secrètes de l'Agence.* A l'époque où il sévissait en Asie du Sud-Est, ce gang avait un compte à la Nugan Hand Bank (6).

C. de B.

(3) Lire : Claire Sterling, *la Pieuvre*, Robert Laffont, Paris, 1990 ; Ruppert Cornwell, *le Banquier du Vatican*, Plon, Paris, 1984 ; Richard Hammer, *Vatican connection*, Balland, Paris, 1982.

(4) Lire : Alain Jaubert, *Dossier D comme drogue*, Alain Moreau, Paris, 1973.

(5) Lire : Catherine Lamour et Michel Lamberti, *les Grandes Manœuvres de l'opium*, le Seuil, Paris, 1972.

(6) Voir : « Coverup, les dessous de l'Irangate », *vidéocassette distribuée par la Médiathèque des Trois Mondes*, 65 *bis*, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. Lire : Bob Woodward, *CIA, guerres secrètes, 1981-1987*, Stock, Paris, 1987.

LES CITOYENS A LA

Mobiliser les salariés

En France, l'entreprise reste la dernière frontière de la citoyenneté (1). Longtemps interdites de séjour, les libertés publiques commencent seulement à y acquérir droit de cité depuis les lois Auroux de 1982. Mais, entre le droit d'expression des salariés et leur capacité d'agir concrètement sur leur avenir commun, il y a tout ce qui sépare la passivité de la mobilisation.

Par **BERNARD CASSEN**

LE salarié est-il aussi un citoyen jouissant de la plénitude de ses droits constitutionnels ? Oui, sans *aucun doute, mais* de préférence en dehors de ses horaires de travail et en s'abstenant soigneusement d'évoquer ce qui se passe dans son entreprise... Il n'a, en effet, pas fallu moins d'un jugement du conseil de prud'hommes de Montluçon, confirmé par un arrêt de la cour d'appel de Riom, pour que la chambre sociale de la Cour de cassation rende, le 22 avril 1988, un jugement appelé à faire jurisprudence : M. Alain Clavaud, ouvrier de la société Dunlop (rachetée par le trust japonais Sumitomo) et licencié pour avoir critiqué ses conditions de travail dans *l'Humanité* du 15 janvier 1986, était réintégré après huit cent vingt-cinq jours de procédure (2). Les juges suprêmes, en se contentant de déclarer nul l'acte de licenciement de M. Clavaud, n'avaient cependant pas repris à leur compte l'argumentation de l'avocat général qui invoquait la violation de l'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, inscrite dans le préambule de la Constitution.

Une occasion manquée, donc, de faire reconnaître solennellement le droit constitutionnel sur le lieu de travail, mais néanmoins une brèche considérable dans la conception de l'entreprise comme espace privé, régi par le seul droit de propriété. Des pays comme l'Espagne et l'Italie, en revanche, reconnaissent la dimension sociale de l'entreprise et en font donc un terrain normal d'exercice des libertés publiques. En signant son contrat de travail, le salarié français est placé de ce fait dans un rapport de subordination avec son employeur, investi du pouvoir de juge privé ; il était réputé renoncer, sur le lieu d'exercice de sa *profession*, aux *libertés publiques* que la Constitution reconnaît, pourtant, au citoyen. Du moins jusqu'en 1982, lorsque furent votées les « lois Auroux », et en particulier celle sur la liberté d'expression des salariés dans l'entreprise (3). Auparavant, en France, la citoyenneté s'arrêtait légalement à la porte de l'atelier ou du bureau.

Qui voulait des lois Auroux ?

LA Bastille-entreprise a-t-elle, pour autant, été prise en main par ses *propres occupants ? Evidemment non.* Après presque huit ans d'application, les lois Auroux n'ont guère justifié la *crainte panique qu'elles inspiraient* au départ à un patronat pour une grande part crispé sur ses prérogatives. Le gouvernement de M. Jacques Chirac n'avait d'ailleurs pas jugé utile de les abroger malgré les admonestations de la confédération générale des PME (CGPME) qui lui reprochait de n'avoir pas eu la volonté « *de faire rentrer le fleuve syndical dans son lit après les crues ravageuses que nous avons connues* (4) ».

C'est que le « fleuve syndical » en question, ou plutôt ses multiples ruisseaux, n'avait guère envie de sortir davantage de son lit pour défendre des textes qu'il n'avait jamais véritablement désirés, sans pour autant les récuser. Il y avait deux bonnes raisons à cela : pour les syndicats, qu'ils soient « révolutionnaires » (la CGT) ou « réformistes » (FO), l'instauration de formes d'expression directe des salariés dans l'entreprise constituait, de fait, une atteinte à leur monopole de représentation ; de toute manière, pour le syndicalisme « *de classe et de masse* » de la CGT, une avancée politique ou législative ne saurait être que le résultat d'un puissant mouvement revendicatif, comme les congés payés ou la semaine de quarante heures en 1936 (*voir, ci-dessous, l'article de Philippe Videlier*) ou les accords de Grenelle après les grandes grèves de 1968. Il ne saurait y avoir de « bon accord » à froid. M. Charles Fiterman, pourtant ministre des transports lors du vote des lois Auroux, jugeait, moins de trois ans après leur promulgation et un an après son départ et celui des trois autres ministres communistes du gouvernement, qu'elles étaient « *synonymes de recul* (5) ». C'est dire que la proposition faite par M. François Mitterrand, lors de sa dernière allocution de Nouvel An, d'ouvrir un nouveau « *grand chantier* » pour 1990 « *telle l'extension des lois Auroux* », si elle a provoqué l'irritation du patronat, n'est cependant pas de nature à combler le « *déficit social* » dont souffre le gouvernement de M. Michel Rocard.

Sur le terrain, les syndiqués n'avaient pourtant pas systématiquement boudé les formes d'expression directe des travailleurs (FED), pas plus d'ailleurs que les cercles de qualité qui, eux, relèvent pourtant de la seule initiative patronale (6). Au terme d'une minutieuse étude auprès des salariés de l'usine Renault-Véhicules industriels (RVI) de Blainville-sur-Orne, et de la Société métallurgique de Normandie (SMN), toutes deux situées près de Caen, Jean-Pierre Terrail constate que dans ces deux entreprises, au fonctionnement encore fortement « taylorisé », « *nos enquêtes ne perçoivent guère comme exclusives l'une de l'autre, a fortiori comme contradictoires, ces deux formes de vie sociale que sont les FED et le syndicalisme... L'efficacité antisyndicale des FED n'est donc pas jouée d'avance, là au moins où, comme à RVI, les luttes syndicales ont fortement marqué le paysage social* (7) ».

Le bilan national des lois Auroux est très loin d'être négligeable. En 1986, selon des chiffres rendus publics le 31 mars 1987, 6 768 accords d'entreprise (dont 1 878 sur l'expression des travailleurs) avaient été conclus, intéressant plus de deux millions de salariés. Il est à noter que, dans beaucoup d'entreprises, ces accords avaient porté sur des thèmes tels que l'aménagement du temps de travail (modulation des horaires et équipes de suppléance) et une certaine individualisation des *salaires qui suscitaient la réserve des* centrales syndicales nationales et même, pour la CGT, la franche hostilité. Ce sont pourtant les sections locales CGT qui, avec la CFDT, avaient signé le plus grand nombre de ces textes. A preuve que les situations concrètes locales – où parfois la vie, ou *la mort, d'une entreprise est en jeu* – suscitent un pragmatisme difficilement praticable dans une discussion sur les grands principes.

On n'y échappe pas : en France, aucune forme d'expression des salariés (groupes d'expression directe, cercles de qualité, comités d'entreprise) ne peut fructueusement, et dans la durée, se développer contre les organisations syndicales. Ce sont elles, en définitive qui tracent, directement ou indirectement, les limites du champ de l'exercice ou de la conquête des droits dans la grande majorité des entreprises. Point de légitimité en dehors d'elles, mais surtout peu ou pas de motivation à agir lorsqu'elles sont absentes ou faibles. Et c'est peu dire qu'elles se sont considérablement affaiblies ces dernières années, le taux de syndicalisation dans l'Hexagone ne dépassant pas *11 % en 1989 contre 20 % en 1981* (8), alors qu'en RFA, par exemple, le Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB) *comptait à peu près autant* de membres en 1988 (7,8 millions) qu'en 1981 (8 millions).

Les analyses ne manquent pas de l'incapacité des syndicats français à faire peau neuve (9) face à une complète restructuration du système productif mondial dont beaucoup de leurs homologues d'autres pays ont mieux su tirer les leçons. L'IG Metall a obtenu, pour les métallurgistes allemands, la semaine de trente-six heures trente, sans réduction de salaire, « *seule avancée substantielle, sur un large front, du syndicalisme européen depuis la crise* », écrit M. Jean-Louis Moynot, ancien dirigeant de la CGT. Il décerne également un satisfecit à la CGIL italienne qui a « *formulé plus tôt, et mieux que quiconque, la nécessité d'une négociation décentralisée jusqu'à l'atelier (ou la localité), et globale dans son contenu, c'est-à-dire liant l'emploi, la qualification, le salaire, les conditions de travail, avec les choix industriels, les investissements, l'organisation et la gestion de l'entreprise* (10) ».

La simple énumération de ces thèmes, en particulier des deux derniers, montre bien, en creux, le retard *pris par le syndicalisme* de l'Hexagone dans l'exploration de questions qui n'ont de sens que traitées globalement, dans la mesure où elles font partie, pour les chefs d'entreprise comme pour l'Etat, d'un problème lui aussi global dont chaque *élément* interagit avec les autres. Si le syndicat ne se déclare pas acteur – et pas seulement sur le mode défensif – de la réflexion sur l'organisation et la gestion concrète de l'entreprise, chacun se rend bien compte qu'il esquive le cœur du problème et qu'il organise lui-même sa représentativité décroissante (11). Car, c'est bien sur ce terrain-là que se déploient aujourd'hui les théories et que s'organisent, ici et là, des pratiques nouvelles dans des entreprises dont les dirigeants ont compris – et pas seulement dans leurs discours – que *la première* des ressources était la ressource humaine.

Les nouveaux hommes providentiels

IL ne faut évidemment pas prendre pour argent comptant toute la rhétorique en œuvre dans les multiples « projets d'entreprise » ou les *réflexions intéressées sur la « culture »* de telle ou telle firme. Mais cette effervescence traduit la montée en puissance d'une conception de l'entreprise comme « *objet magique* », que Philippe Lorino appelle l' « *entreprise idéologique* » pour la distinguer de l'entreprise réelle : « *Cet objet magique, l'« entreprise idéologique », qui est en dehors de l'histoire et de la politique, prétend apporter une réponse toute-puissante aux aspirations sociales, aux problèmes économiques. Les caractéristiques de ces deux entreprises sont parfaitement opposées : l'entreprise réelle est le lieu du travail d'équipe, une construction collective et organisationnelle, alors que l'entreprise idéologique apparaîtrait plutôt comme un totem, un objet d'évasion, un lieu de coups aventureux : elle occupe, dans la mythologie contemporaine, une place analogue à celle qu'occupait naguère le western (12).* »

Il va sans dire que ce « totem », placé sous l'aile protectrice d'un grand chef charismatique, ne fait aucune place à une expression collective des salariés qui n'ont d'autre choix que le culte ou le départ. A des degrés certes très dilués, beaucoup d'initiatives actuelles en matière de « management participatif » ou de « mobilisation des ressources humaines » relèvent peu ou prou d'une telle démarche manipulatoire niant la capacité du travailleur à se déterminer, de manière autonome et organisée, à partir de ses *propres aspirations* face aux problèmes réels qui se posent dans l'entreprise. Dans l'entre*prise et non pas chez l'entrepreneur*, car ce glissement, favorisé par le vacarme médiatique autour des nouveaux *hommes providentiels* que sont devenus les patrons à succès, constitue une véritable insulte à cette communauté de citoyens que devrait être une entreprise, même si cette communauté est, par nature, conflictuelle.

Gérer collégialement une conflictualité *positive, qui ne se réduit pas* au partage des bénéfices, mais trouve aussi ses champs d'application dans les formes d'organisation du travail et les effets des changements technologiques, tel est le premier enjeu d'une démarche d'appropriation progressive des pouvoirs existants et d'autres, à conquérir. En sachant bien que, dans cette démarche jamais achevée et irréductible aux solutions clés en main, la forme même préjuge le fond : *l'implication la plus* complète de tous les salariés constitue la garantie que les solutions adoptées répondront aux objectifs de transparence, d'adhésion au projet commun et donc, en dernière instance, d'efficacité. *La démocratisation de l'entreprise*, la « *révolution de l'intelligence* » ou la « *démocratie salariale* », pour reprendre le *concept qu'utilise* Benjamin Coriat dans son dernier ouvrage (*voir, ci-dessous, l'article de Jean-Loup Motchane*) deviennent aujourd'hui les

(1) Précédents articles : Claude Julien, « Le citoyen à la conquête des pouvoirs » (octobre 1989) ; Christian de Brie, « Rendre aux élus du peuple la capacité de faire la loi » (novembre 1989) ; Jean-Louis Rollot, « Les fourmis de la culture » ; Jean-Luc Pouthier, « *La presse et les paradoxes de la liberté* » (décembre 1989) ; Thierry Pfister, « Au-delà de la crise du militantisme » et Antoine Sanguinetti, « L'armée, un monde tenu à part » (janvier 1990) ; Christian de Brie, « Sur les chantiers de la démocratie locale » et Pierre Dommergues, « Des Américains en quête d'un nouveau contrat social » (mars 1990).

(2) Voir M. Chesnais, J. Dughera, M. Fourcade, V. Vieille, « Affaire Clavaud : bruits judiciaires autour d'une parole ouvrière », *Travail*, n° 17, juillet 1989.

(3) *La loi* du 4 août 1982, œuvre de M. Jean Auroux, ministre du travail du gouvernement de M. Pierre Mauroy, reconnaissant le droit d'expression des salariés, avait été votée à titre expérimental. Elle a été pérennisée par le législateur le 3 janvier 1986. La loi permet aux salariés de se réunir sur le lieu et *pendant le temps de travail* pour aborder les questions touchant au contenu et aux conditions de travail. Une autre des lois Auroux prévoit l'obligation de négocier annuellement les salaires dans les entreprises où existent des sections syndicales.

(4) *Le Monde*, 3 décembre 1986.

(5) *Le Monde*, 31 août 1985.

(6) Voir Maurice Najman, « Les militants français confrontés à la logique de l'entreprise », *le Monde diplomatique*, février 1986 et Bernard Cassen, « Des lendemains industriels hypothéqués par le laisser-aller libéral », *le Monde diplomatique*, décembre 1987.

(7) Jean-Pierre Terrail, *Destins ouvriers – la fin d'une classe ?* PUF, Paris, 1990, 275 pages, 165 F.

(8) Voir Michel Noblecourt, « Le taux de syndicalisation des salariés a diminué de moitié de 1981 à 1989 », *le Monde*, 17 février 1990.

(9) Voir le dossier « Les *syndicats acculés* à faire peau neuve », *le Monde diplomatique*, février 1986.

(10) Jean-Louis Moynot, « Sur le syndicalisme européen », *M.*, n° 24, novembre-décembre 1988.

(11) Voir Thierry Pfistor, « Au-delà de la crise du militantisme », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(12) Philippe Lorino, entretien au *Monde*, 19 janvier 1990. *Philippe Lorino* vient de publier aux éditions La Découverte *l'Economiste et le manageur* (voir *le Monde diplomatique*, janvier 1990).

« L'ATELIER ET LE ROBOT », de Benjamin Coriat

Fonder la croissance sur l'innovation sociale

Par JEAN-LOUP MOTCHANE *

A la fin des années 60, le taylorisme et le fordisme atteignent visiblement la *limite de leur efficacité dans les pays industrialisés. Avant même* que la crise provoquée par les deux chocs pétroliers ne change la structure des marchés, les pertes de productivité dues à la rigidité de l'organisation taylorienne, manifestement incapable de s'adapter à la fluctuation quantitative et qualitative de la demande, ne peuvent plus être compensées par une simple augmentation des cadences. *L'autre obstacle à la* croissance de la productivité, c'est en effet la résistance ouvrière au travail parcellaire, déqualifié et répétitif. Qu'elle soit larvée ou active, elle freine les gains de productivité par ses manifestations diverses : *absentéisme, instabilité de la main-d'œuvre, grèves des* ouvriers spécialisés, etc.

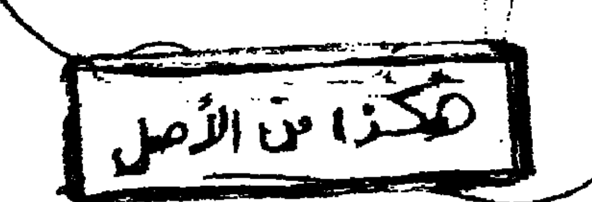
C'est pour faire face à cette nouvelle donne qu'apparaissent à cette époque, *dans les grandes entreprises, de nombreuses expériences d'« enrichissement des tâches »*. Si ces expériences n'ont pas abouti à la revalorisation du travail manuel, elles ont toutefois permis de constituer des savoir-faire nouveaux en matière d'organisation du travail, souvent en rupture avec les préceptes canoniques du taylorisme et du fordisme. A l'aube des années 80, ces nouvelles formes d'organisation trouveront, avec *le développement des technologies*, de l'information et de la robotique, leurs moyens d'expression.

L'avènement d'une véritable « démocratie salariale » devient désormais techniquement possible. *Ce qui ne veut pas dire, comme le montre vigoureusement* Benjamin Coriat dans *l'Atelier et le robot* (1), qu'il se produira nécessairement : l'innovation technique n'implique ni remise en cause de l'organisation du travail *ni transformation des rapports* sociaux. Elle peut seulement les favoriser, dans certains cas. Après une présentation minutieuse des mutations technologiques et organisationnelles les *plus remarquables* de ces dernières années, l'auteur analyse en détail l'impact microéconomique de ces innovations sur l'entreprise et ses sous-traitants, et il décrit les nouvelles stratégies de partenariat ou de *coopération qui en découlent.*

La dernière partie du livre, résolument prospective, envisage les effets prévisibles des évolutions en cours sur la nature du travail, les changements des *métiers et du profil des hommes, en s'appuyant sur les exemples* allemand et américain. De nouveaux rapports sociaux et salariaux deviennent envisageables. Trois scénarios possibles d'une société industrielle future sont proposés en épilogue. Contrairement aux chantres ravis du « tout technologique » ou du « tout économique », Benjamin Coriat montre que ce sont bien plus les innovations *organisationnelles et sociales qui peuvent donner naissance à un nouveau mode* de croissance, basé sur l'instauration d'une véritable citoyenneté dans l'entreprise et dans la société.

* *Professeur à l'université Paris-VII.*

(1) Benjamin Coriat, *l'Atelier et le robot*, Christian Bourgois, Paris, 1990, *302 pages, 120 F.*



CONQUÊTE D

pour réf

CONQUÊTE DES POUVOIRS (VI)

pour réformer l'entreprise

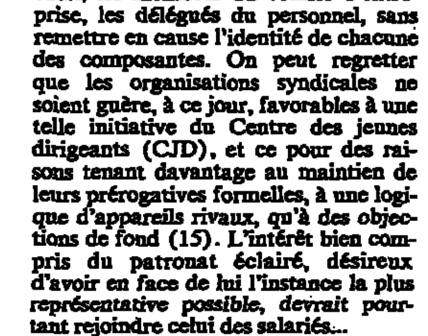
meilleures armes de la compétitivité (13). Pour une fois, la morale converge avec la rentabilité...

Adhérer à cette analyse est une chose, la mettre en pratique en est une autre, car elle heurte aussi bien toute la culture patronale de l'autorité de droit divin et les formes d'organisation taylorienne encore prédominantes, qu'une tradition de légitimité exclusive de l'organisation syndicale à exprimer les aspirations des salariés. Même si le syndicat remplit très mal ce rôle – comme l'atteste, dans les mouvements revendicatifs de ces dernières années, l'émergence de « coordinations » informelles et à objectif strictement limité, – il demeure une sorte d'assurance tous risques à laquelle on délègue – comme à des experts – la fonction de sauvegarder l'essentiel.

Remobiliser tous les salariés – tout comme remobiliser les électeurs – c'est faire appel à eux en tant que citoyens, comptables de l'avenir de l'entreprise mais aussi de la cité. Car l'entreprise n'est plus une entité isolée. Elle est non seulement solidaire de son environnement immédiat – clients, fournisseurs, collectivités territoriales – mais elle doit aussi intégrer dans sa stratégie propre les problèmes plus généraux de la société : chômage, précarité, exclusion, immigration, écologie, etc. Programme ambitieux certes, mais programme nécessaire sauf à considérer que la citoyenneté se découpe en tranches (14).


Jacques Windenberger

UNE OUVRIÈRE MATELASSEUSE DES TEMPS MODERNES
A qualification égale, des salaires souvent inférieurs pour les femmes



Il n'y a pas de recette simple ou unique, mais des actions modestes et locales. En partant d'abord de l'existant : utiliser à plein les lois Auroux, qui risquent de sombrer dans l'indifférence faute de volonté systématique des salariés d'en utiliser les possibilités ; renforcer les syndicats dont la capacité d'ouverture à la globalité des problèmes est directement fonction du chiffre de leurs effectifs ; faire pression sur les pouvoirs publics pour la création dans toutes les PME/PMI – qui, en France regroupent l'essentiel du salariat, et dont 1,5 million, en raison des seuils d'effectifs prévus par la loi, ne disposent pas de comité d'entreprise – de « conseils d'entreprise » élus ou regroupant en une institution unique, lorsqu'ils existent, les délégués syndicaux, les membres du comité d'entreprise, les délégués du personnel, sans remettre en cause l'identité de chacune des composantes. On peut regretter que les organisations syndicales ne soient guère, à ce jour, favorables à une telle initiative du Centre des jeunes dirigeants (CJD), et ce pour des raisons tenant davantage au maintien de leurs prérogatives formelles, à une logique d'appareils rivaux, qu'à des objections de fond (15). L'intérêt bien compris du patronat éclairé, désireux d'avoir en face de lui l'instance la plus représentative possible, devrait pourtant rejoindre celui des salariés...

Se frotter à la gestion

LE législateur, en particulier s'il sent la nécessité d'une « relance sociale », pourrait aussi veiller à ce que la loi sur la démocratisation du secteur public de 1983, qui fait place aux représentants des salariés dans les conseils d'administration des entreprises publiques, soit appliquée avec sincérité en donnant à tous les administrateurs les moyens d'exercer véritablement leur droit de contrôle. On pourrait également prévoir que toute entreprise privée d'une certaine taille (plus de cinq cents salariés par exemple) soit tenue d'ouvrir son conseil d'administration aux représentants élus de son personnel. De telles mesures ne suscitent qu'un enthousiasme mitigé chez les syndicats installés dans un rôle de revendication et de représentation, et donc méfiants à l'égard de toute forme de « récupération » ou de présence-potiche. Le véritable saut qualitatif pour l'élargissement des pouvoirs des salariés réside pourtant dans un changement culturel radical à l'égard de la gestion. C'est en s'y frottant au plus près, sans pour autant nécessairement l'assumer, que les représentants des salariés peuvent acquérir les compétences nécessaires à... l'autogestion. A condition qu'à cet entrisme par le haut corresponde simultanément une poussée démocratique par le bas.

Cette poussée, pour être pleinement démocratique, ne peut faire l'impasse sur la situation particulière des femmes dans l'entreprise. Car si, statutairement, la loi de 1983 garantit l'égalité professionnelle entre les sexes, l'expérience quotidienne prouve qu'il n'en est rien : à qualification égale, salaires inférieurs, de 35 %, en moyenne, à ceux des hommes, surreprésentation (75 %) dans les emplois dits atypiques (intérim, temps partiel, contrats à durée déterminée, « stages » de tous genres) qui occupent plus de trois millions de personnes en France. Des questions comme l'aménagement du temps de travail et l'accueil des enfants, notamment pour les familles monoparentales (en clair pour les mères de famille seules), n'entrent pas dans la logique naturelle de structures de représentation politiques ou syndicales qui *« ont élaboré leur mode de fonctionnement sans les femmes à une époque où elles n'étaient ni électrices ni éligibles et où les mentalités ne pouvaient que trouver normale leur exclusion »* (16).

Avant de défendre ces revendications spécifiques à la table des négociations, les syndicats doivent d'abord les intérioriser. Ce n'est pas nécessairement plus facile...

L'occupation de tous les interstices d'initiative, d'information et d'action ne peut faire l'économie d'une prise de conscience européenne. Si l'Europe sociale est très largement à la remorque de celle des financiers (17), c'est aussi, en partie, parce que les syndicats sont loin d'avoir occupé tout le terrain qui leur revenait. Cela est plus particulièrement vrai des syndicats français qui – à l'exception de la CFDT – et pour des motifs divers, ont largement négligé cette nécessaire dimension de leur défense des salariés. Dans une économie désormais mondialisée dans ses flux de capitaux, de biens et de services, l'Etat national n'est, le plus souvent, qu'un faire-valoir des entreprises géantes dont le périmètre d'action excède largement le sien (18). Sans être toujours totalement pertinent, le périmètre européen offre déjà davantage de possibilités de régulation politique et sociale. Une action déterminée des syndicats, alliés pour l'occasion à un Parlement européen devenu particulièrement vigilant à l'égard de la Commission dans ce domaine, pourrait contribuer à ce que la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux, adoptée lors du conseil européen de Strasbourg en décembre 1989, cesse d'être une simple déclaration d'intention et se traduise en actes. Parmi eux, l'obligation, pour les sociétés multinationales, de créer des comités de groupe européens, dotés de réels pouvoirs.

Le citoyen n'est jamais complètement désarmé : les pays de l'Est en ont admirablement administré la preuve. Il peut cependant être anesthésié, quitte à se révolter en une brusque flambée sans lendemain. En matière de droits des travailleurs, l'expérience des pays occidentaux montre que les avancées ne sont pas linéaires et qu'il y a des moments pour le saut qualitatif, s'appuyant sur des mouvements de masse, et d'autres pour le grignotage négocié des positions à conquérir. Des actions sans doute moins prestigieuses pour les livres d'histoire, mais qui nécessitent autant, sinon plus, de conscience démocratique, de lente acquisition et de maîtrise de nouvelles connaissances à faire partager. Si véritable révolution il doit y avoir dans l'entreprise, elle prendrait sans doute aujourd'hui la forme d'un réformisme permanent, propulsé par la volonté délibérée et organisée de tous les citoyens qui la composent.

BERNARD CASSEN.

(13) Sur ces questions voir, notamment, Bernard Cassen « Un nouveau maître à penser : l'entreprise », *Manière de voir* I, 1988 et « *Les ambiguïtés du mécénat* d'entreprise », *le Monde diplomatique*, février 1989.

Parmi les réflexions récentes les plus intéressantes sur ces questions, trois publications du Centre de prospective et d'études (CPE) : *la Nécessité d'une culture industrielle* (CPE Etude nº 107, mars 1988) ; Jean Gatty, Frédéric Worms et Thierry Gaudin, *Identité et culture d'entreprise* (CPE Etude nº 119) ; *Regards sur l'homme et l'entreprise* (CPE Etude nº 130) ; toutes diffusées par ADITECH, 96, boulevard Blanqui, 75013 Paris. A lire également Jean-François Amadieu, « Les entreprises : Eglises ou équipages de rafting », *Gérer et comprendre*, série trimestrielle des *Annales des Mines*, nº 17, décembre 1989 ; le dossier sur la culture d'entreprise des *Cahiers du LERASS*, nº 18, automne 1989 (Institut universitaire de technologie de l'université de Toulouse-III, 115, rue de Narbonne, 31077 Toulouse Cedex) ; Claude Le Bœuf et Alex Mucchielli, *le Projet d'entreprise*, « Que sais-je ? », PUF, Paris, 1989.

(14) Sur ces questions, voir la très belle livraison de *Projet* consacrée à « L'espace de l'entreprise » (Nº 221, printemps 1990, 58 F).

(15) Voir *le Monde*, 21 février 1989.

(16) Denise Fuchs, « Regard de femmes », *Transversales*, nº 2, 1990.

(16) Voir Bernard Cassen, « Le social à la remorque de l'Acte unique », *le Monde diplomatique*, décembre 1988, et « La Communauté dans la spirale néolibérale », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(18) Voir Riccardo Petrella, « Un nouveau partage du monde entre les entreprises géantes », *le Monde diplomatique*, août 1989.

Le mois prochain :

VII. Nos lecteurs ont la parole.

Avoir une vie avant la mort

Par PHILIPPE VIDELIER *

LA réduction du temps de travail reste l'une des revendications prioritaires des salariés. La campagne du syndicat allemand des métallurgistes, IG Metall, en faveur des trente-cinq heures hebdomadaires (1), le récent accord-pilote à Renault-Flins sur la création d'une troisième équipe ramenant, sans perte de salaire, l'horaire hebdomadaire à trente-sept heures pour les équipes de jour et à trente et une heures et demie pour l'équipe de nuit (au lieu des quarante heures quarante antérieures) (2) en constituent des témoignages récents.

Dès 1516, Thomas More réfutait des thèses que l'on trouve aujourd'hui dans la bouche des défenseurs des « grands équilibres » et dans toute la littérature patronale : *« Puisqu'il n'y a que six heures de travail, direz-vous, il s'ensuivra probablement une certaine pénurie des objets de première nécessité. Bien loin qu'une telle éventualité se présente, en fait, le temps requis pour produire en abondance tous les biens nécessaires à l'entretien et même à l'agrément de la vie est non seulement suffisant mais encore trop long ! (3). »*

Il y eut, pour proposer à la société de telles idées, ces concepteurs de systèmes, ces auteurs de science-fiction, en quelque sorte, qu'on appelle les utopistes. Ainsi, dans la république utopienne de Thomas More, on ne travaille que six heures pour assurer la subsistance de la société. Les habitants de la *Cité du soleil* (1602), dont Tommaso Campanella précise qu'*« ils ne peuvent pas souffrir les Japonais »* (mais c'est à cause de leurs seules coutumes vestimentaires), ont une charge de travail journalière qui n'excède pas quatre heures : *« Le reste du temps, ils le passent à apprendre en jouant, discutant, lisant, enseignant, marchant, et toujours avec joie »* (4). A Calejava, *« l'île des hommes raisonnables »*, visitée en 1700 au hasard d'un naufrage (et d'un roman) par trois Français et un Turc *« fort entêté du mahométisme »*, la journée ouvrée est de cinq heures : deux heures et demie le matin, et autant *« l'après-dînée »* (5).

Devant le spectacle de l'industrie broyant les corps et ruinant les âmes, il y eut, aux premiers temps, quelques philanthropes, de grands industriels parfois, pour suggérer que cet éreintement n'était pas une fatalité attachée à la condition humaine. Ainsi Robert Owen (1771-1858) eut-il un jour, au cours d'un voyage en France, la grande satisfaction de constater qu'à quantité égale la production sortie de son usine textile modèle de New-Lanark, en Ecosse, surpassait en qualité celle des établissements du duc de la Rochefoucauld, produite aux pires conditions sociales. Avec John Fielden, « l'Honnête John » comme on appelait familièrement ce manufacturier que la circonscription d'Oldham, avait choisi pour député, Robert Owen lançait la *National Regeneration Society* (Société nationale pour la régénération) dans le but d'*« aider les classes ouvrières à obtenir les huit heures avec conservation du salaire actuel »*. Il écrivit pour cela, en 1833, un *Catéchisme*, une forme de questions-réponses très usitée à l'époque, pour expliquer en quoi était indispensable la réduction du temps de travail au tiers d'une journée.

Ces bons sentiments seraient sans doute restés en un état éthéré sans la pression constante des salariés. En Angleterre, dans les années 20 du dix-neuvième siècle, eurent lieu les premiers mouvements pour les huit heures. Mais c'est dans une colonie, en Australie, que, dès 1856, les ouvriers de certains corps de métiers obtinrent satisfaction. Et c'est pourquoi longtemps, à Melbourne, on commémora le 21 avril, le *Eight Hours Day*, avec fanfares et dans la joie. Ainsi, en 1857, les ouvriers de la colonie de Victoria défilèrent devant le siège du gouvernement en chantant le *God save the Queen* – parce que les prolétaires de Sa Majesté sont respectueux – et devant le Parlement aux accents de la *Marseillaise* – parce qu'ils ont le sens du symbole et que, pour l'étranger, le chant de l'armée du Rhin est longtemps resté associé à l'imagerie révolutionnaire.

En France, dans le même temps, l'Empire du second Napoléon, qui affichait une sollicitude toute paternelle pour les victimes du paupérisme, faisait la part belle aux revendications... des industriels. A tel point que certains maîtres teinturiers de la région parisienne poussaient le cynisme jusqu'à réclamer la prolongation de deux heures du temps de travail de leurs ouvriers, normalement limité à douze heures, *« pour les sauver du cabaret, qui pourrait les entraîner à perdre leur journée »* (6).

Ne pas travailler plus de huit heures

L'OBJECTIF des huit heures gagna rapidement en popularité sur tous les continents. Le premier congrès de l'Association internationale des travailleurs, réuni à Genève en septembre 1866, proposait d'en faire *« l'étendard commun de toutes les réclamations des classes ouvrières de l'univers »* (7). Pour le conseil général de l'Internationale, la réduction des heures de travail constituait *« la condition préliminaire sans laquelle toutes les tentatives ultérieures d'amélioration et d'émancipation avorteront »*.

En Amérique, les organisations qui allaient constituer l'American Federation of Labor, la célèbre AFL de Samuel Gompers, décidaient, en 1884, c'est-à-dire en se donnant deux ans de préparation, que, de par la volonté des travailleurs, la journée normale de travail n'excèderait plus huit heures à dater du 1er mai 1886. Trois cent mille salariés cessèrent le travail ce jour-là dans toute l'Union. Aucun incident ne ternit cette journée mémorable mais, les jours suivants, se déroulèrent à Chicago de sanglants événements qui fixèrent pour la postérité l'origine du 1er mai (8). Quand, du 14 au 20 juillet 1889, pour le centenaire de la Révolution, se réunit à Paris le congrès de fondation de la Deuxième Internationale, le 1er mai s'imposa ainsi comme jour d'une *« manifestation à date fixe »* pour la réduction du temps de travail, *destinée à être le point d'orgue de la revendication ouvrière.*

Mais c'est une histoire bien longue que celle de la difficile conquête du temps sur le travail, de la liberté sur la nécessité. Au Sénat, le 16 juin 1936, le président du conseil, Léon Blum, se demandait s'il fallait déduire des passions déchaînées par la loi des quarante heures que toute réforme sociale d'envergure ouvrait inéluctablement sur le désastre économique. *« Mais oui ! »*, s'exclamèrent le marquis de Dion et plusieurs sénateurs à droite. *« Faut-il en conclure*, reprit le chef du gouvernement du Front populaire, *qu'à l'intérieur du système actuel de la production, aucune réforme de la condition ouvrière n'est possible ? Car c'est à cette conclusion qu'il faudrait alors arriver. Moi, je ne le crois pas, messieurs, et vous ne le croyez pas davantage* (9). » Ainsi fut entérinée la semaine de quarante heures.

* Historien, CNRS - Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme.

(1) Un premier accord ramenant la semaine de travail de trente-huit à trente-six heures et demie dans la métallurgie a été signé par l'IG Metall et le patronat allemand le 26 février 1988 (voir *le Monde* daté 28-29 février 1988).

(2) Voir *le Monde*, 8 mars 1990.

(3) *L'Utopie de Thomas More*, présenté par André Prévost, Mame, Paris, 1979, p. 473.

(4) Tommaso Campanella, *la Cité du soleil*, Librairie Droz, Genève, 1972, p. 25.

(5) Claude Gilbert, *Histoire de Calejava ou de l'Isle des hommes raisonnables avec le parallèle de leur morale et du christianisme*, 1700, EDHIS reprint, Paris, 1970, p. 108 et 120.

(6) Charles Rist, *la Journée de travail de l'ouvrier adulte en France*, Larose, Paris, 1898, p. 77.

(7) Christian Labrande, *la Première Internationale*, UGE 10-18, Paris, 1976, p. 76.

(8) Paul Avrich, *The Haymarket Tragedy*, Princeton University Press, Princeton, 1984 ; Maurice Dommanget, *Histoire du Premier Mai*, La Tête de feuille, Paris, 1972.

(9) *L'Œuvre de Léon Blum (1934-1937)*, Albin Michel, Paris, 1964, p. 306.



ROCK ET POLITIQUE

Chanter le devenir du monde

Il existe, dit-on, une « rock'n'roll attitude », une sorte de détachement, de distance à l'égard du conformisme dominant ; une volonté de rupture aussi, faite d'un mélange de violence et de générosité. Bref, un anticonformisme, un refus de s'embourgeoiser, de s'encroûter, de se momifier. *Depuis son apparition aux Etats-Unis, dans les années 50, la musique rock a exprimé,* par la voix de Chuck Berry ou d'Elvis Presley, la fureur de vivre d'une génération de rebelles sans cause. En puisant, en premier lieu, dans les rythmes du Sud — jazz, blues — une liberté d'inspiration que seuls les Noirs avaient su conserver, le rock, puissamment aidé par les multinationales du disque, s'est *imposé partout, même à l'Est.* Et puis, adorées comme des idoles, devenues milliardaires, les stars se sont empâtées, et leur musique a sombré dans la platitude et les conventions.

Mais l'esprit du rock n'en est pas mort pour autant. Repris régulièrement par de jeunes musiciens enragés, nourris à des sources diverses, toujours du tiers-monde — reggae de Jamaïque, sons d'Amérique latine, *rythmes d'Afrique, — il renaît* cycliquement dans les marges des sociétés, dans les banlieues dures, pour exprimer l'attachement des nouvelles générations aux droits de l'homme, à l'antiracisme, à la protection de l'environnement, à la paix... La politique n'est pas au centre, mais le cri des chanteurs dit, mieux que bien d'autres formes d'expression, la douloureuse déchirure des jeunes sans futur et la misère des sociétés.

Par THOMAS SOTINEL*

DE l'anniversaire de Nelson Mandela à l'investiture du président des Etats-Unis, de la chute du mur de Berlin au contre-sommet du Bicentenaire, le concert de rock est devenu inévitable. Qu'il soit au centre du dispositif — dans le cas du *Ça suffat comme ci* du chanteur français Renaud — ou qu'il vienne se greffer sur l'événement — comme à Berlin, — le rock colle à l'histoire comme aucun autre mode d'expression contemporain. C'est une affaire d'audience — l'être humain le plus célèbre de cette fin de siècle est probablement le chanteur américain Michael Jackson, — de souplesse — on peut enregistrer une chanson, organiser un concert en quelques jours là où il faut des mois pour tourner un film ou monter une pièce de théâtre — et, surtout, d'habitude. Alors que sa généalogie et les circonstances de sa naissance ne prédisposaient pas le rock'n'roll à la politique, il l'a rencontrée au milieu des années 60 et ne l'a plus quittée.

La liaison, d'abord consommée en 1968 sur les barricades à Berkeley, à Berlin, à Paris, célébrée dans les festivals (Woodstock 1969, île de Wight 1971), a connu des fortunes changeantes. Au début des années 70, l'éclatement du rock en chapelles fut comme l'écho de l'atomisation des mouvements gauchistes issus de mai 68. Aujourd'hui, un quart de siècle après l'étincelle de la fusion initiale, que reste-t-il du rock comme expression du mouvement des sociétés ? Des poches de résistance, bouillons de culture créatifs et politiques, qui débordent périodiquement sur les circuits traditionnels et que l'on regroupe généralement sous l'étiquette « alternatifs ». Une attitude plus généralisée (la *« rock'n'roll attitude »*), un humanisme aux frontières fluctuantes. Sous sa bannière cohabitent militants pour les droits de l'homme et requins en mal d'image. Mais ce souci d'antiracisme, de mondialisme, d'intérêt parfois condescendant pour le tiers-monde, trouve son prolongement musical dans l'échange d'influences entre l'Asie et l'Afrique d'une part, les pays occidentaux de l'autre.

Musique du sud des Etats-Unis née de la ségrégation agonisante, mais aussi malgré elle, le rock'n'roll des origines garda d'abord des distances prudentes avec la vie politique américaine. Suivant en ceci l'exemple de leurs aînés chanteurs de blues (1), les artistes noirs n'abordaient qu'indirectement leur condition, par métonymie (comme Chuck Berry dans son *Brown-Eyed Handsome Man*, l'homme aux yeux bruns) ou par métaphore. Quant aux interprètes blancs, ils vivaient leur adhésion aux rythmes afro-américains comme une possession démoniaque (Jerry Lee Lewis) ou comme un mal nécessaire dont on se débarrasse au plus vite (Elvis Presley). La révolte adolescente des années 50 dont on retrouvait les échos dans les chansons d'Eddie Cochran était essentiellement dirigée contre le moralisme ambiant de la fin des années Eisenhower. Tout comme, quelques années plus tard, l'irruption des Beatles et des Rolling Stones marqua, en fait, la fin de l'après-guerre britannique, la victoire d'un certain hédonisme aux racines définitivement *working-class* sur les années de pénurie et les réminiscences victoriennes (le couronnement d'Elizabeth II, Suez). Quand Harold Wilson, lors de la campagne électorale de 1964, se fit photographier aux côtés des Beatles, il s'agissait plus d'un coup réussi par le politicien travailliste que d'une prise de position claire de la part des quatre de Liverpool.

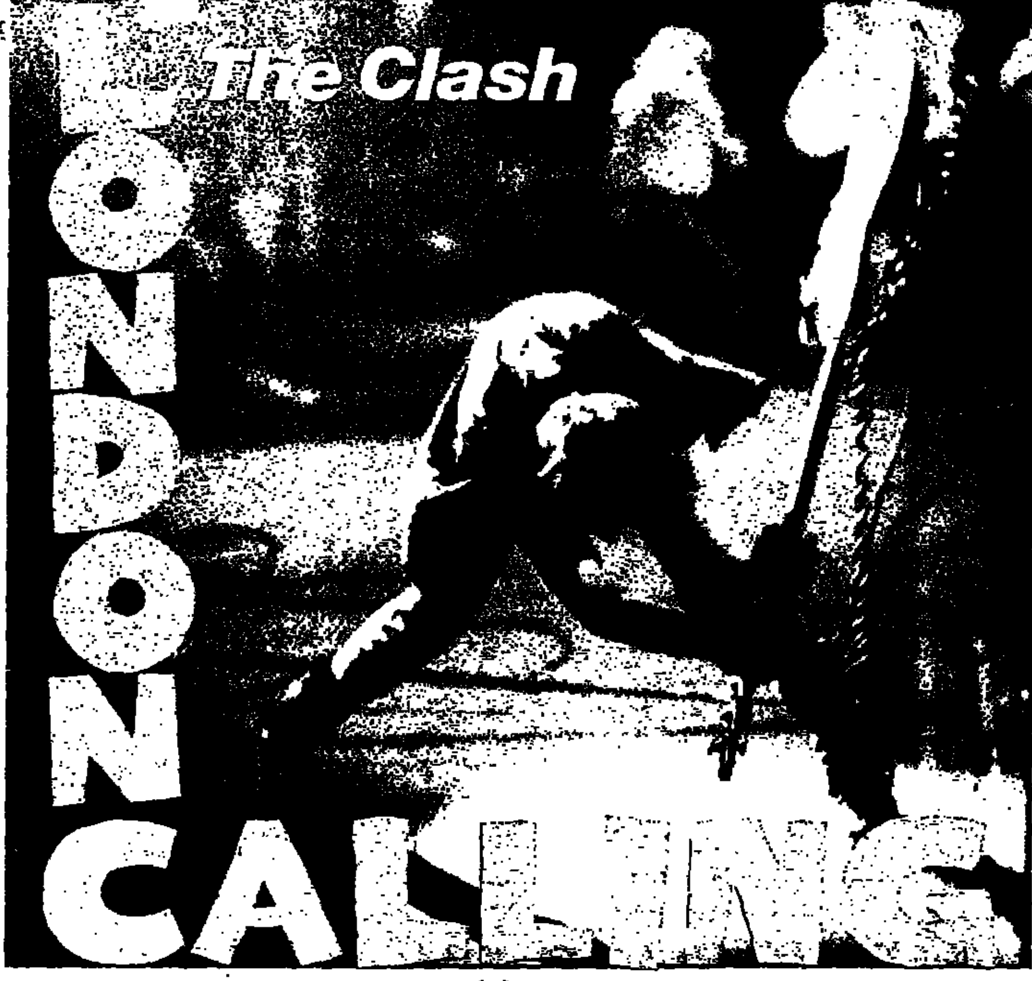
De l'ironie désengagée au radicalisme intransigeant

POUR que le rock naisse à la politique, il fallut la rencontre de l'univers du rock'n'roll encore en enfance et du *protest song*. D'un côté, un secteur entier du show-business réservé au seul usage d'une génération de créateurs et de consommateurs (on ne parle pas ici des gestionnaires), de l'autre une tradition vieille comme la chanson populaire, dont la dernière manifestation d'envergure, aux Etats-Unis, datait de la Dépression et du New Deal. Au début des années 60, au moment où le couvercle se soulevait, la lutte pour les droits civiques et le mouvement pacifiste, réactivée par la crise cubaine et le début de l'engagement au Vietnam, donna à une nouvelle génération de chanteurs — Bob Dylan, Joan Baez — la base d'un discours politique. Jusqu'en 1965, la forme musicale resta celle de Woodie Guthrie ou Pete Seeger, les *protest-singers* du New Deal, instrumentation spartiate (guitare, harmonica, éventuellement basse) et mélodie campagnarde, blues du delta du Mississippi ou ballades des Appalaches.

Quand, sous l'influence des Beatles et des Byrds, Bob Dylan électrifia sa musique, il reprenait la grammaire du rock (amplification électrique, culture de l'image autant que du discours) et abandonnait le vocabulaire du folk pour une poésie lyrique, renonçant au reportage musical de ses débuts. Pourtant, les fidèles ne renoncèrent pas à chercher dans ses textes des mots d'ordre à l'usage de la génération du *Flower Power*. L'exemple le plus célèbre reste celui des Weathermen, groupe clandestin armé qui trouva son nom dans un vers de *Subterranean Homesick Blues*, texte abscons s'il en fut.

Il faut, bien sûr, mettre à part la grande masse des artistes qui, par désintérêt, méfiance ou incapacité, se sont tenus à l'écart des conflits, des mouvements qui ont parcouru la jeunesse occidentale. Même si la violence sonore, la noirceur des textes du Velvet Underground énonçaient aussi une critique de l'optimisme hippie, le groupe et ses descendants s'étaient délibérément mis hors jeu. Tout comme, pour des raisons radicalement opposées, les Pink Floyd ou Yes, artistes avec un grand A, qui essayaient de donner au rock son statut de genre musical sur un pied d'égalité avec le jazz et la musique classique.

Mais pour les autres, depuis le festival de Woodstock, point culminant du moment historique durant lequel le rock était à la fois l'expression politique, affective, poétique, d'une génération, les configurations politiques du rock n'ont guère changé. Elles vont toujours de l'ironie désengagée des Rolling Stones à l'époque (*« Mais que peut faire un pauvre gars/sinon jouer dans un groupe de rock/car dans Londres qui dort/un combattant de rue n'a pas sa place »* dans *Street Fighting Man*, enregistré en juin 1968, commercialisé le jour de l'entrée des chars soviétiques à Prague) à l'agit-prop en musique, telle que la pratiquaient Country Joe McDonald ou le Jefferson Airplane à ses débuts.



POCHETTE DU PLUS CÉLÈBRE ALBUM DE CLASH (1980)
Un instantané de la vie à Londres en temps de crise.

Cette dernière a connu un coup de jeune à la fin des années 70 avec le mouvement punk, dans sa version britannique : le groupe phare de cette génération, les Sex Pistols, imposa le discours du *no future*, anarchiste, destructeur et nihiliste, dirigé contre la reine, le show-business, Walt Disney, tout ce qui lui tombait sous la main. Pour rendre au rock sa part de subversion, qui s'était anémiée au fil des années 70, les Pistols avaient choisi la surenchère, la volonté systématique de choquer le bourgeois. Dans leur sillage arrivèrent des groupes au discours plus structuré — le Clash, dont l'album *London Calling* (1980) est un instantané de la vie en temps de crise ; The Jam, qui, après un très bref flirt avec les conservateurs, se rendit aux arguments de la gauche antiraciste. En Grande-Bretagne, c'était le temps du mouvement Rock Against Racism — auquel SOS-Racisme, en France, doit beaucoup, — des grands rassemblements musicaux aux badges omniprésents.

Aujourd'hui, en France, on retrouve dans les groupes alternatifs les mêmes attitudes, du radicalisme intransigeant de Bérurier noir, aujourd'hui dissous, au discours plus oblique de Mano Negra ou des Négresses vertes. Mais tous ces groupes, qui se sont formés contre la routine du show-business (2), se retrouvent dans certaines pratiques : antiracistes par nature (on y trouve presque toujours des immigrés, de la première ou de la seconde génération), ils tentent tous tant bien que mal de maintenir le contact avec le public des banlieues qui leur a donné leur impulsion initiale (3). Comme en Californie il y a vingt ans, comme en Grande-Bretagne il y a dix ans, presque tous ont signé avec les multinationales du disque, pour avoir les moyens financiers et techniques de jouer leur musique. Les grands labels ont tiré les leçons des expériences précédentes : pas question de censure (comme Decca avec les Rolling Stones) ni même de contrôle. Il s'agit de vendre des disques, quel qu'en soit le contenu. Il reste bien sûr des purs qui préfèrent rester à l'écart ou des jeunes qui n'ont pas encore été confrontés au choix. Mais au début de 1990, les groupes issus du mouvement alternatif français sont à la charnière entre la sphère alternative et les institutions qu'elle prétendait mettre à bas ; à la fois porte-parole de leur milieu d'origine (les squatts, les chômeurs, les précaires) et preuve brandie par les maisons de disques ou, en France, par l'Etat (en l'occurrence le ministère de la culture) qu'il n'y a pas d'exclus qu'on ne puisse intégrer. L'expérience a prouvé que cette ambiguïté, quand elle est confrontée au succès commercial, se résout presque toujours au profit de l'institution et que, au mieux, seuls la musique et quelques grands principes en sortent indemnes.

De l'autre côté de la barrière, côté show-business, on trouve les grandes consciences, les figures qui modèlent le discours du rock et en ont fait un champ d'intervention institutionnel et politique, tout comme, avant lui, le cinéma. Bruce Springsteen aux Etats-Unis, Sting en Grande-Bretagne sont les archétypes de ces stars qui sont parvenues au zénith de leur popularité avant de faire part de leurs vues sur le devenir du monde, comme avant eux John Lennon. Springsteen y a d'ailleurs été quasiment forcé par les tentatives de récupération qu'avait lancées à son encontre le Parti républicain. Son plus gros succès, l'album *Born in the USA* (1984), avait pu être interprété comme la bande-son du triomphe reaganien alors que la chanson du même nom, écrite pour les anciens combattants du Vietnam, était — comme beaucoup de textes de Springsteen — finalement très proche du pacifisme populiste d'Oliver Stone dans ses films sur le conflit (par exemple, *Né un 4 juillet*). Après avoir finalement appelé à *« ne pas voter pour Bush »* lors de la campagne de 1988, Springsteen a participé à la tournée mondiale organisée par Amnesty International à la fin de la même année, avec Sting, Peter Gabriel, Tracy Chapman et Youssou N'Dour.

Chaque artiste infléchit ce *« programme minimum »* planétaire (antiracisme, respect des droits de l'homme, conscience écologique) en fonction de ses prédilections. Sting, parolier pataud quand il se mêle de géopolitique (voir le célèbre *Mr Reagan said we will bury you/I don't suscribe to this point of view* — Reagan a dit qu'il vous enterrerait, je ne souscris pas à ce point de vue, — dans *Russians*, sorti en 1987 pour les débuts occidentaux de la perestroïka) s'est ainsi fait une spécialité de la préservation de la jungle amazonienne. Ses déboires avec le gouvernement brésilien, mais aussi avec les écologistes locaux, ont montré les limites de ce genre d'action caritative. Bien sûr, la notoriété des artistes sert la cause. Aucun programmateur de télévision ne peut résister à la combinaison rock-star blonde plus chef indien en provenance directe de la jungle ; mais l'inverse est également vrai. Il faut la popularité de Michael Jackson pour entretenir la mystique entre deux disques. Sinon, les bonnes œuvres sont un excellent palliatif, quelles que soient les intentions premières. Parfois, on sombre dans la tartuferie : lors du concert organisé au stade de Wembley en 1989 pour le soixante-dixième anniversaire de Nelson Mandela, la chanteuse noire Whitney Houston avait exigé pour son passage que l'on retire le portrait du leader noir. Il s'agissait pour elle de bénéficier de la retransmission par satellite du concert dans presque tous les grands pays occidentaux sans avoir à payer le moindre prix politique.

Ce procès sans cesse recommencé, personne n'en est à l'abri, même les artistes qui s'entourent de toutes les garanties morales. Au moins ont-ils des arguments de poids à présenter pour leur défense. Comme Peter Gabriel, qui a consacré tous les bénéfices de son album *So* à la construction d'un studio dans lequel il accueille les artistes du tiers-monde.

Par ailleurs, la polémique est quelquefois fructueuse. Lorsque, en 1986, Paul Simon partit pour l'Afrique du Sud afin d'y enregistrer avec des musiciens de Soweto, il enfreignait le boycottage culturel recommandé par les Nations unies. L'ANC ne se priva pas de le rappeler au chanteur, le mettant dans le même sac que Linda Ronstadt ou Rod Stewart, des artistes qui s'étaient produits à Sun-City, la ville-casino du Bophuthatswana. Mais la tournée qui suivit la sortie de *Graceland*, l'album que Paul Simon avait en partie réalisé à Soweto, permit de lever quelques ambiguïtés : Simon se tenait en retrait, laissant la scène pour de longs moments à Myriam Makeba ou au trompettiste Hugh Masakela, consacrant l'intégralité de son spectacle à la musique sud-africaine. La tournée *Graceland* coïncida avec le succès de Johnny Clegg en Europe. Quatre ans plus tard, l'acquis est irréversible, l'Afrique a pris sa place dans la musique populaire mondiale, comme aucune région du tiers-monde, les Antilles mises à part, ne l'avait fait avant elle.

Rythmes du tiers-monde et producteurs occidentaux

DANS la première moitié des années 70, le reggae avait déjà laissé une marque indélébile sur la culture musicale occidentale. Mais, à part Bob Marley, aucun artiste n'avait réussi à s'imposer durablement, et si les rythmes et les sonorités jamaïcaines font désormais partie du vocabulaire du rock, ce sont surtout des groupes occidentaux qui les utilisent. Les groupes jamaïcains, d'origine ou immigrés en Grande-Bretagne, ont été rapidement relégués dans les marges, peut-être aussi parce que, une fois passé l'étonnement initial, l'idéologie rastafari (culte du Négus et de la *ganja*) était trop éloignée de la réalité des métropoles industrielles.

Le danger est réel de voir la situation se rééditer avec la musique africaine ou latino-américaine. La triste saga de la *Lambada* est un exemple extrême du pillage du patrimoine du tiers-monde (en l'occurrence bolivien et brésilien) par des producteurs français soutenus par les multinationales de la communication (TF 1), du disque (CBS) et du *soft-drink* (Orangina). Mais les musiciens du tiers-monde, tout comme ceux des pays de l'Est, mal protégés par des législations et des industries locales inexistantes ou débiles, sont de toute façon vulnérables face à l'industrie musicale occidentale. Pourtant, l'intérêt que leur portent les rockers occidentaux (David Byrne, Eno, Gabriel, Simon, Kate Bush...) procède aussi d'une nécessité artistique.

Le rock a maintenant fait le tour des possibilités qu'offraient les formats musicaux apparus dans les vingt ans qui suivirent sa naissance. Pour avancer, se renouveler, changer, il lui faut se maintenir en permanence sous transfusion. Dans les années 50, le rock était allé chercher son impulsion dans les ghettos noirs et chez les petits Blancs des Etats-Unis. Aujourd'hui le tiers-monde, comme d'habitude, fournit la matière première. Simplement, c'est de musique qu'il s'agit, et l'on s'aperçoit qu'entre le pillage et la conservation ethnologique il existe des méthodes qui permettent à la musique populaire occidentale de s'enrichir sans nier les identités de ses sources et, plus encore, en les diffusant auprès du public des pays développés. C'est sans doute la contribution majeure du rock à la vie culturelle de la planète que d'avoir amorcé un échange là où il n'y a d'habitude qu'une voie à sens unique.

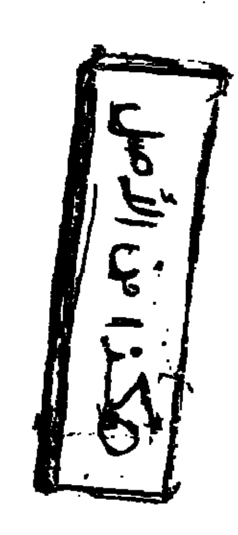
* *Journaliste.*

---

(1) *Cf.* Cornel West, « Le jazz, gardien de la conscience noire », *le Monde diplomatique*, novembre 1983.

(2) *Cf.* François Goethals, « La grande misère des musiciens », *le Monde diplomatique*, août 1989.

(3) *Cf.* Paul Moreira, « Le rock, creuset pour une intégration ? », *le Monde diplomatique*, août 1988.



UN HOMMAGE A GEORGES SCHEHADÉ

Comme un bouquet de menthe sauvage...

Par MAURICE PONS *

IL est satisfaisant de penser que pour l'anniversaire de sa mort, survenue il y a un peu plus d'une année, un superbe et légitime hommage a été rendu à Georges Schehadé, dans une salle des fêtes pleine à craquer de tous ses illustres ou anonymes amis réunis pour un soir au cœur du vieux Paris des arts et des lettres, à la Maison de la poésie.

Car poète, qui l'est plus, qui l'est mieux, que Georges Schehadé ? C'est ce que demandait déjà Saint-John Perse, en 1930, quand il a découvert les premiers textes de ce jeune écrivain libanais d'expression française, déjà habité par un vrai génie poétique – et Saint-John Perse savait assurément de quoi il parlait. Schehadé était à peine sorti du collège quand il composa son premier recueil : *l'Ecolier sultan* (1). Il était alors, comme il l'a écrit lui-même, « *prisonnier de mots, de tourterelles, tout rempli de bourdonnements* ».

Depuis, son œuvre entière brille d'une innocente et originelle rosée. Sa poésie est une lame mince et infrangible, qui nous éblouit de soudains éclairs, arrachés aux profondeurs essentielles. Elle célèbre, selon la belle formule de Gaëtan Picon, « *les noces du cœur humain et de la spendeur du monde* ». Avec quelle émotion écoutions-nous redire, l'autre soir, de la belle et grave voix de Delphine Seyrig, quelques-uns de ses plus beaux poèmes, choisis diligemment par Georges Buis :

« Les arbres qui ne voyagent que [par leur bruit
quand le silence est beau de mille [oiseaux ensemble
sont les compagnons vermeils de [la vie.
O poussière savoureuse des [hommes
Et ceux-là seuls rêvent sous leurs [feuillages
quand l'oiseau est mûr et laisse [ses rayons
comprendront à cause des grands [nuages
plusieurs fois la mort et plusieurs [fois la mer... »

Dans une liberté que ne guide aucune chapelle, aucune école littéraire (« *Heureusement que je ne connaissais pas Breton !* », dira Georges Schehadé) dans ce Liban lointain qu'il adorait, blotti entre le désert et la mer, le tout jeune poète s'abandonnait à cet instinctif et minutieux « bourdonnement » de mots, qui par la suite emplira son théâtre. Son œuvre entière est située au lieu même où surgissent les diamants dans les sables, où *bruissent les feuillages sous le vent.*

Georges Schehadé rejetait résolument l'expression de « *théâtre poétique* ». Ce qui lui importait, c'est que l'imagination rêve – et même divague – mais avec le souci d'une mécanique dramatique irréprochable. Sa première pièce, *Monsieur Mob'le*, nous apportait déjà la révélation de son univers si fraternel et si nimbé d'innocence, simple comme le pain et les arbres, et dont on ose à peine dire que les habitants touchent le sol. *Mais* je pense que c'est *Soirée des proverbes* (montée quelques années plus tard par Jean-Louis Barrault) qui nous révèle la plus pure image du monde schehadéien. C'est là que nous avons découvert et aimé à jamais ses chasseurs amoureux des oiseaux et qui chassent la nuit pour ne pas les effrayer ; ses petites écolières oublieuses de l'école qui rêvent à de vieux menuisiers en buvant du sirop de framboise ; ses aubergistes qui voient brusquement ensemble les artichauts du jour et les puces blanches de la nuit et qui continuent à faire la salade, comme si de rien n'était...

JE me souviens que le temps, tous ces soirs au théâtre, était plus obéissant qu'un sablier, et que dans la saison transparente du poème une abondante chute de neige et de mots recouvrait les moissons de la scène et nous rafraîchissait comme un bouquet de menthe sauvage. Et puisque les prières, comme le disait Georges Schehadé, ont « *des paroles sans plafond* », prions bien haut que nous puissions revoir un prochain jour la maison des quatre diamants où se tenait cette miraculeuse soirée des proverbes.

* Ecrivain, auteur, entre autres de *Douce amère* (Denoël, 1985).

(1) Sauf *l'Ecolier sultan* et *Rodogune Sinne* (G.L.M.) toutes les œuvres poétiques et le théâtre de Georges Schehadé sont édités chez Gallimard.

« MILOU EN MAI », un film de Louis Malle

La politique comme vaudeville

DANS *Milou en mai*, Louis Malle a-t-il voulu exorciser son passé de militant (il fut, en mai 1968, l'un des plus actifs participants aux états généraux du cinéma), *comme il avait, peut-on penser, voulu exorciser le personnage* du « collabo » Lacombe Lucien dans *Au revoir, les enfants* ? Les deux films, l'un grave l'autre léger, ont fondamentalement le même visage : celui du consensus. Difficile d'être *contre* : si la politique divise, ce dont ils parlent se situe très volontairement en deça d'elle. Ils ont tous deux la séduction du « *rétro* » *qui n'est pas seulement due au recul temporel, infiniment variable*, mais, plus décisivement sans doute, au fait que les passions politiques ayant animé la période concernée sont définitivement éteintes.

L'accueil de *Milou en mai* par la critique est significatif. « *Louis Malle nous dit qu'il ne s'est rien passé en mai 1968* », avance l'un, tandis qu'un autre rattache le film à la tradition renoiresque et au « chacun a ses raisons » de l'auteur de *Boudu*. En fait, Louis Malle ne nie pas qu'il se soit passé beaucoup de choses en mai 1968, *mais il dit aussi que ces choses-là n'ont aucune importance. Parce* qu'elles appartiennent à l'histoire, et que l'histoire elle-même n'a aucune importance. *Ce qui en a*, c'est la nature, qui ne change pas. L'histoire, c'est le changement, et le changement n'est rien, puisqu'il s'inscrit nécessairement dans une durée porteuse de continuité, de fixité.

Malgré des références précises, nombreuses, insistantes à un contexte politique et historique bien défini, on n'aura donc aucune peine à reconnaître dans *Milou en mai le schéma exact* d'un *genre, sinon vieux comme le monde, du* moins vieux comme le théâtre et le cinéma : la comédie de caractères, la comédie de mœurs dans sa version boulevardière. Le mouvement y tient une grande place, mais, comme pour souligner la foncière immobilité de tout ce qui est vrai, essentiel. C'est là la source du rire : toute agitation est vaine, ridicule. Même et surtout celle qui relève de la politique : cette *dernière*, dès lors, peut s'intégrer parfaitement à l'univers du vaudeville, elle en devient un ressort comme un autre, *la dérisoire répercussion au niveau familial*, personnel, *des événements de* la capitale colorant d'insignifiance, par un effet de retour, ces événements eux-mêmes.

Bien entendu, toute recherche du savoir, de la connaissance, dans la mesure où elle nous fait bouger, remuer, est tout aussi risible : la silhouette du journaliste, obsédé par l'information et courant à droite et à gauche à la recherche d'un poste de radio, est particulièrement grotesque. Quant à l'étudiant qui arrive de Paris, en rupture de barricades, s'il tient un discours généreux que, sur le fond, Louis Malle ne renierait peut-être pas, il se conduit peu après avec une si *puérile vanité, exhibant les marques des coups de matraque sur son dos, que* son langage perd aussitôt tout son sens : le personnage est ressaisi par la nature. Cette nature, dont Milou, le « sage », n'a pas à s'écarter : jouisseur seulement, mais ne tirant sa jouissance que de ce qu'il a à portée de la main. Rien n'a changé pour lui depuis l'enfance : même la disparition de sa mère ne semble pas, pour lui, un événement, puisque par-delà la mort, il se retrouve face à elle dans cette maison qu'il n'a jamais quittée.

CHRISTIAN ZIMMER

Dans les revues...

■ FOREIGN POLICY. A propos des voies offertes aux Etats-Unis par la fin de la guerre froide, le rédacteur en chef de la revue demande qu'un débat démocratique ait lieu dans son pays pour définir les grandes options de politique extérieure, car celles-là engageront l'avenir de tous les citoyens. Egalement au sommaire : les nouveaux centres de pouvoir en Asie et un article de M. Salah Khalaf, *membre du comité central du Fath. (N° 78,* printemps, trimestriel, 6,25 dollars. – 2 400 N Street, NW, Washington DC 20 037.)

■ DÉFENSE NATIONALE. Plusieurs études sur la diplomatie et la défense américaines. Une longue analyse des « guerres civiles » qui ensanglantent Sri-Lanka. Une relecture de de Gaulle à propos de l'Allemagne. (Avril, mensuel, 40 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris Cedex.)

■ *REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE*. Un article de M. Roland Dumas, « La France au cœur de la construction européenne », et un dossier sur « La politique éclatée ». (N° 945, janvier, bimestriel, *70 F. – 110, rue de Rivoli, 75001 Paris.)*

■ ETUDES INTERNATIONALES. A lire : un article d'Emmanuel Nyahoho, « Libéralisation multilatérale du commerce des services : enjeux et stratégie de négociation ». (Vol. XXI, n° 1, mars, trimestriel, 15 dollars canadiens. – Centre québécois de relations internationales, université Laval, Québec, Qué., G1K 7P4, Canada.)

■ HAUTE FINANCE. Un dossier sur l'Allemagne et des analyses sur l'urgence d'une réforme monétaire en URSS. (N° 6, *printemps, trimestriel*, 150 F. – *Le Ponant*, 25, rue Leblanc, 75015 Paris.)

■ CEMOTI. Une étude d'Ali Kazancigil sur la modernité en Turquie introduit plusieurs articles sur ce pays. (N° 9, 1990, deux numéros par an, 50 F. – AFEMOTI-CERI, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.)

■ COLIAS. Un remarquable dossier sur « Politique, économie et religion en Europe de l'*Est* ». (*N° 20, janvier, trimestriel, 50 F.* – c/o Christian Terras, 281, bât. C, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne.)

■ SOURCES. TRAVAUX HISTORIQUES. Un dossier sur la Roumanie : les *dérives du communisme, le complexe du territoire*, la politique à l'égard des nationalités, etc. (N° 20, 1989, 60 F. – 24, rue des Ecoles, 75005 Paris.)

■ BULLETIN D'INFORMATIONS DU COMITÉ DE DÉFENSE DES MINORITÉS HONGROISES. Traduction d'intéressants articles de la presse hongroise sur la situation en Roumanie à la veille des explosions en Transylvanie. (N° 27, 12 mars. – Andor Kiss, 54, avenue Secrétan, 75019 Paris.)

■ L'IMAGE VIDEO. Un dossier sur « Les caméscopes de la liberté », ces caméras, souvent d'amateur, qui ont filmé les récents bouleversements à l'Est. (N° 2, bimestriel, mars, 50 F. – 1, bd Ney, 75018 Paris.)

■ LA LETTRE DE SOLAGRAL. Dossier : « La démocratie dans les échanges mondiaux » : le marché avant les libertés ? (N° 90, mars, mensuel, 17 F. – 13, bd St-Martin, 75003 Paris.)

■ IFDA DOSSIER. Une série d'articles sur l'importance du développement local et endogène dans le tiers-monde. (N° 75-76, janvier-avril, abonnement : 48 francs suisses – 4, place du Marché, 1260 Nyon, Suisse.)

■ HISTOIRES DE DÉVELOPPEMENT. *L'explosion des villes dans le tiers-monde*, sous le double effet de la croissance démographique et de l'exode rural. (N° 8, janvier, trimestriel, 70 F. – Institut d'études sociales de Lyon, 30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.)

■ REVUE TIERS-MONDE. Sous le titre « Egypte : années 80 », un bilan de l'ouverture économique dans ce pays. Des *études sur l'avenir de l'agriculture et la* question agraire, l'urbanisation, le marché du travail, le mouvement islamiste, le secteur bancaire, les pressions inflationnistes sur l'économie, etc. (Tome XXXI, n° 121, *janvier-mars, trimestriel*, 115 F. – 58, boulevard Arago, 75013 Paris.)

■ ETUDES INTERNATIONALES. « La dérive de la coopération financière Nord-Sud » et une série d'articles sur le Maghreb. (N° 33, 4/89, trimestriel, 3 dinars tunisiens. – *BP 156, Tunis-Belvédère 1012, Tunisie.)*

■ INFORMATIONS SUR LE MAROC. Sur la situation des droits de l'homme au royaume chérifien, et, en particulier, sur le sort des détenus politiques : des informations *sur répondeur en appelant le (1) 45-32-01-89.*

■ INFORMATION SUR LES SCIENCES SOCIALES. Une série d'interventions (Scott Atran, René Galissot, Saleh Abdel Jawad) sur le thème « L'intifada et la société israélienne ». (Janvier, *trimestriel*. – Maison des sciences de l'homme, bureau 425/426, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06.)

■ BREF ZAIRE. Une revue qui se fixe *comme but de faire connaître la situation au* Zaïre (politique, économie, société, droits de l'homme...). (Automne 89-février 90, bimestriel, 15 F. – 3, rue Diderot, 69001 Lyon.)

■ FAIM DEVELOPPEMENT MAGAZINE. *La revue du CCFD n'oublie pas que* « le Sud nous appelle ». Etudes sur l'Amazonie et le Tchad. (N° 67, mensuel, mars, 6 F. – 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)

■ EXTRA ! Comment la télévision américaine a « vendu » l'invasion du Panama à l'opinion. (Vol. 3, n° 2, janvier-février, bimestriel, 3,50 dollars. – Fair, 130 West 25 th Street, New-York, NY 10001, Etats-Unis.)

■ AMÉRIQUE LATINE INFORMATION. Un dossier sur le cinéma latino-américain. (N° 65, mars, mensuel, 20 F. – BP 3044, 69605 Villeurbanne Cedex.)

■ BULLETIN D'INFORMATION SUR HAITI : le collectif Haïti de France (45 *bis*, rue de la Glacière, 75013 Paris) réalise un bulletin d'information, enregistré sur répondeur et actualisé chaque vendredi soir. *Consultations gratuites au (1) 43-29-11-03.*

■ SILENCE. Une interrogation angoissée : l'eau est-elle en voie de disparition ? (N° 127, mars, mensuel, 12 F. – 4, rue Bodin, 69001 Lyon.)

■ *ALTERNATIVES ECONOMIQUES*. Un dossier sur le développement local et le rôle d'animation qui devrait être celui de l'Etat. (N° 75, dix numéros par an, mars, 17 F. – 12, rue du Chaignot, 21000 Dijon.)

■ *TRANSVERSALES. Un éditorial de* Jacques Robin contre l'exaltation de la volonté de puissance, telle qu'elle s'exprime notamment dans le dernier livre de Jacques Attali. (N° 2, bimestriel, mars-avril, abonnement un an : 300 F. – INSEP, 31, rue de Mogador, 75009 Paris.)

■ MICROMEGA. Giorgio Ruffolo s'interroge sur l'avenir de la gauche ; nombreuses contributions concernant le phénomène urbain. (1/90, bimestriel, 20 000 lires. – *Via Savoia 37, 00198 Rome.)*

■ ECONOMIES ET SOCIETES. Une grande étude de Maximilien Rubel : « Marx penseur de la révolution française ». (Série « Etudes de marxologie », n° 9/1989, mensuel, 150 F. – *Presses universitaires de Grenoble*, Grenoble Cedex.)

■ CAHIERS PANAIT ISTRATI. A signaler, entre autres, un texte de Victor Serge sur la pensée anarchiste, paru dans le *Crapouillot* en janvier 1938. (*1990, n° 7*, annuel, 150 F. – BP 811, 26008 Valence Cedex.)

■ ANNALES DE L'INSTITUT PASTEUR. ACTUALITÉS. Le passage au « tout-anglais » de revues de l'Institut Pasteur avait suscité beaucoup d'émotion en 1989. L'institution pastorienne revient au « tout-français » dans une nouvelle publication s'adressant, cette fois, à un public scientifique plus large. Au sommaire : une étude sur les biotechnologies et les pays en voie de développement, et le compte rendu du symposium 1989 sur les maladies parasitaires. (N° 1, trimestriel, mars, abonnement un an : 400 F. – Elsevier, 29, rue Buffon, 75005 Paris.

■ *GÉRER ET COMPRENDRE*. La gestion du logement social : « HLM : on ne prête qu'aux riches » ; la vague de rachats des cliniques privées par les grands groupes. (Série des « Annales des Mines », n° 18, trimestriel, *80 F. – 120, rue du Cherche-Midi*, 75006 Paris.)

■ PARIS ENTENDS-TU LEURS CRIS ? Le bulletin de liaison du Secours catholique de Paris consacre l'essentiel de sa *livraison* au logement : « *L'impasse ?* ». (N° 38, février, trimestriel, 8 F. – 4, rue Dambigny, 75017 Paris.)

■ AGORA. Un dossier sur les inégalités sociales de santé en Europe, mais aussi au Brésil, *en Afrique, etc. (N° 13, février, trimestriel*, 60 F. – 3, rue de Sévigné, 75004 Paris.)

■ LE MONDE ALPIN ET RHODANIEN. Sous la direction de Philippe Videlier, un numéro consacré aux migrations, il y a cent ans, dans une région encore travaillée par les *réactions de xénophobie. (3-4/1989.* – Centre alpin et rhodanien d'ethnologie, 30, rue Maurice-Gignoux, 38031 Grenoble Cedex.)

■ J'ACCUSE. Une nouvelle et passionnante revue consacrée à l'ensemble des citoyens *qui* « un jour ou l'autre, victimes ou coupables, ont eu ou auront affaire à la justice ». Avec des contributions d'Edward Limonov, Gilles Perrault, Didier Daeninckx, etc. (N° 1, mars, janvier, 25 F. – 85, avenue *Pierre-Larousse, 92240 Malakoff.)*

■ CAHIERS DU RENARD. Une livraison réalisée avec le concours du *Monde diplomatique* et qui, sous le titre « Artistes, les mots pour le faire », publie l'intégralité des réponses de cinquante artistes au questionnaire d'Alain Jouffroy et Yves Hélias commenté dans notre *numéro de janvier* 1990 (« Portrait idéologique de l'artiste fin de siècle »). Egalement une douzaine de nouvelles contributions, notamment de Bernard Cassen, Geneviève Clancy, Kenneth White, Régis Debray, *etc.* (N° 3, trimestriel, avril, 90 F. – ANFIAC, 19, rue du Renard, 75004 Paris.)

■ EUROPE. Un numéro entièrement consacré à la littérature nouvelle du Québec. (N° 731, mars, mensuel, 80 F. – 146, rue du Fg-Poissonnière, 75010 Paris.)

■ LE SERPENT A PLUMES. Cette revue, au format très original, propose des récits et des « fictions courtes » de grands écrivains. Dans ce numéro : des inédits de Bernard Malamud, Reinaldo Arenas, Philip Roth et Roger Nimier. (N° 7, printemps, trimestriel, 60 F. – 78, rue du Bac, 75007 Paris.)

■ *POSITIF. Un dossier sur Woody Allen*, auteur de *Crimes et délits*. (N° 348, février, 35 F. – 1, quai Conti, 75006 Paris.)

■ ECHANGES. Un grand débat sur la laïcité. Un hommage à l'action du père Chenu. *(N° 240, février, 25 F. – Couvent Le Corbusier*, BP 0105, 69591 L'Arbresle Cedex.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

• TEXTILES TRADE AND THE DEVELOPING COUNTRIES (Le commerce des textiles et les pays en voie de développement) : études rédigées dans la perspective d'une suppression de l'accord multifibres liée aux actuelles négociations de l'Uruguay Round. *(Banque mondiale, Washington, 1990, 308 pages. Bureau de Paris, 66, avenue d'Iéna.)*

• WORLD DEBT TABLES 1989-1990 : Rapport annuel, en deux volumes, sur l'état de l'endettement des pays en voie de développement. *(Banque mondiale, Washington, 1989, 147 et 467 pages.)*

Fonds des Nations unies pour l'enfance

• LES STRATÉGIES D'AIDE A L'ENFANCE POUR LES ANNÉES 1990 (UNICEF, New-York, 1989, 50 pages.

Organisation des Nations unies pour le développement industriel.

• INDUSTRIE ET DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE, RAPPORT 1989-1990 : état de l'industrie par grandes régions et par produits, résultats des politiques industrielles, avec un chapitre sur la coopération Sud-Sud.

(ONUDI, Vienne, 1990, 343 pages + 119 pages d'annexes statistiques par pays.)

Colloques et rencontres

• EL SALVADOR, DIX ANS DE *GUERRE. Une conférence-débat organisé*, le 5 avril, par le Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples, avec la participation de notre rédacteur en chef Ignacio Ramonet. *(CRIDEV, Rennes. – Tél. : 99-30-27-20.)*

• *TÉLÉVISION ET INFORMATION*. Deux journées de réflexion, les 7 *et 8 avril*, à Angers organisées par l'Association Cinéma parlant avec la participation d'Ignacio Ramonet. *(Cinéma Les 400 Coups. – Tél. : 41-88-70-95.)*

• L'EUROPE UNE AVENTURE HUMAINE ET *SPIRITUELLE. Trois* jours avec les étudiants chrétiens à Strasbourg les 11, 12 et 13 avril. *(Eurocampus, 7, rue Vauquelin, 75005 Paris.)*

• CONSTRUCTION DE LA PAIX ET DÉVELOPPEMENT AU LIBAN. Les 11, 12 et 13 avril à Paris à l'initiative de l'Association internationale de recherche consacrée à la paix. *(Sanaa Osseiran, 80 bis, rue de Sèvres, 75007 Paris.)*

• RÉSISTANCE A LA MILITARISATION EN FRANCE ET EN EUROPE. Journées de réflexion les 13, 14 et 15 avril organisées par le collectif des objecteurs tarnais au château de Poutac (Tarn). *(BP 229, 81006 Albi Cedex. Tél. : 63-38-39-55.)*

• ROUMANIE, VÉRITÉS ET MENSONGES DE LA TÉLÉVISION. Dans le cadre de la manifestation « Télévision-Histoire », à Valence (Drôme), du 20 au 22 avril, un colloque avec la *participation de journalistes roumains* et français, de spécialistes des médias et d'Ignacio Ramonet. *(CRAC. – Tél. : 75-43-42-33.)*

• QUAND L'HISTOIRE SE FAIT A L'EST. Colloque du cercle d'études sur l'histoire contemporaine organisé à Grenoble du 24 au 27 avril. *(Pascal Auclair, 21, chemin de Halage, Ile verte, 38000 Grenoble. – Tél. : 76-51-99-11.)*

• PRÉSENCE D'ALFRED MÉTRAUX. Trois journées sur l'ethnologue disparu, les 26, 27 et 28 avril à Paris. *(BP Bonne-nouvelle, n° 810, 75470 Paris Cedex 10. – Tél. : 34-72-59-83.)*

• HAITI, DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT. Colloque à l'initiative des étudiants du DESS Développement et coopération, le 28 avril à Paris. *(Bureau 602, 14, rue Cujas, 75005 Paris.)*

les livres

DANS LE VENTRE D'ANKARA

La vérité d'une vie

CHRONIQUE D'UNE FAMILLE ANATOLIENNE, d'Artun Unsal (traduit du turc par l'auteur, assisté de Frédéric Blassel), L'Harmattan, Paris, 1989, 153 pages, 80 F.

LA *« Chronique d'une famille anatolienne »* d'Artun Unsal est un livre vrai. De formation universitaire, pratiquant le journalisme en Turquie puis en France (*le Monde, Hürriyet*), il joint à la rigueur scientifique la passion de l'événement au quotidien.

Unsal nous fait connaître la suite du désormais classique récit de Mahmut Matal, *Un village anatolien* (coll. « Terre Humaine », Plon), en relatant les mésaventures d'une famille paysanne cherchant à prendre pied dans la capitale turque, Ankara. Unsal a choisi de suivre un couple (elle s'appelle Meryem, lui Kâmil), magnétophone en main (comme Oscar Lewis dans *les Enfants des Sanchez*), les laissant se raconter eux-mêmes, jour après jour, revivant tout ce qu'ils ont vécu ensemble si différemment l'un de l'autre, durant quarante ans.

Cette quête aura été une entreprise risquée, car il s'agissait pour Unsal de se transformer en confesseur, de faire oublier sa présence, et surtout celle du micro, objet perturbant s'il en est. Unsal devait être en mesure de poser les questions les plus intimes sans effaroucher le couple grâce à une sorte d'amitié complice et de confiance réciproque. Faire émerger la vérité d'une vie à la surface d'un récit improvisé nécessite un flair de sourcier et, dans le cas présent, une longue pratique du journalisme et de la réalité turque.

Le livre rend compte par raccourcis de l'abandon des villages pour un exode urbain. La clé de cette migration est l'absence, durant soixante-dix-sept années républicaines, d'une véritable réforme agraire, engendrant ainsi une misère chronique et une attirance magnétique de la ville porteuse d'espoirs – vrais ou faux – d'une vie moins dure, plus profitable, plus humaine. Au départ, lui, Kâmil, a dix-huit ans, elle, Meryem, a treize ans, ils se marieront au village, à la suite de diverses mésaventures ils se retrouveront en ville, lui garçon de bureau (quel privilège !), elle, femme de ménage (quel travail !)... Mais les récits alternés du couple (enregistrés séparément) décrivent non seulement les mille et un combats quotidiens pour parvenir à s'adapter à la vie citadine, mais aussi toute une série d'amours, de jalousies, de rivalités et de chamailleries picaresques, car Kâmil se révèle être un infatigable coureur de jupons, contré par la rage jalouse de Meryem, qui ira jusqu'à faire emprisonner son mari quelques semaines, à la suite d'un flagrant délit d'adultère.

On se bat, on se réconcilie, on s'aime, on se déteste, ce qui n'empêche pas – bien au contraire – de faire des enfants à un rythme de démographie galopante ; certains d'entre eux meurent, d'autres survivent. Ils grandissent, travaillent, se marient, ont à leur tour des enfants, tandis que Meryem continue éternellement à faire des ménages chez ses employeurs d'Ankara, dont elle trace au passage des portraits peu flatteurs. Kâmil – désormais retraité – tente sans succès un retour au village qui n'est plus celui de sa jeunesse, car ce petit monde, longtemps hermétique, est saisi, comme les villes, par la fièvre de l'argent et des combines.

SI l'on excepte le prestige éventuel d'un pèlerinage à la Mecque et quelques pratiques magico-religieuses, on constate que ces personnages ne sont pas vraiment obsédés par la foi, ni d'ailleurs par la politique (sauf en période électorale), mais on entrevoit malgré tout que leur vie se modifie par petites touches successives, qu'ils s'ouvrent au monde, qu'ils espèrent parvenir à une vie plus supportable, plus juste, sans bien savoir comment s'y prendre.

Le passionnant tableau dressé par Unsal aura sans doute des suites, car il lui reste encore à faire parler d'autres voyageurs, ceux qui, partis de leurs villages, arrivent à l'usine en Turquie, ou alors dans les pays industrialisés occidentaux, en somme les Meryem et les Kâmil entrés dans la maison commune d'Europe par la porte de service.

ABIDINE DINO.

ASIE

VIETNAM. – L'histoire, la terre, les hommes. Textes rassemblés et présentés par Alain Ruscio

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 433 pages, 260 F.

Une cinquantaine de contributions, traitant de la démographie comme du tourisme, de l'archéologie comme de l'histoire coloniale, de l'agriculture comme des arts martiaux, du confucianisme et de la francophonie... « Une série d'éclairages » dont certains sont la reprise de textes anciens. Un livre à signaler dans la mesure où la bibliographie contemporaine en français est plutôt clairsemée. Mais fallait-il vouloir presque tout dire ? Aux auteurs, il a été demandé d'« écrire court ». De là à résumer « le débat sur le renouveau » en un nombre de lignes inférieur à l'étude de la flore... Il devait aussi être possible d'analyser un plus peu longuement l'état de la littérature de notre temps. Les contributions sur les échanges extérieurs (Jean-Michel Fourniau) et les relations extérieures (Paul-Marie de La Gorce et Philippe Devillers) fournissent d'utiles synthèses.

JACQUES DECORNOY.

THAILANDE. – Les larmes de Bouddha

(Sous la direction de Guido Franco)

★ Autrement, Paris, 1990, 232 pages, 89 F.

Ce recueil d'articles de Guido Franco et de divers auteurs thaïlandais est passionnant, lucide, courageux. Il brise les rêves de pacotille qui, trop souvent, continuent de hanter même ceux qui ont voyagé de Chiang-Maï à Pattaya en passant par Bangkok. Affairisme, pollution, urbanisation inhumaine, écart croissant entre riches et pauvres, prostitution industrielle, paysans malmenés par le « progrès », enfants au travail, drogue, pillage de la forêt, mal-développement... Cet ouvrage pulvérise les mythes.

Le bouddhisme lui-même est chahuté par ce remue-ménage contemporain même si, deux beaux textes le montrent, il peut faire œuvre sociale. Un intellectuel bouddhiste et un bonze dénoncent les mécanismes d'exploitation et en appellent à la « libération » de la société thaïlandaise. Ces regards sur le royaume mettent à jour avec une grande acuité les terrifiants ravages d'une impasse éthique.

J. D.

TIERS-MONDE

L'AIDE HUMANITAIRE ENTRE LA POLITIQUE ET LES AFFAIRES. – Charles Condamines

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 240 pages, 130 F.

Il ne s'agit ici que de l'aide *privée*. Si elle apparaît très inférieure à ce qu'on appelait jadis charité, ou bienfaisance, cela peut s'expliquer par le fait que le citoyen se trouverait dégagé de ce devoir, puisque l'Etat s'en charge, avec les sommes prélevées à cet effet par l'impôt. Pour l'aide vers le tiers-monde, sinistré, le Français vient au quinzième rang sur dix-huit. Il est vrai que l'aide *publique* française est au sixième. Celle des Etats-Unis se contente, en toute modestie libérale, du dernier.

Statistiques, tableaux et graphiques, dont le livre est riche, ne font que préciser un « discours » très objectif, que nourrit le savoir et que la générosité anime. Un sous-titre – « le commerce du don » – est significatif. Comme toute chose aujourd'hui, même la littérature et l'art, l'assistance humanitaire est dans le « marché ». Les associations qui la prennent en charge, qu'on appelle officiellement « organisations non gouvernementales », *« fonctionnent comme des entreprises »*. L'auteur en donne une description précise à travers leurs différences multiples dans l'organisation et le fonctionnement, le côtoiement des bénévoles et des salariés (dénommés « actifs »). Elles connaissent leurs rivalités et querelles *« fratricides »*. Elles n'ignorent pas le *« sponsorisme »*. Non gouvernementales, elles ne sont certes pas sans relations avec le pouvoir, si elles jouissent d'un apolitisme, *« disons, octroyé »*.

Y. F.

FRANCOPHONIE

VERS L'ENTENTE FRANCOPHONE. – Axel Maugey

★ Office de la langue française, gouvernement du Québec, 245 pages.

La réflexion d'un universitaire québécois sur les idées maîtresses des treize meilleurs essais sur la francophonie parus de 1966 à 1988. Parmi les auteurs étudiés : René Etiemble, Philippe de Saint-Robert, Claude Hagège, Jean-Marc Léger, Thierry de Beaucé. Un utile travail de synthèse.

B. C.

PROCHE-ORIENT

BREBIS GALEUSES. – Yoram Binur

★ Presses de la Cité, Paris, 1990, 226 pages, 100 F.

Chroniques du racisme ordinaire, ainsi pourrait-on qualifier l'étonnante expérience d'un journaliste israélien qui, pendant six mois, va vivre dans la peau d'un Palestinien et découvrir la réalité de la vie quotidienne sous l'Occupation : surexploitation, contrôles permanents, discrimination, etc. Chaque chapitre illustre la méconnaissance totale qu'ont les Israéliens de la situation des Arabes, dans les territoires occupés, leur mépris pour ces « étrangers » dangereux, animés par des pulsions mauvaises. On notera le récit sur le travail au kibboutz et le fossé entre le discours libéral humaniste d'une partie de la gauche et sa pratique. Réalisée avant le déclenchement de l'*Intifada*, cette enquête montre le chemin qui reste à parcourir pour aboutir à une coexistence des peuples israélien et palestinien.

ALAIN GRESH.

AFRIQUE

LE GRAND MAGHREB – Des indépendances à l'an 2000. – Paul Balta (avec la collaboration de Christine Rulleau)

★ La Découverte, Paris, 1989, 305 pages, 160 F.

Une présentation synthétique et vivante des structures et de l'évolution des cinq pays (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie) de l'Union du Maghreb arabe (UMA), un long développement sur le conflit du Sahara occidental, une analyse fouillée du « puzzle » des relations intermaghrébines qui débouchent en 1988 sur la création de l'UMA, constituent la substance de ce livre qui est un essai destiné au grand public. Ecrit dans un style coulant, émaillé d'anecdotes tirées de reportages et de citations d'entretiens que Paul Balta a pu avoir avec les « grands » du Maghreb, le livre se veut modérément optimiste quant aux chances de cette région du monde à l'horizon 2000. S'il contribue efficacement à une démystification de l'islamisme devenu l'un des fantasmes de la conscience européenne, il surévalue peut-être les capacités effectives d'intégration économique maghrébine et la volonté européenne de contribuer au développement du Maghreb sur la base d'un « plan Marshall » de type nouveau.

ABDELKADER DJEGHLOUL.

PETITS PRODUCTEURS URBAINS D'AFRIQUE FRANCOPHONE. – Carlos Maldonado

★ BIT, Genève, 1988, 258 pages, 30 francs suisses.

En un temps de « développement urbain accéléré » et de stagnation du secteur moderne en Afrique noire, les activités informelles jouent un rôle positif dans l'absorption de la main-d'œuvre excédentaire. Cette excellente étude du Bureau international du travail (BIT), après avoir analysé la structure et la croissance de l'emploi dans plusieurs zones urbaines et la mobilité de la main-d'œuvre, s'interroge sur le capital des petites entreprises, relève son origine familiale et son rôle dans la production.

Importance de l'apprentissage, distribution du revenu patronal, absence de soutien au niveau institutionnel, contribuent également à l'établissement d'un « diagnostic du potentiel économique » de ce secteur vital qui, dans 20 % des cas, est même à l'origine d'embauches salariales (saisonnières le plus souvent).

ODILE FELGINE.

SCIENCE

HISTOIRE NATURELLE DE L'HOMME. 1. – L'homme imprévu. – André Bourguignon

★ Presses universitaires de France, Paris, 1989, 304 pages, 148 F.

Dans ce premier volume de l'Histoire naturelle de l'homme, André Bourguignon se livre à une réflexion sur l'évolution, telle que les physiciens et les biologistes ont pu la lire à partir des connaissances ou des hypothèses sur l'origine de l'univers et sur la constitution de la matière inerte et vivante.

Au-delà d'une synthèse brillante, appuyée sur une bibliographie respectable, les questions classiques mais fondamentales posées par l'évolution sont abordées de manière pénétrante et claire : il s'agit, en particulier, du rôle du hasard opposé au déterminisme, de celui des relations que l'individu entretient avec l'environnement, comparées à celles qu'il entretient avec lui-même, et enfin des conditions qui font que l'évolution se poursuit toujours dans la même direction.

Cette production à partir du chaos d'un ordre croissant et d'une complexité accrue, sans que l'on observe jamais de retour en arrière, n'est pas le moindre paradoxe d'une histoire qui débouche sur l'homme : l'homme imprévu, animal singulièrement fermé sur lui-même et, par là même, le plus capable de maîtriser son environnement ; l'homme, dont le système nerveux ne consacrerait que 0,02 % de ses neurones aux relations avec l'extérieur, le reste étant mobilisé par son organisation interne ; l'homme, dont le pouvoir de réflexion qui en résulte élargit le fossé entre la nature et la culture ; l'homme, enfin, qui n'échappera pas à la disparition, destin commun à toutes les espèces. Encore a-t-il peut-être le moyen de la retarder ou, du moins, de ne pas en être l'artisan, s'il parvient toutefois à maîtriser sa *« nécessaire folie »*.

JEAN-LOUP MOTCHANE.

EUROPE

LES ITALIENS. – Gilles Martinet

★ Grasset, Paris, 1990, 323 pages, 125 F.

Avec *les Italiens*, Gilles Martinet livre son trousseau de clés (y compris celles de Saint-Pierre !), pour déchiffrer l'*Italie* contemporaine. Son intime connaissance de la Péninsule et des protagonistes de son devenir, accumulée au cours de plus de cinquante années de fréquentation assidue et gourmande, a permis à l'ancien ambassadeur de France à Rome de brosser une galerie de portraits (Andreotti, Craxi, Trentin, Fellini, Agnelli, Eco, etc.) d'une facture particulièrement réussie. L'ouvrage démêle, de manière très vivante, l'écheveau de la complexité italienne, dans ses composantes politiques, économiques et culturelles. L'absence de complaisance des analyses n'y exclut jamais une estime privilégiée pour un pays qui a peu à voir avec la somme de lieux communs auxquels il se trouve si souvent réduit.

FRANÇOIS VITRANI.

LES FLUCTUATIONS ÉCONOMIQUES EN URSS, 1941-1985. – Jacques Sapir

★ Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1989, 239 pages, 200 F.

Destiné à un public averti, ce livre est d'une très grande densité, allégée seulement par de nombreux graphiques ; mais il ne se compare qu'en apparence aux « sommes » d'analyse statistique descriptive consacrées au même thème par Eugène Zaleski sur la période 1917-1952.

Dans l'optique du cycle et de la crise qui est ici la sienne, Jacques Sapir constate que, malgré des secousses majeures, l'économie soviétique a survécu et a même essayé de passer de la « régulation volontariste » de type stalinien à une « gestion consensuelle » plus proche du modèle hongrois d'après 1968. La perestroïka ouvre une nouvelle phase que l'auteur, s'arrêtant en 1985, ne traite pas mais évoque en conclusion. Selon que l'on adhère ou non à cette théorisation, on peut utiliser l'ouvrage comme une interprétation complète de la nature de l'URSS, ou comme une source d'informations très détaillées sur son évolution économique, étayées par une impressionnante bibliographie.

MARIE LAVIGNE.

PCF : CRISES ET DISSIDENCES. – Michel Dreyfus

★ Complexe, Bruxelles, 1990, 285 pages, 59 F.

« Le parti se renforce en s'épurant. » Cette formule de Maurice Thorez pourrait résumer la politique du Parti communiste français face à cinquante années de contestations internes. A lire le pénétrant livre de Michel Dreyfus, écrit avec sérénité sur un sujet tellement controversé, on est frappé par le caractère répétitif des crises qui secouent le PCF : chaque fois, les intellectuels et les élus locaux constituent le vivier de la contestation ; chaque fois la direction bloque, en ayant recours au « centralisme démocratique », toute véritable discussion et réduit ses oppositions sans grande difficulté, mais souvent au prix de reculs électoraux importants. L'auteur décrit minutieusement chacun de ces soubresauts, du pacte germano-soviétique aux dissidences des années 70 et 80 (Fiszbin, Juquin, reconstructeurs, etc.) en passant par les procès contre Marty et Tillon et par les crises de 1956, l'« année terrible ».

A. G.

LA FLAMME ET LA CENDRE. Histoire d'une vie militante. – Victor Fay

★ Presses universitaires de Vincennes, Paris, 1990, 274 pages, 125 F.

Les Mémoires de Victor Fay racontent cette histoire du XXe siècle qui commence en 1917, mais du point de vue de ceux qui s'étaient fixé pour tâche de la faire. *« Homme à tout faire de l'agit-prop »*, comme il se définit lui-même, Victor Fay a participé à tous les combats et à tous les débats de la gauche révolutionnaire européenne.

Il a formé inlassablement, avec une passion de pédagogue, des générations entières de militants, de Waldeck-Rochet à Michel Rocard. Son livre contient une mine impressionnante d'informations, de témoignages et d'analyses, restitués avec une indépendance d'esprit, une sincérité et une modestie de ton en tous points dignes de l'exceptionnelle trajectoire humaine de l'auteur.

F. V.

LA MUTINERIE DE CRONSTADT, 1921

Récit fantastique et jeu historique

LE CAPITAINE DIKSTEIN, de Mikhaïl Kouraev (traduit du russe par Anne Sabatier), Albin Michel, Paris, 1990, 206 pages, 98 F.

CE premier roman d'un auteur quadragénaire, qui commença par travailler dans les studios de cinéma de Leningrad, porte en sous-titre *« récit fantastique »*. L'auteur s'en explique dans un avant-propos où il note : *« Ceux qui aiment le « vrai » fantastique seront attristés, voire rebutés, par un ouvrage où il n'y a rien d'imaginé par l'auteur. »*

Qu'y a-t-il effectivement de fantastique dans ce récit de la dernière journée d'un vieil homme, récit bien mince en événements au premier regard ? Le 27 janvier 196... Igor Dikstein se réveille lentement, promène son regard sur le mobilier et le décor de sa chambre, se lève, s'habille, déjeune, rassemble les bouteilles vides qu'il doit aller livrer contre quelques kopecks au centre de récupération, fait longuement la queue dans la neige, réussit enfin à échanger ses bouteilles, va boire une chope de bière au petit café voisin Chamil, ressort, contourne doucement la carcasse de la vieille cathédrale inachevée de Gatchina et s'effondre brusquement, terrassé par une crise cardiaque...

Bref, la mort ordinaire de quelqu'un. Mais dans ce drame banal s'insère, éternellement revécu, l'épisode central de l'existence de celui qui a usurpé l'identité d'Igor Dikstein, marin comme lui en mars 1921, lors de la révolte de Cronstadt.

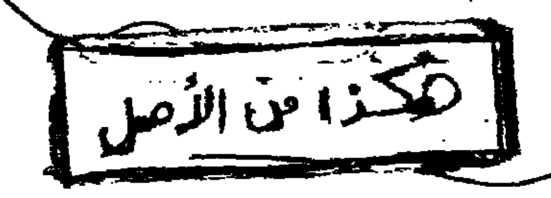
Mikhaïl Kouraev passe du quotidien à l'histoire, qu'il écrit en utilisant des documents des archives de Leningrad.

Il nous donne le premier récit vrai de Cronstadt dans la littérature soviétique. Il suit en même temps de près le destin de deux personnages : Igor Ivanovitch Dikstein, et un anonyme qu'il appelle *« l'homme à la mèche »*. Ils servent tous deux dans la tourelle d'un navire : Dikstein doit approvisionner le canon, l'autre est soutier. Après l'écrasement sanglant de la révolte, on arrête les survivants. Dikstein, qui a imprudemment laissé un journal où il a noté ses faits, gestes et impressions, est fusillé, et dès lors, la justice ne s'intéresse plus à lui. L'homme à la mèche, pour se dissimuler, prend son nom. Il s'invente un passé invérifiable, tout entier vécu dans les territoires un moment perdus par les bolcheviks. Sous cette fausse identité, il mène une vie morne, grise et misérable, qui contraste avec la folle existence de ces dix-huit jours d'émeute. Il travaille longtemps comme porteur clandestin dans les gares, où les porteurs réguliers lui cassent souvent la figure. L'âge de la retraite est aussi celui du drame : les 26 pauvres roubles sur lesquels il comptait s'évanouissent faute d'acte de naissance officiel...

ON voit alors en quel sens le récit est fantastique : le héros anonyme, sauvé de la mort par miracle, mène sous une identité d'emprunt l'existence morne et sinistre de tous, parfaitement étrangère à la soif de liberté qui soulevait les uns et les autres en 1921 comme en 1917 ; fantastique le destin de ce mutin tatoué de haut en bas et qui s'insère, non sans peine certes, dans une existence banale à souhait ; fantastique, enfin, le contraste entre le destin qui aurait pu être le sien et celui qu'il a connu.

Le capitaine Dikstein est donc un jeu historique et psychologique assez excitant, même si l'auteur insiste surtout, dans son avant-propos, sur la dimension morale de son œuvre. On referme cependant le livre avec un certain sentiment d'insatisfaction : l'auteur n'a pas complètement hissé son récit au niveau du mythe ou de la fable. Et le rapport entre les deux composantes du récit (la dernière journée ordinaire d'un homme ordinaire et la mutinerie de Cronstadt), bref, entre les deux faces du destin, entre le passé et le présent, est parfois instable et fragile. Et le héros est beaucoup plus vivant dans la dernière journée de son existence que dans un passé bouleversant qui semble l'écraser.

JEAN-JACQUES MARIE.



du mois

AMÉRIQUES

LA COUR SUPRÊME. Les grands arrêts. – Marie-France Toinet

★ **Presses universitaires de Nancy, 1988, 223 pages, 50 F.**

L'Amérique est un peuple de plaideurs et la Cour suprême règne sur son *appareil judiciaire*. A travers une quarantaine de grands arrêts rendus entre 1793 et 1985, arrêts restitués *dans* leurs contextes avant d'être publiés en version originale, Marie-France Toinet nous fait apprécier les fondements juridiques de décisions qui ont marqué la vie des Etats-Unis, qu'il s'agisse du fédéralisme, de l'intégration raciale, de la liberté *d'expression ou du droit* à l'avortement. La valeur de cet ouvrage de référence qui intéressera les juristes autant que les américanistes tient aussi à ce qu'il nous fait mesurer à quel point la désignation par M. Ronald Reagan de quatre des neuf juges (nommés à vie) de la Cour suprême constituera l'un des pans les plus pesants de son héritage.

SERGE HALIMI.

LES ÉTATS-UNIS ET LEUR TÉLÉVISION. – Claude-Jean Bertrand

★ **INA-Champ Vallon, Seyssel, 1989, 318 pages, 140 francs.**

Dans une suite de chapitres très ciblés et assez courts, chapitres souvent illustrés des tableaux les plus récents, l'auteur nous offre un panorama d'ensemble de la *télévision américaine* dans lequel rien ne manque. Car tout y est : l'histoire, le cadre légal, le déclin des grands réseaux, victimes de la montée foudroyante du câble, les financements, les programmes, la volonté de conquête extérieure et l'absence d'intérêt pour les productions étrangères.

Si rien ne manque, c'est aussi qu'on ne s'attarde jamais. La conclusion d'ensemble de cet ouvrage, qui préfère exposer plutôt que de trancher, est dès lors on ne peut plus prudente : *« La télévision américaine n'a pas produit d'effets particulièrement bons ou mauvais. »* On a presque envie de répondre en reprenant à son compte l'appréciation de François Balle qui sert d'introduction à l'ouvrage : *« En lisant le livre de Claude-Jean Bertrand, je n'arrive pas à me persuader qu'il a dit jusqu'au bout tout ce qu'il pensait, comme stupéfait par ses propres découvertes. »*

S. H.

LES STARS DE DIEU. Le scandale des télévangélistes. – Ingrid Carlander

★ **Plon, Paris, 1990, 242 pages, 130 F.**

Poursuivant et approfondissant une première enquête sur les télévangélistes américains (*le Monde diplomatique*, juin 1988), Ingrid Carlander nous entraîne dans le paradis infernal des Jimmy Swaggart, Jerry Falwell, Jim Bakker et autres Pat Robertson. Un phénomène aussi vieux que les Etats-Unis mais qui, la télévision, le marketing, les énormes *machines* de la « communication » aidant, a pris une dimension sociologique, financière, idéologique, politique (ultraconservatrice), inimaginable ailleurs. Maîtrisant parfaitement ces techniques, les prêcheurs exploitent à fond *« les frustrations de la société »*, rendant *« un discours magique »* à *« un monde désenchanté »*. Ils prêchent l'amour mais non la fraternité, avant, parfois, de chuter dans le stupre et sans jamais apaiser leur soif d'argent et de luxe. La décennie 80 aura été, aux Etats-Unis, celle des *junk bonds*, de la finance de pacotille. Est-ce un hasard si elle a aussi été, pour des dizaines de millions de gens, celle de la religion de pacotille, du spirituel à crédit, du toc cathodique halluciné ? Celle aussi de l'ère Reagan...

J. D.

ÉCONOMIE

LES TRADING JOINT VENTURES : UN MOYEN DE RÉDUIRE LES RISQUES DE COOPÉRATION EN URSS. – Stéphane Mellinger

★ **CPE Etude n° 128, diffusion Aditech, Paris, 1989, 72 pages, 200 F.**

Malgré les exhortations du CNPF, les entreprises françaises – contrairement à leurs concurrentes européennes, et notamment allemandes – ne se précipitent pas en Union soviétique. Dans cette étude détaillée, Stéphane Mellinger identifie les risques que les sociétés mixtes (*joint ventures*) doivent surmonter dans un environnement économique et social peu préparé à les recevoir. Une solution recommandée est la *trading joint venture*, sorte de centrale d'import-export, liée à l'activité des partenaires, et officialisée en mars 1989. L'étude comporte en annexe le mode d'emploi complet d'une société de ce genre.

B. C.

DIPLOMATIE

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DEPUIS 1955. – Eugène Berg

★ **Economica, Paris, 1989, 1 574 pages, 280 F.**

L'année 1955 est celle de la conférence de Bandoung qui sonna *« le réveil des peuples colonisés »*. L'auteur choisit, fort judicieusement, de commencer à cette date son analyse des trente dernières années de politique internationale. D'autant que Bandoung explique, en partie, l'importance qu'aura dans les pays du tiers-monde la révolution cubaine (1959) et, par conséquent, *« la crise des fusées »* (1962).

Eugène Berg passe en revue les grandes césures – détente (1963-1968), crise (1973-1977), nouvelle guerre froide (1978-1984), *nouvelle détente (1985-1988)* – non seulement dans les relations Est-Ouest, mais aussi dans l'ensemble des relations multipolaires. Il observe les prises de position de tous les Etats et décrit l'attitude des principales forces politiques. Sérieux, truffé de références, complété par une remarquable bibliographie, bref, un indispensable instrument de travail.

I. R.

SOCIÉTÉ

DU PAUPÉRISME A LA SÉCURITÉ SOCIALE (1850-1940). Essai sur les origines de la Sécurité sociale en France. – H. Hatzfeld

★ **Presses universitaires de Nancy, 1989, 344 pages, 130 F.**

Voilà enfin réédité l'ouvrage pionnier de *H. Hatzfeld* (paru en *1971*), *indispensable* pour entrer dans l'intelligence de l'immense et complexe débat suscité, à partir des années 1830-1850, par le développement du paupérisme et de la précarisation presque absolue de l'existence des travailleurs de l'industrie, toujours menacés de verser de la pauvreté dans la misère par la maladie, la vieillesse ou le chômage.

L'auteur analyse avec profondeur et finesse le glissement d'une problématique typiquement libérale de l'initiative individuelle charitable comme seul et unique correctif à la problématique moderne de protection fondée sur la reconnaissance d'un droit à l'existence dont la *société et* l'Etat *sont* comptables. L'Assistance publique et les assurances sociales en constitueront la traduction dans les années *1890-1910*, qui marquent un tournant décisif.

JACQUES LE GOFF.

HISTOIRE

LE SYSTÈME DE L'HISTOIRE. – Robert Bonnaud

★ **Fayard, Paris, 1989, 348 pages, 140 F.**

Alors que les systèmes théoriques ne font plus recette et que le monde selon Fukuyama (penseur de recettes à la mode pour les stratèges des Etats-Unis) a dépassé l'histoire, Robert Bonnaud propose *le Système de l'histoire*.

De 221 avant l'ère chrétienne jusqu'à nos jours, muni de ses quarante-huit concepts, il s'efforce de trouver un sens à notre « Nef des fous », de définir une totalité historique, de rechercher des convergences. Comble de l'archaïsme intellectuel, il a écrit un livre difficile, exigeant, bourré d'érudition. Bourré jusqu'à la gueule, car c'est d'une arme qu'il s'agit. *« Ce livre est né de la volonté de contribuer à l'universalisation de la connaissance historique, d'arracher l'orientalisme à ses ghettos et l'histoire de l'Occident à sa solitude. »*

CLAUDE LIAUZU.

● L'ANNÉE 1989 DANS LE MONDE. – Edouard Masurel (*Gallimard* - le Monde, *Paris, 1990, 261 pages, 27,50 F*) : chronologie des principaux événements en France et à l'étranger.

● LES PAYS DE L'EST A L'ÈRE GORBATCHEV. – (*Solidarité Est-Ouest, CEP BP 5006, 69245 Lyon Cedex 5, 1990, 51 pages., 40 F*) : actes d'un colloque tenu à Lyon en février 1989.

● ROLE DES ONG ET DES ASSOCIATIONS DANS LE PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT. – (*Association Pays de Loire-Gaza-Jérusalem, 29, rue Saint-Antoine, 44000 Nantes, 1990, 85 pages, 60 F*) : actes d'un colloque israélo-palestinien.

● ILS DÉPLACÈRENT LES BORNES. – Jean-Marc Gardes (*Fédération des œuvres laïques de l'Ardèche, Privas, 1989, 212 pages, 135 F*) : le département de l'Ardèche, héritage de la Révolution française.

● ANARCHIE ET RAISON D'UNE ARCHITECTURE. – Jak Vauthrin (*L'Harmattan, Paris, 1989, 223 pages, 200 F*) : itinéraires à travers les quartiers populaires des villes d'Afrique occidentale.

LES SOLS. – (*Georg, Genève, 1989, 135 pages, 94 F*) : les sols, faciles à perdre, difficiles à regagner.

● ACCORDS ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX. – Bernard Colas (sous la direction de) (*La Documentation française, Paris, 1990, 484 pages, 180 F*) : répertoire des accords et des institutions.

Le bon temps et le massacre des innocents

Par YVES FLORENNE

CE *« bon temps »*, ce fut celui des *« bourreaux nazis »* dans leur *« vie ordinaire »*. Le plus désespérant, c'est qu'ils étaient eux-mêmes, souvent, des hommes ordinaires, qui embrassaient leur femme et leurs enfants en revenant de massacrer d'autres femmes et d'autres enfants. *Ils survécurent assez longtemps et tranquillement* pour que l'un d'eux, commandant du camp de Treblinka – 700 000 envoyés « au gaz » – écrivît ses souvenirs nostalgiques sous ce titre même : *le Bon Temps*, que lui empruntent aujourd'hui trois historiens allemands (1). Les faits, chiffres et résultats de leur recherche – rien que des témoignages, en masse, et tous d'Allemands – font d'eux les *plus implacables juges de leurs compatriotes* et, *à la limite*, d'une approbation passive dans l'immense majorité de leur propre peuple.

Ouvrons le livre. Sur une surprise, qui fut celle des soldats allemands entrant en Lituanie. Pays d'actualité pour nous, il retrouve une liberté qu'il perdit quand commence notre histoire. La surprise (pour nous aussi), c'est de découvrir partout, sur des places ou dans des clairières transformées en théâtres, d'étranges divertissements publics, dont *ils devinrent les spectateurs curieux : c'étaient des pro*groms, particulièrement bien mis en scène, prolongés, *raffinés*, avant que les fusils règlent le dénouement sur ce qui restait des juifs, assortis de quelques communistes. Spectacles qui se retrouveront en Ukraine. La Lettonie, elle, organisera un *« tourisme des massacres »*.

Puisqu'il faut nous borner, arrêtons-nous au plus épouvantable de ces événements « ordinaires ». Cela commence avec un jeune aspirant candide de la Wehrmacht qui se promène. Il voit deux petites filles rieuses, près d'une maisonnette. Et une sentinelle ukrainienne en armes. Plaisanterie *militaire de l'aspirant : « Une exécution ? » Réponse : « Vous pouvez regarder. »* Le jeune homme sourit, poursuit sa promenade. Tracassé, il reviendra. Pour voir d'abord, cette fois, de très jeunes femmes : *« Elles allaient dignement, calmement à la mort. Pour moi, ça dépassait l'imaginable. »* Il revient à la maisonnette. Les petites filles ? Disparues. Définitivement. A l'intérieur de la maison, des gémissements. Il apprend que ça dure *depuis deux jours ; pousse* la porte.

Le lendemain, alertés, des aumôniers de l'armée se présentent. *Ils trouveront « quatre-vingt-dix enfants de deux à trois mois et de cinq à six ans »* entassés dans quelques *mètres carrés. Depuis deux jours ; gisant* dans leurs déjections ; sans nourriture (quelques-uns grattaient l'enduit des murs pour le manger), sans eau, en pleine canicule. Les aumôniers rédigèrent un rapport très discrètement indigné : exclusivement sur cette incurie et une publicité fâcheuse. Silence sur la solution finale. Les petites victimes attendirent encore deux jours leur mise à mort.

Toute la hiérarchie militaire s'était déclarée incompétente pour trancher. Un rapport fut établi pour le responsable *suprême, le maréchal Reichenau. Lequel réagit sévèrement* : sur ce qu'on l'avait dérangé pour l'entretenir d'un tel détail, d'ailleurs réglé d'avance dans le détail d'ensemble. Ce qu'il déplorait, c'était le retard apporté à l'exécution, celle de l'ordre. Conséquemment : celle des condamnés. Mais, par un souci d'équité et de véracité qui l'honore, il déplorait qu'on eût justifié cette opération par des *« atrocités prêtées à l'adversaire »*, ce qui le mettait, lui, dans l'obligation de *« considérer cette allégation comme erronée et extrêmement malencontreuse »*. Pour le reste, voici le rappel de son ordre : *« J'ai décidé, par principe, que toute opération déjà commencée devra être poursuivie avec les moyens appropriés. »*

On ne peut passer sous silence que les officiers supérieurs ou généraux, rédacteurs du rapport, admettaient des *« lacunes du point de vue technique »*. Mais ils rappelaient avec force leur plein accord sur le fond : *« L'extermination des femmes et des enfants juifs* [est] *nécessaire, et peu importe les moyens employés. »* Conclusion : *« Toute la juiverie ayant été fusillée, il fallait, par conséquent et obligatoirement, procéder à l'élimination des enfants juifs, surtout les nourrissons. »* Le rapport se clôt respectueusement par *la citation d'un propos du maréchal : « Cette racaille doit être exterminée. »* Hasard ou justice immanente ? Exterminé, c'est ce haut militaire qui le fut dès le lendemain, à la suite d'une attaque – celle-là, simplement cardiaque ou cérébrale.

Pour l'équité, il faut citer quelques faiblesses ; ainsi chez l'officier SS désigné pour l'exécution. Il protesta, invoquant ses hommes qui avaient de jeunes enfants. On se rabattit sur des Ukrainiens. *« Les enfants sont placés au plus haut de la fosse. »* On les tire, ils y tombent. *« Peu importe où ils étaient touchés. »* Morts ou survivants, on jetait la terre par dessus. *« C'était abominable, indescriptible. Jamais je n'oublierai. »* Ce militaire n'a pas moins fait son travail.

Ce que d'autres n'ont pas oublié, c'est le *« bon temps »*. Daté d'Auschwitz : *« Au foyer des officiers, la nourriture est excellente. »* Et voici les menus *« succulents »*, le bon vin, les concerts ; le manteau ample et chaud, sur mesures, commandé à Berlin. Mais le plus accablant de ces souvenirs, *c'est peut-être celui-ci : « J'ai participé à ce massacre parce que je n'y pouvais rien. Je suis catholique romain et je crois toujours en Dieu. Ce n'est que par égard pour ma famille que j'ai participé au massacre de trois millions d'êtres humains. »*

D'un SS choqué par un confrère : *« Je pensais qu'il ne devait pas soulever les enfants par les cheveux, qu'il devait les tuer avec décence. »* D'un autre, sur son travail ambulant (avec ses 170 camions gazeurs) : *« J'ai liquidé environ 90 000 hommes, femmes et enfants. »* D'un commandant de camp : *«... 2 500 000 gazés et brûlés. Au moins 500 000 morts de maladie ou de faim. Les autres, sélectionnés et utilisés comme esclaves. »* Bref : le « détail » en gros. Mais le plus gros : ces témoignages, très personnels, furent déposés *« sur l'honneur »*.

OR ce qu'il faut savoir, et là-dessus les témoignages abondent, c'est que ceux qui ne voulaient ou ne pouvaient *pas participer aux tueries, notamment des enfants*, s'ils étaient publiquement méprisés (*« Il m'a reproché de ne pas me conduire en soldat »* ; les militaires affectés aux camps de la mort étaient *« l'élite du soldat »*), n'étaient *jamais sanctionnés*. Ceux qui étaient simplement *« éreintés »* par le travail étaient renvoyés au repos. Mais bien assez nombreux, ceux *« qui n'en avaient jamais assez »*. Pour ceux-là, *« c'était la fête ! »*, une jouissance inespérée, inépuisable.

Jamais dans l'histoire il n'y eut semblable massacre des innocents. Non seulement par le nombre, mais par la perfection de l'organisation industrielle. Ne peut-on être inquiet de ce qu'en si peu d'années l'infection gagnât profondément un grand peuple civilisé ? Il ne faudrait pas non plus perdre de vue que dans la « pensée » nazie, le juif n'était que le type provisoire du sous-homme, assorti aux Tziganes. Le tour de quelques autres viendrait. Déjà tout non-Allemand, s'il était homme sans doute, mais de seconde qualité, avait *pour fonction d'escorter, servir et nourrir la nouvelle race* élue dont la pureté comme la beauté trouvaient leur parfaite figure dans la trinité Hitler-Goebbels-Goering.

Quoi qu'il en soit, ce siècle mirobolant aura fort ébranlé les illusions émouvantes du précédent. Il faudra de l'endurcissement pour continuer à fonder quelque espoir sur l'avenir humain de l'homme.

(1) Ernst Klee, Willy Dressen, Volkes Riess, *Pour eux, c'était le bon temps*, Plon, Paris, *1989*, *272* pages, *150 F*.

CULTURE

JUAN CARLOS ONETTI. – Ramon Chao

★ ***Plon, Paris, 1990, 235 pages, 160 F.***

Ramon Chao, écrivain espagnol, converse avec l'un des maîtres de la littérature hispanique contemporaine, l'Uruguayen Juan Carlos Onetti (né en 1909). Ce dernier évoque les *grands événements de sa vie, ses lectures, ses* rencontres, son œuvre.

L'auteur du *Puits* (Christian Bourgois, 1985) et du *Ramasse-vioques* (Gallimard, 1986) (1) est moins connu, en France, que d'autres grands auteurs latino-américains comme Gabriel Garcia Marquez ou Mario Vargas Llosa.. Sans doute, explique Ramon Chao, parce qu'on ne trouve pas chez lui *« la moindre touche de couleur locale, ni de miracles, ni de réel merveilleux, ni de réalisme magique »*. Il possède pourtant, comme nul autre, *« la grâce infernale de la littérature »*.

I. R.

(1) *Le Monde diplomatique* a publié une nouvelle de Juan Carlos Onetti, « Présence », en mars 1985.

LA RECHERCHE INTERCULTURELLE. – Textes *réunis par Jean Restschitzky, Margarita Bossel-Lagos, Pierre Dasen*

★ ***L'Harmattan, Paris, 1989, 2 vol., 318 pages et 352 pages, 150 F et 170 F.***

Loin des polémiques, de la mise en scène spectaculaire, c'est une tâche de longue haleine qui est entreprise dans une nouvelle collection de l'Association pour la recherche interculturelle. Ces deux volumes, où sont abordées les multiples facettes des espaces interculturels : processus d'identification, aculturation et changement social, éducation..., présentent de nombreuses études de cas et posent les jalons d'une problématique. La dispersion et l'inégalité des textes, qui tiennent au genre colloque, ont pour contrepartie la diversité des apports : pluralité des approches, conjugaison des sciences sociales et des savoirs accumulés par les acteurs de l'interculturel. A suivre...

C. L.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

RADIEUX AVENIR A L'HORIZON 2005 ?

L'homme, ce grain de sable...

Par RICCARDO PETRELLA*

JE me réjouis dès maintenant – j'ai quarante-huit ans – du fait que, en l'an 2005, les télévisions du monde ne montreront plus des bombardements à Beyrouth. *La mort des forêts allemandes*, à cause des pluies acides, et l'étouffement de la mer Adriatique par les algues seront devenus des études de cas pour les manuels d'enseignement sur la manière de mieux gérer l'environnement. De même en ce qui concerne les craintes actuelles liées au trou de la couche d'ozone.

L'apartheid aura pratiquement disparu en Afrique du Sud. En Italie, le mouvement xénophobe et raciste se sera révélé d'une très grande *fragilité* car les Somaliens, les Ethiopiens, les Egyptiens, les Sénégalais, les Saoudiens auront pu et su s'intégrer dans les grandes villes de Milan, Rome, Gênes...

Grâce à la coopération internationale, les scientifiques auront trouvé un remède au sida. Ils auront ainsi extirpé la grande peur de la fin du vingtième siècle, et, avec elle, le retour à un puritanisme sexuel douteux.

La drogue ne tuera plus tant de jeunes.

Les stades redeviendront les lieux de grandes kermesses sportives populaires. La violence urbaine aura disparu : il sera agréable de se promener, même le soir, dans les rues, les jardins publics, le métro....

Même les baleines bleues auront repeuplé les océans.

La guerre d'Irlande du Nord aura laissé la place à un nouvel ordre politique et institutionnel, grâce à une intervention décisive du Parlement européen. L'Assemblée de Strasbourg aura ainsi contribué à transformer l'actuelle indifférence des autres Européens en un rejet massif de cette guerre fratricide.

De nombreux robots et systèmes experts auront fait leur entrée dans les usines et les bureaux. *Cette première sera plus ou moins* massive selon les secteurs et la dimension des entreprises, mais elle éliminera beaucoup de travail humain direct. L'économie générale aura cependant trouvé un rythme de croissance supérieur à celui de la productivité, de sorte que, en 2005, les sociétés européennes auront rétabli, sous des formes nouvelles, le plein emploi.

Le Japon ne fera plus peur aux Etats-Unis et à l'Europe

CERTES, vers l'an 2010, l'Europe aura plus de vieux (de plus de soixante ans) que de jeunes (de moins de vingt-cinq ans) mais il n'y aura pas de grandes ruptures entre eux : pas de Panthères grises faisant la révolution de 2005, même si, lorsqu'ils étaient jeunes, les vieux de 2005 avaient « fait » mai 1968.

La réduction de la semaine de travail à une trentaine d'heures, sans réduction de salaire, concernera surtout les employés des secteurs manufacturiers et certaines occupations tertiaires – *mais seulement dans certains pays* – alors que d'autres catégories professionnelles (les « alcooliques du travail ») auront le « plaisir » de travailler soixante à soixante-dix heures hebdomadaires. C'est (presque) déjà le cas lorsqu'on voit le nombre croissant de managers qui, dans les premiers avions du *matin* et les *derniers du soir*, *pianotent* allègrement (par exhibitionnisme ?) sur leur ordinateur portable.

Malgré la puissance considérable acquise par le Japon sur les plans technologique, industriel et financier, ce pays ne fera plus peur aux Etats-Unis et à l'Europe. La guerre technologique et économique qui aura fait rage entre eux dans les années 90, succédant à la « guerre froide » Etats-Unis – URSS pour la prééminence militaire dans les années 50 à 80, se sera transformée en une vaste action de coopération pour combattre la misère, la faim, la maladie et l'ignorance dans le monde.

Oubliés les terrorismes religieux

LES grandes entreprises multinationales et les *puissants* groupes *financiers* qui, aujourd'hui, sont les seuls acteurs capables de gouverner l'économie mondiale (bien entendu dans leur propre intérêt corporatiste et sectoriel), à coups d'OPA de dizaines de millions de dollars et d'alliances tous azimuts, ne seront plus seuls à gérer les ressources matérielles et immatérielles de la planète.

La société civile et le pouvoir politique, aujourd'hui fragmentés entre des centaines de « souverainetés » nationales, auront inventé les mécanismes de régulation des conflits et les nouvelles règles du jeu capables de définir l'intérêt public général, à la satisfaction duquel les entreprises sauront et devront contribuer.

Le recours à la médecine préventive et à la procréation médicalement assistée (fécondation *in vitro*, transfert des embryons, manipulation génétique des spermatozoïdes...) en vue de combattre des maladies héréditaires et des handicaps génétiques aura fait l'objet de réglementations nationales, européennes et mondiales. Edictées de manière claire et contraignante, elles préviendront les possibilités d'abus et de perversion des recherches actuelles.

Les terrorismes religieux n'auront été qu'un bref sursaut de cette fin de siècle, millénarisme aidant. La reconquête de la parole par les « Eglises du silence », en Europe orientale et en Union soviétique, aura permis de faire retrouver aux uns et aux autres leurs véritables identités dans le respect mutuel.

L'anglais constituera toujours la *lingua franca* internationale. Cependant, une nouvelle génération d'Européens polyglottes (connaissance *active de deux langues* et connaissance passive d'une troisième) sera aux commandes. L'intensification des échanges entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale accélérera ce phénomène.



Dans le gigantesque mouvement de changements institutionnels, d'innovations sociales, d'esprit entrepreneurial et de solidarité humaine que *l'avenir radieux ci-dessus* décrit implique nécessairement, il y a néanmoins un petit grain de sable qui peut tout bloquer. Personne ne peut prévoir quand, comment et où il fera tout gripper. On peut seulement dire avec certitude que grain de sable il y aura.

Le grain de sable c'est l'Homme (l'homme et la femme) : sa volonté et son besoin de puissance. Puissance physique, économique, politique *et militaire. Puissance créatrice et destructrice*. Puissance sur la matière. Puissance sur l'esprit.

La *volonté* et le besoin de *puissance* sont, avant tout, nourris par la recherche du dépassement permanent des limites actuelles de l'existence et de l'action humaines. L'Homme ne savait pas voler comme les oiseaux. Maintenant il vole plus vite et plus haut qu'eux sans faire aucun effort physique direct. Les pharaons étaient très puissants, mais *ils* sont morts et enterrés, même s'ils sont embaumés. Il en est de même des saints de toutes les religions, bien qu'ils soient vénérés dans les églises, les temples et autres lieux sacrés : ils sont devenus des statues. L'homme et la femme du vingt et unième siècle chercheront à se donner des formes de quasi-immortalité plus efficaces et plus « vivantes ». C'est pour cela qu'ils chercheront à créer des machines intelligentes anthropomorphiques et qu'ils investiront des sommes énormes dans la science et la technologie du vivant. L'ingénierie génétique et le décryptage du génome humain illustrent bien cette tendance.

Apprendre à ne pas réaliser tout ce qui est possible

LA *volonté* et le *besoin de puissance* sont aussi nourris par le désir et le plaisir d'affirmer sa propre existence et sa propre identité aux dépens des autres hommes et femmes, en leur niant le droit à l'identité et donc à la diversité. Sur l'autel des impératifs d'efficience et de standardisation, on sacrifiera la grande variété des personnes, des langues, des cultures, des sociétés.

La volonté et le besoin de puissance sont nourris par la force de l'imitation et par la nécessité de l'apparence. D'où le rôle capital joué par la publicité dans la société, avec, pour conséquence, la perversion des valeurs et des *priorités qu'entraînent les stratégies de valorisation* de la personne.

Le grain de sable est inévitable. Ses effets néfastes peuvent cependant être diminués et canalisés. On peut même se prémunir contre eux. L'un des moyens les plus efficaces : une *meilleure lubrification des multiples mécanismes* économiques, sociaux et politiques. Cela grâce à une plus grande transparence des fins et des moyens, à l'intensification des flux d'information et d'échange, au renforcement des moments et des lieux de rencontre, de débat et de décisions démocratiques.

La meilleure garantie contre le grain de sable est de valoriser le petit et le local en organisant le grand et le mondial de manière à en garder le contrôle en cas de crise. La meilleure assurance réside dans la subordination des impératifs économiques et militaires aux aspirations de la société civile et à la légitimité du politique. Aussi on ne peut pas dire que les parties les plus développées du monde, engagées dans une compétition archarnée pour le leadership mondial, aillent dans cette direction.

Mais surtout, il faut que chacun prenne pleinement conscience de deux faits majeurs, fondamentaux : le premier, c'est l'évidence que l'histoire humaine est une, au-delà de toutes les fragmentations et divisions dans lesquelles la volonté et le besoin de puissance (et les différentes *formes de cynisme politique*, économique et socioculturel qui l'accompagnent) veulent l'enfermer ; le deuxième, c'est que l'Homme doit apprendre à ne pas vouloir faire tout ce qu'il peut faire. Aujourd'hui, encore plus que dans le passé, il doit apprendre à mesurer et à maîtriser sa capacité d'agir. Il doit apprendre à ne pas réaliser tout ce qui est technologiquement et médicalement possible, par exemple, et se fixer lui-même des limites éthiques infranchissables à sa puissance.

* Directeur du programme FAST (Prospective et *évaluation de la science et de la technologie*) à la Commission des Communautés européennes.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :
Courrier des lecteurs. – Colloque à Tunis : libertés d'expression dans le monde arabe, par **Manuel Lucbert**.

PAGE 3 :
Timides changements en Corée du Nord, par **Selig S. Harrison**.

PAGES 4 et 5 :
Les Philippines attendent des réformes... ou un coup d'Etat, par **Marc Mangin**. – L'enjeu mondial des bases américaines, par **Sophie Boisseau du Rocher**.

PAGES 6 et 7 :
CHINE : Explosion de la délinquance, par **Jean-Louis Rocca**. – L'alliance militaire Washington-Pékin ne faiblit pas, par **Michel Chossudovsky**.

PAGE 8 :
Leçons d'une défaite au Nicaragua, par **Jorge Castaneda**.

PAGE 9 :
L'Argentine se décompose, par **Alexandre Valente**.

PAGES 10 et 11 :
L'Afrique noire va imploser, par **Achille Mbembe**. – Gaspillages et gabegies au Gabon, par **Aristide Mba**.

PAGE 12 :
GRANDE-BRETAGNE : Fin de partie pour le thatchérisme dominateur, par **Martin Jacques**.

PAGE 13 :
La colère des citoyens humiliés, suite de l'article de **Claude Julien**.

PAGES 14 à 17 :
UNE ALLEMAGNE TROP PUISSANTE ? : L'espoir à deux vitesses, suite de l'article de **Jean-Marie Vincent**. – L'unification et la sécurité de l'Europe, par **Jean Klein**. – Le triomphe du capitalisme financier, par **Frederic F. Clairmonte**. – *Les inquiétants* arguments du néopatriotisme germanique, par **André Gisselbrecht**. – RDA : Pertes d'emploi, menaces sur le logement, par **François Bafoil**. – « Quand l'Allemagne *pensait le monde* », de *Michel Korinman*, par **Jean-Michel Palmier**. – « Requiem pour les révolutions », de Paul-Marie de La Gorce, par **Gilles Perrault**.

PAGES 18 et 19 :
UNION SOVIÉTIQUE : Une perestroïka de « deuxième type », par **Jean-Marie Chauvier**. – Dans le labyrinthe des mouvements politiques (J.-M. Ch.). – Trois Républiques européennes : Ukraine, Biélorussie, Moldavie.

PAGES 20 et 21 :
QUELQUE PART EN SIBÉRIE : Irkoutsk redoute les lenteurs du changement, par **Jean-Yves Potel**. – Dans la presse étrangère : la Suède, point de référence pour l'Est, par **Françoise Barthélemy**.

PAGES 22 et 23 :
Le gouvernement israélien renâcle devant la paix, par **Alain Gresh**. – Ces fantasmes qui couvrent la voix de la conscience juive, par **Jerome M. Segal**. – Qui a peur des immigrants soviétiques ? par **Joseph Al-Ghazi**.

PAGES 24 et 25 :
DROGUE : Ces banquiers complices du trafic, par **Christian de Brie**. – Des blanchisseurs de haut vol sur leur *chapelet de paradis* (C. B.).

PAGES 26 et 27 :
LES CITOYENS A LA CONQUÊTE DES POUVOIRS (VI) : Mobiliser les salariés pour réformer l'entreprise, par **Bernard Cassen**. – « L'atelier et le robot », de Benjamin Coriat, par **Jean-Loup Motchane**. – Avoir une vie avant la mort, par **Philippe Videlier**.

PAGE 28 :
ROCK ET POLITIQUE : Chanter le devenir du monde, par **Thomas Sotinel**.

PAGE 29 :
Un hommage à Georges Schehadé, par **Maurice Pons**. – *« Milou en mai », un film de Louis Malle*, par **Christian Zimmer**.
Dans les revues...

PAGES 30 et 31 :
LES LIVRES DU MOIS : « Pour eux, c'était le bon temps », d'Ernst Klee, Willy Dressen, Volkes Riess, par **Yves Florenne**. – « Chronique d'une famille anatolienne », d'Artun Unsal, par **Abidine Dino**. – « Le capitaine Dikstein », de Mikhaïl Kouraev, par **Jean-Jacques Marie**.

Le Monde diplomatique du mois de mars 1990 a été tiré à 174 000 exemplaires.

